L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XI.

L'ARMÉE ET LES VOLONTAIRES.

LES VOLONTAIRES DE 1803. — ORGANISATION DES RIFLEMEN. — L'ÉCOLE DE HYTHE.

Les forces de la Grande-Bretagne se composent aujourd'hui de deux élémens distincts : l'armée régulière, qui représente la discipline, et l'armée des volontaires, qui représente le dévouement. Cette dernière constitue un type tout anglais. En passant par Boulogne, j'entendis appeler les *riflemen* qui se trouvaient là par hasard des « gardes nationaux. » Devais-je m'étonner de cette confusion d'idées, qui annonce pourtant une grande ignorance de l'une et l'autre institution? C'est un travers trop commun que de rapporter à ce qui se fait chez nous les créations sociales des autres peuples. Est-il besoin de rappeler qu'en France la garde nationale est sortie de la classe moyenne, pour stipuler certaines garanties, dès les premiers jours de la révolution, entre le peuple et la couronne? Les volontaires anglais se sont formés dans des conditions toutes différentes : ils se levèrent, il y a un an, devant l'idée que leur patrie était menacée. Ils ne montent point de garde, ils ne font point de patrouilles, ils n'exercent aucun contrôle sur l'ordre ni sur la police des villes. C'est une armée de *guerillas* qui attend de pied ferme

que l'ennemi vienne, et Dieu veuille qu'elle l'attende longtemps! L'organisation d'une telle force suppose deux choses qui ne se rencontrent point ailleurs : un gouvernement assez puissant pour se reposer sur la nation, et une nation qui ait assez de confiance dans son gouvernement pour ne point abuser du droit de porter les armes.

Il existe un lien entre les soldats et les volontaires, c'est la *milice*. La milice est une force qui se lève surtout dans les campagnes pour la défense intérieure de l'Angleterre. Elle se recrute, comme l'armée, d'après le principe de liberté. Un acte du parlement a déterminé en 1852 que chaque enrôlé dans la *militia* recevrait une somme de 6 livres sterling à titre de *bounty*. Si pourtant le nombre de ces hommes de bonne volonté n'était pas suffisant dans un district, l'état peut recourir à une sorte de conscription par voie de scrutin qui atteint tous les individus depuis l'âge de dix-huit jusqu'à trente-cinq ans. Ajouterai-je que depuis longtemps le gouvernement anglais s'est abstenu de se servir à cet égard du pouvoir que lui donne la loi? Les miliciens n'ont point même été appelés cette année-ci sous les drapeaux, et le ministre de la guerre prépare en ce moment de grandes réformes qui devront modifier le caractère de cette arme. Comme ces réformes ne sont pas encore très connues, je m'abstiendrai d'en parler. Si j'ai bien compris l'idée du ministre, il voudrait envelopper dans la milice, réorganisée sur une nouvelle base, une classe de la société qui est restée en dehors du mouvement des volontaires, et dont les hommes se rapprochent plus que d'autres par leur manière de vivre des mœurs et de la condition du soldat.

C'est sur les volontaires proprement dits que doit se fixer notre attention. Ce nom a donné lieu, il est vrai, à quelques critiques. On a représenté que, dans la Grande-Bretagne, tous les services, l'armée et la marine, étaient remplis par des volontaires. Il y a pourtant une grande différence entre les recrues de l'armée régulière et ceux de l'armée civile : les uns reçoivent de l'argent, les autres en donnent; les premiers sont attirés sous les armes par l'attrait d'une récompense, les seconds par l'attrait du désintéressement et du sacrifice. Un autre caractère qui, après comme avant l'enrôlement, distingue les vrais volontaires est l'absence de toute compression. Cette armée, qui se supporte elle-même, n'obéit guère qu'à son libre arbitre. Pour comprendre le mouvement qui s'est développé en 1860, et où tout s'est fait par l'initiative individuelle, il nous faudra jeter un regard rétrospectif sur les volontaires du passé. Nous serons ainsi mieux préparés à saisir l'esprit de l'institution et ce qu'elle ajoute au caractère de l'Anglais. Le but est de faire de chaque homme un soldat pour la défense du pays, et l'on espère

que le temps viendra où ce sera une disgrâce pour tout enfant de la Grande-Bretagne que de ne point savoir manier les armes. A l'organisation des corps libres se rattachent d'ailleurs d'autres exercices d'adresse qui doivent augmenter les forces et la puissance de la race. Le théâtre des faits change avec le point de vue : c'est à Londres et dans toute la Grande-Bretagne qu'il nous faudra suivre le mouvement des volontaires; mais c'est à l'école de Hythe que nous devrons étudier une des applications les plus intéressantes du nouveau système de défense (1).

I.

Le 23 juin 1860, j'assistais dans Hyde-Park à la grande revue des volontaires. M'étant rendu de bonne heure sur le terrain où devait se déployer cette scène imposante, j'eus tout le temps d'observer non-seulement l'arrivée des nombreux régimens aux diverses couleurs qui défilaient l'un après l'autre, musique en tête, mais encore le spectacle non moins curieux de la foule qui grossissait de moment en moment. Les mieux avisés, ayant prévu que la multitude formerait autour du champ de manœuvres un mur impénétrable aux regards, avaient déjà choisi dans les alentours des situations élevées d'où ils pussent dominer la plaine. Une des portes du parc de Saint-James, *marble arch*, qui fait vis-à-vis à la principale entrée de Hyde-Park et que surmonte la statue équestre de Wellington, était toute noire de têtes, et quelques spectateurs, réduits par la distance à la taille de pygmées, se tenaient debout jusque sous le ventre du cheval de bronze. Dans Hyde-Park, la colossale statue d'Achille qui s'élève sur une espèce de tertre n'avait pu de son côté, malgré ses airs menaçans, intimider le flot des envahisseurs (2). Le *mob* avait pris d'assaut toutes les éminences. Les vieux arbres du parc étaient chargés de jeunes ouvriers qui, avec une force et une agilité de quadrumanes, avaient réussi à grimper de branche en branche jusqu'au sommet. Ainsi perchés, ils attendaient avec insouciance l'arrivée de la reine, tandis que les rameaux inférieurs, de plus en plus escaladés, s'abaissaient et gémissaient sous de nouvelles grappes de

(1) Voyez sur les autres questions relatives aux institutions militaires de la Grande-Bretagne la *Revue* du 15 septembre et du 15 octobre 1860. Voyez aussi, pour l'ensemble de cette série, la *Revue* du 15 septembre 1857, 15 février, 15 juin, 15 novembre 1858, 1er mars, 1er septembre et 15 décembre 1859, 15 avril 1860.

(2) Cette statue, qui représente le duc de Wellington sous les traits d'Achille, fut modelée par sir Richard Westmacott et coulée avec des canons pris dans les batailles de Salamanque, de Vittoria, de Toulouse et de Waterloo. Elle fut élevée par une souscription de *ladies*, qui atteignit le chiffre de 10,000 livres sterling. On y lit l'inscription suivante : « Dédiée par les femmes d'Angleterre à Arthur, duc de Wellington, et à ses braves compagnons d'armes. 18 juin 1822. »

curieux. L'immense pelouse qui s'étendait autour de l'enceinte réservée aux troupes et aux billets de faveur, quoique protégée de distance en distance par des balustrades de fer assez élevées, commençait à se couvrir de monde, car hommes et femmes sautaient bravement par-dessus les barrières. Comme rien ne fixait encore l'attention de la masse, les *cokneys*, les étrangers, les oisifs (et tout le monde était oisif ce jour-là) allaient, venaient, revenaient, s'arrêtaient, s'asseyaient sur l'herbe ou achetaient le programme de la fête, que les marchands déclaraient être une merveille : *it is a wonder!* Des essaims de jeunes filles, dont les unes étaient venues pour voir et les autres pour être vues, les cheveux longs et retenus derrière le cou dans un filet de soie, traversaient, en agitant leurs ailes, — leurs dentelles, veux-je dire, — des groupes de causeurs qui commençaient à se former. Dans un de ces groupes, où se montraient quelques uniformes, je remarquai un vieillard d'environ soixante-dix ans, dont les traits exprimaient la plus vive émotion chaque fois que de nouveaux régimens de volontaires débouchaient par la grille du parc avec un grand bruit d'instrumens de cuivre. Son maintien n'annonçait pourtant rien de militaire : c'était un ancien marchand de la Cité qui vivait maintenant retiré aux environs de Londres dans une maison de campagne. Si son cœur était agité, c'était par le rapprochement entre la revue qui allait avoir lieu et celle à laquelle il avait assisté dans Hyde-Park en 1803.

« Quoique je n'eusse alors que quatorze ans, disait-il, je m'en souviens comme si c'était d'hier. J'étais presque à cette même place, et il me semble encore voir défiler nos anciens régimens. Les volontaires de ce temps-là ne ressemblaient guère à ceux d'aujourd'hui. Ils avaient les cheveux poudrés et portaient la queue, — une trop longue queue, je l'avoue. Leur habit d'uniforme était rouge, avec des paremens et des revers blancs. Un énorme jabot de chemise raide et empesé leur hérissait la poitrine, tandis que de grosses épaulettes leur encaissaient les encolures. Leurs membres inférieurs étaient emprisonnés dans d'étroites culottes courtes auxquelles s'ajustaient de longues guêtres boutonnées. Un tricorne à plume, dont la forme vous semblerait aujourd'hui ridicule, d'autres fois un casque antique, surmontait l'édifice poudré et pommadé de leur coiffure. Ils n'avaient point d'élégantes et légères carabines comme celles que je vois passer au bras de nos modernes volontaires, mais de bons vieux fusils à chien et à pierre, le réel *Brown-Bess* dans toute sa primitive naïveté. » — Comme cette description des volontaires de 1803 faisait un peu sourire à la ronde, le vieillard reprit d'un air grave : « Ne riez pas d'eux; ils ont sauvé le pays. A ceux qui nous parlent aujourd'hui des dangers d'une invasion étrangère et des mauvais projets de nos voisins, nous pouvons ré-

pondre, nous autres septuagénaires, que nous en avons vu bien d'autres. Il faut avoir vécu dans ce temps-là pour savoir ce que c'est que l'Angleterre attaquée. Tout le monde ne parlait ici que du camp de Boulogne et des bateaux plats. Aussi quel élan de patriotisme, et comme on vit bien ce dont était capable cette nation de marchands quand on osait la menacer! J'étais présent, comme je vous l'ai dit, quand le roi George III passa dans ce même parc une revue de volontaires qui dura deux jours. Je ne me rappelle plus exactement la date du mois, mais c'était en automne, et je portais un habit couleur feuille-morte. A neuf heures et demie du matin, les volontaires se déployèrent en une ligne qui s'étendait depuis Buckden-Hill jusqu'à Kensington-Gardens. Le roi, à la tête d'un magnifique état-major, fut salué par une décharge d'artillerie et par l'air de *God save the King*. A un signal donné, tous les bataillons déchargèrent leurs armes, et la plaine ne fut bientôt plus qu'un nuage de fumée. Je n'affirmerai point que les manœuvres fussent excellentes, ni que le feu répondît à toutes les règles de l'art; mais la terre tremblait, les cœurs bondissaient dans les poitrines, et une immense acclamation partit de la bouche des trois cent mille hommes qui assistaient à la revue. C'était un spectacle qu'on ne saurait oublier. Je vois encore le roi, tête nue, sur son cheval, la reine et les princesses debout dans leur voiture, comme électrisées par cette scène émouvante. Il y avait aussi des Français, ajouta le vieillard en se tournant de mon côté; je me souviens qu'on me montra le général Dumouriez à cheval et quelques autres exilés. Je ne sais point ce qui se passait dans leur esprit, mais à coup sûr ils ne pouvaient nous blâmer de défendre notre sol, nos foyers, nos institutions : ils en auraient fait autant à notre place. En revenant, tout le monde s'écriait : « Oh! si Bonaparte avait pu voir cela! » Je ne saurais dire pour mon compte s'il fut intimidé par le bruit de cette manifestation nationale; mais le fait est qu'il ne vint pas. Il n'y a guère, Dieu merci, de comparaison à établir entre ces temps douloureux et l'époque actuelle, car cette fois l'ennemi n'est point à nos portes. Il serait pourtant injuste d'oublier que nos pères ont donné l'exemple à la génération nouvelle. Si j'en juge par ce que je vois aujourd'hui de nos jeunes volontaires, l'esprit anglais n'a point dégénéré, et je suis heureux de trouver que le sang des volontaires de 1803 frémit encore dans les veines de John Bull. »

Ce vieillard avait raison : le mouvement des *riflemen*, qui depuis deux années étonne si fort l'Europe, et auquel on a voulu donner le caractère d'une menace, n'a pourtant rien de nouveau dans les annales de la Grande-Bretagne. C'est un principe antérieur même à la constitution anglaise qu'en cas d'invasion étrangère ou de danger tout homme est obligé de prendre les armes et de se faire soldat

pour la défense du pays. On pourrait remonter très haut dans l'histoire et trouver que cette loi de salut public a été plus d'une fois mise en pratique. Lorsque la flotte espagnole, la fameuse *armada*, menaçait les côtes de la Grande-Bretagne, les citoyens se levèrent et coururent aux armes pour repousser l'envahisseur. Vers la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, les événemens réveillèrent, avec les forces latentes de la nation, l'exemple de ce qu'avaient fait les ancêtres. « Les esprits de nos pères, dit un poète anglais, sortirent des vagues et nous apprirent comment on conjurait les dangers d'un ennemi obligé de traverser l'Océan. » Pour nous autres Français, cette période de 1798 à 1815 est de l'histoire d'hier; pour les Anglais, qui ont bonne mémoire, c'est de l'histoire d'aujourd'hui. On ne saurait nier en effet que les récentes paniques dont l'agitation persiste encore et qui ébranlèrent si fort, il y a deux années, l'atmosphère pacifique de la Grande-Bretagne, n'aient été le contre-coup des alarmes que causèrent, il y a un demi-siècle, aux Anglais l'état de la France, de sombres préparatifs militaires et une soif de conquêtes toujours croissante. Les mêmes frayeurs devaient appeler les mêmes moyens de défense : c'est donc dans le mouvement des volontaires passés en revue par George III qu'il nous faut chercher les racines de la nouvelle milice que vient de se donner l'Angleterre.

L'invasion des îles britanniques n'est pas non plus dans l'histoire militaire de la France une idée nouvelle. Il existe à ce sujet dans les cartons de notre ministère de la guerre des plans et des études qui, si je suis bien informé, remontent à Louis XIV. Les théories des hommes de guerre furent même soumises par deux fois à l'épreuve de la pratique. Vers la fin du dernier siècle, les circonstances étaient extrêmement favorables au succès d'une telle entreprise, et il me suffira de les rappeler en peu de mots. La guerre d'Amérique venait de finir, — non tout à fait à l'honneur des armes anglaises. Le roi George III penchait à la démence; l'Irlande s'agitait et menaçait de se séparer du royaume-uni. Une publication récente (1) vient de jeter une lu-

(1) *The Cornwallis Correspondence*, 1860. Le marquis de Cornwallis avait servi avec distinction en Allemagne et en Amérique. Il fut ensuite gouverneur-général et commandant en chef dans l'armée des Indes. A son retour, il remplit durant quelques années la charge de grand-maître de l'artillerie. Il fut envoyé à Dublin pour comprimer en 1798 la grande insurrection irlandaise. En 1805, il s'employa à négocier la paix d'Amiens. L'ouvrage qu'on vient de publier contient les notes et les lettres de cet homme éminent, qui a vu de près les grands hommes politiques et l'état du pays à la fin du dernier siècle. Il avait refusé dans le ministère un portefeuille qui lui avait été offert par William Pitt. Ses révélations historiques, comme on dit maintenant, n'auraient pu paraître du vivant de l'auteur à cause du caractère d'indépendance qui les distingue; mais elles seront accueillies avec joie par tous les hommes curieux de pénétrer les mystères d'une époque.

mière inattendue sur ces temps de corruption, que ne pouvait dominer entièrement le génie de William Pitt, sur les faiblesses de la cour, sur la juste impopularité du prince de Galles, sur le faux système stratégique de David Dundas et de ses créatures, sur le triste état de l'armée, dont le roi s'obstinait à garder le monopole, sur l'incapacité des généraux et des officiers, qui devaient presque tous leur élévation à la faveur, sur l'indiscipline et les désordres des soldats, devenus pour tout le monde, excepté pour l'ennemi, un objet d'alarme et d'épouvante. C'est au milieu de ces causes d'affaiblissement qu'en 1796 une flotte française, commandée par l'amiral de Galle, fit voile du port de Brest vers les côtes de l'Irlande, portant avec elle le général Hoche et quinze mille hommes. De furieux coups de vent (on était alors en décembre) dispersèrent les vaisseaux, et une partie seulement de l'expédition atteignit Bantry-Bay. A l'entreprise ainsi traversée par les colères du ciel et de l'Océan, il manquait au point de rendez-vous le navire sur lequel était monté Hoche. Celui-ci, après avoir lutté plusieurs jours contre la tempête et le brouillard, regagna les côtes de la France, où il trouva le reste de la flotte, qui était revenue avant lui, non sans avoir tenté une descente en Irlande. Parmi les vaisseaux, les uns avaient manqué de faire naufrage contre les bancs de sable, les autres avaient couru le risque de tomber aux mains de l'ennemi. Les Irlandais, sur lesquels on comptait pour aider le débarquement, ne s'étaient montrés nulle part. La tentative, quoique malheureuse, n'avait pourtant point tellement échoué qu'on ne pût accuser de cet insuccès l'intraitable caprice des élémens, et qu'on ne gardât des espérances pour l'avenir. Un fait était du moins acquis, c'est que, grâce peut-être à l'incurie du gouvernement d'alors, une force de quinze mille Français avait pu sillonner les mers et atteindre les rivages d'une île britannique sans être vue ni contrariée en chemin par les croisières anglaises.

En 1798 (deux ans après), l'insurrection irlandaise avait éclaté. S'il faut en croire lord Cornwallis, « la violence des hommes au pouvoir et le caractère religieux qu'ils avaient eu la folie d'imprimer à la guerre contre les rebelles ajoutèrent encore à la férocité des troupes anglaises, et rendirent plus difficile tout essai de réconciliation. » Un tel état de choses était bien de nature à renouveler des projets d'invasion qui, de la part de la France, n'avaient point été abandonnés malgré le dernier échec. Le 22 août de la même année (1798), trois frégates se glissèrent sous les couleurs anglaises dans la baie de Killala. Elles jetèrent l'ancre, et, comme l'ancien cheval de Troie, elles ne tardèrent point à accoucher d'une force armée. On vit descendre à terre onze cents soldats français, qui, commandés par le général Humbert, s'emparèrent de Killala presque sans résistance, et établirent leur quartier-général dans le palais de l'évêque

protestant, le docteur Stock. Ce dernier a laissé un journal intéressant de tout ce qui se passa dans la ville durant l'occupation des Français, et c'est à cette source que je puiserai quelques renseignemens sur le caractère d'une expédition si étrange et trop peu connue. Il est curieux de retrouver dans ce récit l'étonnement naïf des habitans de Killala et du bon évêque lui-même à la vue de nos soldats de la république, pâles, maigres, presque livides, mal vêtus. La moitié d'entre eux avaient servi en Italie, les autres étaient les restes de l'armée du Rhin : tous portaient dans leur constitution altérée les traces de glorieuses souffrances et de campagnes qu'avait suivies la victoire. A première vue, on aurait dit que ces hommes de petite taille, avec cet air de faiblesse, étaient incapables de supporter les fatigues et les privations de la guerre. Leur conduite donnait pourtant le plus vigoureux démenti aux apparences : ils vivaient de pain et de pommes de terre, buvaient de l'eau, faisaient leur lit des pierres de la rue, dormaient sans autre couverture que leurs vêtemens, et n'avaient pour toit que la tente du ciel. L'évêque rend pleine justice à leur intelligence, à leur activité, à leur patience invincible, à leur courage, qui s'associait à un fort sentiment de la discipline. Il les préfère de beaucoup à leurs alliés les Irlandais. Humbert avait déclaré que ses soldats s'abstiendraient de toute violence, et qu'ils ne prendraient que ce qui était strictement nécessaire pour leur nourriture. Cette promesse fut religieusement observée. On eut même devant les yeux l'étonnant spectacle d'un évêque anglais gardé ainsi que son petit troupeau par les envahisseurs et protégé par eux contre la rapacité des rebelles irlandais, qui continuaient d'agiter le pays.

C'était pourtant sur l'insurrection irlandaise que le général Humbert comptait appuyer son coup de main. A ce point de vue, il venait trop tard : la tête du mouvement avait été tout récemment abattue par une sanglante défaite. La place du débarquement était d'ailleurs mal choisie; c'était plus au nord qu'il eût fallu jeter cette force envahissante pour trouver une base d'opérations dans l'état des esprits et dans les bandes d'insurgés qui résistaient encore. Le général français avait apporté dans son vaisseau des armes, des munitions et des uniformes qu'il distribua aux paysans de Mayo; mais c'était une race simple et presque sauvage qui ignorait l'usage des armes à feu, et que le bruit du canon devait mettre en fuite à la première rencontre. Réduit à ses faibles ressources, Humbert n'hésita point, et, sans regarder en arrière, il s'élança, le lendemain de son arrivée, sur Ballina. La garnison anglaise de Ballina s'enfuit à l'approche des Français, et Humbert, encouragé par ce succès, poussa jusqu'à Castlebar. Sa petite armée était maintenant réduite à huit cents hommes; il avait fallu en effet laisser deux cents soldats à

Killala et cent à Ballina pour garder ces deux villes. Cependant le général anglais Lake, qui avait reçu la nouvelle du débarquement et de la marche des Français, les attendait près de Castlebar avec au moins dix-huit cents hommes d'infanterie et de cavalerie, dix pièces de canon et un obusier. L'action s'engagea au lever du soleil. La position des Français était extrêmement critique; ils allaient combattre un ennemi très supérieur en nombre, et dans le cas de défaite la retraite sur Killala et sur Ballina se trouvait déjà coupée par deux corps d'armée, celui de sir Thomas Chapman et celui du général Taylord. Humbert pourtant ne craignit point d'entamer l'attaque, — l'une des plus audacieuses et des plus désespérées que jamais ait enregistrées l'histoire. Les Français restèrent maîtres du champ de bataille : toute l'artillerie de Lake tomba entre leurs mains, et les troupes anglaises se retirèrent dans la plus grande confusion. Lord Cornwallis, ayant appris le mouvement d'invasion et la défaite des Anglais à Castlebar, résolut de marcher en personne contre l'ennemi à la tête de toutes les troupes qu'il pourrait rassembler. Aussi Humbert, qui avançait toujours, essuyant çà et là diverses escarmouches où il remportait constamment l'avantage, se trouva-t-il le 8 septembre 1798, dans les plaines de Ballynamuck, enveloppé par 25,000 hommes. Avec un sang-froid extraordinaire, il forma sa petite armée en ordre de bataille. Son arrière-garde, attaquée par les forces de Crawford, se rendit; mais le reste des Français se défendit pendant une demi-heure et chercha même à faire des prisonniers; enfin, écrasés par le nombre, accablés, non vaincus, les soldats de la république déposèrent les armes. Ils avaient perdu environ 200 hommes depuis leur arrivée en Irlande. Cette hasardeuse entreprise, dont le succès n'avait été interrompu que par des circonstances défavorables et par d'imposantes forces militaires lentement réunies, jeta une sorte de consternation dans le pays. On se demanda ce que l'Angleterre n'avait point à craindre de son gouvernement et de son armée, si une poignée d'envahisseurs avait pu mettre en déroute des troupes d'élite, prendre différentes villes, s'avancer à plus de cent vingt milles anglais dans l'intérieur du pays et se maintenir pendant dix-sept jours, les armes à la main, dans un royaume qui comptait alors plus de 150,000 soldats.

La nation anglaise n'avait d'ailleurs pas attendu cet événement pour aviser elle-même aux moyens de défense. Dès 1777, après la reddition de Burgoyne à Saratoga, une grande agitation s'était répandue dans le pays, qui avait proposé de venir en aide à la couronne en lui fournissant des troupes. Manchester et Liverpool avaient dès lors formé chacun un régiment de 1,000 hommes. Dans quelques autres villes et jusque dans les campagnes, des *meetings* avaient suggéré l'idée d'une levée en masse. A Londres pourtant et

dans la plupart des comtés, le cri « aux armes » avait rencontré peu d'échos : on s'était contenté d'ouvrir des souscriptions afin d'enrôler des recrues pour le service. Le mouvement ne se développa que vers la fin du dernier siècle (1798-99). Cette fois tous les yeux s'ouvrirent aux dangers qui menaçaient le pays. Le traité de Campo-Formio venait de laisser l'Angleterre seule debout et l'épée au poing en face de la France, qui avait conquis ou réduit au silence les autres nations humiliées. Une armée française de 270,000 hommes, disposée le long des côtes du détroit, était à un jour de marche des divers points d'embarcation. Ces préparatifs, selon le langage des Anglais, firent *lever le lion* (1), et le sentiment national éclata en actes de dévouement. On accrut l'armée, la flotte, la milice, et de plus un bill du parlement engagea les citoyens à lever des corps de volontaires dans toutes les parties du royaume. Un immense enthousiasme répondit à cet appel de la patrie en danger, et s'étendit bientôt à toutes les classes. L'évêque de Wincester autorisa le clergé du Hampshire, et surtout celui de l'île de Whigt, à prendre les armes (2). Quoique tous les rangs de la société offrissent leurs services, on crut alors utile de faire un choix. Les citoyens connus et respectables furent seuls admis dans la nouvelle phalange. Les officiers devaient jouir d'un revenu d'au moins 50 livres sterling par an, fourni par une propriété territoriale, et résider dans le comté où le corps avait été levé. Malgré ces restrictions qui représentent bien l'esprit défiant du gouvernement d'alors, en moins de trois semaines 150,000 volontaires étaient enrôlés et armés. Ils faisaient l'exercice six heures par semaine, et ceux qui le jugeaient à propos étaient libres de réclamer 1 shilling pour le temps qu'ils consacraient à apprendre le métier de soldat. Les frais auxquels donna lieu la nouvelle force armée figurent au budget de 1799 pour la somme de 350,000 livres sterling. Sept mois s'étaient à peine écoulés depuis cette prise d'armes, quand le roi déclara, dans son discours à l'ouverture du parlement, que « la démonstration de zèle et de vigueur partie de tous les rangs de la nation anglaise avait empêché l'ennemi de mettre à exécution de vaines menaces. » Faut-il

(1) Je ferai observer à ce propos que, chez les poètes et les écrivains du premier empire, il est sans cesse parlé de *la dent du léopard*. Arrivé en Angleterre, je cherchai naïvement ce fameux léopard sur les armes de la nation, et je fus étonné d'y trouver un lion. J'ai lu depuis sur ce sujet une longue dissertation héraldique, écrite par un Anglais, et d'où il résulte que la vieille Angleterre a toujours eu pour symbole le *roi des animaux*, mais que, dans l'enfance de l'art la main inexpérimentée des peintres de blason peut bien avoir produit des figures douteuses, dans lesquelles l'ignorance ou la jalousie des autres nations a cru reconnaître les traits du léopard, animal qui, d'après la classification des naturalistes, appartient d'ailleurs à la même famille.

(2) C'est dans la collection du *Times* qu'il faut chercher les détails de ce mouvement et l'esprit qui animait alors l'Angleterre.

ajouter sur ce point une foi entière au langage officiel? Je dois avouer que, si je consulte l'opinion des généraux anglais du temps, il me sera difficile de me former une grande idée de ces troupes irrégulières. Ne peut-on pas, il est vrai, expliquer la sévérité de leurs jugemens par l'espèce de dédain avec lequel les hommes de guerre regardent les combattans qui ne sont pas du métier? Des officiers plus impartiaux conviennent que ces levées fraîches, mal disciplinées et peu exercées au maniement des armes, auraient opposé une faible résistance aux bataillons français; mais ils soutiennent que, dans le cas d'une retraite, elles auraient pesé comme un châtiment sur les flancs de l'armée vaincue.

Le mouvement des anciens volontaires se ralentit de 1799 à 1803, avec le danger d'invasion étrangère qui s'éloignait. La déclaration de guerre de Bonaparte au peuple anglais ralluma tout à coup une ardeur qui commençait à s'éteindre. Des placards collés aux murs des villages les plus éloignés annoncèrent que l'ennemi allait peut-être venir. On distribua aux paysans quatre-vingt-dix mille piques. Les fermiers s'engagèrent volontairement à fournir des hommes, des chevaux et des charrettes pour transporter les troupes sur les côtes. Une chaîne de signaux chargés de matières combustibles non-seulement courait le long des rivages de l'Angleterre, mais traversait l'île et se rattachait à chaque colline. A la moindre alerte, on y mettait le feu, et les Anglais de ce temps-là qui vivent encore parlent avec émotion du tumulte armé qui se répandait aussitôt sur le pays, couvert par une flamme lugubre. A Pevensey, des bandes d'ouvriers terrassiers se tenaient prêts à couper les digues de mer et à inonder toute la campagne environnante, sans doute en souvenir de la glorieuse Hollande. Dans les comtés maritimes, les députés-lieutenans faisaient abattre les chevaux qui, dans le cas d'une surprise, auraient pu tomber aux mains de l'ennemi, scier les essieux des voitures, détruire le blé et le bétail que l'on ne pouvait pas emporter. Ils promettaient aux propriétaires que l'état les indemniserait plus tard; mais on ne voulait pas même les entendre, car chacun oubliait ses intérêts et n'avait à cœur que le salut du pays. Les officiers de douane reçurent l'ordre de transporter dans l'intérieur ou autrement de laisser couler à la première alarme tous les vins, eaux-de-vie ou autres liqueurs spiritueuses qui étaient en tonneaux sur les côtes. Les églises et les théâtres furent convertis en casernes. Des patrouilles de citoyens, surtout dans les villes maritimes, traversaient jour et nuit les rues, les jetées et les dunes. C'est surtout quand la marée était haute, la brise douce et le brouillard épais, que tous les yeux s'attachaient sur la mer avec une inquiétude fiévreuse. A chaque moment, on s'attendait à voir paraître la flotte ennemie, et tous les vaisseaux de guerre anglais se tenaient

prêts à couper leur câble. Dans le comté de Norfolk, les nobles avaient placé des perches au toit de leurs maisons, et devaient arborer, en cas de danger, une bannière rouge, pour donner à leurs tenanciers le signal de courir aux armes. La vigilance et l'ardeur martiale n'étaient pas moins grandes à l'intérieur de l'île. Dans les villes de province, des maires, excités par la sainte fureur du patriotisme, couraient les rues, battant eux-mêmes le tambour afin d'appeler les volontaires sous les drapeaux. Ceux-ci affluèrent de toutes parts, et un rapport du ministère de la guerre, daté du 11 novembre 1803, porte leur nombre à 335,307 (1). Les vieillards tout à fait incapables de servir prenaient le bâton de constable, afin de garder les villes, pendant que leurs concitoyens iraient rencontrer l'ennemi en pleine campagne. Ceux qui ont vu alors l'état du pays disent qu'on ne peut se faire une idée des frémissemens d'enthousiasme, des terreurs, des sombres défis, des alarmes, en un mot de tous les sentimens confus dont était alors agitée comme par secousses cette population, non moins grondante et non moins troublée dans son île que le flux et le reflux de la mer qui l'enveloppait en mugissant.

Le cri *aux armes!* retentissait peut-être avec plus de force encore, et comme d'écho en écho, le long des montagnes de l'Écosse. Le duc d'York (2) fit un appel à la loyauté des anciennes familles, et leva un grand nombre de bataillons ayant chacun à sa tête le chef patriarcal du clan. C'est ainsi que les Macdonalds, les Macleods, les Mackenzies, les Gordons, les Campbells, les Frasers, d'autres tribus, s'enrôlèrent sous leurs bannières respectives, formant tous ensemble un rempart vivant pour couvrir le nord de la Grande-Bretagne. A Édimbourg, les volontaires accoururent sous les ordres du lieutenant-colonel Hope. Dans ce régiment, les officiers ne jouissaient d'aucune immunité ni d'aucun privilége sur les soldats; ils marchaient bravement avec tous leurs bagages sur le dos, et le colonel donnait lui-même l'exemple, ne montant jamais à cheval que

(1) Ce nombre se divisait ainsi : infanterie, 297,500; cavalerie, 31,600; artillerie, 6,207. L'armée anglaise, en comptant les volontaires, les troupes régulières et la milice, se composait alors de 500,000 hommes, chiffre énorme dans un temps où la population était à peu près moitié de ce qu'elle est aujourd'hui. Je dois d'ailleurs faire observer que le nombre des volontaires fut singulièrement accru par une circonstance dont on n'a point assez tenu compte. Le parlement avait ordonné une levée en masse qui devait embrasser tous les hommes entre l'âge de dix-sept et de cinquante-cinq ans. Les membres des divers corps de volontaires se trouvaient pourtant exempts de cette sorte de conscription. Il en résulta que la population s'enrôla par milliers dans l'armée libre : les uns sans autre calcul que le patriotisme, les autres pour échapper à la levée en masse. Le gouvernement déclara en effet plus tard que le mouvement des volontaires avait rendu la conscription inutile.

(2) Alors commandant-général des forces britanniques, poste qu'occupe aujourd'hui le duc de Cambridge.

pour les besoins du commandement. Il n'y avait aucune distinction de chambres dans les casernes, ni de tentes au milieu des camps. Les habitans de Liddesdale, le point le plus éloigné vers l'ouest qu'atteignit le cri d'alarme, craignirent tant d'arriver trop tard au rendez-vous, qu'ils mirent en réquisition tous les chevaux qu'on put trouver. Après avoir fait une marche forcée hors de leur pays, ils lâchèrent ces chevaux, qui retrouvèrent eux-mêmes leur chemin à travers les montagnes et retournèrent tous sains et saufs dans les écuries. Sir Walter Scott servait comme adjudant dans un régiment de cavalerie qui portait le nom de *Royal Mid-Lothian*. Son infirmité, car Walter Scott, comme on sait, était boiteux, n'avait point été un motif d'exemption, d'autant plus qu'à cheval il faisait grande et bonne contenance. Son zèle, son exactitude et sa joyeuse humeur le rendirent très populaire dans son régiment. L'adjudant Scott composa même alors un chant de guerre qui a été publié plus tard dans le *Border minstrelsy;* mais, comme le poète n'était point reconnu encore dans ce temps-là, son chant ne fut, pour la plupart des officiers et des soldats, qu'un objet de ridicule. On répétait pendant la nuit dans les bivouacs le commencement de cette pièce lyrique : « A cheval! à cheval! » avec des rires et une expression grotesque. Nul n'est prophète dans son régiment, et ceux-là mêmes qui rendaient justice aux qualités militaires du jeune officier traitaient ses vers avec le plus suprême dédain. Walter Scott n'en fut pas moins en mesure d'observer de près le mouvement des volontaires écossais, sur lequel il a écrit dans la suite des pages intéressantes. Il loue surtout la marche des habitans du Selkirkshire, dont la demeure était souvent à une longue distance des divers points de réunion, mais qui ne se rassemblèrent pas moins au premier signal, et s'avancèrent à travers de mauvais chemins, faisant trente ou quarante milles sans débrider. Deux membres de ce corps de cavalerie étaient absens et se trouvaient alors pour affaires à Édimbourg. La femme d'un de ces *gentlemen,* nouvellement mariée, et la mère de l'autre, une veuve, envoyèrent les armes, l'uniforme et les chevaux des deux volontaires, pour qu'ils pussent rejoindre leurs camarades à Dalkeith. Walter Scott fut très frappé de la réponse d'une de ces deux femmes, la mère, à laquelle il adressait des éloges sur l'empressement qu'elle avait montré à mettre son fils en face du péril, quand elle aurait pu lui laisser une bonne excuse pour prolonger l'absence. « Monsieur, s'écria-t-elle avec l'ardeur d'une matrone romaine, nul mieux que vous ne peut savoir que mon fils est le seul soutien sur lequel s'appuie notre famille depuis la mort de son père; mais j'aimerais mieux le voir étendu raide et sans vie sur le plancher de cette chambre que d'entendre dire qu'il a été de la lon-

gueur d'un cheval en arrière de ses camarades dans la défense de son pays. »

Quand on songe que cette lutte contre un ennemi formidable, qu'on croyait rencontrer partout et qui ne se montrait nulle part, a duré plus de dix années sans se ralentir, on ne saurait avoir qu'une grande idée de l'énergie et de la persistance de la race anglo-saxonne. La défense ne faisait même que s'accroître de jour en jour, d'année en année. Une proclamation de Bonaparte qui circula dans tout le royaume-uni jeta encore de la poudre sur le feu (1). Elle fut reçue par l'Angleterre comme l'avait été par la France le manifeste du duc de Brunswick en 1793 : un cri d'exécration et le cliquetis des armes y répondirent au-delà du détroit. Le duc de Cornwall avait demandé mille hommes au district des mines; la sombre et hardie population des Cornouailles en fournit cinq mille. En offrant leurs services, ils s'engagèrent tous, par une déclaration solennelle, à ne jamais quitter le poste qui leur serait assigné dans l'action tant qu'un seul soldat français sous les armes se trouverait à portée de leurs fusils. Dans le comté de Northumberland, une lady remarquable par son rang et par sa beauté présenta une paire de drapeaux à un régiment de volontaires. Le jeune porte-enseigne lui dit avec une concision toute britannique : « Je reçois vos couleurs avec joie, je les défendrai avec courage, et quand les balles auront arraché toute la vieille soie, je vous rapporterai le bâton. » La ville de Londres ne resta pas en arrière du mouvement : dans un temps où la population était au-dessous d'un million, il se forma trente-cinq corps de volontaires qui comprenaient plus de 40,000 hommes. Un Anglais de mes amis conserve encore comme relique un vieux tambour qui a battu la charge à la tête d'un de ces régimens. On ne voyait dans la ville et autour des murs de la ville que parades, manœuvres, escarmouches, petites guerres. Le district de Londres

(1) Je n'ai aucun moyen de m'assurer si cette proclamation, qui, d'après les Anglais, était sur le point d'être imprimée à Paris, et qui devait accompagner l'invasion, a jamais été écrite par la main de l'empereur. A tout hasard je la traduis, d'abord parce qu'elle fut considérée alors comme authentique dans toute la Grande-Bretagne, ensuite parce qu'elle contribua puissamment à exciter un mouvement national que je me contente de décrire en simple historien des faits. « Soldats, disait cet ordre du jour, nous avons passé la mer! Les barrières de la nature ont cédé au génie et à la fortune de la France. La hautaine Angleterre gémit sous le joug de ses conquérans. Londres est devant vous! — Le Pérou de l'ancien monde est votre proie; dans vingt jours (il n'y avait pas alors de chemins de fer), je planterai le drapeau tricolore sur les murs de son exécrable Tour. En avant! Villes, champs, provisions, bétail, or, argent, femmes, je vous abandonne tout. Occupez ces nobles manoirs, ces fermes riantes. Une impure race, réprouvée du ciel, qui a osé se déclarer l'ennemie de Bonaparte, va expier ses crimes et disparaître de la surface de la terre. Oui, je vous jure que nous serons terribles!

« BONAPARTE. »

brûlait à lui seul sept tonnes de poudre par semaine. Qu'on ne s'étonne pas si de terribles accidens résultèrent alors de l'inexpérience des citoyens qui s'essayaient pour la première fois au métier de soldat et à l'usage des armes à feu. Rien pourtant ne déconcerta l'ardeur de ces graves boutiquiers : un bill autorisait les volontaires à faire l'exercice et à tirer le fusil dans la journée du dimanche. Pour quiconque connaît les mœurs et les usages religieux de l'Angleterre, une telle dérogation à la loi proclame bien la gravité des circonstances. Il n'y avait qu'un danger imminent et la sainteté d'un devoir national qui pussent faire tolérer au gouvernement cette violation du sabbat. Tous les rangs de la société se mêlaient et se confondaient dans le mouvement de défense nationale. Presque tous les ministres du roi s'étaient engagés dans un des régimens de volontaires, et le duc de Clarence lui-même (1) servait comme simple soldat dans le *Teddington corps*. D'un autre côté, les opinions politiques s'effaçaient ou se rapprochaient sur le terrain commun du patriotisme. A un banquet civique, l'*alderman* Shaw proposa la santé du plus grand homme d'Angleterre, William Pitt, colonel des *Cinque Ports volunteers*. Quand le tumulte d'applaudissemens qu'avait excité ce toast se fut apaisé, Sheridan se leva et dit : « *Gentlemen*, permettez-moi aussi de vous proposer un toast. Je fais un appel aux verres pour boire à la santé de Charles Fox, simple soldat dans les *Chertsey volunteers*, le plus honnête homme d'Angleterre. » Ce second toast fut aussi couvert d'applaudissemens, et tous, whigs et tories, fraternisèrent ce jour-là en face des dangers qui menaçaient le pays. Un autre jour William Pitt entendit un forgeron de son régiment murmurer contre les hausse-cols de cuir qu'on venait de distribuer, selon l'usage d'alors, aux volontaires des *Cinque Ports*, et qui tenaient le cou raide comme dans un carcan. « Voyez, dit le premier ministre, j'en porte un comme vous, et je ne me plains pas. — Ah! colonel, répondit le forgeron, le cas est bien différent : votre cou doit être le plus long, puisque votre tête est la plus haute de toute la Grande-Bretagne. »

Nul ne peut dire quelle résistance les volontaires de 1803, déjà mieux dressés et plus aguerris que ceux de 1798, auraient opposée à une armée d'invasion. Heureusement pour l'Angleterre et peut-être pour la France, cette force nationale ne fut pas alors mise à l'épreuve. Si j'en crois les mémoires de M. de Bourrienne, Napoléon n'aurait jamais eu l'intention sérieuse de tenter un débarquement en Angleterre. Il savait trop bien qu'eût-il réussi à jeter cent mille hommes sur les côtes de la Grande-Bretagne, — et l'entreprise

(1) Un des fils du roi.

était difficile, — il aurait perdu au moins les deux tiers de son armée avant d'arriver à Londres, tandis que la mer, fermée derrière lui par les vaisseaux anglais, l'aurait empêché de recevoir des renforts, et même, en cas de succès, l'aurait emprisonné dans sa victoire. Napoléon lui-même a reconnu que ce projet présentait des obstacles au-dessus de la volonté humaine. « Si j'avais réussi, a-t-il dit plus tard, c'eût été en faisant tout le contraire de ce qu'on attendait. » La pensée de l'empereur s'est, on le voit, couverte sur ce point, et peut-être à dessein, d'un nuage que je ne chercherai point à pénétrer.

Telle est l'histoire des anciens volontaires, qui s'éteignirent après les événemens de 1815, laissant debout, comme trace de leur passage dans les comtés agricoles, quelques rares régimens de cavalerie; mais ce sont surtout les volontaires de 1860 qu'on désire connaître. Avant de m'occuper d'eux, je dois indiquer les différences qui les séparent de l'autre génération. En 1798 et 1803, le mouvement des volontaires avait été suscité par les tories : la peur de l'invasion et l'esprit de défense nationale s'associaient chez eux à l'horreur des principes révolutionnaires, ou, comme on disait alors, du jacobinisme, que, par une étrange confusion d'idées, ils personnifiaient dans l'homme qui avait restauré en France une partie de l'ancien régime. L'organisation des *riflemen* de 1860 a au contraire pour base l'opinion libérale. Appuyés par tous les organes de l'opinion avancée, c'est au nom de la liberté qu'ils se sont formés, et en vue de l'ombre sinistre que projette, selon eux, le despotisme sur certains états de l'Europe. Leur but est que cette ombre ne passe pas les mers. Une telle opposition d'idées devait modifier le personnel des deux mouvemens. Tandis qu'au commencement de ce siècle les rangs des volontaires étaient surtout remplis par des marchands, de graves et pesans bourgeois de la Cité, les volontaires d'aujourd'hui appartiennent, du moins pour la plupart, à la classe des légistes, des docteurs, des artistes, des employés, des commis de boutique. C'est la jeunesse, c'est le sang nouveau qui se répand depuis un an dans les cadres de la nouvelle armée civile, et les hommes mûrs se tiennent généralement à l'écart. Au point de vue stratégique, cet état de choses ne constitue-t-il pas un avantage évident en faveur des modernes *riflemen*? Les anciens volontaires étaient sans doute de bons pères de famille et d'honnêtes négocians; mais il y a lieu de douter qu'ils fissent d'excellens soldats. Aussi, de l'avis de tous ceux qui ont vu les deux déploiemens de forces dans Hyde-Park, les volontaires passés en revue par la reine Victoria, quoique moins nombreux, laissent bien loin derrière eux, — sans toutefois les faire oublier, — les troupes citoyennes du roi George.

II.

Le samedi 23 juin 1860 ressemblait à un jour de fête. Tous les visages respiraient la joie, la confiance et un certain orgueil national. L'opinion publique, chargée, quelques mois auparavant, de bruits de guerre et de sourdes inquiétudes, semblait se détendre à l'exemple du ciel, qui avait été orageux durant toute la saison d'été, mais qui, tout en roulant encore ce jour-là de gros nuages, fit mine de s'éclaircir au moment de la revue. On se demandait avec une vive curiosité comment se tirerait d'affaire sur un champ de manœuvres cette armée à peine vieille de huit mois, et dont on n'avait encore vu que des régimens parader dans les rues ou sur les places de Londres. Les tribunes réservées aux billets de faveur étaient occupées par dix mille personnes, officiers de l'armée anglaise et de l'armée des Indes, membres de la chambre des lords et de la chambre des communes, journalistes, diplomates étrangers, parmi lesquels se distinguaient, avec leur burnous couleur de neige et leur turban, les ambassadeurs de l'empereur du Maroc. Un parterre de femmes, selon l'expression galante des Anglais, émaillé par l'or des uniformes militaires, les casques d'acier et les habits écarlates, étalait avec profusion de riches toilettes, mais non plus fraîches et plus délicates que les figures. En face de ces tribunes apparaissait, à une distance considérable, la ligne immobile des *riflemen*. Cette ligne, un peu sombre, verte ou grise, n'était tachetée çà et là que par l'uniforme rouge de l'artillerie volontaire, du génie et de la cavalerie. L'armée régulière, comme on pense bien, n'était point de la fête; elle ne se trouvait représentée que par quelques régimens de gardes à pied, occupés à défendre le terrain contre la foule, et de rares détachemens de *horse-guards*, qu'on prendrait volontiers pour des soldats de parade, si nous n'avions senti le poids de leurs armes à Waterloo. Vers quatre heures et demie, le canon annonça l'arrivée de la reine. La calèche royale s'avança lentement le long de la ligne des volontaires, recevant au passage le salut des armes. Un silence solennel tel que je n'en ai jamais rencontré ailleurs planait sur ce vaste terrain découvert, et s'était étendu, comme par un courant d'électricité, à la foule naguère si tumultueuse.

La reine, après avoir parcouru les lignes, vint se placer sous le grand étendard qui flottait en face des tribunes. C'était le moment décisif de la journée : en effet, la masse des 20,000 volontaires commençait à se mettre en marche. Les colonnes s'ébranlèrent avec ordre et s'avancèrent au pas accéléré vers le centre du parc. Il y avait dans les tribunes des juges difficiles, des généraux et de vieux

officiers qui surveillaient d'un œil inquiet le mouvement du défilé; mais la fière tenue et la marche imposante des nouveaux bataillons semblaient défier la critique. D'abord passa la cavalerie : elle était peu nombreuse; on admira pourtant le 1er *Huntingdonshire*, remarquable par la beauté des chevaux et le maintien des gentilshommes, tous le sabre au poing, la carabine au dos. L'artillerie à cheval et à pied excita un murmure d'enthousiasme et une salve d'applaudissemens, à laquelle répondit le roulement sourd des canons. C'était maintenant le tour de l'infanterie; tous les regards se portèrent sur les *six foot volunteer guards*, véritable compagnie de géans, sur le corps des artistes, sur le régiment du diable, *Devil's own*, composé de légistes, sur le *London Scottish*, que précédait une musique écossaise, et dont une compagnie portait le *kilt*, sur le *London Irish*, sur les *Robin Hood's* de Sherwood, et sur divers autres régimens qui étonnaient par leur costume et leur air martial. Le champ de manœuvres présentait en ce moment une scène émouvante : la reine, entourée de la nouvelle armée dont la nation venait de lui faire cadeau, semblait accablée et ravie par la grandeur de cette démonstration populaire. La musique militaire venait de jouer l'hymne national, qui termine ici toutes les cérémonies publiques. Le charme de la discipline était maintenant rompu; les volontaires, qui avaient obéi à l'ordre du jour en se montrant jusque-là silencieux comme des statues, éclatèrent en un immense hourrah. Des cris assourdissans s'élevèrent de toutes les colonnes; les carabines remuèrent, et les shakos s'agitèrent dans l'air. A ce mouvement la foule répondit en poussant une acclamation énergique, répétée une dernière fois par les volontaires. Le long des tribunes, les chapeaux et les mouchoirs ondulaient sur une ligne immense. Cet échange enthousiaste de sentimens fraternels entre les volontaires et la multitude, ces armes qu'on voyait briller pour la première fois depuis un demi-siècle dans la main des citoyens, ce rempart de baïonnettes qui s'était librement formé autour du trône et des institutions britanniques pour répondre à de vagues rumeurs de guerre, cette armée éclose d'hier et dont les évolutions avaient surpassé toute attente, n'était-ce point assez pour enivrer l'amour-propre national? Il y avait là un grand et beau spectacle, non-seulement pour les Anglais, mais pour tout étranger qui était venu chercher en Angleterre une patrie dans la liberté.

Aux yeux de tous, cette revue était un événement politique. La paix, disait-on autour de moi, venait de remporter une grande victoire. La foule s'écoula sous cette impression solennelle. En revenant, je trouvai sur mon passage les traces de destruction qu'avait laissées la curiosité violente du *mob*. Quelques branches d'arbre s'étaient brisées sous le poids des intrépides grimpeurs, des barrières de fer avaient cédé à la pression de la foule, et en face d'Hyde-

Park une partie de la grille de Green-Park avait été déracinée, tordue, emportée par cet océan qui s'était élancé à travers la brèche ouverte. On se demandera peut-être où était la police : elle n'était point absente; mais à Londres on aime mieux avoir quelques dégâts à réparer que de lutter, en l'irritant, contre la force irrésistible des masses. Cette journée a singulièrement relevé la confiance des Anglais dans leurs moyens de défense nationale. Durant toute la revue, il m'avait été impossible de saisir dans la ferme attitude des volontaires, non plus que dans les libres conversations des groupes, la moindre trace de provocation ni de défi contre l'étranger; mais le lendemain le ton de la presse anglaise annonçait une assurance hautaine. Se tournant alors vers le continent et répondant sans doute à des intentions imaginaires, un des journaux de Londres les plus répandus, le *Daily Telegraph*, s'écriait : « Venez maintenant, si vous l'osez ! »

Au milieu de quelles circonstances et comment s'était organisée la nouvelle armée civile que nous avons vue manœuvrer dans Hyde-Park? C'est une question à laquelle il nous faut maintenant répondre. Dès 1855, quelques corps de métiers avaient proposé de se former en volontaires. Le gouvernement anglais avait alors décliné leurs services, donnant pour raison que rien dans l'état de l'Europe ne motivait une telle mesure. Est-il nécessaire de rappeler les causes qui ébranlèrent, deux ou trois années plus tard, la confiance que les hommes d'état et le pays avaient placée dans ces assurances de paix? Les préparatifs maritimes de la France, qui ont été peut-être exagérés, les fortifications de Cherbourg, l'invention des *frégates cuirassées*, le ton belliqueux et agressif de certaines brochures, qui eurent le malheur de traverser la mer, firent naître tout à coup des soupçons que je veux croire injustes. Dans un autre temps, ces brochures eussent passé inaperçues à côté des mille manifestations d'une presse libre. Dans les circonstances où ces écrits se produisaient, les menaces se détachèrent en lettres rouges sur le fond noir du silence. Est-ce à dire que tout le mal de la peur vînt d'au-delà des mers? Non vraiment : les inquiétudes naquirent surtout de l'intérieur. Depuis long-temps, les habitans de la Grande-Bretagne professaient dans les avantages de leur position géographique, dans la force de leur race et dans l'idée de la patrie invulnérable, une foi trop absolue qui devait tôt ou tard se démentir. Ces idées avaient surtout cours dans les campagnes, où l'on croyait volontiers qu'un Anglais vaut trois Français, que le drapeau qui a si souvent bravé la bataille et la tempête doit nécessairement envelopper dans ses plis la victoire, et que le *bull dog spirit* répond à tout. De même que ces divinités d'Homère qui sur le champ de bataille échappaient à la lance des combattans en se couvrant d'un

nuage, la vieille Angleterre se figurait défier tous les périls, cachée derrière ses brouillards. Comment les navires ennemis auraient-ils atteint cette île, que les hirondelles ont de la peine à retrouver au printemps? D'excellens travaux publiés par des hommes de guerre ont dissipé depuis deux ou trois années toutes ces illusions. Le rapport des commissions chargées d'examiner l'état des défenses du royaume a surtout porté aux vieilles superstitions de l'honneur national un coup dont elles ne se relèveront point. Comme il arrive toujours en pareil cas, le pays, éclairé par les écrits qui lui firent voir la situation sous un jour nouveau, passa bien vite d'un excès de confiance à de vagues et confuses terreurs. Peu s'en fallut que dans le premier moment l'Anglais n'eût maudit la mer, cette vieille amie, cette constante alliée de l'Angleterre. On se demanda en effet si, d'après l'expérience faite en Crimée, un ennemi qui s'appuie sur la mer comme sur une base d'opérations ne jouissait pas de grands avantages. Il y avait loin de là aux idées du dernier siècle sur l'île inabordable; heureusement pour la Grande-Bretagne, un des bienfaits de la libre discussion est de préparer les citoyens à recevoir sans découragement les vérités les plus dures. On remercia les hommes qui avaient fait évanouir une chimère, et la nation se promit bien de consolider par d'autres moyens le système de défense à peu près inexpugnable dont la nature semblait jadis avoir favorisé les îles britanniques.

Un de ces moyens était d'augmenter l'armée : on y songea; mais le système d'une large armée permanente est tellement opposé à l'esprit de la constitution anglaise et aux usages du pays, qu'il avait peu de chances de rallier les suffrages (1). Il ne faut pas dire qu'on fût effrayé des charges nouvelles qu'un accroissement de troupes imposerait au budget; la nation savait très bien que d'une manière ou d'une autre elle paierait les frais de la défense. En ne reculant point devant l'énorme dépense des fortifications, l'état a d'ailleurs montré qu'il craignait bien moins de puiser dans la bourse des contribuables que d'intimider les libertés. L'idée de mettre l'armée anglaise sur le même pied que l'armée française étant écartée par les motifs que je viens de dire, les anciennes traditions de la Grande-Bretagne se présentèrent d'elles-mêmes à l'esprit des citoyens. L'Anglais tient à tout faire par lui-même. Ayant créé ses institutions, ses lois, son commerce, il se demanda pourquoi il n'organiserait pas la guerre, ou du moins la force de résistance aux dangers de

(1) On peut même dire que le principe de la permanence n'a jamais été reconnu par les chambres. Celles-ci prêtent pour une année seulement la force armée au pouvoir exécutif. Dans les cas d'une collision, qui n'a jamais été, qui ne sera sans doute jamais, qu'il est néanmoins permis de prévoir, entre le parlement et la couronne, l'armée se dissoudrait à la fin de l'année dans les mains du chef de l'État.

l'invasion. C'est d'après ces principes, gravés dans le caractère national, et sous le coup de profondes inquiétudes, dont se montrait de plus en plus atteint l'état des affaires, que la population résolut enfin de prendre elle-même les armes. J'aime pourtant à en croire la parole de lord Elcho (1) : « Le mouvement des volontaires n'est point sorti d'une panique, mais de la honte qu'inspirait aux Anglais l'idée de voir une grande nation comme l'Angleterre soumise au mal de la peur. » Ne dit-on pas que douze villes de la Grèce se disputaient la gloire d'avoir donné naissance à Homère? Plusieurs cités de la Grande-Bretagne réclament aujourd'hui la priorité dans la formation des corps libres. Cambridge et Oxford, les deux villes universitaires, ont, paraît-il, le plus de droit à l'honneur d'avoir commencé le mouvement. Des individus se vantent, de leur côté, d'avoir lancé l'idée, et prétendent, dans des brochures que j'ai lues, à une sorte de brevet d'invention. On m'en voudrait de m'arrêter à ces querelles d'amour-propre, qui m'inspirent d'ailleurs très peu d'intérêt. L'organisation des volontaires a été un grand fait national qui appartient à tout le monde. Plutôt que de discuter des titres personnels et douteux, mieux vaut donc préciser nettement, dès le point de départ, l'esprit de cette institution : les Anglais ont voulu fournir à l'état une armée patriotique, équipée à ses propres frais et ayant pour base la défense du pays.

Le gouvernement anglais, qui seconde volontiers tous les mouvemens justes et éclairés de l'opinion publique, ne pouvait refuser son concours en 1859 à la création des corps de volontaires. Le général Peel, alors ministre de la guerre, reconnut dans une circulaire (25 mai) de quelle utilité pourraient être dans les villes maritimes des habitans accoutumés à l'exercice du canon, et partout ailleurs des citoyens armés de carabines pour repousser l'ennemi. Il acceptait donc au nom de la reine les services qui lui étaient offerts par le pays, rappelait, en le modifiant, l'acte de George III, et sanctionnait sous certaines conditions les compagnies de volontaires qui auraient envie de se former. L'administration dont faisait partie le général Peel, et sous les auspices de laquelle a commencé le mouvement, a aujourd'hui cessé d'exister; mais le même esprit se continue. Le ministre de la guerre actuel, M. Sidney Herbert, a favorisé de tous ses efforts le développement d'une institution qui partout ailleurs qu'en Angleterre eût été regardée comme un danger pour l'état. Le secrétaire de la guerre, lord de Grey et Ripon, a déployé aussi un zèle remarquable pour armer en si peu de temps près de cent cinquante mille hommes. Malgré ces encou-

(1) Un des soutiens les plus énergiques de la nouvelle armée et un des hommes haut placés qui ont le plus fait pour en étendre la base.

ragemens, il est certain que la nouvelle milice est sortie tout entière des entrailles de la nation. C'est le pays qui a tout fait sous les yeux du gouvernement. Il faut bien remarquer que la circulaire du ministre n'était point un appel aux armes. C'était la reconnaissance pure et simple du droit qu'avaient les citoyens de la Grande-Bretagne de se défendre eux-mêmes comme ils l'entendraient contre les dangers de l'invasion étrangère ou contre leurs propres terreurs. A peine eut-il obtenu le consentement de la couronne, que le peuple anglais, — le plus étranger de tous jusque-là aux goûts militaires, — s'éveilla pour ainsi dire soldat, et se mit en devoir de couvrir ses côtes, ses villes, ses riches campagnes, d'un rempart de baïonnettes. Tout le monde accourut : les moins effrayés, ceux qui croyaient le moins à une tentative de descente de la part d'une flotte ennemie, se dirent que le meilleur moyen de rassurer le commerce était de tirer sur les fantômes, et ils suivirent l'entraînement général. La volonté de la nation venait ainsi au secours des anciens boulevards naturels, la mer, les récifs, les rochers, sorte de cuirasse traditionnelle, dont la science militaire venait de signaler les défauts. On vit, à cent ans de distance, se réaliser la prophétie du barde écossais, du vieux Robert Burns : « Une vertueuse populace se lèvera et formera un mur de feu autour de notre île bien-aimée.»

J'ai montré l'origine du mouvement : en vertu de quel mécanisme se sont formés et se forment encore tous les jours les différens corps de volontaires, c'est ce qu'il nous faut maintenant indiquer. L'organisation commença dans tout le pays par des *meetings*. Dans ces réunions, présidées par des membres influens de la localité, on fit un appel au sentiment patriotique, et l'on démontra l'utilité de se constituer en une force armée. Le principe étant admis, on nomma généralement un comité exécutif, chargé de lever des souscriptions et de défendre les intérêts civils ou militaires de la compagnie. Une liste d'enrôlemens volontaires fut aussitôt ouverte; cette liste se divisait en trois classes : 1° les membres effectifs, qui s'engageaient à payer leurs armes et leur uniforme; 2° le corps de réserve, dont les membres promettaient de servir en cas d'invasion; 3° les non effectifs, qui devaient encourager le mouvement par une souscription annuelle, sans payer de leur personne. Comme rien ne se fait sans argent, on recueillit activement les dons de toutes les personnes qui s'intéressaient à la libre défense du pays. Je vois par les comptes d'une seule compagnie, le *Central London volunteer rifle corps* (et ce n'est point la plus riche), que les dons volontaires, sans compter les souscriptions des membres effectifs, se sont élevés à la somme de 424 livres sterling. Ces libéralités se continuent. Il y a quelques mois, le trésorier des *North Middlesex rifles* reçut la visite d'une dame en deuil qui venait de rencontrer ce corps, s'avançant sous les

armes, et musique en tête, vers les casernes de Regent's-Park pour y faire l'exercice. Émue du ferme maintien et de la bonne discipline de ces nouveaux soldats, elle annonça l'intention de contribuer de sa bourse à une institution aussi noble que celle des volontaires. Non contente de remettre au trésorier une somme d'argent, elle demanda en outre à être inscrite comme souscripteur annuel ou comme membre honoraire de la compagnie. Il fallait pour cela savoir son nom et son adresse. « Écrivez, dit-elle, lady Franklin. » C'était en effet la veuve du célèbre navigateur, dont une expédition récente a retrouvé les restes dans les mers de glace. Beaucoup d'autres femmes de distinction aidèrent ainsi de leurs largesses à la formation des nombreux rameaux qui composent aujourd'hui l'armée civile (1). Jusqu'ici n'apparaît en rien la main de l'état; le corps est organisé; il jouit déjà d'une vie indépendante, lorsque, pour passer à l'existence officielle, il réclame l'autorisation du gouvernement. Les différens groupes de volontaires se trouvent placés, par l'acte de George III et par la circulaire du ministre (1859), sous la surveillance du lord-lieutenant des comtés. Ce lord-lieutenant est un magistrat civil à peu près inamovible, dont les fonctions pourraient être assimilées à celles de nos préfets. C'est par son entremise que la demande du corps de volontaires en voie de formation doit passer sous les yeux du ministre de la guerre.

Les seules difficultés sérieuses qui se soient élevées jusqu'ici entre les lords-lieutenans et certains corps de volontaires se rapportent à la nomination des officiers. D'après l'acte de George III, tous les officiers doivent tenir leur commission des mains du premier magistrat civil du comté. Cette disposition de la loi parut généralement ne point être en harmonie avec le progrès des mœurs et avec l'esprit démocratique du mouvement. Dans le plus grand nombre des compagnies, sinon dans toutes, le principe de l'élection fut appliqué à différens degrés. Ici le comité proposa une liste de noms à l'adoption des membres de la compagnie; là les volontaires nommèrent directement leurs chefs par voie de scrutin. Il était d'ailleurs sous-entendu que ce libre choix serait soumis, selon la volonté de la loi, à l'approbation du lord-lieutenant : il en fut ainsi; mais dans certains comtés le lord-lieutenant refusa de confirmer l'élection d'ar-

(1) Un autre moyen de recueillir des fonds est de donner des représentations dramatiques au bénéfice de l'œuvre. J'ai assisté dans Lyceum-Theatre à une soirée d'amateurs, les membres de la compagnie d'artillerie, qui se proposaient ainsi de venir au secours du *national rifle association*. Ils jouèrent trois ou quatre pièces, à la suite desquelles une actrice, miss Kate Terry, sous le costume de la Grande-Bretagne, vint réciter des vers héroïques composés par M. Tom Taylor, capitaine d'un corps de volontaires. La jeune déesse compara les fils de la vieille Albion aux fils de l'Helvétie, et dit qu'elle espérait bien, au jour du danger, les trouver aussi fermes derrière leurs récifs de craie que les descendans de Guillaume Tell derrière la forteresse des Alpes.

tisans au grade d'officier. Les corps de volontaires dont les suffrages rencontraient un obstacle menacèrent aussitôt de se dissoudre, si cet obstacle ne s'abaissait, et à ma connaissance le vœu des compagnies, après un moment d'hésitation, fut partout respecté. Cette sanction des officiers par le lord-lieutenant et par le ministre de la guerre n'est point le seul lien qui rattache à l'état les groupes armés : il y en a un autre plus sérieux, le serment de fidélité. Je dis plus sérieux, parce que le respect pour la foi jurée est une des vertus dont se pique avant tout l'honneur britannique. Sur ce point de conscience, les Écossais se montrent peut-être encore plus scrupuleux. On raconte qu'un *highlander* avait quitté son régiment durant la guerre de la Péninsule et s'en était allé en Amérique. Plusieurs années après sa désertion, on reçut de lui une lettre avec une somme d'argent destinée à payer les services d'un ou deux remplaçans dans le même régiment. « C'était, disait-il, la seule expiation qu'il pût offrir pour avoir violé son serment envers Dieu, et le seul moyen d'apaiser un remords qui ne lui laissait de repos ni jour ni nuit. » Devons-nous attendre des volontaires qui se rangent sous les drapeaux au nom du devoir une moins grande délicatesse que celle du soldat qui s'enrôle pour de l'argent? Le serment est donc considéré comme une garantie suffisante pour les institutions du royaume que les citoyens armés s'engagent à défendre. Ce serment se prête avec une certaine solennité, en présence d'un colonel ou d'un officier supérieur qui, dans un bref discours, appuie sur les obligations morales que les volontaires vont contracter. J'ai assisté à cette cérémonie dans l'ancienne salle d'armes d'un vieux château historique du Kent, où les murs semblaient prendre à témoin les anciens preux de la parole jurée par des hommes libres.

Ceci fait, le corps est constitué; il ne s'agit plus que d'habiller, d'armer et d'instruire les membres effectifs. Quiconque assiste à une revue ou à une petite guerre est frappé de la grande diversité d'uniformes qui distingue les compagnies. Il est aisé de voir que la fantaisie a présidé dès l'origine à l'équipement des groupes, formés çà et là presque sans aucune relation les uns avec les autres (1). Au point de vue pittoresque, cette variété n'est certes point un mal : on se demande seulement si, en temps de guerre, ces groupes de différentes couleurs n'auraient point de la peine à se reconnaître d'une certaine distance, et quelques stratégistes ont déjà proposé aux volontaires d'adopter un signe commun de ralliement, *badge*.

(1) La circulaire du ministre engageait, il est vrai, les compagnies d'un même comté à se rapprocher le plus possible d'un type uniforme; elle abandonnait néanmoins ce point au libre arbitre des volontaires et à la sagesse des lords-lieutenans. Il est aisé de voir qu'en cela, comme d'ailleurs dans toute l'organisation de cette armée civile, c'est le libre arbitre qui a été surtout consulté.

Cette dissemblance se fait surtout remarquer parmi les corps de *riflemen*. On a pourtant pratiqué dans ces derniers temps de très curieuses expériences sur les couleurs plus ou moins visibles aux différentes heures du jour et selon l'état de l'atmosphère claire ou obscure, rayonnante ou pluvieuse. Il résulte de ces études que le gris et le brun rougeâtre sont les teintes les moins apparentes, du moins dans un paysage anglais, car ces lois de perspective doivent changer avec les situations géographiques. D'assez nombreux corps de *riflemen* se sont néanmoins prononcés pour un vert très foncé qui ne ressemblerait guère, dans le midi de la France, au feuillage des arbres ni à la nuance des prés, mais qui, dans la Grande-Bretagne, où la végétation est toute différente, se confond assez bien avec la sombre verdure du pays. Comme ces corps de tirailleurs sont surtout destinés à faire la guerre de buissons, il est aisé de saisir l'importance des rapports entre la couleur de l'uniforme et la couleur générale de la contrée. Les naturalistes anglais ont déjà fait remarquer depuis longtemps avec quelle admirable prévoyance la nature semble avoir assorti la robe des animaux au ton particulier des milieux qu'ils habitent, afin de les soustraire aux attaques de leurs ennemis. Ces considérations, je dois le dire, ont été perdues de vue par certaines compagnies de *rifles* qui ont plutôt consulté l'élégance que l'utilité. Les volontaires ont un ennemi, et cet ennemi qu'il faut chercher dans leurs propres rangs est le dandysme. Plusieurs d'entre eux ont trop sacrifié à la mode et à la coquetterie militaire. Après tout, le mouvement est jeune, et il ne faut point s'étonner de ces signes d'enfantillage, qui disparaîtront avec le temps, surtout si l'opinion publique les frappe de ridicule. L'expérience a d'ailleurs démontré que l'uniforme le plus simple était celui qui avait le plus de caractère. Les corps que j'ai toujours vus les plus applaudis sont ceux qui portent une sorte de képi, *foraging cap*, une tunique un peu flottante, un pantalon large, avec une ceinture et des buffleteries de cuir jaune ou noir. A ce point de vue, l'idéal du *rifleman* résulte d'une espèce d'alliance entre la tenue du chasseur et celle du soldat.

D'après les intentions du ministre de la guerre, l'arme des volontaires devait être déterminée par les conditions géographiques de la localité. Dans les villes maritimes, dans les ports de commerce et à l'embouchure des rivières, il conseillait la formation de petits groupes d'artilleurs se ralliant autour d'une seule pièce de canon, dont ils seraient ainsi plus à même d'étudier le pointage et la portée. Dans les campagnes au contraire, il signalait les services que pourraient rendre des bandes de *riflemen*, connaissant bien la nature du pays, et dont les membres, ou, pour mieux dire, les camarades étaient habitués dès l'enfance à se reposer les uns sur les autres. Je n'affir-

merais point que ces instructions aient toujours été suivies. Ici encore, c'est l'instinct spontané des populations qui a prévalu. Le choix des armes a été, comme celui du costume, une affaire de goût et de convenance. Il n'y a guère de villes, à ma connaissance, dans lesquelles on ne trouve à la fois des canonniers et des *riflemen*. Ces derniers sont néanmoins de beaucoup les plus nombreux. Ce sont aussi les mieux appropriés à la nature de la contrée, fermée par de continuelles clôtures et par d'autres obstacles qui s'opposeraient aux mouvemens d'une armée régulière. Je ne parlerai que pour mémoire de la cavalerie, qui s'est formée plus tard, et qui commence seulement à se développer. Les avis diffèrent sur l'efficacité de cette arme. On a pourtant fait observer que, l'Angleterre étant la nation qui produit les plus beaux chevaux, où ces animaux sont les plus soignés et où les hommes les montent le mieux, il serait facile de lever parmi les fermiers et les gentilshommes campagnards, tous plus ou moins chasseurs de renards (1), des escadrons de volontaires qui, dans le cas d'une invasion, serviraient à harceler les flancs d'une armée ennemie.

Après le choix de l'arme et de l'uniforme vient l'exercice. C'est ici, comme on pense bien, le point le plus important de la tâche que se sont imposée les volontaires. Dans les commencemens, ils firent appel aux sergens et aux caporaux de l'armée. En général, les divers corps ont payé leur instruction (2); il y a pourtant des sous-officiers de la ligne qui offrirent gratuitement leurs services. Il y a peu de mois, les volontaires du *Working men's College* (3) se réunirent à un banquet pour présenter, en signe de reconnaissance, un sabre de prix au sergent-major Reed, qui a été blessé en Crimée, et qui porte sur la poitrine la médaille avec le ruban rouge. Le capitaine Thomas Hughes, auteur de *Tom Brown's school-days*, l'un des hommes de lettres les plus accomplis de la jeune Angleterre, dit alors que, le corps n'étant point riche et n'ayant pas le moyen de payer un maître d'exercices, le projet de se constituer fût tombé dans l'eau, si le sergent Reed n'avait donné pour rien son temps et sa peine. Ses services n'avaient guère été épargnés, car les hommes de la compagnie avaient fait l'exercice presque tous les jours, et c'était grâce à ses soins qu'ils étaient arrivés à manier les armes d'une façon assez remarquable. On but donc par trois fois, et au milieu d'un tumulte d'enthousiasme, à la santé du brave sergent-major. Est-il besoin de

(1) Le duc de Wellington avait coutume de choisir pour ses aides-de-camp des officiers voués par goût à ce genre de *sport*, disant que c'étaient ceux qui se tenaient le mieux à cheval et qui bravaient le plus la fatigue.

(2) La rétribution était le plus souvent d'un shilling ou d'un demi-shilling par tête.

(3) Le *Working men's College*, fondé pour répandre l'éducation parmi les ouvriers, est une des institutions qui font le plus d'honneur à la Grande-Bretagne.

dire que le cours habituel d'instruction militaire a été beaucoup simplifié en s'appliquant aux libres *riflemen?* Ce cours est naturellement graduel et peut se diviser en trois temps : on commence par les positions, la marche, les mouvemens; vient ensuite la pratique du fusil, à laquelle succède l'exercice à feu. L'armée des volontaires constitue, ne l'oublions pas, une armée distincte, qui a un type à elle, un but particulier, une raison d'être. Les Anglais lui demandent d'être utile au besoin sur le champ de bataille et d'acquérir tout ce qu'il faut pour cela, mais rien de plus. Ce programme exige déjà, on le pense bien, une somme d'efforts considérable. Les hommes de l'art estiment qu'il faut trois ans pour faire un soldat. A ce compte, les volontaires, dont les plus anciens corps ne remontent guère à plus de dix ou douze mois, ne seraient encore guère avancés; mais il faut remarquer que les recrues de l'armée anglaise sortent d'une classe ignorante et grossière, tandis que les *riflemen*, presque tous jeunes, bien élevés et intelligens, apportent avec eux des aptitudes et des conditions morales bien différentes. Aussi à peine ont-ils été sous les armes que tout le monde a été étonné de la rapidité de leurs progrès. Je dois pourtant avouer que les sergens instructeurs anglais n'aiment point les raisonneurs. Leur principe est que sur le champ de manœuvres un homme est une machine, et qu'il doit faire selon le commandement, sans penser à rien. En conséquence, plus d'un *gentleman*, habitué dans l'université d'Oxford ou de Cambridge à demander le *comment* et le *pourquoi* des choses, reçut d'eux de rudes leçons. L'ardeur des *riflemen* ne se rebuta point de ces épreuves ni de ces commencemens pénibles. La volonté, qui est le fond du caractère anglais, alla même quelquefois jusqu'à l'excentricité. On raconte qu'un commis-voyageur, obligé de changer continuellement de résidence et d'aller pour son commerce d'une ville dans une autre ville, portait toujours avec lui sa carabine. Au moment où les volontaires de l'endroit qu'il traversait ce jour-là allaient commencer l'exercice, il s'approchait l'arme au bras du capitaine et lui demandait la permission de se mêler dans les rangs. Une telle opiniâtreté méritait d'être couronnée de succès; aussi fut-il remarqué dans plus d'une localité par la manière dont il exécutait les évolutions. La patience et le zèle des autres volontaires résistèrent avec non moins de force d'âme aux pluies presque continuelles d'un déplorable été. Un jour d'averse, le vicaire d'une paroisse du Kent, grand partisan du mouvement des volontaires, — et il n'est pas le seul dans le clergé anglais, — assistait, comme moi, par curiosité, à l'exercice. Ravi de la fermeté de ces citoyens sous les armes, qui recevaient l'ondée sans broncher, sans même avoir l'air de s'en apercevoir, il me dit en riant : *Aquæ multæ non potuerunt*

extinguere charitatem; les grandes eaux ne peuvent éteindre chez eux l'amour du pays.

Dans les commencemens, il était à craindre que le spectacle si nouveau d'une armée indépendante n'éveillât des jalousies entre les soldats et les volontaires. C'est le contraire qui a eu lieu : non-seulement les sergens instructeurs aiment pour ainsi dire les volontaires comme leurs enfans, et se montrent fiers d'un succès auquel ils ne sont point étrangers, mais encore les autres membres de l'armée régulière témoignent une sorte d'admiration et de respect pour le désintéressement de ces citoyens, équipés à leurs frais et se condamnant eux-mêmes aux ennuis de l'exercice. Ces braves savent mieux que d'autres ce qu'il en coûte pour apprendre le rude métier des armes. Plus d'une fois je me suis arrêté sur le passage des nouveaux corps, en m'approchant à dessein des groupes de soldats qui regardaient défiler les *riflemen* avec une grande attention, et je n'ai jamais pu saisir dans leurs discours que des remarques bienveillantes. Est-ce à dire que les volontaires n'aient point eu d'obstacles à surmonter? Ils en rencontrèrent, et de plus d'une sorte. Il y avait d'abord contre eux le vieux préjugé militaire qui niait l'efficacité des citoyens sur un champ de bataille et en face de forces régulières. D'un autre côté, plusieurs de ceux qui, par des raisons d'égoïsme, refusaient de s'associer au mouvement cherchèrent trop souvent à le combattre par le ridicule. J'étais dans Ludgate-Hill, près de la porte de la Cité, lorsque s'avança, précédé par un bruit de musique, un des premiers corps de *riflemen* qui aient paru dans les rues de Londres. L'émotion était extrême, et en somme favorable; mais, comme aux triomphes romains, il s'y mêlait quelques sarcasmes. Les enfans (pourquoi ne pas les appeler par leur nom?), les gamins, qui sont les mêmes partout, c'est-à-dire taquins et railleurs, faisaient observer avec malice que les hommes n'étaient pas tous de la même taille, comme cela se voit dans un beau régiment de ligne. Un incident qui survint quelques mois plus tard fournit encore des armes à leur espièglerie (1), et bientôt tout volontaire en uniforme fut salué dans la rue par cette interrogation moqueuse : *Who's shot the dog* (qui a tué le chien)? Les *riflemen* bravèrent en silence ces plaisanteries, d'ailleurs fort innocentes, sachant bien que les devoirs les plus sérieux ne sont point à l'abri de la critique, et un immense élan de popularité ne tarda point à se déclarer en leur faveur. A la tête de ce mouvement de l'opinion se placèrent les femmes. C'est devenu pour elles un point d'honneur dans les villes et jusque dans les villages que d'ouvrir des souscrip-

(1) Un chien avait été tué sur Hampstead-Common par un coup de fusil. L'auteur du méfait était un volontaire. Il s'ensuivit une action civile qui fit assez de bruit.

tions pour acheter des étendards de soie et des clairons en argent qu'elles offrent ensuite elles-mêmes aux volontaires. Ces présentations de couleurs et de *bugles* donnent lieu à des cérémonies intéressantes. Le corps est sous les armes; en face de lui se tient un groupe de *ladies* en grande toilette, les épouses, les sœurs, les filles des officiers et des soldats. De ce groupe se détache une femme ou une jeune fille qui présente l'offrande au nom de ses compagnes, et qui le plus souvent harangue elle-même les *riflemen*. La qualité des personnes varie naturellement avec les localités. Ici c'est la duchesse de Wellington, dont le mari est commandant des *Victoria rifles;* là c'est, comme à Durham, lady Susan Vane Tempest, qui arrive sur le terrain des manœuvres avec la marquise de Londonderry dans une voiture tirée par quatre chevaux gris; ailleurs ce sont des femmes de la classe moyenne dont les présens et les paroles n'en sont pas pour cela moins bien reçus. Si l'on tient à s'expliquer cette part active que prennent les Anglaises au succès des volontaires, il ne faut point perdre de vue que le mouvement se rattache par des liens très intimes à la vie de famille. C'est pour défendre leurs foyers, c'est au nom de leurs femmes et de leurs enfans, et pour que ceux-ci puissent reposer en paix sous le toit de la maison ou l'arbre du jardin, que les Anglais de toutes les classes ont abandonné pendant l'hiver le coin du feu et couru à l'exercice des armes. On ne s'étonnera donc plus que les femmes d'Angleterre aient sympathisé avec la nouvelle institution de toute l'énergie de leur âme. Ceci explique en outre les discours enthousiastes qu'elles adressent aux *riflemen* en leur remettant certains témoignages d'estime et d'encouragement. « Amis et messieurs, s'écriait l'une d'elles à une cérémonie où j'étais présent, le devoir des femmes est de s'attacher à leurs époux, à leurs fils, comme le lierre au chêne; le devoir du chêne est de nous protéger. Allez donc, armes en main, pour que nous puissions rester en sûreté au sein de nos familles. Quand ces couleurs flotteront dans l'air, quand ce cor sonnera, songez à vos mères, à vos épouses, à vos sœurs, à vos bien-aimées (*sweethearts*), et, si le jour du danger arrive, soyez prêts à les défendre (1)! »

(1) Cette participation morale des femmes dans le mouvement des volontaires, et peut-être aussi quelques plaisanteries du *Punch*, auront sans doute donné lieu de croire qu'elles songeaient à s'enrôler dans la nouvelle milice. Un journal français annonça qu'une société de *ladies* s'était levée *comme un seul homme* pour aider les *riflemen* dans la défense du pays. Une gravure venue de Paris représentait même trois *riflewomen*, — trois jeunes et belles amazones, — en plein costume militaire. Cette gravure fut reproduite à Londres par le *Lady's Newspaper*. A cette facétie, les femmes anglaises répondirent avec assez de dignité, par l'organe du même journal, qu'elles n'avaient jamais eu l'idée qu'on leur prêtait, mais que, si leur pays était menacé, elles useraient de toute leur influence sur le cœur de leurs maris, de leurs frères et de leurs parens, pour que ceux-ci

Tandis qu'en France et ailleurs on a représenté l'essaim des volontaires comme trop nombreux pour ne pas ressembler à un défi, les Anglais se plaignent, au contraire, de ne point en avoir encore assez, et avisent chaque jour aux moyens d'accroître cet élément de défense nationale. Ils ont dû alors rechercher les causes qui dans l'origine avaient limité l'essor du mouvement patriotique. La principale de toutes, et la seule sur laquelle j'insisterai, a été le peu de concours des ouvriers. Faut-il se demander si dans les commencemens on n'a point refusé leurs services? J'aime mieux croire qu'ils ont été tenus à l'écart par les conditions matérielles du système. Le principe étant que chaque volontaire devait s'équiper, s'armer, s'instruire et se procurer les munitions de guerre à ses frais, on comprend très bien que les classes vivant au jour le jour du travail manuel aient contribué tout d'abord pour une faible part au développement de l'institution. Quoi qu'il en soit, tout le monde reconnaît aujourd'hui la nécessité d'élargir la base du mouvement, en descendant vers les couches de la population qui ont fourni jusqu'ici peu de recrues à l'armée civile. Les traditions historiques de l'Angleterre sont toutes en faveur de ce point de vue. Les artisans figuraient en grand nombre parmi les volontaires qui, sous le règne d'Élisabeth, repoussèrent les menaces de l'invasion espagnole. Bien peu de personnes, il faut le reconnaître, ont d'ailleurs jamais nié que les ouvriers anglais ne dussent occuper une place dans la nouvelle organisation militaire; ils ont le même droit que les autres à porter les armes, ayant les mêmes intérêts à défendre. Ne possèdent-ils point un foyer et des affections domestiques? N'ont-ils point des femmes, des enfans, de vieilles mères à défendre? Quant au danger politique, il n'existe point en Angleterre; le pays n'a plus de libertés essentielles à conquérir, et ses institutions n'ont rien à craindre de la pointe des baïonnettes. Les armes du progrès, armes pacifiques, sont ici les *meetings*, la libre discussion, une presse qui ose tout dire, et elles arrivent bien mieux au but, sans effusion de sang, que ne le feraient les balles des tirailleurs les mieux exercés. On a même observé que l'organisation des volontaires avait à la fois un caractère démocratique et conservateur; quelques ouvriers chartistes, enrégimentés dans les rangs, fiers de l'honneur de porter les armes et de la confiance du gouvernement, qui descendait jusqu'à eux, se distinguent aujourd'hui entre tous par l'ardeur avec laquelle ils acclament les principes de la constitution anglaise. Doit-on s'étonner que dans cet état de choses les membres libéraux de l'aristocratie et de la classe moyenne cherchent à jeter la sonde, selon leur

défendissent les droits et les libertés de l'Angleterre. Ce n'est pas d'ailleurs dans la Grande-Bretagne, où la division des devoirs est aussi bien marquée que celle du travail, qu'on peut craindre de voir le rôle des sexes interverti.

propre expression, dans les eaux inférieures de la société, pour atteindre le fond si riche et si étendu des ressources nationales?

D'un autre côté, les compagnies d'ouvriers, en trop petit nombre, formées dès l'origine du mouvement, se font remarquer, comme les canonniers et les *riflemen* de l'arsenal de Woolwich ou du Dockyard, par leur adresse à manier les armes. Après tout, le canon ou la carabine est un outil, et l'on ne sera point surpris qu'il obéisse plus volontiers aux mains déjà habituées à traiter avec les instrumens de travail. *Cela me connaît* est surtout un axiome incontestable dans la bouche des artisans anglais, qui passent pour les meilleurs mécaniciens du monde. Si nous regardons à d'autres qualités militaires, n'est-ce point dans la classe des hommes de peine, roche primitive, que résident surtout le caractère viril, l'activité, la force des bras, l'énergie et la rudesse de volonté qui distinguent la race anglo-saxonne? Ces faits, qu'il était difficile de ne point reconnaître, devaient donner lieu à de sérieuses réflexions chez tous les hommes qui s'intéressent au développement de la nouvelle armée. On s'est demandé avec lord Elcho si la dépense n'était point le rocher contre lequel échouerait un jour le mouvement des volontaires, s'il doit jamais échouer. Le chiffre de ces dépenses avait été inutilement grossi dans les premiers temps par l'amour de la parade et la vanité. L'équipement seul avait coûté pour chaque homme, dans certains régimens, jusqu'à la somme énorme de 50 guinées (1). De telles charges pécuniaires équivalent pour les ouvriers à un bill d'exclusion, et dès lors est-il étonnant que dans l'origine le mouvement se soit trouvé restreint aux classes supérieures et moyennes? Abaisser l'obstacle d'argent est donc le premier moyen qui se soit présenté à l'esprit des Anglais pour reculer les limites de l'institution. Ici néanmoins surgirent divers systèmes. Les uns voulaient que les volontaires incapables de subvenir aux frais d'habillement fussent aidés par l'état; mais une telle mesure eût altéré le caractère de la nouvelle arme, dont le trait essentiel est l'indépendance, et l'eût assimilée à la milice. D'autres proposèrent de lever des souscriptions parmi les riches pour couvrir le plus fort de la dépense; c'était encore méconnaître la fierté des ouvriers anglais, dont plusieurs auraient décliné ce patronage (2). Restait en dernier lieu à rendre le prix de l'uniforme accessible à tous, et c'est le projet auquel on s'est arrêté. Sur ce nouveau terrain, l'obstacle est venu des ouvriers eux-mêmes.

(1) Ces compagnies payaient en outre 5 et 600 livres sterling par an pour leur bande de musiciens. On calcule que les dépenses de ces soldats amateurs doivent s'élever à plus d'un million de livres sterling.

(2) « Nous ne voulons point recevoir l'aumône dans l'accomplissement d'un devoir, » répondirent des artisans auxquels on proposait ce moyen d'entrer dans la nouvelle organisation militaire.

Un avocat de Londres avait cru bien faire en offrant aux travailleurs le modèle d'un uniforme qui, vu la grande simplicité, ne serait guère revenu à plus d'un souverain, et il proposait de s'engager lui-même dans la future compagnie. Nul d'entre eux ne répondit à l'appel, et son nom resta seul en tête de la liste. On voit par là que les ouvriers tiennent à marcher sur un pied d'égalité avec les autres citoyens dans les rangs de la nouvelle armée. L'expérience a démontré qu'un prix raisonnable (2 livres sterling 10 shillings) était ce qui satisfaisait le mieux à l'amour-propre et aux moyens pécuniaires de la classe laborieuse. Ce n'était d'ailleurs pas encore tant le chiffre élevé de la somme qui éloignait les artisans, c'était l'obligation de la payer en bloc à leur entrée dans le corps. On a aplani ce dernier obstacle en divisant les versemens par semaine, et aujourd'hui l'accession de toutes les classes est assurée au mouvement. Le gouvernement a beaucoup aidé à ce résultat en faisant des concessions de fusils et de poudre auxquelles il ne s'était point engagé d'abord. Dois-je affirmer pourtant que tous les volontaires se sont équipés à leurs frais? Il y en a sans doute quelques-uns qui ont reçu un secours de leurs camarades; mais en général ceux qui doivent tout à leurs économies, — et ils sont cent contre un, — s'estiment plus eux-mêmes, étant dans le véritable esprit de l'institution.

Il n'y a plus guère qu'une question à résoudre : les ouvriers doivent-ils s'amalgamer à la classe moyenne en remplissant les cadres déjà formés, ou bien doivent-ils constituer des corps à part? Ces deux systèmes rencontrent aujourd'hui de chauds partisans. De grands efforts ont été tentés dernièrement dans le sens d'un rapprochement de toutes les classes, et je ne dirai point que ces efforts aient échoué. Des régimens qui comptent à leur tête des noms célèbres ont déjà réussi à attirer dans leurs rangs un assez grand nombre d'hommes appartenant aux professions manuelles, et pourtant en général ces derniers préfèrent s'organiser entre eux. Ils suivent après tout en cela l'exemple de la classe moyenne, où les avocats, les artistes et les employés se sont groupés sous les armes en observant plus ou moins le système des catégories. Des brigades de *workmen* naissent de même aujourd'hui sur tous les points de l'Angleterre. Dans les deux cas, l'armement de la famille des travailleurs, sans jalousies, sans rivalités, sera pour l'histoire des volontaires le trait distinctif de la fin de l'année 1860. Ainsi se complète un mouvement qui jusqu'ici présentait plus de surface que de profondeur. En admettant la parole des Anglais, que la population civile est, comme moyen de défense, une excellente mine qui n'a point encore été explorée, tout le monde conviendra qu'il faut la creuser jusqu'aux dernières couches pour en connaître au juste les richesses. Là, c'est-à-dire au fond, se trouvent du moins la force

et e dévouement. Sans doute l'avocat quittant son étude, le négociant laissant son comptoir, l'artiste s'absentant de son atelier pour acquérir par de pénibles exercices militaires le moyen d'être utile à son pays en cas de danger, méritent notre respect et notre admiration. Que dire alors des ouvriers et des artisans qui, après dix ou douze heures d'un dur travail, rompent au métier des armes des membres déjà fatigués et bravent la bise glacée en sortant des antres de la vapeur? L'un deux, qui travaille comme forgeron dans l'arsenal de Woolwich, me racontait avec une mâle fierté ce que lui avait coûté son uniforme de volontaire. Il ne parlait pas de l'argent, mais des privations qu'il s'était imposées, lui père de famille, pour ne point abandonner à d'autres le droit de mourir au besoin et avec fruit pour l'Angleterre. Un autre avait vendu sa montre pour s'équiper, et disait en riant que le bruit du canon suffirait bien à lui annoncer l'heure du danger. Jusqu'ici pourtant le mouvement s'est arrêté aux ouvriers des villes; devra-t-il s'étendre, dans les campagnes, aux ouvriers de la terre? Ici s'élèvent de sérieux obstacles. Le gouvernement anglais craint que la formation de corps rustiques de volontaires ne nuise au développement de la milice (1). Quelques hommes d'état pensent au contraire que les deux institutions, loin de présenter entre elles un caractère d'antagonisme, se prêteraient appui l'une à l'autre. Ils disent que l'organisation des *riflemen* cultiverait dans les campagnes les goûts militaires et disposerait ainsi les rudes enfans de la charrue au métier des armes. Comme ce dernier système n'a point encore été mis à l'épreuve des faits, je m'abstiendrai de me prononcer sur la valeur des oppositions qu'il rencontre.

Aux compagnies d'ouvriers s'ajoutent maintenant de toutes parts des compagnies de cadets. A une distribution de prix pour un concours de *riflemen* qui avait eu lieu à Montrose, lord Elcho, parlant des moyens de perpétuer le mouvement, prit par la main un enfant en uniforme de *rifleman* qui se trouvait là par hasard, et le conduisant sur le devant de la tribune : « Voilà, dit-il, un des moyens! » Plusieurs régimens de volontaires ont en effet eu l'idée de s'adjoindre un corps de cadets, qui se compose de jeunes garçons entre l'âge de douze et seize ans. Ces cadets paient environ 10 shillings 6 pence par an, portent l'uniforme, s'exercent à toutes les manœuvres, et forment pour ainsi dire les enfans de troupe dans l'armée volontaire. J'ai rencontré l'autre jour à l'hôpital de Greenwich une de ces brigades, les *first Surrey juvenile rifles*. Ayant obtenu la

(1) La loi exempte du service de la milice tous les volontaires effectifs, et il faut entendre par là ceux qui ont fait l'exercice huit jours dans quatre mois, ou vingt-quatre jours par an.

permission toute spéciale du gouverneur, l'amiral sir Gordon, ils entrèrent, couleurs déployées et musique en tête, dans le vénérable édifice qui domine les bords de la Tamise. On devine la joie superbe de ces adolescens; mais ce qu'il y avait de plus curieux était l'émotion des vieux marins, presque tous mutilés au service de l'état, à la vue de cette ardeur martiale du premier âge qui leur rappelait une ombre à jamais évanouie pour eux, la jeunesse. Dans plusieurs grandes écoles, comme à Eton-College et à Rugby-School, il s'est constitué de semblables régimens parmi les élèves. La première de ces institutions recevait dernièrement ses couleurs de la main d'une lady. Le bataillon, au nombre de trois ou quatre cents enfans, en uniforme de serge grise, avec des paremens d'argent, s'avança, conduit par les fifres et les tambours des *Coldstream-guards*, sur le terrain des récréations, où les jeunes soldats se formèrent en carré et saluèrent leurs drapeaux en présentant les armes. Ailleurs on pourrait craindre que ces corps de cadets ne fissent tomber le mouvement en enfance; mais en Angleterre, où l'on prend au sérieux les choses sérieuses, ce danger n'existe point. Ce que se proposent les Anglais en instituant des compagnies juvéniles est d'inculquer de bonne heure aux enfans le goût des exercices militaires, l'usage des armes à feu et le sentiment de la discipline, pour qu'arrivés à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans, ils considèrent le devoir de servir à titre de volontaires comme une dette naturelle qu'ils ont contractée envers le pays. Ces corps de cadets sont les pépinières de l'organisation. La vue de ces adolescens jouant aux soldats avec une gravité amusante fait naître chez le physiologiste plus d'une réflexion. Les dispositions guerrières qui signalent dans l'histoire les races jeunes et barbares ne se retrouveraient-elles point chez les enfans des races civilisées? L'homme ne ferait-il ainsi que reproduire dans son développement les divers états de l'humanité?

Pour juger de l'intensité du mouvement, il ne faut point encore arrêter sa vue à l'Angleterre. C'est surtout en Écosse que le nouveau système de défense a poussé de profondes et nombreuses ramifications. A Édimbourg, à Glasgow, dans dix autres villes, toutes les classes de la société sont accourues sous les armes. On a pu se faire une idée, il y a quelques mois, de la popularité de cette institution, qui s'est encore beaucoup étendue depuis ce temps-là. Je parle de la revue qui eut lieu à Édimbourg, au mois d'août 1860, dans le parc de Holyrood, et qui fut comme la contre-partie de la revue d'Hyde-Park. Dans ce vieux parc écossais, où les souvenirs de notre histoire se mêlent aux chroniques de la patrie de Walter Scott, plus de 21,000 hommes défilèrent sous les yeux de la reine. Il y avait sur le terrain environ cent cinquante corps, massés en trente-

cinq bataillons, — un de cavalerie, six d'artillerie, un du génie et vingt-sept de *rifles*. On distinguait parmi ces derniers la *compagnie des avocats* d'Édimbourg, l'une des premières formées en Écosse, sinon dans tout le royaume-uni. Les corps d'*highlanders* s'avancèrent au son de la cornemuse, et les différentes couleurs de leurs uniformes, leurs membres nus et vigoureux, leur marche hardie et rapide, qui les a fait comparer au torrent de la montagne, saisirent d'enthousiasme tous les spectateurs. A la tête de la seconde division de cette armée figurait le général Cameron, remarquable par ses talens militaires et sa noble physionomie. Il serait superflu d'essayer un parallèle entre cette revue et celle qui avait eu lieu à Londres deux mois auparavant : toutes les deux exercèrent une grande influence en inspirant à la jeune armée une confiance énergique dans ses forces et en appelant de nouvelles recrues. L'Irlande est jusqu'ici la seule île du royaume-uni où l'organisation des volontaires ait été arrêtée par des obstacles. Ces obstacles sont venus de la part du gouvernement anglais. Pour ceux qui, à l'étranger, représentent sans cesse la pauvre Irlande comme écrasée par la main de sa sœur aînée, il y a là un beau champ d'invectives et de déclamations. Ce n'est point ici le lieu de discuter si l'Irlande est ou n'est pas opprimée en général par l'Angleterre; mais on ne peut blâmer le gouvernement anglais de refuser le droit de porter les armes à un pays agité par de sauvages querelles religieuses. On ne se défie point, comme l'a dit avec esprit lord Palmerston, du courage des Irlandais; on craint au contraire qu'ils ne se battent trop bien, et surtout qu'ils ne se battent entre eux. Dois-je ajouter que partout ailleurs qu'en Irlande, c'est-à-dire partout où la guerre civile n'est point à redouter, les enfans de la verte Érin ont pu et peuvent encore tous les jours se former en divisions de volontaires? Il suffit pour s'en convaincre de jeter les yeux sur l'*Irish brigade* de Londres, l'une des plus florissantes compagnies qui existent dans la Grande-Bretagne.

On connaît maintenant l'organisation des volontaires. A cette institution s'en rattache une autre qui en est comme le couronnement : je parle de la *National rifle-shooting association* (1). Veut-on savoir comment se complète et s'achève l'éducation des *riflemen?* C'est au milieu des tirs et à l'école de mousqueterie de Hythe qu'il faut nous transporter. Là, nous jugerons mieux de la science pratique des volontaires et de l'usage qu'ils comptent faire de leurs armes sur un champ de bataille.

(1) Association indépendante et distincte de celle des *riflemen*, quoique enracinée dans le même mouvement, qui se propose d'encourager le tir à la carabine.

III.

Le 2 juillet 1860, j'avais pris, avec tous les curieux de Londres et des environs, le chemin de Wimbledon, où devait avoir lieu le premier grand *shooting match.* Les deux lignes de fer qui convergent vers ce village du Surrey, situé à quelques milles de la métropole, étaient assiégées par des flots de voyageurs. Ce jour-là, toute distinction de classes s'était effacée sous l'attrait du plaisir, et l'on vit de riches patriciens trop heureux de s'entasser avec la plèbe dans les mêmes wagons pour réduire la distance qui les séparait du théâtre de la fête. Wimbledon, que je visitais alors pour la première fois, s'élève dans une position charmante au milieu d'une plaine à perte de vue, ornée de bouquets d'arbres à fruit, de riches cultures, de quelques mares d'eau formées par les pluies, et couronnée à l'horizon d'un cercle de collines, dont les pentes douces et boisées se confondent par un mouvement harmonieux avec la couleur vert foncé et le caractère tranquille du paysage. Le village, dont je n'ai vu que quelques maisons élégantes, séparées par des jardins, est un des derniers en Angleterre qui soient encore soumis à la dîme. Cet ancien droit féodal, que les habitans de Wimbledon n'ont point racheté, a fini avec le temps, m'a-t-on dit, par tomber dans la main d'un Juif. Non loin de là est une maison de campagne où Voltaire a demeuré durant son exil, et où il apprit à méconnaître Shakspeare. Le grand attrait de Wimbledon dans la circonstance, et ce qui l'avait désigné au choix du conseil de l'association pour le concours des armes à feu, est son *common* ou sa bruyère (*heath*). Il est difficile en effet de trouver dans les environs de Londres une si vaste étendue de terres découvertes qui ait échappé au système de clôture. A mesure que la ville envahissante étend ses lignes de rues dans toutes les directions, ces endroits deviennent rares, et les tireurs n'envisagent pas sans tristesse le temps plus ou moins éloigné où, Londres ayant encore accru sa circonférence, les derniers *commons* se trouveront sans doute convertis en parcs. L'espace est la première condition pour le théâtre d'un tir à la carabine (*rifle ground*), et sous ce rapport on ne peut désirer rien de mieux que cette grande surface plate couverte d'herbes sauvages et de genêts épineux. A droite, Wimbledon-Common est borné par le mur d'un immense parc qui appartenait jadis à la noble maison de Somerset, mais qui aujourd'hui, morcelé et dépecé en lots de terrains, a passé dans les mains de la classe moyenne, qui se hâte d'y bâtir de charmantes villas. Sur la gauche, l'œil ne découvre point de limites. Un ami qui habite le village m'avait conduit le matin dans cette direction à une source entourée d'un mur circulaire de briques, et qui porte dans la localité

le nom du *Puits-Romain* (*Roman Well*). Il m'avait aussi fait voir le *camp romain*, un terrain rond, entouré d'un fossé assez profond où croissent maintenant d'assez grands arbres. Les traces de l'ancien *castrum* me semblèrent, je l'avoue, passablement effacées; mais mon guide était si instruit et se montrait si convaincu du fait que j'aurais été au désespoir de contrarier sa science d'antiquaire. « La preuve, me dit-il, est que César, dans ses *Commentaires*, parle d'un camp que ses soldats avaient établi dans le voisinage de la Tamise. » Pourquoi ce camp ne serait-il pas, après tout, celui de Wimbledon? L'idée de César et de l'invasion de l'Angleterre par les Romains nous ramena naturellement au programme de la journée, au *shooting contest*, dont l'intention bien avouée était de fermer à jamais le sol de la Grande-Bretagne devant les progrès d'une armée étrangère. Déjà en effet la sombre bruyère commençait à se couvrir d'un océan de têtes.

La foule pouvait se diviser en deux courans bien distincts, celui des piétons et celui des voitures. Je ne crois pas que nulle part ailleurs qu'en Angleterre on rencontrerait un si grand nombre de véhicules et de chevaux réunis sur un même point. Il semblait que chaque ferme, chaque villa et tous les châteaux des environs eussent fourni leurs attelages et leurs moyens de transport d'une forme élégante ou rustique. L'aristocratie, attirée par la nouveauté du spectacle et par la présence de la reine, accourait de tous côtés pour lui faire cortége. Je n'avais jamais vu un tel luxe de jolies femmes, car plus on s'élève vers le sommet de l'échelle sociale, et plus dans la race anglo-saxonne on rencontre la beauté. Le terrain de la lutte était enclos d'une barrière de planches dans laquelle on avait pratiqué quatre entrées, une pour le public, une pour la reine et deux pour les voitures. Ayant payé notre shilling (ce qui faisait bien un peu murmurer à la ronde), nous fûmes introduits dans l'enceinte,— la fauve bruyère où flottaient des bannières de toutes couleurs, et que bordait une frange de tentes. Parmi ces tentes se distinguait naturellement celle de la reine, à laquelle conduisait une route tracée et sablée tout exprès à travers les ronces du *common :* c'était un pavillon d'un goût exquis, avec un dais richement tapissé en rouge et entouré de fleurs précieuses qu'avait fournies un amateur de l'endroit. En face de nous s'élevaient à distance les *buttes,* monticules de terre jaunâtre, qui ont, m'a-t-on assuré, douze pieds de haut sur vingt-cinq ou trente de large, mais qui, diminuées par les lois de la perspective, ressemblaient à des mottes de sable construites par la main d'un enfant. Derrière ce premier rang de *buttes,* séparées les unes des autres par d'assez grands intervalles, s'en dessinaient d'autres encore plus éloignées. Sur le devant de ces ouvrages de terre étaient placées les cibles (*targets*) : c'étaient des plaques de

fer peintes en blanc, épaisses d'un demi-pouce et larges de six pieds, avec des cercles et un point noir au milieu. Les dernières cibles étaient d'ailleurs si réduites par la distance que ce point apparaissait gros comme celui d'un *i*. Atteindre un objet presque invisible était pourtant le tour d'adresse qui devait constituer le succès de la journée. Les tireurs occupaient un terrain libre, défendu contre la pression de la foule par une corde tendue. C'étaient des *riflemen* de toutes les couleurs et de tous les uniformes, avec quelques Suisses venus tout exprès de leurs montagnes pour disputer les prix aux Anglais (1). Avant d'être admis à concourir, il fallait payer au moins une guinée (2). Cette condition pécuniaire était généralement blâmée comme devant exclure du champ des épreuves nombre d'artisans, de villageois et de commis de boutique, dont le coup d'œil pouvait être néanmoins aussi sûr et la main aussi exercée que celle des plus riches compétiteurs. Fallait-il soumettre l'entrée du concours à une question d'argent, et en quelque sorte taxer les balles? Vers quatre heures et demie, la reine s'avança vers la tente du tir (*shooting tent*), qui était située à quelque distance de sa tente de repos, et commença elle-même les opérations de la journée. Un léger attouchement de la main sur une ficelle attachée à la détente d'un fusil, et le premier coup partit. Les drapeaux s'agitèrent du côté des buttes et annoncèrent que la balle enchantée avait touché l'œil-de-bœuf (*bull's eye*). Selon les règles de l'association, la reine venait de gagner trois points. Le concours était ouvert.

Ce *shooting contest* dura plusieurs jours. Les curieux et les amateurs se succédèrent sur le terrain, trempé par des pluies récentes; les bruyères et les herbes humides étaient envahies çà et là par des flaques d'eau à fleur de terre que de profondes tranchées ouvertes depuis plus d'une semaine par le soc d'une charrue à vapeur n'avaient point réussi à dessécher entièrement. Tout l'intérêt était maintenant concentré autour des *firing tents*. Ces tentes, d'où partait le feu étaient occupées par des candidats à divers prix, dont le plus considérable, celui de la reine, était de 250 livres sterling. Je visitai d'abord le groupe des *tireurs à la tante Sally, aunt Sally*. C'est le nom populaire qu'on donne, d'après l'usage des foires et des courses de chevaux, à un certain mode de compétition. Vous payez 1 shilling pour chaque coup de fusil, et l'ensemble de la recette se divise à la fin de la journée parmi ceux qui ont frappé le centre des cibles. Il y avait là des *riflemen* qui tiraient à tour de rôle et en choisissant toutes les positions, — ceux-ci debout, ceux-là un genou à terre, les uns assis, les autres enfin couchés sur le ventre. Peu importait

(1) Ils étaient de ceux que les Anglais appellent *picked men*, c'est-à-dire les meilleurs tireurs de leur canton.

(2) 4 guinées pour concourir à tous les prix.

le moyen, pourvu que le but fût atteint. Je me dirigeai ensuite vers d'autres tentes où l'émotion était encore bien plus vive, car il s'agissait de victoires notables et chaudement disputées. On pouvait se faire une idée de la distance entre les tireurs et les *targets* par le temps qui s'écoulait entre l'explosion de l'arme à feu et le moment où la balle, comparée pour la forme à un bout de chandelle en plomb, frappait la surface des manteaux de fer. Cette distance augmentait d'ailleurs avec l'importance des prix et avec les progrès du concours; elle variait de 500 à 800, 900 et même 1,000 mètres le dernier jour. C'est à peine si, l'œil armé d'une lorgnette, je pouvais distinguer le centre noir des cibles, gros en réalité comme une ombrelle de femme, mais qui, rétréci et pour ainsi dire mû par l'éloignement, semblait un point noir flottant dans l'espace. Ne faut-il pas croire que l'habitude développe chez les tireurs une sorte de seconde vue, car ce but obscur et douteux n'échappait point à leurs efforts? On pense bien qu'ayant affaire à des armes à feu d'une si longue portée, on n'était point en sûreté derrière les buttes, même à plus d'un mille. Des signaux de danger traçaient tout à l'entour un cercle de solitude; on m'a même raconté qu'un fermier des environs, bloqué par le danger des balles égarées, n'avait pu sortir de chez lui durant toute la semaine que par une porte de derrière. Le concours touchait à sa fin : M. Ross et un adversaire restaient seuls sur le terrain pour disputer le prix de la reine. Le public était haletant de curiosité. Les deux concurrens, deux Anglais, quoique visiblement émus, cherchaient avec une force d'âme toute britannique à raidir leurs muscles d'acier et à dominer les battemens de leur cœur. Un moment la chance parut tourner contre celui des deux concurrens qui avait réuni jusque-là le plus de gageures. Enfin une détonation fut suivie d'un silence inquiet, et au milieu du nuage de fumée qui s'abaissait, on vit à une confuse distance s'agiter le drapeau noir. M. Ross, proclamé aujourd'hui le champion de la Grande-Bretagne, venait de gagner la médaille qu'il porte fièrement sur sa poitrine dans les banquets et les réunions de volontaires. Quand le feu eut cessé, j'eus la curiosité de visiter les cibles : elles étaient criblées de balles qui s'étaient, non-seulement aplaties, mais écrasées contre la paroi de fer.

L'intention qui avait provoqué ce tir national est maintenant facile à saisir. L'Angleterre était autrefois une nation d'archers, elle veut devenir aujourd'hui une nation de carabiniers. Qui ne se souvient ici du temps des Plantagenets, où tout brave habitant des campagne portait avec lui son arc et ses flèches? Chaque village avait alors son champ de pratique, son tir, où tous, jusqu'aux garçons de sept ans, venaient s'exercer. C'est même à cette éducation populaire que les Anglais rapportent les victoires de Créci, d'Azincourt

et d'autres journées célèbres. Le gouvernement d'alors plaçait une telle confiance dans le *long bow*, comme étant la force de l'Angleterre, qu'il s'opposa longtemps aux premiers tirs d'armes à feu qui cherchaient à s'introduire dans les villes et les campagnes. La carabine, ce fusil perfectionné, devait rencontrer à son tour la même résistance. Inventée vers 1567 par un ouvrier allemand, elle ne s'était d'abord répandue que dans les montagnes du Tyrol et dans les vastes plaines de l'Amérique. Durant la guerre de l'indépendance, les Anglais eurent lieu de reconnaître à leurs dépens la supériorité de cette arme. Tandis que leurs soldats avec les antiques fusils faisaient plus de bruit et de fumée que de besogne, les volontaires américains, armés de leur carabine, visaient pour ainsi dire l'ennemi homme par homme, et abattaient dans les rangs les plus courageux. Dès cette époque une réforme dans le système de mousqueterie était devenue la question à l'ordre du jour. Par malheur, la résistance au progrès et aux innovations utiles s'abrite quelquefois sous l'autorité de grands noms. Le duc de Wellington regardait l'ancien fusil à chien et à pierre comme la meilleure arme de guerre, et souriait à l'idée de convertir les soldats anglais en *riflemen*. N'était-ce point avec ce lourd et primitif fusil qu'il avait gagné la bataille de Waterloo? Sans la guerre de Crimée, il est probable que les Anglais ne seraient point encore débarrassés de ce vénérable ancêtre, car *Brown-Bess* était une sorte de personnification comme John Bull. C'est pourtant à l'introduction de la carabine dans tous les régimens que l'Angleterre doit d'avoir réprimé si promptement la dernière sédition des Indes. Les volontaires ne pouvaient faire mieux que d'adopter une arme qui offre dans tous les cas de si grands avantages, mais surtout dans une guerre de partisans. Je ne m'étendrai point sur les changemens que la carabine doit amener dans la manière de se battre, il en est un pourtant qui mérite d'être indiqué. Jusqu'ici les deux corps d'armée ennemis se rapprochaient pour se tuer à une assez faible distance; c'est à peine aujourd'hui s'ils pourront s'apercevoir. Un Anglais me faisait observer en riant que ce nouveau système rassurait jusqu'à un certain point sa conscience : « En cas de guerre, disait-il, nous ne tirerons plus sur des hommes, nous tirerons sur des points noirs. »

La pratique de la carabine semble être, dans l'idée de la *rifle association*, le complément de l'institution des volontaires. Dans l'idée du gouvernement anglais, c'en est au contraire la pierre fondamentale. Une circulaire du ministre de la guerre déclare qu'avant d'obtenir la sanction de l'état, tout corps de *riflemen* doit obtenir un terrain d'au moins 200 mètres pour le tir à la carabine. Cette condition, je l'avoue, a été critiquée à cause des obstacles qu'elle ajoute à la formation, déjà si laborieuse, d'une brigade. En Angle-

terre, les progrès de l'agriculture ont laissé peu de terrains vagues et négligés. D'un autre côté, un tir à la carabine est un voisin incommode; le fermier des environs ne peut plus visiter en tout temps ses moissons et son bétail avec ce calme d'esprit qui caractérisait jadis le paysan britannique. Il y a bien de grands propriétaires qui ont libéralement prêté à des corps de *riflemen* une partie de leurs domaines; mais les parcs et les lords généreux ne se rencontrent point partout. Le fait est que, dans l'état présent des choses, quelques compagnies, d'une date relativement ancienne, n'ont point encore pu se procurer un champ de pratique, d'autres en ont un d'une faible étendue; d'autres enfin vivent sur la tolérance d'un propriétaire, et par conséquent hésitent devant les frais considérables qu'exige l'érection des buttes. Cette dépense est plus grande qu'on ne pourrait le croire. A Wormwood-Scrubbs, le prix de ces ouvrages de terre et de maçonnerie s'est élevé à la somme de 332 livres sterling. Le conseil de la *rifle association* s'emploie, il est vrai, de son mieux à surmonter les obstacles, et les compagnies en retard, stimulées par l'exemple des autres compagnies qui ont déjà acheté un terrain, n'épargnent guère les sacrifices. Le jour n'est donc point éloigné où chaque ville, peut-être même chaque village de la Grande-Bretagne, aura son tir à la carabine, comme il avait autrefois son tir à l'arc. Ce n'est pas tout encore que de posséder les instrumens, il faut apprendre l'art de s'en servir. La meilleure carabine Witworth et le tir le plus dispendieux ne feraient point un *rifleman* accompli sans certaines règles de l'art. Aussi le gouvernement anglais a-t-il décidé qu'il n'accorderait gratis les munitions de poudre et de balles qu'aux corps de volontaires dont deux membres auraient reçu durant quinze jours l'instruction technique à l'école de Hythe.

La petite ville de Hythe est située au bord de la mer, et, pour y arriver de Londres, vous traversez en chemin de fer les riches prairies et les houblonnières du Kent. A partir d'Ashford, la route présente surtout d'agréables points de vue, la campagne environnante étant arrosée par trois cours d'eau qui se réunissent avant d'entrer dans Hythe. Ce qui en avançant frappe le voyageur est moins la ville elle-même que les révolutions récentes auxquelles toute cette partie de la côte a été soumise. La ville, située au pied d'une falaise, ne consiste guère qu'en une rue parallèle à la mer, avec des ruelles qui s'étendent dans la même direction ou la coupent à angles droits. Il y a bien un hôtel de ville, un marché, et même une vieille église, de style mi-parti normand, mi-parti anglais, qui s'élève au-dessus de la ville, sur une des pentes de la raide colline, avec une tour regardant à l'ouest et une vénérable crypte où dor-

ment entassés les os et les crânes des anciens Danois (1); mais tout cela ne saurait voiler l'état de décadence où est tombée cette antique cité maritime. J'avais vu que *Hethe*, *Hede* ou *Hythe*, car la ville porte tous ces noms dans les anciennes chroniques, venait d'un mot saxon qui voulait dire port de mer. Il est certain en effet que, du temps des Saxons, des Normands, et sous le règne des Plantagenets, Hythe possédait une crique célèbre, qui a été, dit-on, le berceau de la marine anglaise. Et pourtant j'eus beau chercher ce port, je ne le trouvai plus. Il a disparu depuis longtemps, changeant d'abord de position, faisant un pas vers l'est après chaque retraite de la mer, et enfin envahi pied à pied par les sables. Aujourd'hui ce n'est plus qu'une grève stérile avec des flaques d'eau malsaines, et la ville est maintenant située à un bon mille de la mer. Des îlots de petits cailloux (*shingles*), déposés successivement par les vagues, forment le trait distinctif de cette côte, où quelques brins d'herbe se hasardent entre les pierres, tandis qu'un buisson de ronces ou de genêts sauvages jette çà et là sa verdure épineuse sur la nudité du désert. J'ai parlé du port de Hythe, qui avait pris rang sous les Plantagenets parmi les fameux *Cinque Ports;* mais antérieurement à l'arrivée des Saxons en Angleterre, il y en avait un autre, le *Portus Lemanis* des Romains. C'est même au déclin de Lymne que Hythe doit son origine. D'énormes masses de maçonnerie et de murs en ruine, liées par du ciment romain, jonchent encore, à trois milles de la ville, les pentes sablonneuses de la dune. Ce premier port avait été dévoré, comme l'a été depuis le second, par le gravier de la mer. Un Anglais, regardant du haut de cette colline et voyant des nappes de longues herbes onduler sous le vent, se demandait si ce n'étaient pas les vagues prodigues de l'Océan, revenues à la fin repentantes dans leur ancien lit. La mer ne revient pas, et une partie de Lymne, ou *West-Hythe-Port*, bloquée par les flots de sable qu'ont apportés d'autres flots, forme maintenant un des faubourgs errans de la ville moderne. On y voit les ruines d'une ancienne chapelle dans laquelle prêcha et délira jadis la nonne du Kent (2). Non loin de la ville s'élèvent aussi les restes d'un château où les assassins de Thomas

(1) La tradition veut que sous le règne d'Ethelwolf une grande bataille ait été livrée sur la plage entre Hythe et Folkestone. Les Danois, repoussés par les Saxons, voulurent regagner leurs vaisseaux, mais ils perdirent beaucoup de monde. La plaine était couverte de leurs os, qui blanchirent sous le soleil et la pluie durant des années. Enfin quelqu'un les recueillit et les déposa par monceaux dans la crypte de l'église. Plusieurs des crânes sont troués, et l'on croit qu'ils ont été percés par le fer d'une lance ou par le bout pointu des haches d'armes.

(2) La nonne ou la sainte fille du Kent, *holy maid of Kent*, s'appelait Élisabeth Braton et vivait vers 1533. Des accès d'hystérie la disposèrent au rôle de prophétesse. Elle excita un grand intérêt dans l'Angleterre d'alors, t voulut même toucher aux matières

Becket passèrent la nuit la veille du jour où ils chevauchèrent vers Canterbury pour tuer l'évêque. Ces souvenirs historiques, mais plus encore les antiques mouvemens de la mer et de la terre, qui constituent le trait le plus intéressant de la géologie moderne, étaient de nature à arrêter ma pensée. Je n'avais pourtant, ce jour-là, le temps d'être ni géologue ni antiquaire : des coups de carabine m'auraient rappelé malgré moi à l'objet de mon voyage, si je l'avais oublié. Les *shingles* de Hythe servent à présent de champs de pratique, et les balles sifflent dans ces mêmes lieux où autrefois les lourds vaisseaux traînaient leurs chaînes ou plantaient leur ancre.

L'école de mousqueterie, *school of musketry*, fut instituée par le gouvernement il y a environ six années. Elle s'élève à l'ouest de la ville, sur le chemin d'Ashford. Le bâtiment avait été construit, au commencement de ce siècle, pour le corps d'état-major, et servit ensuite de caserne. Cette institution avait d'abord été fondée en vue de l'armée régulière et pour apprendre aux soldats anglais à bien se servir de la carabine. Le mouvement des volontaires ayant surgi depuis ce temps-là, on jugea à propos d'étendre la même instruction aux deux armées. Hythe se trouva être ainsi le quartier-général des *riflemen*. Deux hommes au moins par compagnie y viennent recevoir les principes d'un art qu'ils devront ensuite répandre parmi leurs camarades. Cette allée et venue de volontaires qui se succèdent, passent deux semaines à Hythe et occupent des logemens garnis dans les différentes parties de la ville, a singulièrement rajeuni une cité qui se mourait de langueur et de solitude. Il y a là de tous les uniformes et de tous les âges, depuis seize jusqu'à près de soixante ans; toutefois la jeunesse domine. Là tous les rangs de la société, toutes les classes, les pairs du royaume, les gentilshommes campagnards, les avocats, les membres de l'université, les marchands, les commis, se donnent rendez-vous et vivent sur un pied de parfaite égalité. On n'a même point besoin d'être présenté l'un à l'autre pour devenir amis. Le lien de cette fraternité est le but commun qu'on se propose, la défense de la terre natale. Je dois même dire à l'honneur de l'aristocratie anglaise que ceux de ses membres, instruits par les mêmes sergens, soumis à la même discipline, ne se distinguent des autres que par leur zèle et leur ardeur au travail. L'enseignement est à la fois oral et pratique. Il existe une salle de cours, *lecture-room*, dans laquelle le gouverneur de l'école, le major-général Hay, qui est lui-même un tireur de première force et qui se promène rarement sans sa carabine en mains, rappelle clairement aux volontaires le principal objet de leur institution.

politiques. Ce fut sa perte. Ayant attaqué le divorce de Henri VIII avec la reine Catherine et la suppression des monastères, elle fut condamnée à mort par la chambre étoilée. L'exécution eut lieu en 1534 à Tyburn.

« Mieux vaudrait, leur dit-il, pour la sûreté de l'Angleterre, avoir vingt mille hommes qui sussent viser à coup sûr que deux cent mille en état seulement de tirer de leurs armes un parti médiocre. Se reposer sur le nombre et non sur l'adresse, c'est s'appuyer sur une corde de sable. » J'avais cru jusque-là que les chasseurs et les hommes accoutumés à la pratique de la carabine avaient un avantage sur les autres : c'est une erreur dont je fus obligé de revenir. Les professeurs de Hythe préfèrent celui qui n'a jamais tiré un coup de fusil à ceux qui ont contracté dans l'usage de l'arme de mauvaises habitudes dont ils ont ensuite toutes les peines du monde à se défaire. L'instruction distribuée à Hythe se propose surtout d'élever l'intelligence du soldat. Grâce à l'introduction de la carabine, ce dernier doit se considérer désormais comme une individualité et non plus comme une machine. La sûreté du coup d'œil et la fermeté de la main sont, d'après l'avis du général Hay, des qualités encore plus nécessaires aux libres *riflemen* qu'aux soldats de l'armée régulière. Les volontaires ne doivent être risqués en pleine campagne qu'à une longue distance de l'ennemi (quelque chose comme 6 à 900 mètres); il faut donc qu'ils sachent assurer de loin à leurs coups un caractère mortel. D'excellentes leçons sur la carabine elle-même, sur les pièces qui la composent, sur les lois qui gouvernent les projectiles lancés dans l'air, couronnent le cours d'instruction théorique (1).

La pratique commence par l'exercice des positions, *position drills*, qui dure environ une semaine. Les chefs de l'école attachent la plus grande importance à cette manœuvre, qui est la base de tout le système. Non content de dresser le corps à la position voulue et d'affermir la main, on fait pour ainsi dire l'éducation du coup d'œil. Quel endroit se prête mieux à cela que la ville de Hythe? Les murs des casernes sont en quelque sorte grêlés de points noirs (on dirait, selon l'expression des Anglais, des murs qui ont eu la petite vérole), et le rayon visuel doit s'y attacher avec précision. Quand ils ont appris à se tenir, à juger les distances, à viser et à tirer à blanc, les volontaires se dirigent vers les *shingles* avec des cartouches et des balles dans leurs gibernes. C'est le grand jour d'émotion, car le tir aux cibles va commencer. D'abord tous les novices sont dans la troisième classe. La première épreuve n'a rien de trop rigoureux, étant celle où les distances se trouvent le plus rapprochées. Tous pourtant n'en sortent point avec honneur. Ceux qui n'ont pas gagné les quinze points exigés pour passer dans la seconde classe forment un groupe assez mortifié. Je dois dire que ces hommes, désignés

(1) A propos de l'école de mousqueterie, je ne dois point oublier le colonel Wilford, qui, par des lectures fort applaudies à Hythe, à Londres et ailleurs, a puissamment contribué à répandre la science des armes à feu.

sous le nom de *clignoteurs*, de *myopes* ou de *canards boiteux*, m'ont paru supporter leur infortune avec un degré très inégal de philosophie. Cette différence m'a été expliquée. Les hommes d'étude et de cabinet prennent encore assez volontiers leur parti d'un insuccès qu'il était juste de prévoir; mais les bons joueurs de *cricket*, les canotiers et tous ceux qui se piquent de briller dans les jeux d'adresse font très mauvaise mine dans la troisième et même dans la seconde classe. Ceux qui ont le bonheur d'arriver à la première tirent à des distances qui varient de 7 à 900 mètres. Se fût-il agi du gain d'une bataille ou d'une fortune, je ne crois pas que les concurrens auraient témoigné plus d'anxiété qu'ils n'en montraient à monter en grade. Leur sollicitude n'avait d'égale que celle des sous-officiers instructeurs, qui prennent vraiment au succès de leurs élèves un intérêt paternel. J'ai vu aussi avec plaisir le général lui-même aller vers les groupes malheureux, les consoler et relever leur espoir avec leur courage par de bonnes paroles. Cette instruction individuelle des tirailleurs se complète à Hythe par des feux de file et des exercices d'escarmouches. Avant de quitter la ville, je visitai un canal militaire qui fut creusé à grands frais, il y a soixante ans, sous l'influence des mêmes alarmes qui ont donné naissance au mouvement des volontaires. Les hommes de guerre qui forment la génération nouvelle ne m'ont point paru avoir une grande idée de cette barrière opposée à l'invasion des côtes. Si ce canal devait jamais éloigner l'ennemi, ce serait, surtout en été, par la mauvaise odeur des eaux.

L'exemple semé par le concours de Wimbledon et l'instruction reçue à Hythe ont porté leurs fruits. Aujourd'hui des défis et des *contests* à la carabine ont lieu dans toutes les parties de l'Angleterre. Des sommes d'argent considérables ont été distribuées en prix par la générosité des particuliers. Le colonel des *royal national rifles*, sir de Lacy Evans, reçut dernièrement une lettre qui portait pour toute signature les initiales Z et A. Cette lettre contenait 50 liv. sterling en bank-notes. Le vœu du donateur était que cette somme fût employée au bénéfice de la brigade, mais il n'expliquait point lui-même de quelle manière. Sir de Lacy Evans crut bien faire en l'appliquant à des prix pour encourager la pratique de la carabine. Ces prix ne consistent pas toujours en argent. L'un des *riflemen* du 12e Middlesex, qui ont pris le nom de *Garibaldiens* (1), étant sur le

(1) Je dois dire que le nom de Garibaldi a été mêlé à tout le mouvement des volontaires anglais. L'exemple des bandes italiennes mettant en fuite des troupes régulières a exercé une influence indirecte, mais considérable, sur l'esprit de la nation britannique. A ceux qui leur disaient que les conditions n'étaient point tout à fait les mêmes, les *riflemen* anglais se hâtaient de répondre : « Si les Italiens ont une patrie à délivrer, nous avons une patrie libre à défendre. »

point de se rendre en Italie et d'aller voir, selon l'expression de lord Palmerston, comment se comportait la bouche du Vésuve, voulut, avant de partir, mettre au concours une magnifique carabine. Ses camarades tirèrent donc au sort ou plutôt à la cible pour savoir auquel d'entre eux resterait ce précieux souvenir. L'usage perpétuel des armes à feu contribuera très certainement à faire des Anglais modernes d'excellens *riflemen;* mais suffit-il en temps de guerre de bien viser? Quelques officiers de l'armée anglaise en doutent encore; ils appuient leur opinion sur ce mot de Curran, qui éteignait une chandelle à vingt ou trente pas avec la balle de son pistolet, et qui avait manqué un homme dans un duel. « Cela n'a rien d'étonnant, disait-il; quand je tire sur une chandelle, je sais bien que la chandelle ne tirera point sur moi. » C'est aussi pour s'aguerrir contre le feu de l'ennemi que, non contens de pratiquer dans les tirs, les *riflemen* se livrent entre eux à des *sham-fights*. Les plus remarquables de ces petites guerres ont eu lieu l'été dernier, l'une à Camden-Park et l'autre à Hylands. Camden-Park, situé dans le Kent, doit son nom à un célèbre antiquaire anglais. C'était un lieu bien choisi pour le petit drame militaire qui allait se jouer ce jour-là à la grande curiosité de la foule : il embrasse une des collines crayeuses qui bondissent comme un troupeau dans le sud de l'Angleterre et la vallée qui sépare cette colline d'un petit bois, Bickley-Wood, jeté négligemment sur les pentes d'un monticule opposé. C'est dans ce bois que se tenait caché le corps d'armée qui devait entamer l'attaque. Il y a un petit ruisseau dans le centre de la vallée; cette vallée se relève elle-même vers l'est par un brusque mouvement de terrain, et l'armée de défense occupait la hauteur qui domine en cet endroit une descente très raide, sorte de trou avec d'épais taillis et un groupe de fours à chaux. Au-dessus des collines boisées qui ondulaient vers l'ouest, on apercevait à distance les tours et le toit féerique du Palais de Cristal. Les hostilités commencèrent dès le matin, et les *riflemen* se tirèrent de cette difficile épreuve beaucoup mieux qu'on n'eût pu l'espérer après un apprentissage militaire de quelques mois seulement.

Mon intention n'est point de flatter les volontaires; ils n'ont peut-être été déjà que trop complimentés par les Anglais. Aucune armée ne se montre parfaite en un moment, et il n'y a guère que Cadmus qui ait moissonné tout de suite des soldats venus à terme après avoir semé les dents du dragon. Je pourrais dire par exemple, sans crainte d'être démenti par les Anglais eux-mêmes, que la plupart des officiers ne sont point encore à la hauteur de leurs fonctions. Il faut plus de temps pour faire un chef que pour faire un soldat, il faut surtout des études militaires qui ne s'acquièrent point par les mêmes moyens. Quoi qu'il en soit, il y a là le noyau d'une grande force, et

cette force s'accroît encore tous les jours. On ne doit point se faire une idée du nombre de volontaires que la Grande-Bretagne pourrait mettre sur pied dans l'éventualité d'une guerre par le chiffre de ceux qui existent aujourd'hui, — cent cinquante mille. Le colonel M'Murdo, qui a étudié la question, estime qu'on trouverait alors en Angleterre un homme sur dix capable de porter les armes, ce qui élèverait à 550,000 hommes la puissance numérique de l'armée civile. Avec cela, dit-il, la Grande-Bretagne n'a rien à craindre. Quant aux citoyens déjà enrôlés sous les drapeaux, le même colonel, M'Murdo, inspecteur-général des volontaires, qui les a passés en revue depuis quelques mois sur presque tous les points du royaume, paraît avoir une grande idée de leur valeur. Il n'hésiterait point dès aujourd'hui, déclare-t-il, à se mettre à leur tête et à les conduire au feu, en rase campagne, s'ils étaient consolidés en bataillons. Là est en effet le travail qui reste à accomplir. Les volontaires, grâce à la manière dont ils se sont formés çà et là, ne présentent guère encore que des groupes, une force considérable, mais éparpillée, des ressources locales et, si j'osais risquer cette expression, une armée de clocher. Pour quiconque a suivi le mouvement avec attention et pour qui connaît le génie de l'Angleterre, il n'y a pas à s'étonner de ces commencemens. Quand on prend pour point de départ l'autorité, rien n'est plus facile que d'arriver tout de suite à l'unité, mais au prix de quels sacrifices! Les Anglais ne procèdent point ainsi, ils laissent toutes leurs institutions se développer librement et sous l'influence du caprice. Il en résulte naturellement qu'à l'origine ces institutions semblent faites, comme on dit, de pièces et de morceaux; mais par la force même du progrès les parties ne tardent point à s'organiser solidement autour d'un centre. Telle sera avant peu et telle est déjà la tendance de l'armée volontaire, quoique le mouvement de concentration ne puisse jamais effacer chez elle le caractère d'autonomie qui la distingue. Les divers groupes de *riflemen* et de canonniers ont en vue la défense de certains points, et à moins d'ordres supérieurs ils ne doivent point, même en temps de guerre, agir au-delà des limites du comté.

On se demande maintenant ce que l'Angleterre entend faire de cette force nationale à un moment donné, c'est-à-dire dans le cas d'invasion. Nul ne songe à séparer des mouvemens d'une armée régulière l'action des *riflemen*. Le duc de Cambridge, à un banquet de la Cité, déclarait, il y a quelques mois, que la nouvelle organisation était précieuse à titre d'auxiliaire, mais qu'il la considérerait comme nuisible aux intérêts du pays, si elle tendait jamais à déplacer les services des troupes et de la marine. Heureusement pour l'Angleterre ce danger n'existe point. La première idée était d'utiliser les volontaires pour couvrir les côtes en jetant autour de l'île,

à la première alarme, une ceinture de tirailleurs. Des corps de *riflemen* s'étant formés en grand nombre depuis ce temps dans les comtés du centre, ce ne sont plus seulement les côtes, mais tout le pays qui se trouverait hérissé au besoin d'une haie de baïonnettes. On compte alors sur le concours des *riflemen* pour appuyer les mouvemens des troupes anglaises, éclairer le terrain, livrer des escarmouches, harceler les flancs de l'ennemi, couper les routes, opposer en un mot des obstacles de toute sorte à la marche d'une armée envahissante. Surtout qu'on n'isole pas leurs services du système général de défense. Nous avons parlé des forteresses qui se construisent sur les points les plus vulnérables de l'île, et que les Anglais considèrent comme les clés de pierre de l'indépendance britannique : derrière un mur, tout le monde est soldat; une partie des volontaires pourrait donc garder les forts et décharger de ce devoir les miliciens, qui se trouveraient ainsi en mesure de tenir la campagne. Si même plus tard le plan de Cromwell s'exécute, si, comme il en est grandement question, le cœur de la nation se couvre d'une cuirasse de pierre, si Londres s'entoure d'une demi-douzaine de forts détachés, n'y aura-t-il point de quoi occuper, en cas d'attaque, le zèle et la bonne volonté des citoyens armés? L'ambition d'un grand nombre de volontaires, je dois le dire, aspire à un ordre de services encore plus directs, et ce n'est pas moi qui chercherai à décourager leurs efforts. Ils me répondraient avec le vieux poète anglais George Herbert : « Celui qui vise le ciel atteint plus haut que celui qui vise un arbre. » Ils ne se proposent pas moins que d'entrer en ligne avec les troupes régulières. Faut-il ajouter qu'ils n'épargnent ni le temps ni la peine pour apprendre en conscience le métier de soldat? La dernière fois que je visitai le camp d'Aldershott, je rencontrai trois *gentlemen* qui s'étaient soumis depuis quelques semaines à la couche dure et à toutes les privations pour étudier à la source les manœuvres et les exercices militaires.

Quelle est la véritable position des volontaires vis-à-vis de l'état et la nature des devoirs qu'ils contractent? C'est là un dernier point qu'il nous faut éclaircir. En temps de paix, ils constituent une force tout à fait distincte de l'armée régulière. Quoique formée sous certaines conditions et rattachée à l'état par des liens que nous avons indiqués, l'institution est indépendante. On pourrait l'envisager comme une sorte de compagnie d'assurance contre l'invasion étrangère. Les membres de cette association armée ne perdent rien de leur individualité en s'incorporant sous le drapeau de la défense du pays. Ils peuvent même se retirer après avoir prévenu quinze jours d'avance. L'idéal des Anglais est d'avoir sous la main une armée de soldats à la fois disciplinés et libres. Un dévouement sans organisation et sans système serait sans doute plutôt fait pour illustrer une

défaite que pour la prévenir; aussi les chefs du mouvement insistent-ils sur la nécessité d'une obéissance éclairée, qui diffère beaucoup de l'obéissance passive. La discipline ne s'appuie ici que sur le sentiment du devoir et sur l'amour du pays. C'est seulement dans le cas d'invasion que les corps libres feraient partie de l'armée régulière, que les volontaires seraient soumis à la loi martiale et traités comme les autres soldats. Même en temps de guerre et sous aucun prétexte, ils ne peuvent d'ailleurs jamais être envoyés par le gouvernement en dehors de leur pays. Le fossé de l'Océan est la limite de leur action. Cette seule clause est de nature à calmer les inquiétudes que semble avoir inspirées à l'Europe le mouvement des volontaires. On peut y voir une précaution, nul ne saurait y découvrir un défi ni une menace : c'est une levée de boucliers, ce n'est point une levée d'armes. En quoi l'Europe a-t-elle à craindre des citoyens enrégimentés pour la défense et non pour la conquête? Ce caractère pacifique doit, même dans l'idée des Anglais, assurer la durée de la nouvelle armée, uniquement faite pour recevoir l'ennemi, si jamais l'ennemi arrive. Le mouvement ne sera pas un effort fiévreux ni temporaire, comme le sont en général les entreprises agressives. Il s'est développé avec la majesté du flux, et, selon la parole de lord Elcho, il n'aura pas de reflux. Les causes qui ont provoqué, il y a un an, dans la Grande-Bretagne l'appel aux armes étaient, j'aime à le croire, passagères; mais l'institution leur survivra. Elle se consolide de jour en jour, et tend à devenir une force permanente. Cette armée civile a sans doute coûté et coûte encore aux individus beaucoup de temps et d'argent. Toutefois les économistes à vues larges ne regrettent point ces sacrifices, bien compensés, selon eux, par la protection des intérêts matériels. Aux yeux des Anglais, la confiance est un capital, et la sécurité s'achète. On ne saurait toutefois refuser son admiration à une aussi sage politique et aux actes de dévouement qu'elle multiplie. Où trouverait-on ailleurs, dans un temps d'égoïsme et d'abaissement moral, une armée composée de toutes les classes de la population, une armée d'hommes équipés à leurs propres frais, immolant leurs loisirs, leurs goûts, leurs intérêts privés à la cause nationale? Parler de la liberté en parlant de l'Angleterre a tout l'air d'un lieu-commun : je dois pourtant dire que les Anglais font entrer en ligne de compte dans les bénéfices de la nouvelle organisation la défense des institutions constitutionnelles. Il faut bien croire après tout que ces institutions ont leur prix, puisque, devant l'ombre même d'une menace, une force de cent cinquante mille baïonnettes s'est levée de terre pour les couvrir.

Un autre champ d'études intéressantes serait de rechercher les

changemens que le mouvement des volontaires a déjà introduits et doit introduire de plus en plus dans les mœurs de la vieille Angleterre. Un Anglais de mes amis avait été, il y a trois ans, chercher fortune en Australie; je le rencontrai dernièrement dans les rues de Londres; il revenait avec des traits vieillis, des cheveux blancs et des lunettes vertes. « Vous me trouvez bien changé, me dit-il; mais il y a quelqu'un de plus changé que moi, c'est l'Angleterre. Je ne reconnais plus mon pays. Je l'avais laissé paisible, ainsi qu'un marchand de la Cité, et je le retrouve agité par le bruit des armes et des tambours, comme si Annibal était à nos portes. » Les physiologistes anglais contemplent à un autre point de vue les modifications heureuses que le nouveau système devra imprimer dans le tempérament de la race. L'exercice des armes devient dans toute la Grande-Bretagne un *sport*, comme *horse-racing*, *archery* et *cricketing*. Non contens de fréquenter les tirs et de se rompre aux manœuvres militaires, des groupes de *riflemen* jettent, pour s'endurcir, des camps au bord de la mer ou sur le front des collines sablonneuses, couchent sur la paille ou sur un matelas dans des tentes qu'ils ont plantées eux-mêmes, et affrontent sous une mince toile les intempéries d'un climat sévère. D'autres entreprennent, le sac au dos, l'arme au poing, de longues marches dont le son du *bugle* et quelques chants guerriers interrompent la monotonie, le long de ces vieilles routes, mortes depuis l'invention des chemins de fer et réveillées tout à coup de leur silence. Ces *trips* militaires conviennent à l'humeur voyageuse des Anglais et lui donnent un but utile. Quelques compagnies de volontaires se proposent en outre d'adjoindre à la pratique des armes des jeux athlétiques et toute sorte d'exercices du corps. Cette double gymnastique devra cultiver la force, que les Anglais considèrent comme un des traits essentiels de la beauté virile. Dans le cercle des relations commerciales, le mouvement des volontaires a déjà exercé une grande influence sur la fermeture des boutiques au tomber de la nuit, *early closing*, et sur le *half holyday* (congé de l'après-midi du samedi). Ces deux mesures étaient réclamées énergiquement depuis quelques années par les commis et les ouvriers, mais les intérêts des maîtres opposaient à cela des obstacles que les considérations de la cause nationale ont désarmés. Ne faut-il pas du temps aux jeunes gens de boutique et aux membres des ateliers pour apprendre le métier de soldat? Une autre conséquence, qui se fait déjà sentir, sera d'effacer l'extrême distance entre les classes, de resserrer les liens de la société anglaise et de confondre les intérêts particuliers dans une grande fraternité nationale. Ce que n'ont pu faire d'orageux *meetings* chez un peuple qui résiste à toutes les formes de la contrainte et de la violence se développe naturellement sur le terrain de la nouvelle or-

ganisation militaire. Les rangs les plus élevés de la société, les représentans de la naissance, de l'éducation et de la richesse se rencontrent chaque jour sous les armes avec les représentans de l'industrie et même du travail manuel. Il n'y a pas d'homme si grand que n'agrandisse encore, d'après les idées des Anglais, l'honneur de porter les armes pour le service de son pays. Le prince de Galles est colonel du 21e Middlesex; lord Palmerston, malgré ses soixante-quinze ans, s'est réuni à l'*Irish rifle corps*, et le duc de Cambridge commande la *London rifle brigade*. Les lords qui se sont mis à la tête du mouvement insistent tous les jours sur la nécessité qu'il y a d'éviter les divisions personnelles, si l'on veut affermir et propager l'institution. Le principe est que sur un champ de pratique ou de parade chaque volontaire est un *gentleman;* toute distinction sociale cesse, et il ne reste plus que les distinctions militaires. La force nouvelle que vient d'enfanter l'Angleterre n'exercera-t-elle pas aussi une influence sur la politique étrangère du royaume? La dernière circulaire de lord John Russell à propos des affaires d'Italie peut nous aider à résoudre cette question. Le mouvement, je dois le dire, s'est développé d'abord sans arrière-pensée politique, uniquement pour prêter aide et appui au gouvernement anglais dans la défense du pays. Toutefois, en écartant le danger vrai ou imaginaire de l'invasion, en montrant aux hommes d'état qu'ils avaient une nation armée derrière eux, les volontaires entendent bien fournir au gouvernement de la Grande-Bretagne le moyen de se montrer digne et ferme, quoique toujours modéré, dans ses rapports avec l'Europe. Ils disent tout haut avoir voulu épargner à leur pays l'humiliation de courtiser la force.

L'intention de cette étude était de dissiper certaines erreurs sur l'état plus ou moins désarmé de l'Angleterre. Ces erreurs, je l'avoue, ont été propagées, il y a un an, par nos voisins eux-mêmes, et ce n'est pas moi qui les blâmerai, car il en est des nations comme des hommes : elles tombent du jour où, se croyant invincibles, elles défient le sort. Si les Anglais ont eu peur, ils ne craignent plus. A supposer même que les essaims de volontaires, aidés des troupes régulières, ne réussiraient point à arrêter une armée envahissante, ni à lui fermer le chemin de Londres, il resterait une force organisée dans chaque ville et dans chaque village. La conquête éprouverait alors ce qu'a de vrai et de terrible ce mot de Juvénal, *sed victis arma supersunt*. J'assistais un jour à une discussion d'officiers anglais sur l'état des défenses nationales. On avait énuméré les circonstances assez improbables à l'aide desquelles le mur de bois, — demain le mur de fer (1) de la Grande-Bretagne, — pouvait être

(1) Après avoir fait d'énormes sacrifices pour renouveler dans ces derniers temps sa marine de guerre, l'Angleterre s'aperçoit, depuis l'invention des frégates de fer, qu'elle

détruit, le rempart de troupes et de volontaires était censé forcé, et l'on supposait un drapeau étranger planté sur la tour de Londres. Un vieux capitaine, qui avait suivi la marche imaginaire de l'ennemi avec un grand flegme, répondit tranquillement : « Et après? » Là est en effet toute la question : pour conquérir l'Angleterre, il faudrait exterminer les Anglais. Derrière l'Angleterre elle-même resterait l'Écosse avec ses citadelles de granit, bâties par la main de la nature, et ses rudes enfans, qui descendraient des montagnes comme l'avalanche. La Grande-Bretagne se reformerait endurcie de ses cicatrices, et malheur alors au vainqueur!

La France fera donc bien de s'en tenir à son traité de commerce avec l'Angleterre. Je n'écris pas cela pour le gouvernement français, qui doit savoir à quoi s'en tenir sur les forces groupées au-delà du détroit, et qui a d'ailleurs toujours protesté de ses bons sentimens envers nos alliés. Je réponds à des écrits qui ont causé en Angleterre, peut-être même ailleurs, une sensation pénible. Des cris de guerre sont partis de la presse française, et il faut bien croire que ces menaces ont une force, puisqu'elles ont alarmé le commerce et la population d'outre-mer. Les Anglais, de leur côté, paraissent ne rien comprendre à ces sentimens surannés de rancune nationale. Que leur parle-t-on de venger la défaite de Waterloo? On venge un affront, on ne venge pas un malheur. Je ne crois pas en vérité que l'invasion des îles britanniques ait jamais été dans la tête des hommes de guerre un projet sérieux : il le serait moins que jamais depuis l'organisation des *riflemen;* mais il est bon de combattre des chimères qui s'imposent quelquefois avec plus de force à l'esprit irréfléchi des masses que les conseils de la sagesse et de la prudence. M. Thiers disait un jour à l'assemblée législative que « sa longue expérience lui avait appris combien il importe de réfuter en économie politique les idées fausses aussitôt qu'elles se montrent. » Il y a d'autres utopies que celles de l'économie politique, et les rêves de l'ambition nationale ne sont ni les moins opiniâtres ni les moins dangereux. Ces réflexions, je le crains, courent grand risque d'être impopulaires; mais qu'importe, si elles sont vraies? Il n'est que trop aisé de flatter en France l'amour de la gloire, et si l'on appelle cela du patriotisme, je m'en étonne. Les vrais patriotes étaient ceux qui, en 1812 et sous un ciel encore parfaitement calme, montraient du doigt à la France le point noir de la coalition étrangère.

ALPHONSE ESQUIROS.

devra recommencer des dépenses encore plus considérables. Elle s'est déjà mise à l'œuvre, avec cette seule consolation que quand il s'agit de fer et de charbon, elle se retrouve sur son terrain, grâce aux richesses métallurgiques du sol.

QUINZE JOURS
AU DÉSERT
SOUVENIRS D'UN VOYAGE EN AMÉRIQUE.[1]

Écrit sur le steamboat *the Superior*, août 1831.

Une des choses qui piquaient le plus notre curiosité en venant en Amérique, c'était de parcourir les extrêmes limites de la civilisation européenne, et même, si le temps nous le permettait, de visiter quelques-unes de ces tribus indiennes qui ont mieux aimé fuir dans les solitudes les plus sauvages que de se plier à ce que les blancs appellent les délices de la vie sociale; mais il est plus diffi-

(1) Plus d'un an s'est écoulé déjà depuis qu'une mort prématurée enlevait, le 16 avril 1859, Alexis de Tocqueville à la France. Chacun regrettait dans l'auteur de *la Démocratie en Amérique* et de *l'Ancien Régime et la Révolution* un des penseurs les plus profonds, un des publicistes les plus généreux de notre temps. Faut-il ajouter qu'on ignorait encore tout ce qu'on avait perdu? Il y avait en effet chez Tocqueville plus qu'une noble intelligence, mûrie par de sévères études; il y avait aussi le charmant assemblage des plus aimables qualités de l'esprit et du cœur. Ce dernier aspect de l'écrivain, il appartenait au digne compagnon de ses travaux, à M. Gustave de Beaumont, de nous le révéler. On connaîtra bientôt, grâce à M. de Beaumont, tout un ensemble d'écrits posthumes recueillis par ses soins et précédés d'une introduction que nul ne pouvait faire plus complète et plus pieusement sympathique. Divers épisodes et récits de voyage, une partie de l'ouvrage qui devait faire suite à *l'Ancien Régime,* une correspondance étendue, tels sont les principaux élémens de cette importante publication, qui doit paraître chez l'éditeur Michel Lévy. On jugera suffisamment de l'intérêt des deux volumes par le morceau qu'on va lire. Alexis de Tocqueville s'y montre sous une face nouvelle, observateur intelligent et peintre gracieux des beautés d'une nature vierge, des bizarreries d'une société naissante, — voyageur humoriste en un mot, s'il est permis de le dire. Ainsi se complète heureusement l'œuvre commencée par *la Démocratie en Amérique,* et l'écrivain qu'on admirait déjà, on va désormais apprendre à l'aimer.

cile qu'on ne croit de rencontrer aujourd'hui le désert. A partir de New-York, et à mesure que nous avancions vers le nord-ouest, le but de notre voyage semblait fuir devant nous. Nous parcourions des lieux célèbres dans l'histoire des Indiens, nous rencontrions des vallées qu'ils ont nommées, nous traversions des fleuves qui portent encore le nom de leurs tribus; mais partout la hutte du sauvage avait fait place à la maison de l'homme civilisé, les bois étaient tombés, la solitude prenait une vie.

Cependant nous semblions marcher sur les traces des indigènes. Il y a dix ans, nous disait-on, ils étaient ici; là, cinq ans; là, deux ans. Au lieu où vous voyez la plus belle église du village, nous racontait celui-ci, j'ai abattu le premier arbre de la forêt. Ici, nous racontait un autre, se tenait le grand conseil de la confédération des Iroquois. — Et que sont devenus les Indiens? disais-je. — Les Indiens, reprenait notre hôte, ils ont été je ne sais pas trop où, par-delà les grands lacs; c'est une race qui s'éteint; ils ne sont pas faits pour la civilisation, elle les tue.

L'homme s'accoutume à tout, à la mort sur les champs de bataille, à la mort dans les hôpitaux, à tuer et à souffrir. Il se fait à tous les spectacles. Un peuple antique, le premier et le légitime maître du continent américain, fond chaque jour comme la neige aux rayons du soleil, et disparaît à vue d'œil de la surface de la terre. Dans les mêmes lieux et à sa place, une autre race grandit avec une rapidité plus surprenante encore; par elle, les forêts tombent, les marais se dessèchent; des lacs semblables à des mers, des fleuves immenses s'opposent en vain à sa marche triomphante. Les déserts deviennent des villages, les villages deviennent des villes. Témoin journalier de ces merveilles, l'Américain ne voit dans tout cela rien qui l'étonne. Cette incroyable destruction, cet accroissement plus surprenant encore, lui paraissent la marche habituelle des événemens de ce monde. Il s'y accoutume comme à l'ordre immuable de la nature.

C'est ainsi que, toujours en quête des sauvages et du désert, nous parcourûmes les trois cent soixante milles qui séparent New-York de Buffalo. Le premier objet qui frappa notre vue fut un grand nombre d'Indiens qui s'étaient réunis ce jour-là à Buffalo pour recevoir le paiement des terres qu'ils ont livrées aux États-Unis. Je ne crois pas avoir jamais éprouvé un désappointement plus complet qu'à la vue de ces Indiens. J'étais plein des souvenirs de M. de Chateaubriand et de Cooper, et je m'attendais à voir dans les indigènes de l'Amérique des sauvages sur la figure desquels la nature aurait laissé la trace de quelques-unes de ces vertus hautaines qu'enfante l'esprit de liberté. Je croyais rencontrer en eux des hommes dont le

corps avait été développé par la chasse et la guerre, et qui ne perdaient rien à être vus dans leur nudité. On peut juger de mon étonnement en rapprochant ce portrait de celui qui va suivre.

Les Indiens que je vis ce jour-là avaient une petite stature; leurs membres, autant qu'on en pouvait juger sous leurs vêtemens, étaient grêles; leur peau, au lieu de présenter une teinte rouge cuivré, comme on le croit communément, était bronze foncé, de telle sorte qu'au premier abord elle semblait se rapprocher beaucoup de celle des mulâtres. Leurs cheveux noirs et luisans tombaient avec une singulière raideur sur leurs cous et sur leurs épaules. Leurs bouches étaient en général démesurément grandes, l'expression de leur figure ignoble et méchante. Leur physionomie annonçait cette profonde dépravation qu'un long abus des bienfaits de la civilisation peut seul donner. On eût dit des hommes appartenant à la dernière populace de nos grandes villes d'Europe, et cependant c'étaient encore des sauvages. Aux vices qu'ils tenaient de nous se mêlait quelque chose de barbare et d'incivilisé qui les rendait cent fois plus repoussans encore. Ces Indiens ne portaient pas d'armes, ils étaient couverts de vêtemens européens; mais ils ne s'en servaient pas de la même manière que nous. On voyait qu'ils n'étaient point familiarisés à leur usage, et qu'ils se trouvaient comme emprisonnés dans leurs replis. Aux ornemens de l'Europe ils joignaient les produits d'un luxe barbare, des plumes, d'énormes boucles d'oreilles et des colliers de coquillages. Les mouvemens de ces hommes étaient rapides et désordonnés, leur voix aiguë et discordante, leur regard inquiet et sauvage. Au premier abord, on eût été tenté de ne voir dans chacun d'eux qu'une bête des forêts à laquelle l'éducation avait bien pu donner l'apparence d'un homme, mais qui n'en était pas moins resté un animal. Ces êtres faibles et dépravés appartenaient cependant à l'une des tribus les plus renommées de l'ancien monde américain. Nous avions devant nous, et c'est pitié de le dire, les derniers restes de cette célèbre confédération des Iroquois, dont la mâle sagesse n'était pas moins connue que le courage, et qui tinrent longtemps la balance entre les deux plus grandes nations de l'Europe. On aurait tort toutefois de vouloir juger la race indienne sur cet échantillon informe, ce rejeton égaré d'un arbre sauvage qui a crû dans la boue de nos villes. Ce serait renouveler l'erreur que nous venions de commettre nous-mêmes, et que nous eûmes l'occasion de reconnaître plus tard.

Le soir, nous sortîmes de la ville, et à peu de distance des dernières maisons nous aperçûmes un Indien couché sur le bord de la route. C'était un jeune homme. Il était sans mouvement, et nous le crûmes mort. Quelques gémissemens étouffés qui s'échappaient pé-

niblement de sa poitrine nous firent connaître qu'il vivait encore et luttait contre une de ces dangereuses ivresses causées par l'eau-de-vie. Le soleil était déjà couché; la terre devenait de plus en plus humide. Tout annonçait que ce malheureux rendrait là son dernier soupir, à moins qu'il ne fût secouru. C'était l'heure où les Indiens quittaient Buffalo pour regagner leur village; de temps en temps un groupe d'entre eux venait à passer près de nous. Ils s'approchaient, retournaient brutalement le corps de leur compatriote pour le reconnaître, et puis reprenaient leur marche sans tenir aucun compte de nos observations. La plupart de ces hommes eux-mêmes étaient ivres. Il vint enfin une jeune Indienne qui d'abord sembla s'approcher avec un certain intérêt. Je crus que c'était la femme ou la sœur du mourant. Elle le considéra attentivement, l'appela à haute voix par son nom, tâta son cœur, et, s'étant assurée qu'il vivait, chercha à le tirer de sa léthargie; mais, comme ses efforts étaient inutiles, nous la vîmes entrer en fureur contre ce corps inanimé qui gisait devant elle. Elle lui frappait la tête, lui tortillait le visage avec ses mains, le foulait aux pieds. En se livrant à ces actes de férocité, elle poussait des cris inarticulés et sauvages qui, à cette heure, semblent encore vibrer dans mes oreilles. Nous crûmes enfin devoir intervenir, et nous lui ordonnâmes péremptoirement de se retirer. Elle obéit, mais nous l'entendîmes, en s'éloignant, pousser un éclat de rire barbare.

Revenus à la ville, nous entretenons plusieurs personnes du jeune Indien; nous parlons du danger imminent auquel il est exposé, nous offrons même de payer sa dépense dans une auberge : tout cela est inutile; nous ne pouvons déterminer personne à s'en occuper. Les uns nous disaient : « Ces hommes sont habitués à boire avec excès et à coucher sur la terre; ils ne meurent point pour de pareils accidens. » D'autres avouaient que probablement l'Indien mourrait; mais on lisait sur leurs lèvres cette pensée à moitié exprimée : qu'est-ce que la vie d'un Indien? C'était là le fond du sentiment général. Au milieu de cette société si jalouse de moralité et de philanthropie, on rencontre une insensibilité complète, une sorte d'égoïsme froid et implacable lorsqu'il s'agit des indigènes de l'Amérique. Les habitans des États-Unis ne chassent pas les Indiens à cor et à cri ainsi que faisaient les Espagnols du Mexique; mais c'est le même instinct impitoyable qui anime ici comme partout ailleurs la race européenne. Combien de fois, dans le cours de nos voyages, n'avons-nous pas rencontré d'honnêtes citadins qui nous disaient le soir, tranquillement assis au coin de leur foyer : « Chaque jour le nombre des Indiens va décroissant! Ce n'est pas cependant que nous leur fassions souvent la guerre; mais l'eau-de-vie, que

nous leur vendons à bas prix, en enlève tous les ans plus que ne pourraient faire nos armes. Ce monde-ci nous appartient, ajoutaient-ils; Dieu, en refusant à ses premiers habitans la faculté de se civiliser, les a destinés par avance à une destruction inévitable. Les véritables propriétaires de ce continent sont ceux qui savent tirer parti de ses richesses. » Satisfait de son raisonnement, l'Américain s'en va au temple, où il entend un ministre de l'Évangile lui répéter que les hommes sont frères, et que l'Être éternel, qui les a tous faits sur le même modèle, leur a donné à tous le devoir de se secourir.

Le 19 juillet, à dix heures du matin, nous montâmes sur le bateau à vapeur *Ohio*, nous dirigeant vers Détroit; une brise très forte soufflait du nord-ouest et donnait aux eaux du lac Érié l'apparence des vagues de l'Océan. A droite s'étendait un horizon sans bornes; à gauche, nous serrions les côtes méridionales du lac, dont souvent nous nous approchions jusqu'à la portée de la voix. Ces côtes sont parfaitement plates, et diffèrent de celles de tous les lacs que j'avais eu l'occasion de visiter en Europe. Elles ne ressemblaient pas non plus aux bords de la mer : d'immenses forêts les ombrageaient et faisaient autour du lac comme une ceinture épaisse et rarement interrompue. De temps en temps cependant le pays change tout à coup d'aspect. Au détour d'un bois, on aperçoit la flèche élégante d'un clocher, des maisons éclatantes de blancheur et de propreté, des boutiques; deux pas plus loin, la forêt primitive, et en apparence impénétrable, reprend son empire et réfléchit de nouveau son feuillage dans les eaux du lac.

Ceux qui ont parcouru les États-Unis trouveront dans ce tableau un emblème frappant de la société américaine. Tout y est heurté, imprévu; partout l'extrême civilisation et la nature abandonnée à elle-même se trouvent en présence et en quelque sorte face à face. C'est ce qu'on ne s'imagine point en France. Pour moi, dans mes illusions de voyageur, et quelle classe d'hommes n'a pas les siennes? je me figurais tout autre chose. J'avais remarqué qu'en Europe l'état plus ou moins retiré dans lequel se trouvait une province ou une ville, sa richesse ou sa pauvreté, sa petitesse ou son étendue, exerçaient une influence immense sur les idées, les mœurs, la civilisation tout entière de ses habitans, et mettaient souvent la différence de plusieurs siècles entre les diverses parties du même territoire. Je m'imaginai qu'il en était ainsi et à plus forte raison dans le Nouveau-Monde, et qu'un pays peuplé d'une manière incomplète et successive comme l'Amérique devait présenter toutes les conditions d'existence et offrir l'image de la société à tous les âges. L'Amérique était donc, suivant moi, le seul pays où l'on pût suivre pas à pas

toutes les transformations que l'état social fait subir à l'homme, et où il fût possible d'apercevoir comme une vaste chaîne qui descendît d'anneau en anneau depuis l'opulent patricien des villes jusqu'au sauvage du désert. C'est là, en un mot, qu'entre quelques degrés de longitude je comptais trouver encadrée l'histoire de l'humanité tout entière.

Rien n'est vrai dans ce tableau. De tous le pays du monde, l'Amérique est le moins propre à fournir le spectacle que j'y venais chercher. En Amérique, plus encore qu'en Europe, il n'y a qu'une seule société. Elle peut être riche ou pauvre, humble ou brillante, commerçante ou agricole; mais elle se compose partout des mêmes élémens. Le niveau d'une civilisation égale a passé sur elle. L'homme que vous avez laissé dans les rues de New-York, vous le retrouvez au milieu des solitudes de l'ouest : même habillement, même esprit, même langue, mêmes habitudes, mêmes plaisirs. Rien de rustique, rien de naïf, rien qui sente le désert, rien même qui ressemble à nos villages. La raison de ce singulier état de choses est facile à comprendre. Les portions de territoires le plus anciennement et le plus complétement peuplées sont parvenues à un haut degré de civilisation. L'instruction y a été prodiguée à profusion; l'esprit d'égalité y a répandu une teinte singulièrement uniforme sur les habitudes intérieures de la vie. Or, remarquez-le bien, ce sont précisément ces mêmes hommes qui vont peupler chaque année le désert. En Europe, chacun vit et meurt sur le sol qui l'a vu naître. En Amérique, on ne rencontre nulle part les représentans d'une race qui se serait multipliée dans la solitude après y avoir vécu longtemps ignorée du monde et livrée à ses propres efforts. Ceux qui habitent les lieux isolés y sont arrivés d'hier; ils y sont venus avec les mœurs, les idées, les besoins de la civilisation. Ils ne donnent à la vie sauvage que ce que l'impérieuse nécessité des choses exige d'eux; de là les plus bizarres contrastes. On passe sans transition d'un désert dans la rue d'une cité, des scènes les plus sauvages aux tableaux les plus rians de la vie civilisée. Si la nuit vous surprenant ne vous force pas de prendre gîte au pied d'un arbre, vous avez grande chance d'arriver dans un village où vous trouverez tout, jusqu'aux modes françaises et aux caricatures des boulevards. Le marchand de Buffalo et de Détroit en est aussi bien approvisionné que celui de New-York. Les fabriques de Lyon travaillent pour l'un comme pour l'autre. Vous quittez les grandes routes, vous vous enfoncez dans des sentiers à peine frayés, vous apercevez enfin un champ défriché, une cabane composée de troncs à moitié équarris, où le jour n'entre que par une fenêtre étroite; vous vous croyez enfin parvenu à la demeure du paysan américain : erreur. Vous pé-

nétrez dans cette cabane qui semble l'asile de toutes les misères; mais le possesseur de ce lieu est couvert des mêmes habits que vous, il parle le langage des villes. Sur sa table grossière sont des livres et des journaux; lui-même se hâte de vous prendre à part pour savoir au juste ce qui se passe dans la vieille Europe, et vous demande compte de ce qui vous a le plus frappé dans son pays. Il vous tracera sur le papier un plan de campagne pour les Belges (1), et vous apprendra gravement ce qui reste à faire pour la prospérité de la France. On croirait voir un riche propriétaire qui est venu habiter momentanément, et pour quelques nuits, un rendez-vous de chasse. Et dans le fait la cabane de bois n'est pour l'Américain qu'un asile momentané, une concession temporaire faite à la nécessité des circonstances. Lorsque les champs qui l'environnent seront entièrement en produit, et que le nouveau propriétaire aura le loisir de s'occuper des choses agréables à la vie, une maison plus spacieuse et mieux appropriée à ses besoins remplacera le *log-house* et servira d'asile à de nombreux enfans, qui un jour aussi pourront se créer une demeure dans le désert.

Nous arrivâmes à Détroit, petite ville de deux ou trois mille âmes, que les jésuites ont fondée au milieu des bois en 1710, et qui contient encore un très grand nombre de familles françaises. Nous avions traversé tout l'état de New-York et fait cent lieues sur le lac Érié: nous touchions cette fois aux bornes de la civilisation; mais nous ignorions complétement vers quel lieu il fallait nous diriger. S'en informer n'était pas chose aussi aisée qu'on peut le croire. Traverser des forêts presque impénétrables, passer des rivières profondes, braver les marais pestilentiels, dormir exposé à l'humidité des bois, voilà des efforts que l'Américain conçoit sans peine s'il s'agit de gagner un dollar, car c'est là le point; mais qu'on fasse de pareilles courses par curiosité, c'est ce qui n'arrive pas jusqu'à son intelligence. Ajoutez qu'habitant d'un désert il ne prise que l'œuvre de l'homme. Il vous enverra volontiers visiter une route, un pont, un beau village; mais qu'on attache du prix à de grands arbres et à une belle solitude, cela est pour lui absolument incompréhensible. Rien donc de plus difficile que de trouver quelqu'un en état de vous comprendre. — Vous voulez voir des bois, nous disaient en souriant nos hôtes; allez tout droit devant vous, vous trouverez de quoi vous satisfaire. Il y a précisément dans les environs des routes nouvelles et des sentiers bien percés. Quant aux Indiens, vous n'en verrez que trop sur nos places publiques et dans nos rues; il n'est pas be-

(1) A l'époque de ce voyage, la France faisait l'entreprise qui a abouti à la fondation du royaume de Belgique.

soin pour cela d'aller bien loin. Ceux-là au moins commencent à se civiliser et sont d'un aspect moins sauvage. — Nous ne tardâmes pas à reconnaître qu'il était impossible d'obtenir d'eux la vérité en les attaquant de front, et qu'il fallait *manœuvrer*.

Nous nous rendîmes donc chez le fonctionnaire chargé par les États-Unis de la vente des terres encore désertes dont se compose en partie le district de Michigan. Nous nous présentâmes à lui comme des gens qui, sans avoir une volonté bien arrêtée de fonder un établissement dans le pays, pourraient cependant avoir un intérêt éloigné à connaître le prix et la situation des terres. M. le major Biddle, c'était le nom du fonctionnaire, comprit cette fois à merveille ce que nous voulions faire, et entra immédiatement dans une foule de détails que nous écoutâmes avec avidité. — Cette partie-ci, nous dit-il en nous montrant sur la carte la rivière Saint-Joseph, qui, après de longues sinuosités, va se décharger dans le lac Michigan, me paraît la plus propre à répondre à votre dessein : la terre y est bonne, on y a déjà établi de beaux villages, et la route qui y conduit est si bien entretenue que tous les jours des voitures publiques la parcourent. — Bon! disons-nous en nous-mêmes, nous savons déjà par où il ne faut pas aller, à moins que nous ne voulions visiter le désert en poste. — Nous remercions M. Biddle de ses avis, et nous lui demandons avec un air d'indifférence et une sorte de mépris quelle était la portion du district où, jusqu'à présent, le courant des émigrations s'était fait le moins sentir. — Par ici, nous dit-il, sans attacher à ses paroles plus de prix que nous ne paraissions en mettre à notre question, vers le nord-ouest. Jusqu'à Pontiac, et dans les environs de ce village, il a été fondé depuis peu d'assez beaux établissemens; mais il ne faut pas penser à se fixer plus loin: le pays est couvert d'une forêt presque impénétrable qui s'étend sans bornes vers le nord-ouest, où l'on ne rencontre que des bêtes fauves et des Indiens. Les États-Unis projettent d'y ouvrir incessamment une route, mais elle n'est encore que commencée et s'arrête à Pontiac; je vous le répète, c'est un parti auquel il ne faut pas songer. — Nous remerciâmes de nouveau M. Biddle de ses bons conseils, bien déterminés à en prendre tout juste le contre-pied; nous ne nous possédions pas de joie de connaître enfin un lieu que n'avait pas encore atteint le torrent de la civilisation européenne.

Le lendemain 23 juillet, nous nous hâtons de louer deux chevaux; comme nous comptons les garder une dizaine de jours, nous voulons déposer dans les mains du propriétaire un certain prix; mais il refuse de le recevoir, disant que nous paierons à notre retour. Il était sans inquiétude : le Michigan est entouré de tous les côtés par des lacs et des déserts; il nous lâchait dans une espèce

de manége dont il tenait la porte. Après donc avoir acheté une boussole ainsi que des munitions, nous nous mettons en chemin le fusil sur l'épaule avec autant d'insouciance de l'avenir et le cœur aussi léger que deux écoliers qui quittent le collége pour aller passer leurs vacances sous le toit paternel.

A un mille de la ville, la route entre dans la forêt pour n'en plus sortir; le terrain sur lequel elle se trouve est parfaitement plat et souvent marécageux. De temps en temps on rencontre sur son chemin de nouveaux défrichemens. Comme ces établissemens ont entre eux une parfaite ressemblance, soit qu'ils se trouvent au fond du Michigan ou à la porte de New-York, je vais tâcher de les décrire ici une fois pour toutes. La clochette que le pionnier a soin de suspendre au cou de ses bestiaux pour les retrouver dans l'épaisseur du bois annonce de très loin l'approche du défrichement. Bientôt on entend le retentissement de la hache qui abat les arbres de la forêt, et, à mesure qu'on approche, des traces de destruction annoncent plus clairement encore la présence de l'homme. Des branches coupées couvrent le chemin, des troncs à moitié calcinés par le feu ou mutilés par le fer tiennent cependant debout sur votre passage. On continue sa marche, et l'on parvient dans un bois dont tous les arbres semblent avoir été frappés de mort subite; au milieu de l'été, leurs branches desséchées ne présentent plus que l'image de l'hiver. En les examinant de plus près, on s'aperçoit qu'on a tracé dans leur écorce un cercle profond qui, arrêtant la circulation de la séve, n'a pas tardé à les faire périr. C'est en effet par là que débute ordinairement le planteur. Ne pouvant pas la première année couper tous les arbres qui garnissent sa nouvelle propriété, il sème du maïs sous leurs branches, et, en les frappant de mort, il les empêche de faire ombre à sa récolte.

Après ce champ, ébauche incomplète, premier pas de la civilisation dans le désert, on aperçoit tout à coup la cabane du propriétaire; elle est en général placée au centre d'un terrain plus soigneusement cultivé que le reste, mais où cependant l'homme soutient encore une lutte inégale contre la nature. Là, les arbres ont été coupés, mais non arrachés; leurs troncs garnissent encore et embarrassent le terrain qu'ils ombrageaient autrefois; autour de ces débris desséchés, du blé, des rejetons de chêne, des plantes de toute espèce, des herbes de toute nature croissent pêle-mêle et grandissent ensemble sur un sol indocile et encore à demi sauvage. C'est au centre de cette végétation vigoureuse et variée que s'élève la maison du planteur, ou, comme on l'appelle dans le pays, le *log-house* (1). Ainsi que le champ qui l'environne, cette demeure rusti-

(1) Mot à mot : maison de bûches ou de troncs d'arbres.

que annonce une œuvre nouvelle et précipitée. Sa longueur excède rarement trente pieds. Elle est large de vingt, haute de quinze. Ses murs, ainsi que le toit, sont formés de troncs d'arbres non équarris, entre lesquels on a placé de la mousse et de la terre pour empêcher le froid et la pluie de pénétrer dans l'intérieur de la maison. A mesure que le voyageur s'approche, la scène devient plus animée; avertis par le bruit de ses pas, des enfans qui se roulaient dans les débris environnans se lèvent précipitamment, et fuient vers l'asile paternel comme effrayés à la vue d'un homme, tandis que deux gros chiens à demi sauvages, les oreilles droites et le museau allongé, sortent de la cabane et viennent en grondant couvrir la retraite de leurs jeunes maîtres. C'est alors que le pionnier paraît lui-même à la porte de sa demeure. Il jette un regard scrutateur sur le nouvel arrivant, fait signe à ses chiens de rentrer au logis, et lui-même se hâte de leur en donner l'exemple sans témoigner ni curiosité ni inquiétude.

Parvenu sur le seuil de la *log-house*, l'Européen ne peut s'empêcher de promener un œil étonné sur le spectacle qu'elle présente. Il n'y a en général à cette cabane qu'une seule fenêtre, à laquelle pend quelquefois un rideau de mousseline, car dans ces lieux, où il n'est pas rare de manquer du nécessaire, le superflu se trouve souvent. Sur le foyer de terre battue pétille un feu résineux qui, mieux que le jour, éclaire le dedans de l'édifice. Au-dessus de ce foyer rustique, on aperçoit des trophées de guerre ou de chasse : une longue carabine rayée, une peau de daim, des plumes d'aigle. A droite de la cheminée est étendue une carte des États-Unis que le vent, en s'introduisant par les interstices du mur, soulève et agite incessamment. Près d'elle, sur un rayon solitaire de planches mal équarries, sont placés quelques volumes dépareillés : là se rencontre une bible dont la piété de deux générations a déjà usé la couverture et les bords, un livre de prières, et parfois un chant de Milton ou une tragédie de Shakspeare. Le long du mur sont rangés quelques siéges grossiers, fruit de l'industrie du propriétaire; des malles au lieu d'armoires, des instrumens d'agriculture et quelques échantillons de la récolte. Au centre de l'appartement s'élève une table boiteuse dont les pieds, encore garnis de feuillage, semblent avoir poussé d'eux-mêmes sur le sol qu'elle occupe. C'est là que la famille entière se réunit chaque jour pour prendre ses repas. On y voit encore une théière de porcelaine anglaise, des cuillers le plus souvent de bois, quelques tasses ébréchées et des journaux.

L'aspect du maître de cette demeure n'est pas moins remarquable que le lieu qui lui sert d'asile : des muscles anguleux, des membres effilés, font reconnaître au premier coup d'œil l'habitant de la Nouvelle-Angleterre. Cet homme n'est pas né dans la solitude où il ha-

bite; sa constitution seule l'annonce. Ses premières années se sont passées au sein d'une société intellectuelle et raisonnante. C'est sa volonté qui l'a jeté au milieu des travaux du désert, pour lesquels il ne semble point fait; mais si ses forces physiques paraissent au-dessous de son entreprise, sur ses traits, sillonnés par les soins de la vie, règne un air d'intelligence pratique, de froide et de persévérante énergie qui frappe au premier abord. Sa démarche est lente et compassée, sa parole mesurée et son apparence austère. L'habitude et plus encore l'orgueil ont donné à son visage cette rigidité stoïque que ses actions démentent. Le pionnier méprise, il est vrai, ce qui agite avec le plus de violence le cœur des hommes : ses biens et sa vie ne suivront jamais les chances d'un coup de dé ou les destinées d'une femme; mais pour acquérir l'aisance il a bravé l'exil, la solitude et les misères sans nombre de la vie sauvage : il a couché sur la terre nue, il s'est exposé à la fièvre des bois et au tomahawk de l'Indien. Il a fait cet effort un jour, il le renouvelle depuis des années; il le fera vingt ans encore peut-être sans se rebuter et sans se plaindre. Un homme capable de pareils sacrifices est-il donc un être froid et insensible? Et ne doit-on pas au contraire reconnaître en lui une de ces passions de cerveau si ardentes, si tenaces, si implacables?

Concentré dans cette pensée unique de faire fortune, l'émigrant a fini par se créer une existence tout individuelle; les sentimens de famille sont venus se fondre eux-mêmes dans un vaste égoïsme, et il est douteux que dans sa femme et ses enfans il voie autre chose qu'une portion détachée de lui-même. Privé de rapports habituels avec ses semblables, il a appris à se faire un plaisir de la solitude. Lorsqu'on se présente au seuil de sa demeure isolée, le pionnier s'avance à votre rencontre, il vous tend la main selon l'usage; mais sa physionomie n'exprime ni la bienveillance ni la joie. Il ne prend la parole que pour vous interroger. C'est un besoin de tête et non de cœur qu'il satisfait, et dès qu'il a tiré de vous la nouvelle qu'il désirait apprendre, il retombe dans le silence. On croirait voir un homme qui s'est retiré le soir dans sa demeure, fatigué des importuns et du bruit du monde. Interrogez-le à votre tour : il vous donnera avec intelligence les renseignemens dont vous manquez, il pourvoira même à vos besoins, il veillera à votre sûreté tant que vous serez sous son toit; mais il règne dans tous ses procédés tant de contrainte et de sécheresse, vous y apercevrez une si profonde indifférence pour le résultat même de vos efforts, que vous sentez se glacer votre reconnaissance. Le pionnier cependant est hospitalier à sa manière; mais son hospitalité n'a rien qui vous touche, parce que lui-même semble, en l'exerçant, se soumettre à une nécessité pénible

du désert : il voit en elle un devoir que sa position lui prescrit, non un plaisir. Cet homme inconnu est le représentant d'une race à laquelle appartient l'avenir du nouveau monde : race inquiète, raisonnante, aventureuse, qui fait froidement ce que l'ardeur des passions explique seule; nation de conquérans qui se soumettent à mener la vie sauvage sans se jamais laisser entraîner par ses charmes, qui n'aiment de la civilisation et des lumières que ce qu'elles ont d'utile au bien-être, et qui s'enferment dans les solitudes de l'Amérique avec une hache et des journaux; peuple immense qui, comme tous les grands peuples, n'a qu'une pensée, et qui marche à l'acquisition des richesses, unique but de ses travaux, avec une persévérance et un mépris de la vie qu'on pourrait appeler héroïque, si ce nom convenait à autre chose qu'aux efforts de la vertu; peuple nomade que les fleuves et les lacs n'arrêtent point, devant qui les forêts tombent et les prairies se couvrent d'ombrages, et qui, après avoir touché l'Océan-Pacifique, reviendra sur ses pas pour troubler et détruire les sociétés qu'il aura formées derrière lui.

En parlant du pionnier, on ne peut oublier la compagne de ses misères et de ses dangers. Regardez à l'autre bout du foyer cette jeune femme qui, tout en veillant aux apprêts du repas, berce sur ses genoux son plus jeune fils. Comme l'émigrant, cette femme est dans la force de l'âge; comme lui, elle peut se rappeler l'aisance de ses premières années. Son costume annonce même encore un goût de parure mal éteint; mais le temps a pesé lourdement sur elle : dans ses traits flétris avant l'âge et ses membres amoindris, il est facile de voir que l'existence a été pour elle un fardeau pesant. En effet, cette frêle créature s'est déjà trouvée en butte à d'incroyables misères. A peine entrée dans la vie, il lui a fallu s'arracher à la tendresse de sa mère et à ces doux liens fraternels que la jeune fille n'abandonne jamais sans verser des larmes, alors même qu'elle les quitte pour aller partager l'opulente demeure d'un nouvel époux. La femme du pionnier, enlevée en un moment et sans espoir de retour à cet innocent berceau de sa jeunesse, a échangé contre la solitude des forêts les charmes de la société et les joies du foyer domestique. C'est sur la terre nue du désert qu'a été placée sa couche nuptiale. Se vouer à ses devoirs austères, se soumettre à des privations qui lui étaient inconnues, embrasser une existence pour laquelle elle n'était point faite, tel fut l'emploi des plus belles années de sa vie, telles ont été pour elle les douceurs de l'union conjugale. Le dénûment, les souffrances et l'ennui ont altéré son organisation fragile, mais non abattu son courage. Au milieu de la profonde tristesse peinte sur ses traits délicats, on remarque sans peine une résignation religieuse, une paix profonde, et je ne sais quelle fermeté

naturelle et tranquille qui affronte toutes les misères de la vie sans les craindre ni les braver. Autour de cette femme se pressent des enfans demi-nus, brillans de santé, insoucians du lendemain, véritables fils du désert. Leur mère jette de temps en temps sur eux un regard plein de mélancolie et de joie. A voir leur force et sa faiblesse, on dirait qu'elle s'est épuisée en leur donnant la vie et qu'elle ne regrette pas ce qu'ils lui ont coûté.

La maison habitée par les émigrans n'a point de séparations intérieures ni de grenier. Dans l'unique appartement qu'elle contient, la famille entière vient le soir chercher un asile : cette demeure forme à elle seule comme un petit monde. C'est l'arche de la civilisation perdue au milieu d'un océan de feuillages. Cent pas plus loin, l'éternelle forêt étend autour d'elle son ombrage, et la solitude recommence.

Ce n'est que le soir et après le coucher du soleil que nous arrivâmes à Pontiac. Vingt maisons très propres et fort jolies, formant autant de boutiques bien garnies, un ruisseau transparent, une éclaircie d'un quart de lieue carrée, et alentour la forêt sans bornes : voilà le tableau fidèle de Pontiac, qui, dans vingt ans peut-être, sera une ville. La vue de ce lieu me rappela ce que m'avait dit un mois avant, à New-York, M. Gallatin : « Il n'y a pas de village en Amérique, du moins dans l'acception qu'on donne chez vous à ce mot. » Ici les maisons des cultivateurs sont toutes éparpillées au milieu des champs. On ne se réunit dans un lieu que pour y établir une espèce de marché à l'usage de la population environnante. On ne voit dans ces prétendus villages que des hommes de loi, des imprimeurs et des marchands. Nous nous fîmes conduire à la plus belle auberge de Pontiac (car il y en a deux), et l'on nous introduisit, comme de coutume, dans ce qu'on appelle le *bar-room;* c'est une salle où l'on donne à boire, et où le plus simple comme le plus riche commerçant du lieu viennent fumer, boire et parler politique ensemble, sur le pied de l'égalité extérieure la plus parfaite. Le maître du lieu ou le *landlord* était, je ne dirai pas un gros paysan, il n'y a pas de paysans en Amérique, mais du moins un très gros monsieur, qui portait sur sa figure cette expression de candeur et de simplicité qui distingue les maquignons normands. C'était un homme qui, de peur de vous intimider, ne vous regardait jamais en face en vous parlant, mais attendait, pour vous considérer à son aise, que vous fussiez occupé à converser ailleurs; du reste, profond politique, et, suivant les habitudes américaines, impitoyable questionneur. Cet estimable citoyen, ainsi que le reste de l'assemblée, nous considéra d'abord avec étonnement. Notre costume de voyage et nos fusils n'annonçaient guère des entrepreneurs d'indus-

trie, et voyager pour voir était une chose absolument insolite. Afin de couper court aux explications, nous déclarâmes tout d'abord que nous venions acheter des terres. A peine le mot fut-il prononcé, que nous nous aperçûmes qu'en cherchant à éviter un mal, nous nous étions jetés dans un autre bien plus redoutable. On cessa, il est vrai, de nous traiter comme des êtres extraordinaires, mais chacun voulut entrer en marché avec nous. Pour nous débarrasser d'eux et de leurs offres, nous dîmes à notre hôte qu'avant de rien conclure nous désirions obtenir de lui d'utiles renseignemens sur le prix des terrains et sur la manière de les cultiver. Il nous introduisit aussitôt dans une autre salle, étendit avec la lenteur convenable une carte du Michigan sur la table de chêne qui se trouvait au milieu de la chambre, et, plaçant la chandelle entre nous trois, attendit dans un impassible silence ce que nous avions à lui communiquer. Le lecteur, sans avoir l'intention de s'établir dans l'une des solitudes de l'Amérique, peut cependant être curieux de savoir comment s'y prennent tant de milliers d'Européens et d'Américains qui viennent chaque année y chercher un asile. Je vais donc transcrire ici les renseignemens fournis par notre hôte de Pontiac. Souvent depuis nous avons été à même d'en vérifier la parfaite exactitude.

« Il n'en est pas ici comme en France, nous dit notre hôte après avoir écouté tranquillement toutes nos questions et mouché la chandelle. Chez vous, la main-d'œuvre est à bon marché, et la terre est chère. Ici l'achat de la terre n'est rien, et le travail de l'homme hors de prix : ce que je dis afin de vous faire sentir que, pour s'établir en Amérique comme en Europe, il faut un capital, bien qu'on l'emploie différemment. Pour ma part, je ne conseillerais à qui que ce soit de venir chercher fortune dans nos déserts à moins d'avoir à sa disposition de 150 à 200 dollars (800 à 1,000 francs). L'acre, dans le Michigan (1), ne se paie jamais plus de 4 à 5 shillings (de 5 à 6 francs) lorsque la terre est encore inculte. C'est à peu près le prix d'une journée de travail. Un ouvrier peut donc gagner en un jour de quoi acheter un acre; mais, l'achat fait, la difficulté commence. Voici comme on s'y prend généralement pour la surmonter. Le pionnier se rend sur le lieu qu'il vient d'acquérir avec quelques bestiaux, un cochon salé, deux barils de farine et du thé. Si, près de là, se trouve une cabane, il s'y rend et y reçoit une hospitalité temporaire. Dans le cas contraire, il dresse une tente au milieu même du bois qui doit devenir son champ. Son premier soin est d'abattre les arbres les plus proches, avec lesquels il bâtit à la

(1) L'acre a 330 pieds anglais de long sur 132 de large.

hâte la maison grossière dont vous avez pu déjà examiner la structure. Chez nous, l'entretien des bestiaux ne coûte guère. L'émigrant les lâche dans la forêt après leur avoir attaché au cou une clochette de fer. Il est très rare que ces animaux, ainsi abandonnés à eux-mêmes, quittent les environs de leur demeure. La plus grande dépense est celle du défrichement. Si le pionnier arrive dans le désert avec une famille en état de l'aider dans ses premiers travaux, sa tâche est assez facile; mais il en est rarement ainsi. En général l'émigrant est jeune, et s'il a déjà des enfans, ils sont en bas âge. Alors il lui faut pourvoir seul à tous les premiers besoins de sa famille ou louer les services de ses voisins. Il en coûte de 4 à 5 dollars (de 20 à 25 francs) pour faire défricher un acre. Le terrain étant préparé, le nouveau propriétaire met un acre en pommes de terre, le reste en froment et en maïs. Le maïs est la providence de ces déserts; il croît dans l'eau de nos marécages, et pousse sous le feuillage de la forêt mieux qu'aux rayons du soleil. C'est le maïs qui sauve la famille de l'émigrant d'une destruction inévitable, lorsque la pauvreté, la maladie ou l'incurie l'a empêché la première année de faire un défrichement suffisant. Il n'y a rien de plus pénible à passer que les premières années qui s'écoulent après le défrichement. Plus tard vient l'aisance, ensuite la richesse. »

Ainsi parlait notre hôte. Pour nous, nous écoutions ces simples détails avec presque autant d'intérêt que si nous eussions voulu les mettre nous-mêmes à profit. Et quand il eut cessé de parler, nous lui dîmes : « Le sol de tous les bois abandonnés à eux-mêmes est en général marécageux et malsain; l'émigrant qui s'expose aux misères de la solitude n'a-t-il du moins rien à craindre pour sa vie? — Tout défrichement est une entreprise périlleuse, repartit l'Américain, et il est presque sans exemple que le pionnier et sa famille échappent, pendant la première année, à la fièvre des bois. Souvent, quand on voyage dans l'automne, on trouve tous les habitans d'une cabane atteints de la fièvre, depuis l'émigrant jusqu'à son plus jeune fils. — Et que deviennent ces malheureux lorsque la Providence les frappe ainsi? — Ils se résignent et attendent un meilleur avenir. — Mais ont-ils quelque assistance à espérer de leurs semblables? — Presque aucune. — Peuvent-ils du moins se procurer les secours de la médecine? — Le médecin le plus proche habite souvent à soixante milles de leur demeure. Ils font comme les Indiens : ils meurent ou guérissent, suivant qu'il plaît à Dieu. » — Nous reprîmes : « La voix de la religion parvient-elle quelquefois jusqu'à eux? — Très rarement. On n'a encore rien pu faire dans nos lois pour assurer l'observation publique d'un culte. Presque tous les étés, il est vrai, quelque prêtres méthodistes viennent parcourir les nouveaux éta-

blissemens. Le bruit de leur arrivée se répand avec une incroyable rapidité de cabane en cabane : c'est la grande nouvelle du jour. A l'époque fixée, l'émigrant, sa femme et ses enfans se dirigent, à travers les sentiers à peine frayés de la forêt, vers le rendez-vous indiqué. On vient de cinquante milles à la ronde. Ce n'est point dans une église que se réunissent les fidèles, mais en plein air, sous le feuillage de la forêt. Une chaire composée de troncs mal équarris, de grands arbres renversés pour servir de siéges, tels sont les ornemens de ce temple rustique. Les pionniers et leurs familles campent dans les bois qui l'entourent. C'est là que, pendant trois jours et trois nuits, la foule pratique des exercices religieux rarement interrompus. Il faut voir avec quelle ardeur ces hommes se livrent à la prière, avec quel recueillement on écoute la voix solennelle du prêtre. C'est dans le désert qu'on se montre comme affamé de religion. — Une dernière question : on croit généralement parmi nous que les déserts de l'Amérique se peuplent à l'aide de l'émigration européenne; d'où vient donc que depuis que nous parcourons vos bois, il ne nous est pas arrivé de rencontrer un seul Européen? » A ces paroles, un sourire de supériorité et d'orgueil satisfait se peignit sur les traits de notre hôte. « Il n'y a que des Américains, répondit-il avec emphase, qui puissent avoir le courage de se soumettre à de semblables misères, et qui sachent acheter l'aisance à un pareil prix. L'émigrant d'Europe s'arrête dans les grandes villes qui bordent la mer ou dans les districts qui les avoisinent. Là il devient artisan, garçon de ferme, valet. Il mène une vie plus douce qu'en Europe et se montre satisfait de laisser à ses enfans le même héritage. L'Américain au contraire s'empare de la terre, et cherche à se créer avec elle un grand avenir. »

Le lendemain, nous étions levés avec le jour... On nous avait recommandé de nous adresser à un M. Williams, qui, ayant fait longtemps le commerce avec les Indiens Chippeways et ayant un fils établi à Saginaw-Bay, pourrait nous fournir des renseignemens utiles. Après avoir fait quelques milles dans les bois, et comme nous craignions déjà d'avoir manqué la maison de notre homme, nous rencontrons un vieillard occupé à travailler un petit jardin; nous l'abordons : c'était M. Williams lui-même. Il nous accueillit avec une grande bienveillance et nous donna une lettre pour son fils. Nous lui demandâmes si nous n'avions rien à craindre des peuplades indiennes dont nous allions traverser le territoire. M. Williams rejeta cette idée avec une sorte d'indignation : « Non, non, dit-il, vous pouvez marcher sans crainte. Pour ma part, je dormirais plus tranquille au milieu des Indiens que des blancs. » Je note ceci comme la première impression favorable que j'aie reçue sur les

Indiens depuis mon arrivée en Amérique. Dans les pays très habités, on ne parle d'eux qu'avec un mélange de crainte et de mépris, et je crois que là, en effet, ils méritent ces deux sentimens. On a pu voir plus haut ce que j'en pensais moi-même lorsque je rencontrai les premiers d'entre eux à Buffalo. A mesure qu'on avancera dans ce journal et qu'on me suivra au milieu des populations européennes des frontières et des tribus indiennes elles-mêmes, on concevra des premiers habitans de l'Amérique une idée tout à la fois plus honorable et plus juste.

Après avoir quitté M. Williams, nous poursuivons notre route au milieu des bois. De temps en temps, un petit lac (ce district en est plein) apparaît comme une nappe d'argent sous le feuillage de la forêt. Il est difficile de se figurer le charme qui environne ces jolis lieux où l'homme n'a point fixé sa demeure, où règnent encore une paix profonde et un silence non interrompu. J'ai parcouru dans les Alpes des solitudes affreuses où la nature se refuse au travail de l'homme, mais où elle déploie jusque dans ses horreurs mêmes une grandeur qui transporte l'âme et la passionne. Ici la solitude n'est pas moins profonde, mais elle ne fait pas naître les mêmes impressions. Les seuls sentimens qu'on éprouve en parcourant ces déserts fleuris, où, comme dans le *Paradis* de Milton, tout est préparé pour recevoir l'homme, c'est une admiration tranquille, une émotion douce et mélancolique, un dégoût vague de la vie civilisée, une sorte d'instinct sauvage qui fait penser avec douleur que bientôt cette délicieuse solitude aura cessé d'exister. Déjà, en effet, la race blanche s'avance à travers les bois qui l'entourent, et dans peu d'années l'Européen aura coupé les arbres qui se réfléchissent dans les eaux limpides du lac et forcé les animaux qui peuplent ses rives de se retirer vers de nouveaux déserts.

Toujours cheminant, nous parvenons dans une contrée d'un aspect nouveau. Le sol n'y est plus égal, mais coupé de collines et de vallées. Plusieurs de ces collines présentent l'aspect le plus sauvage. C'est dans un de ces passages pittoresques que, nous étant retournés tout à coup pour contempler le spectacle imposant que nous laissions derrière nous, nous aperçûmes à notre grande surprise, près de la croupe de nos chevaux, un Indien qui semblait nous suivre pas à pas. C'était un homme de trente ans environ, grand et admirablement proportionné dans tous ses membres. Ses cheveux noirs et luisans tombaient le long de ses épaules, à l'exception de deux tresses qui étaient attachées sur le haut de sa tête. Sa figure était barbouillée de noir et de rouge. Il était couvert d'une espèce de blouse bleue très courte. Il portait des *mittas* rouges : ce sont des espèces de pantalons qui ne vont que jusqu'au haut des

cuisses, et ses pieds étaient garnis de mocassins. A son côté pendait un couteau. De la main droite il tenait une longue carabine, et de la gauche deux oiseaux qu'il venait de tuer. La première vue de cet Indien fit sur nous une impression peu agréable. Le lieu eût été mal choisi pour résister à une attaque. A notre droite, une forêt de pins s'élevait à une hauteur immense; à notre gauche s'étendait un ravin profond, au fond duquel roulait parmi les rochers un ruisseau que l'obscurité du feuillage dérobait à notre vue, et vers lequel nous descendions en aveugles. Mettre la main sur nos fusils, nous retourner et nous placer dans le chemin en face de l'Indien, c'est l'affaire d'un moment. Il s'arrête de même; nous nous tenons pendant une demi-minute en silence. Sa figure présentait tous les traits caractéristiques qui distinguent la race indienne de toutes les autres. Dans ses yeux parfaitement noirs brillait ce feu sauvage qui anime encore le regard du métis et ne se perd qu'à la deuxième ou troisième génération de sang blanc. Son nez était arqué par le milieu, légèrement écrasé par le bout, les pommettes de ses joues très élevées, et sa bouche, fortement fendue, laissait voir deux rangées de dents étincelantes de blancheur, qui témoignaient assez que le sauvage, plus propre que son voisin l'Américain, ne passait pas sa journée à mâcher des feuilles de tabac.

J'ai dit qu'au moment où nous nous étions retournés en mettant la main sur nos armes, l'Indien s'était arrêté. Il subit l'examen rapide que nous fîmes de sa personne avec une impassibilité absolue, un regard ferme et immobile. Comme il vit que de notre côté nous n'avions aucun sentiment hostile, il se mit à sourire : probablement il s'apercevait qu'il nous avait alarmés. C'est la première fois que je pus observer à quel point l'expression de la gaieté change complétement la physionomie de ces hommes sauvages. J'ai eu cent fois depuis l'occasion de faire la même remarque. Un Indien sérieux et un Indien qui sourit, ce sont deux hommes entièrement différens. Il règne dans l'immobilité du premier une majesté sauvage qui imprime un sentiment involontaire de terreur. Ce même homme vient-il à sourire, sa figure prend une expression de naïveté et de bienveillance qui lui donne un charme réel.

Quand nous vîmes notre homme se dérider, nous lui adressâmes la parole en anglais; il nous laissa parler tout à notre aise, puis il fit signe qu'il ne comprenait point. Nous lui offrîmes un peu d'eau-de-vie qu'il accepta sans hésitation comme sans remercîment. Parlant toujours par signes, nous lui demandâmes les oiseaux qu'il portait, et il nous les donna moyennant une petite pièce de monnaie. Ayant ainsi fait connaissance, nous le saluâmes de la main, et partîmes au grand trot. Au bout d'un quart d'heure de marche rapide,

m'étant retourné de nouveau, je suis confondu d'apercevoir encore l'Indien derrière la croupe de mon cheval. Il courait avec l'agilité d'un animal sauvage, sans prononcer un seul mot ni paraître allonger son allure. Nous nous arrêtons, il s'arrête; nous repartons, il repart. Nous nous lançons à toute course; nos chevaux, élevés dans le désert, franchissaient avec facilité tous les obstacles : l'Indien double sa marche; je l'aperçois tantôt à droite, tantôt à gauche de mon cheval, sautant par-dessus les buissons et retombant sur la terre sans bruit. On eût dit l'un de ces loups du nord de l'Europe, qui suivent les cavaliers dans l'espérance qu'ils tomberont de leurs chevaux et pourront être plus facilement dévorés.

La vue de cette figure étrange, qui, tantôt se perdant dans l'obscurité de la forêt, tantôt reparaissant au grand jour, semblait voltiger à nos côtés, finissait pas nous devenir importune. Ne pouvant concevoir ce qui portait cet homme à nous suivre d'un pas si précipité, et peut-être le faisait-il depuis longtemps lorsque nous le découvrîmes la première fois, il nous vint dans la pensée qu'il nous menait dans une embuscade. Nous étions préoccupés de cette idée, lorsque nous aperçûmes devant nous, dans le bois, le bout d'une autre carabine. Bientôt nous fûmes à côté de celui qui la portait. Nous le prîmes d'abord pour un Indien. Il était couvert d'une espèce de redingote courte qui, serrée autour de ses reins, dessinait une taille droite et bien prise. Son cou était nu, et ses pieds couverts de mocassins. Lorsque nous arrivâmes près de lui et qu'il leva la tête, nous reconnûmes sur-le-champ un Européen, et nous nous arrêtâmes. Il vint à nous, nous secoua la main avec cordialité, et nous entrâmes en conversation. — Est-ce que vous vivez dans le désert?

— Oui, voilà ma maison. — Et il nous montrait, au milieu des feuilles, une hutte beaucoup plus misérable que le *log-house* ordinaire.

— Seul?

— Seul.

— Et que faites-vous donc ici?

— Je parcours ces bois, et je tue à droite et à gauche le gibier qui se rencontre sur mon chemin; mais il n'y a pas de bons coups à faire maintenant.

— Et ce genre de vie vous plaît?

— Plus que tout autre.

— Mais ne craignez-vous pas les Indiens?

— Craindre les Indiens! J'aime mieux vivre au milieu d'eux que dans la société des blancs. Non, non, je ne crains pas les Indiens; ils valent mieux que nous, à moins que nous ne les ayons abrutis par les liqueurs fortes, les pauvres créatures!

Nous montrâmes alors à notre nouvelle connaissance l'homme qui nous suivait si obstinément, et qui, à ce moment, arrêté à quelques pas de nous, se tenait immobile comme un terme. — C'est un Chippeway, dit-il, ou, comme les Français l'appellent, un *sauteur*. Je gage qu'il revient du Canada, où il a reçu les présens annuels des Anglais. Sa famille ne doit pas être loin d'ici.

Ayant ainsi parlé, l'Américain fit signe à l'Indien de s'approcher, et commença à lui parler dans sa langue avec une extrême facilité. C'était chose remarquable à voir que le plaisir que ces deux hommes, de race et de mœurs si différentes, trouvaient à échanger entre eux leurs idées. La conversation roulait évidemment sur le mérite respectif de leurs armes. Le blanc, après avoir examiné très attentivement le fusil du sauvage : — Voilà une belle carabine, dit-il; les Anglais la lui ont donnée sans doute pour s'en servir contre nous, et il ne manquera pas de le faire à la première guerre. C'est ainsi que les Indiens attirent sur leurs têtes tous les malheurs qui les accablent; mais ils n'en savent pas plus long, les pauvres gens!

— Les Indiens se servent-ils avec habileté de ces longs et lourds fusils?

— Il n'y a pas de tireurs comme les Indiens, reprit vivement notre nouvel ami avec l'accent de la plus grande admiration. Examinez ces petits oiseaux qu'il vous a vendus, monsieur : ils sont percés d'une balle, et je suis bien sûr qu'il n'a tiré que deux coups pour les avoir... Oh! ajouta-t-il, il n'y a rien de plus heureux qu'un Indien dans les pays d'où nous n'avons pas encore fait fuir le gibier; mais les gros animaux nous flairent à plus de trois cents milles, et en se retirant ils font devant nous comme un désert où les pauvres Indiens ne peuvent plus vivre s'ils ne cultivent pas la terre.

Comme nous reprenions notre chemin : — Quand vous repasserez, nous cria notre nouvel ami, frappez à ma porte. On a du plaisir à rencontrer des visages blancs dans ces lieux-ci.

J'ai rapporté cette conversation, qui en elle-même ne contient rien de remarquable, pour faire connaître une espèce d'hommes que nous avons souvent rencontrés sur les limites des terres habitées : ce sont les Européens qui, en dépit des habitudes de leur jeunesse, ont fini par trouver dans la liberté du désert un charme inexprimable. Tenant aux solitudes de l'Amérique par leur goût et leurs passions, à l'Europe par leur religion, leurs principes et leurs idées, ils mêlent l'amour de la vie sauvage à l'orgueil de la civilisation, et préfèrent à leurs compatriotes les Indiens, dans lesquels cependant ils ne reconnaissent pas des égaux.

Nous reprîmes donc notre marche. Avançant toujours avec la même rapidité, nous atteignîmes au bout d'une demi-heure la maison d'un pionnier. Devant la porte de cette cabane, une famille in-

dienne avait établi sa demeure passagère. Une vieille femme, deux jeunes filles, plusieurs enfans, se tenaient accroupis autour d'un feu à l'ardeur duquel étaient exposés les membres encore palpitans d'un chevreuil entier. A quelques pas de là, sur l'herbe, un Indien tout nu se chauffait aux rayons du soleil, tandis qu'un petit enfant se roulait près de lui dans la poussière. Ce fut là que s'arrêta notre silencieux compagnon; il nous quitta sans prendre congé de nous, et fut s'asseoir gravement au milieu de ses compatriotes. Qui avait pu porter cet homme à suivre ainsi pendant deux lieues la course de nos chevaux? C'est ce que nous ne pûmes jamais deviner.

Après avoir déjeuné en cet endroit, nous remontâmes à cheval et poursuivîmes notre marche au milieu d'une haute futaie peu épaisse. Le taillis a été brûlé autrefois, comme on peut l'apercevoir aux restes calcinés de quelques arbres qui sont couchés sur l'herbe. Le sol est aujourd'hui couvert de fougère qu'on voit s'étendre à perte de vue sous le feuillage de la forêt. Quelques lieues plus loin, mon cheval se déferra, ce qui nous causa une vive inquiétude. Près de là heureusement nous rencontrâmes un planteur qui parvint à le referrer. Sans cette rencontre, je doute que nous eussions pu aller plus loin, car nous approchions de l'extrême limite des défrichemens. Ce même homme qui nous mit ainsi en état de poursuivre notre route nous invita à presser le pas, le jour commençant à baisser, et deux grandes lieues nous séparant encore de Flint-River, où nous voulions aller coucher. Bientôt en effet une obscurité profonde commença à nous environner. Il fallait *marcher*. La nuit était sereine, mais glaciale. Il régnait au fond de ces forêts un silence si profond et un calme si complet, qu'on eût dit que toutes les forces de la nature y étaient comme paralysées. On n'y entendait que le bourdonnement incommode des moustiques et le bruit des pas de nos chevaux. De temps en temps, on apercevait au loin un feu d'Indiens devant lequel un profil austère et immobile se dessinait dans la fumée.

Au bout d'une heure, nous arrivâmes à un lieu où le chemin se divise : deux sentiers s'ouvraient en cet endroit. Lequel des deux prendre? Le choix était délicat. L'un d'eux aboutissait à un ruisseau dont nous ne connaissions pas la profondeur, l'autre à une éclaircie. La lune, qui se levait alors, nous montrait devant nous une vallée remplie de débris. Plus loin nous apercevions deux maisons. Il était si important de ne point s'égarer dans un pareil lieu et à cette heure, que nous résolûmes de prendre des renseignemens avant d'aller plus loin. Mon compagnon resta pour tenir les chevaux, et moi, jetant mon fusil sur mon épaule, je descendis dans le vallon. Bientôt je m'aperçus que j'entrais dans un défrichement tout récent. Des arbres immenses, non encore débarrassés de leurs branches,

couvraient la terre. En sautant de l'un à l'autre, je parvins assez rapidement jusqu'auprès des maisons; mais le même ruisseau que nous avions déjà rencontré m'en séparait. Heureusement son cours se trouvait obstrué dans cet endroit par de grands chênes que la hache du pionnier y avait sans doute précipités. Je réussis à me glisser le long de ces arbres, et j'arrivai enfin sur l'autre bord. J'approchai avec précaution des deux maisons, que je ne voyais que confusément. Je craignais que ce ne fussent des wig-wams indiens. Elles n'étaient point encore finies. J'en trouvai les portes ouvertes, et aucune voix ne répondit à la mienne. Je revins sur les bords du ruisseau, où je ne pus m'empêcher d'admirer pendant quelques minutes la sublime horreur du lieu. Cette vallée semblait former une arène immense qu'environnait de toutes parts, comme une noire draperie, le feuillage des bois, et au centre de laquelle les rayons de la lune, en se brisant, venaient créer mille images fantastiques qui se jouaient en silence au milieu des débris de la forêt. Du reste, aucun son quelconque, aucun bruit de vie ne s'élevait de cette solitude.

Je songeai enfin à mon compagnon, et je l'appelai à grands cris pour lui apprendre le résultat de mes recherches, l'engager à passer le ruisseau et à venir me retrouver. Nous nous remîmes en route, et à trois quarts d'heure de là nous aperçûmes enfin un défrichement, deux ou trois cabanes, et, ce qui nous fit encore plus de plaisir, une lumière. La rivière, qui s'étendait comme un fil violet au bout du vallon, acheva de nous prouver que nous étions arrivés à Flint-River. Bientôt en effet les aboiemens des chiens firent retentir le bois, et nous nous trouvâmes devant un *log-house*, dont une barrière seule nous séparait. Comme nous nous préparions à la franchir, la lune nous fit apercevoir de l'autre côté un grand ours noir qui, debout sur ses pattes, et tirant à lui sa chaîne, indiquait aussi clairement qu'il le pouvait son intention de nous donner une accolade fraternelle.

— Quel diable de pays est ceci, dis-je, où l'on a des ours pour chiens de garde?

— Il faut appeler, me répliqua mon compagnon; si nous tentions de passer la barrière, nous aurions de la peine à faire entendre raison au portier.

Nous appelons en effet à tue-tête, et si bien qu'un homme enfin se montre à la fenêtre. Après nous avoir examinés au clair de la lune : — Entrez, messieurs, nous dit-il. Trink, allez vous coucher! Au chenil, vous dis-je! ce ne sont pas des voleurs. — L'ours recula en se dandinant, et nous entrâmes. Nous étions à moitié morts de fatigue. Nous demandâmes à notre hôte si on pouvait avoir de l'a-

voine pour nos chevaux. — Sans doute, répondit-il, et il se mit à faucher le champ le plus voisin avec toute la tranquillité américaine et comme il aurait pu le faire en plein midi. Pendant ce temps, nous dessellions nos montures, et nous les attachions, faute d'écurie, aux barrières à travers lesquelles nous venions de passer.

Le lendemain 25 juillet, notre premier soin fut de nous enquérir d'un guide. Un désert de quinze lieues sépare Flint-River de Saginaw, et le chemin qui y conduit est un sentier étroit, à peine reconnaissable à l'œil. Notre hôte approuva notre dessein, et bientôt après il nous amena deux Indiens dans lesquels il nous assura que nous pouvions avoir toute confiance. L'un était un enfant de treize à quatorze ans, l'autre un jeune homme de dix-huit ans. Le corps de ce dernier, sans avoir encore acquis les formes vigoureuses de l'âge mûr, donnait cependant déjà l'idée de l'agilité unie à la force. Il était de moyenne grandeur; sa taille était droite et élancée, ses membres flexibles et bien proportionnés. De longues tresses tombaient de sa tête nue. De plus, il avait eu soin de peindre sur sa figure des lignes noires et rouges de la manière la plus symétrique; un anneau passé dans la cloison du nez, un collier et des boucles d'oreilles complétaient sa parure. Son attirail de guerre n'était pas moins remarquable : d'un côté, la hache de bataille, le célèbre tomahawk; de l'autre, un couteau long et acéré, à l'aide duquel les sauvages enlèvent la chevelure du vaincu. A son cou était suspendue une corne de taureau qui lui servait de poire à poudre, et il tenait dans sa main droite une carabine rayée. Comme chez la plupart des Indiens, son regard était farouche et son sourire bienveillant. A côté de lui, comme pour compléter le tableau, marchait un chien à oreilles droites, à museau allongé, beaucoup plus semblable à un renard qu'à aucune autre espèce d'animal, et dont l'air farouche était en parfaite harmonie avec la contenance de son maître.

Après avoir examiné notre nouveau compagnon avec une attention dont il ne parut pas un seul moment s'apercevoir, nous lui demandâmes ce qu'il désirait de nous pour prix du service qu'il allait nous rendre. L'Indien répondit quelques mots dans sa langue, et l'Américain, se hâtant de prendre la parole, nous apprit que ce que demandait le sauvage pouvait être évalué à deux dollars. — Comme ces pauvres Indiens, ajouta charitablement notre hôte, ne savent pas le prix de l'argent, vous me donnerez les dollars, et je me chargerai volontiers de lui fournir l'équivalent.

Je fus curieux de voir ce que le digne homme appelait l'équivalent de deux dollars, et je le suivis tout doucement dans le lieu où se faisait le marché. Je le vis délivrer à notre guide une paire de mocassins et un mouchoir de poche, objets dont la valeur totale ne

montait certainement pas à la moitié de la somme. L'Indien se retira fort satisfait, et moi je m'en fus sans bruit, disant comme La Fontaine : Ah! si les lions savaient peindre! Au reste ce ne sont pas seulement les Indiens que les pionniers américains prennent pour dupes. Nous étions tous les jours nous-mêmes victimes de leur extrême avidité pour le gain. Il est très vrai qu'ils ne volent point : ils ont trop de lumières pour commettre une dangereuse infraction aux lois; mais je n'ai jamais vu un aubergiste de grande ville surfaire avec plus d'impudeur que ces habitans du désert, chez lesquels je me figurais trouver l'honnêteté primitive et la simplicité des mœurs patriarcales.

Tout était prêt : nous montâmes à cheval, et, passant à gué le ruisseau (Flint-River) qui forme l'extrême limite entre la civilisation et le désert, nous entrâmes pour tout de bon dans la solitude. Nos deux guides marchaient ou plutôt sautaient comme des chats sauvages à travers les obstacles du chemin. Qu'un arbre renversé, un ruisseau, un marais vînt à se rencontrer, ils indiquaient du doigt le meilleur chemin, et ne se retournaient même point pour nous voir sortir du mauvais pas. Habitué à ne compter que sur lui-même, l'Indien conçoit difficilement qu'un autre ait besoin d'aide : il sait vous rendre un service à propos; mais personne ne lui a encore appris l'art de le faire valoir par des prévenances et des soins. Cette manière d'agir aurait peut-être amené quelques observations de notre part; mais il nous était impossible de faire comprendre un seul mot à nos compagnons, et puis nous nous sentions complétement en leur pouvoir. Là en effet, l'échelle était renversée. Plongé dans une obscurité profonde, réduit à ses propres forces, l'homme civilisé marchait en aveugle, incapable non-seulemeut de se guider dans le labyrinthe qu'il parcourait, mais même d'y trouver les moyens de soutenir sa vie. C'est au milieu des mêmes difficultés que triomphait le sauvage. Pour lui, la forêt n'avait point de voile; il s'y trouvait comme dans sa patrie; il y marchait la tête haute, guidé par un instinct plus sûr que la boussole du navigateur. Au sommet du plus grand arbre, sous les feuillages les plus épais, son œil découvrait le gibier près duquel l'Européen eût passé et repassé cent fois en vain. De temps en temps, nos Indiens s'arrêtaient. Ils mettaient le doigt sur leurs lèvres pour nous inviter au silence, et nous faisaient signe de descendre de cheval: guidés par eux, nous parvenions jusqu'au lieu d'où ils nous montraient l'oiseau que nous cherchions, et que nous n'avions encore pu découvrir. C'était chose curieuse à voir que le sourire méprisant avec lequel ils nous guidaient par la main comme des enfans, et nous amenaient enfin près de l'objet qu'eux-mêmes apercevaient depuis longtemps.

A mesure cependant que nous avancions, les dernières traces de l'homme s'effaçaient. Bientôt tout cessa d'annoncer même la présence du sauvage, et nous eûmes devant nous le spectacle après lequel nous courions depuis si longtemps : l'intérieur d'une forêt vierge. Au milieu d'un taillis peu épais, et à travers lequel on peut apercevoir les objets à une assez grande distance, s'élevait d'un seul jet une haute futaie composée presque en totalité de pins et de chênes. Obligé de croître sur un terrain très circonscrit et privé des rayons du soleil, chacun de ces arbres monte rapidement pour chercher l'air et la lumière. Aussi droit que le mât d'un vaisseau, il s'élance au-dessus de tout ce qui l'environne. C'est seulement quand il est parvenu à une région supérieure, qu'il étend tranquillement ses branches et s'enveloppe de leur ombre. D'autres le suivent bientôt dans cette sphère élevée, et tous, entrelaçant leurs rameaux, forment comme un dais immense. Au-dessous de cette voûte humide et immobile, l'aspect change et prend un caractère nouveau. Un ordre majestueux règne au-dessus de votre tête. Près du sol au contraire, tout offre l'image de la confusion et du chaos : des troncs incapables de supporter plus longtemps leurs branches se sont fendus dans la moitié de leur hauteur, et ne présentent plus à l'œil qu'un sommet aigu et déchiré. D'autres, longtemps ébranlés par le vent, ont été précipités d'une seule pièce sur la terre. Arrachées du sol, leurs racines forment comme autant de remparts naturels derrière lesquels plusieurs hommes pourraient facilement se mettre à couvert. Des arbres immenses, retenus par les branches qui les environnent, restent suspendus dans les airs et tombent en poussière sans toucher le sol. Il n'y a pas parmi nous de pays si peu peuplé où une forêt soit assez abandonnée à elle-même pour que les arbres, après y avoir suivi tranquillement leur carrière, y tombent enfin de décrépitude. C'est l'homme qui les frappe dans la force de leur âge et qui débarrasse la forêt de leurs débris. Dans les solitudes de l'Amérique, la nature toute-puissante est le seul agent de ruine comme le seul pouvoir de reproduction. Ainsi que dans les forêts soumises au domaine de l'homme, la mort frappe ici sans cesse; mais personne n'enlève les débris qu'elle a faits : chaque jour ajoute à leur nombre. Ils tombent, ils s'accumulent les uns sur les autres; le temps ne peut suffire à les réduire assez vite en poussière et à préparer de nouvelles places. Là se trouvent couchées côte à côte plusieurs générations de morts. Les uns, arrivés au dernier terme de dissolution, ne présentent plus à l'œil qu'un long trait de poussière rouge tracé dans l'herbe; d'autres, déjà consumés à moitié par le temps, conservent cependant leur forme. Il en est enfin qui, tombés d'hier, étendent encore leurs longs rameaux sur la terre et arrêtent à chaque instant les pas du voyageur.

Il nous est souvent arrivé d'admirer sur l'Océan une de ces soirées calmes et sereines, alors que les voiles, flottant paisiblement le long des mâts, laissent ignorer au matelot de quel côté s'élèvera la brise. Ce repos de la nature entière n'est pas moins imposant dans les solitudes du Nouveau-Monde que sur l'immensité des mers. Lorsqu'au milieu du jour le soleil darde ses rayons sur la forêt, on entend souvent retentir dans ses profondeurs comme un long gémissement, un cri plaintif qui se prolonge au loin. C'est le dernier effort du vent qui expire; tout rentre alors autour de vous dans un silence si profond, une immobilité si complète, que l'âme se sent pénétrée d'une sorte de terreur religieuse; le voyageur s'arrête, il regarde. Pressés les uns contre les autres, entrelacés dans leurs rameaux, les arbres de la forêt semblent ne former qu'un seul tout, un édifice immense et indestructible sous les voûtes duquel règne une obscurité éternelle. De quelque côté qu'on porte ses regards, on n'aperçoit qu'une scène de violence et de destruction : des arbres rompus, des troncs déchirés; tout annonce que les élémens se font ici perpétuellement la guerre, mais la lutte est interrompue. On dirait que, sur l'ordre d'un pouvoir surnaturel, le mouvement s'est subitement arrêté. Des branches à moitié brisées semblent tenir encore par quelques liens secrets au tronc qui ne leur offre plus d'appui; des arbres déjà déracinés n'ont pas eu le temps d'arriver jusqu'à terre, et sont restés suspendus dans les airs. On écoute, on retient sa respiration avec crainte pour mieux saisir le moindre retentissement de l'existence; aucun son, aucun murmure ne parvient jusqu'à vous. Il nous est arrivé quelquefois en Europe de nous trouver égaré au fond d'un bois; mais toujours quelques bruits de vie venaient y frapper notre oreille. C'était le tintement éloigné de la cloche du village le plus voisin, les pas d'un voyageur, la hache du bûcheron, l'explosion d'une arme à feu, les aboiemens d'un chien, ou seulement cette rumeur confuse qui s'élève d'un pays civilisé. Ici non-seulement l'homme manque, mais la voix même des animaux ne se fait pas entendre. Les plus petits d'entre eux ont quitté ces lieux pour se rapprocher des habitations humaines, les plus grands pour s'en éloigner encore davantage; ceux qui restent se tiennent cachés à l'abri des rayons du soleil. Ainsi tout est immobile, tout dans les bois est silencieux sous leur feuillage; on dirait que le Créateur a, pour un moment, détourné sa face, et que les forces de la nature sont paralysées.

Ce n'est pas au reste dans ce seul cas que nous avons remarqué la singulière analogie qui existe entre la vue de l'Océan et l'aspect d'une forêt sauvage. Dans l'un comme dans l'autre spectacle, l'idée de l'immensité vous assiége. La continuité, la monotonie des mêmes scènes étonne et accable l'imagination. Nous avons retrouvé, plus

fort et plus poignant peut-être, dans les solitudes du Nouveau-Monde le sentiment d'isolement et d'abandon qui nous avait semblé si pesant au milieu de l'Atlantique. Sur la mer du moins, le voyageur contemple un vaste horizon vers lequel il dirige toujours sa vue avec espérance : il voit devant lui jusqu'où son œil peut atteindre, et il aperçoit le ciel; mais dans cet océan de feuillage, qui peut indiquer le chemin? Vers quels objets tourner ses regards? En vain s'élève-t-on sur le sommet des plus grands arbres, d'autres plus élevés encore vous environnent. Inutilement gravit-on les collines, partout la forêt semble marcher avec vous, et cette même forêt s'étend devant vos pas jusqu'au pôle arctique et jusqu'à l'Océan-Pacifique. Vous pouvez parcourir des milliers de lieues sous son ombrage, et vous avancez toujours sans paraître changer de place...

...Mais il est temps de revenir à la route de Saginaw. Nous marchions déjà depuis cinq heures dans une complète ignorance des lieux où nous nous trouvions, lorsque nos Indiens s'arrêtèrent, et l'aîné, qui s'appelait Sagan-Cuisco, fit une ligne sur le sable. Il en montra l'un des bouts en s'écriant : *Michi-Couté-ouinque* (c'est le nom indien de *Flint-River*), et l'extrémité opposée en prononçant le nom de *Saginaw;* puis, marquant un point au milieu de la ligne, il nous indiqua que nous étions parvenus à la moitié du chemin et qu'il fallait se reposer quelques instans.

Le soleil était déjà haut sur l'horizon, et nous eussions accepté avec plaisir l'invitation qui nous était faite, si nous eussions aperçu de l'eau à notre portée; mais, n'en voyant pas aux environs, nous fîmes signe à l'Indien que nous voulions manger et boire en même temps. Il nous comprit aussitôt, et se mit en marche avec la même rapidité qu'auparavant. A une heure de là, il s'arrêta de nouveau, et nous montra à trente pas dans le bois un endroit où il fit signe qu'il y avait de l'eau. Sans attendre notre réponse et sans nous aider à desseller nos chevaux, il s'y rendit lui-même; nous nous hâtâmes de le suivre. Le vent avait renversé depuis peu un grand arbre en cet endroit; dans le trou qu'avaient occupé ses racines se trouvait un peu d'eau de pluie. C'était la fontaine à laquelle nous conduisit notre guide, sans avoir l'air de penser qu'on pût hésiter à user d'un pareil breuvage. Nous ouvrîmes notre sac. Autre infortune, la chaleur avait absolument gâté nos provisions, et nous nous vîmes réduits pour tout dîner à un très petit morceau de pain, le seul que nous eussions pu trouver à Flint-River. Qu'on ajoute à cela une nuée de moustiques qu'attirait le voisinage de l'eau, et qu'il fallait combattre d'une main en portant de l'autre le morceau à la bouche, et l'on aura l'idée d'un dîner champêtre dans une forêt vierge. Tant que nous mangeâmes, nos Indiens se tinrent assis les

bras croisés sur le tronc abattu dont j'ai parlé. Quand ils virent que nous avions fini, ils nous firent signe qu'eux aussi avaient faim. Nous leur montrâmes notre sac vide : ils secouèrent la tête sans mot dire. L'Indien ne sait pas ce que c'est que des heures réglées pour ses repas : il se gorge de nourriture quand il le peut, et jeûne ensuite jusqu'à ce qu'il trouve de quoi satisfaire son appétit; les loups agissent de même en pareille circonstance.

Bientôt nous pensons à remonter à cheval; mais nous nous apercevons avec une grande frayeur que nos montures ont disparu. Sans doute aiguillonnées par la faim, elles se sont éloignées du sentier où nous les avions laissées, et ce n'est qu'avec peine que nous parvenons à nous remettre sur leurs traces; alors nous bénissons les moustiques qui nous ont fait songer au départ, et nous continuons notre route. Le sentier que nous suivons ne tarde pas à devenir de plus en plus difficile à reconnaître. A chaque instant, nos chevaux ont à forcer le passage à travers d'épais buissons, ou à sauter pardessus des troncs d'arbres immenses qui nous barrent le chemin. Au bout de deux heures d'une route extrêmement pénible, nous arrivons enfin sur le bord d'une rivière peu profonde, mais très encaissée. Nous la traversons à gué, et, parvenus sur le haut de la berge opposée, nous voyons un champ de maïs et deux cabanes assez semblables à des *log-houses*. Nous reconnaissons en approchant que nous sommes dans un petit établissement indien : les *log-houses* sont des *wig-wams*. Du reste, la plus profonde solitude règne là comme dans la forêt environnante.

Parvenu devant la première de ces demeures abandonnées, Sagan-Cuisco s'arrête. Il examine attentivement tous les objets alentour; déposant sa carabine et s'approchant de nous, il trace d'abord une ligne sur le sable, nous indiquant de la même manière qu'auparavant que nous n'avons encore fait que les deux tiers du chemin; puis se relevant, il nous montre le soleil, faisant signe qu'il descendait rapidement vers le couchant; il regarde ensuite le *wig-wam* et ferme les yeux. Ce langage était fort intelligible : il voulait nous faire coucher en cet endroit. J'avoue que la proposition nous surprit fort et ne nous plut guère. Nous n'avions pas mangé depuis longtemps et n'étions que médiocrement tentés de nous coucher sans souper. La majesté sombre et sauvage des scènes dont nous étions témoins depuis le matin, l'isolement complet où nous nous trouvions, la contenance farouche de nos conducteurs, avec lesquels il était impossible d'entrer en rapport, rien de tout cela d'ailleurs n'était de nature à faire naître en nous la confiance. Il y avait de plus dans la conduite des Indiens quelque chose de singulier qui ne nous rassurait point. La route que nous venions de suivre depuis

deux heures semblait encore moins fréquentée que celle que nous avions parcourue auparavant. Personne ne nous avait jamais dit que nous dussions traverser un village indien, et chacun nous avait assuré au contraire qu'on pouvait aller en un seul jour de Flint-River à Saginaw. Nous ne pouvions donc concevoir pourquoi nos guides voulaient nous retenir la nuit dans ce désert.

Nous insistâmes pour marcher. L'Indien fit signe que nous serions surpris par l'obscurité dans les bois. Forcer nos guides à continuer leur route eût été une tentative dangereuse. Je me décidai à tenter leur cupidité; mais l'Indien est le plus philosophe de tous les hommes : il a peu de besoins, et partant peu de désirs. La civilisation n'a point de prise sur lui, il ignore et il méprise ses douceurs. Je m'étais cependant aperçu que Sagan-Cuisco avait fait une attention particulière à une petite bouteille d'osier qui pendait à mon côté. Une bouteille qui ne se casse pas! Voilà une chose dont l'utilité lui était tombée sous le sens et qui avait excité chez lui une admiration réelle. Mon fusil et ma bouteille étaient les seules parties de mon attirail européen qui eussent paru exciter son envie. Je lui fis signe que je lui donnerais ma bouteille, s'il nous conduisait sur-le-champ à Saginaw. L'Indien parut alors violemment combattu; il regarda encore le soleil, puis la terre; enfin, prenant son parti, il saisit sa carabine, poussa deux fois, en mettant la main sur sa bouche, le cri : *ouh! ouh!* et il s'élança devant nous dans les broussailles. Nous le suivîmes au grand trot et nous eûmes bientôt perdu de vue les demeures indiennes. Nos guides coururent ainsi pendant deux heures avec plus de rapidité qu'ils n'avaient encore fait.

Cependant la nuit nous gagnait, et les derniers rayons du soleil venaient de disparaître dans les cimes de la forêt, lorsque Sagan-Cuisco fut surpris par un violent saignement de nez qui le força de s'arrêter. Quelque habitué que ce jeune homme parût être, ainsi que son frère, aux exercices du corps, il était évident que la fatigue et le manque de nourriture avaient épuisé ses forces. Nous commencions à craindre que nos guides ne renonçassent à l'entreprise et ne voulussent coucher au pied d'un arbre; nous prîmes donc le parti de les faire monter alternativement sur nos chevaux. Les Indiens acceptèrent notre offre sans étonnement ni humilité. C'était une chose bizarre à voir que ces hommes à moitié nus établis gravement sur une selle anglaise et portant nos carnassières et nos fusils en bandoulière, tandis que nous cheminions péniblement à pied devant eux.

La nuit vint enfin. Une humidité glaciale commença à se répandre sous le feuillage. L'obscurité donnait alors à la forêt un aspect nouveau et terrible. L'œil n'apercevait plus autour de lui que des masses

confusément amoncelées sans ordre ni symétrie, des formes étranges et disproportionnées, des scènes incohérentes, des images fantastiques qui semblaient empruntées à l'imagination malade d'un fiévreux. Jamais nos pas n'avaient réveillé plus d'échos, jamais le silence de la forêt ne nous avait paru si formidable. On eût dit que le bourdonnement des moustiques était la seule respiration de ce monde endormi.

A mesure que nous avancions, les ténèbres devenaient plus profondes; seulement de temps en temps une mouche à feu traversant le bois traçait comme un fil lumineux dans ses profondeurs. Nous reconnaissions trop tard la justesse des conseils de l'Indien, mais il ne s'agissait plus de reculer. Nous continuons donc à marcher aussi rapidement que nos forces et la nuit peuvent nous le permettre. Au bout d'une heure, nous arrivons à la fin du bois, et nous nous trouvons dans une vaste prairie. Nos guides poussent trois fois un cri sauvage qui retentit comme les notes discordantes d'un tam-tam. On y répond dans le lointain. Cinq minutes après, nous sommes sur le bord d'une rivière dont l'obscurité nous empêche d'apercevoir la rive opposée. Les Indiens font halte en cet endroit. Ils s'entourent de leurs couvertures pour éviter la piqûre des moustiques, et, se cachant dans l'herbe, ils ne forment bientôt plus qu'une boule de laine à peine perceptible, et dans laquelle il serait impossible de reconnaître la forme d'un homme.

Nous mettons nous-mêmes pied à terre et attendons patiemment ce qui va suivre. Au bout de quelques minutes, un léger bruit se fait entendre, et quelque chose s'approche du rivage. C'était un canot indien long de dix pieds environ et formé d'un seul arbre. L'homme qui était accroupi au fond de cette fragile embarcation portait le costume et avait toute l'apparence d'un Indien. Il adressa la parole à nos guides, qui, à son commandement, se hâtèrent d'enlever les selles de nos chevaux et de les disposer dans la pirogue. Comme je me préparais moi-même à y monter, le prétendu Indien s'avança vers moi, me plaça deux doigts sur l'épaule et me dit avec un accent normand qui me fit tressaillir : « — Ah ! vous venez de la vieille France !... Attendez, n'allez pas trop vitement; y en a des fois ici qui s'y noient. » Mon cheval m'aurait adressé la parole que je n'aurais pas, je crois, été plus surpris. J'envisageai celui qui m'avait parlé, et dont la figure, frappée des premiers rayons de la lune, reluisait alors comme une boule de cuivre. — Qui êtes-vous donc? lui dis-je; vous parlez français et vous avez l'air d'un Indien? Il me répondit qu'il était un *bois-brûlé*, c'est-à-dire le fils d'un Canadien et d'une Indienne. J'aurai souvent occasion de parler de cette singulière race de métis qui couvre toutes les frontières du Canada et une

partie de celles des États-Unis. Pour le moment, je ne songeai qu'au plaisir de parler ma langue maternelle.

Suivant les conseils de notre compatriote le sauvage, je m'assis au fond du canot et me tins aussi en équilibre qu'il m'était possible; mon cheval, que je tenais seulement par la bride, entra dans la rivière, nageant à côté de moi, tandis que le Canadien poussait la nacelle de l'aviron, tout en chantant à demi-voix sur un vieil air français le couplet suivant dont je ne saisis que les deux premiers vers :

Entre Paris et Saint-Denis
Il était une fille, etc.

Nous arrivâmes ainsi sans accident sur l'autre bord; le canot retourna aussitôt chercher mon compagnon. Je me rappellerai toute ma vie le moment où pour la seconde fois il s'approcha du rivage. La lune, qui était dans son plein, se levait précisément alors audessus de la prairie que nous venions de traverser, la moitié de son disque apparaissait seule sur l'horizon; on eût dit une porte mystérieuse à travers laquelle s'échappait vers nous la lumière d'une autre sphère. Les rayons qui en sortaient venaient se refléter dans les eaux du fleuve, et arrivaient en scintillant jusqu'à moi. Sur la ligne même où vacillait cette pâle clarté, s'avançait la pirogue indienne. On n'apercevait pas de rames, on n'entendait point le bruit des avirons. Elle glissait rapidement et sans effort, longue, étroite et noire, semblable à un alligator du Mississipi qui s'allonge sur la rive pour y saisir sa proie. Accroupi sur la pointe du canot, Sagan-Cuisco, la tête appuyée contre ses genoux, ne laissait voir que les tresses luisantes de sa chevelure; à l'autre extrémité, le Canadien ramait en silence, tandis que derrière lui, le cheval de Beaumont faisait rejaillir l'eau de la Saginaw sous l'effort de sa puissante poitrine. Il y avait dans l'ensemble de ce spectacle une grandeur sauvage qui fit alors et qui a laissé depuis une impression profonde dans notre âme.

Débarqués sur le rivage, nous nous hâtâmes de nous rendre à une maison que la lune venait de nous faire apercevoir à cent pas du fleuve, et où le Canadien nous assura que nous pouvions trouver un gîte. Nous parvînmes en effet à nous y établir convenablement, et nous y aurions probablement réparé nos forces par un profond sommeil, si nous avions pu nous débarrasser des myriades de moustiques dont la maison était remplie; mais c'est ce à quoi nous ne pûmes jamais parvenir. L'animal qu'en anglais on appelle *mosquito*, et *maringouin* en français canadien, est un petit insecte semblable en tout au *cousin* de France, dont il diffère seulement par la grosseur. Il est généralement plus grand, et sa trompe est si forte et si

acérée que les étoffes de laine peuvent seules garantir de ses piqûres. Ces petits moucherons sont le fléau des solitudes de l'Amérique. Leur présence suffirait pour y rendre un long séjour insupportable. Quant à moi, je déclare n'avoir jamais éprouvé un tourment semblable à celui qu'ils m'ont fait souffrir pendant tout le cours de ce voyage, et particulièrement durant notre séjour à Saginaw. Le jour, ils nous empêchaient de dessiner, d'écrire, de rester un seul moment en place; la nuit, ils circulaient par milliers autour de nous; chaque endroit du corps que nous laissions découvert leur servait à l'instant de rendez-vous. Réveillés par la douleur que causait la piqûre, nous nous couvrions la tête de nos draps; leur aiguillon passait à travers. Chassés, poursuivis ainsi par eux, nous nous levions et nous allions respirer l'air du dehors jusqu'à ce que l'excès de la fatigue nous procurât enfin un sommeil pénible et interrompu.

Nous sortîmes de très bonne heure, et le premier spectacle qui nous frappa en quittant la maison, ce fut la vue de nos Indiens qui, roulés dans leurs couvertures près de la porte, dormaient à côté de leurs chiens. Nous apercevions alors pour la première fois au grand jour le village de Saginaw, que nous étions venus chercher de si loin. Une petite plaine cultivée, bordée au sud par une belle et tranquille rivière, à l'est, à l'ouest et au nord par la forêt, composait tout le territoire de la cité naissante. Près de nous s'élevait une maison dont la structure annonçait l'aisance du propriétaire. C'était celle où nous venions de passer la nuit. Une demeure de même espèce s'apercevait à l'autre extrémité du défrichement. Dans l'intervalle et le long de la lisière du bois, deux ou trois *log-houses* se perdaient à moitié dans le feuillage.

Sur la rive opposée du fleuve s'étendait la prairie comme un océan sans bornes dans un jour de calme. Une colonne de fumée s'en échappait alors et montait paisiblement vers le ciel. En ramenant l'œil au point d'où elle venait, on découvrait enfin deux ou trois *wig-wams*, dont la forme conique et le sommet aigu se confondaient avec les herbes de la prairie. Une charrue renversée, des bœufs regagnant d'eux-mêmes le labour, quelques chevaux à moitié sauvages complétaient le tableau.

De quelque côté que s'étendît la vue, l'œil cherchait en vain la flèche d'un clocher gothique, la croix de bois qui marque le chemin ou le seuil couvert de mousse du presbytère. Ces vénérables restes de l'antique civilisation chrétienne n'ont point été transportés dans le désert. Rien n'y réveille encore l'idée du passé ni de l'avenir. On ne rencontre même pas d'asiles consacrés à ceux qui ne sont plus. La mort n'a pas eu le temps de réclamer son domaine ni de faire borner son champ. Ici l'homme semble encore s'introduire furtive-

ment dans la vie. Plusieurs générations ne se réunissent point autour d'un berceau pour exprimer des espérances souvent trompeuses et se livrer à des joies prématurées que dément l'avenir. Son nom n'est point inscrit sur les registres de la cité; la religion ne vient point mêler ses touchantes solennités aux sollicitudes de la famille. Les prières d'une femme, quelques gouttes d'eau versées sur la tête d'un enfant par la main de son père, lui ouvrent sans bruit les portes du ciel.

Le village de Saginaw est le dernier point habité par les Européens au nord-ouest de la vaste presqu'île de Michigan. On peut le considérer comme un poste avancé, une sorte de guérite que les blancs sont venus planter au milieu des nations indiennes. Les révolutions de l'Europe, les clameurs tumultueuses qui s'élèvent sans cesse de l'univers policé n'arrivent ici que de loin en loin et comme le retentissement d'un son dont l'oreille ne peut plus percevoir la nature ni l'origine. Tantôt ce sera un Indien qui, en passant, racontera avec la poésie du désert quelques-unes des tristes réalités de la vie sociale, tantôt un journal oublié dans le havresac d'un chasseur, ou seulement cette rumeur vague qui se propage par des voies inconnues, et ne manque presque jamais d'avertir les hommes qu'il se passe quelque chose d'extraordinaire sous le soleil. Une fois par an un vaisseau, remontant le cours de la Saginaw, vient renouer cet anneau détaché de la grande chaîne européenne qui déjà enveloppe le monde de ses replis. Il apporte au nouvel établissement des produits divers de l'industrie et enlève en retour les fruits du sol.

Trente personnes, hommes, femmes, vieillards et enfans, composaient seuls, lors de notre passage, cette petite société, embryon à peine formé, germe naissant confié au désert, et que le désert doit féconder. Le hasard, l'intérêt ou les passions avaient réuni dans cet espace étroit ces trente personnes. Du reste, il n'existait point entre elles de liens communs, et elles différaient profondément les unes des autres. On y remarquait des Canadiens, des Américains, des Indiens et des métis.

Des philosophes ont cru que la nature humaine, partout la même, ne variait que suivant les institutions et les lois des différentes sociétés. C'est là une de ces opinions que semble démentir à chaque page l'histoire du monde. Les nations et les individus s'y montrent tous avec une physionomie qui leur est propre. Les traits caractéristiques de leur visage se reproduisent à travers toutes les transformations qu'ils subissent. Les lois, les mœurs, les religions changent, la puissance et la richesse se déplacent, le costume varie, l'aspect extérieur change, les préjugés s'effacent ou se substituent les uns aux autres. Parmi ces changemens divers, vous reconnaissez tou-

jours le même peuple. Quelque chose d'inflexible apparaît au milieu de la flexibilité humaine. Les hommes qui habitent cette petite plaine cultivée appartiennent à deux races qui, depuis plus d'un siècle, existent sur le sol américain et y obéissent aux mêmes lois. Ils n'ont pourtant rien de commun entre eux. Ce sont encore des Anglais et des Français tels qu'ils se montrent aux bords de la Seine et de la Tamise.

Pénétrez sous cette cabane de feuillage; vous y rencontrerez un homme dont l'accueil cordial et la figure ouverte vous annonceront dès l'abord le goût des plaisirs sociaux et l'insouciance de la vie. Dans le premier moment, vous le prendrez peut-être pour un Indien. Soumis à la vie sauvage, il en a volontairement adopté les habits, les usages et presque les mœurs : il porte des mocassins, le bonnet de loutre et le manteau de laine. Il est infatigable chasseur, couche à l'affût, vit de miel sauvage et de chair de bison.

Cet homme n'en est pas moins resté un Français gai, entreprenant, fier de son origine, amant passionné de la gloire militaire, plus vaniteux qu'intéressé, homme d'instinct, obéissant à son premier mouvement moins qu'à sa raison, préférant le bruit à l'argent. Pour venir au désert, il semble avoir brisé tous les liens qui l'attachaient à la vie. On ne lui voit ni femme ni enfans. Cet état est contraire à ses mœurs, mais il s'y soumet facilement comme à toute chose. Livré à lui-même, il se sentirait naturellement l'humeur casanière. Nul plus que lui n'a le goût du foyer domestique. Nul n'aime mieux à réjouir sa vue par l'aspect du clocher paternel; mais on l'a arraché à ses habitudes tranquilles, on a frappé son imagination par des tableaux nouveaux, on l'a transporté sous un autre ciel : ce même homme s'est senti tout à coup possédé d'un besoin insatiable d'émotions violentes, de vicissitudes et de dangers. L'Européen le plus civilisé est devenu l'adorateur de la vie sauvage. Il préférera les savanes aux rues des villes, la chasse à l'agriculture. Il se jouera de l'existence et vivra sans nul souci de l'avenir. Les blancs de France, disaient les Indiens du Canada, sont aussi bons chasseurs que nous. Comme nous, ils méprisent les commodités de la vie et bravent les terreurs de la mort; Dieu les avait créés pour habiter la cabane du sauvage et vivre dans le désert.

A quelques pas de cet homme habite un autre Européen qui, soumis aux mêmes difficultés, s'est raidi contre elles. Celui-ci est froid, tenace, impitoyable argumentateur. Il s'attache à la terre et arrache à la vie sauvage tout ce qu'il peut lui ôter. Il lutte sans cesse contre elle, il la dépouille chaque jour de quelques-uns de ses attributs. Il transporte, pièce à pièce, dans le désert ses lois, ses habitudes, ses usages, et, s'il se peut, jusqu'aux moindres recherches

de sa civilisation avancée. L'émigrant des États-Unis n'estime de la victoire que ses résultats; il tient que la gloire est un vain bruit, et que l'homme ne vient au monde que pour y acquérir l'aisance et les commodités de la vie : brave pourtant, mais brave par calcul; brave parce qu'il a découvert qu'il y avait plusieurs choses plus difficiles à supporter que la mort; aventurier entouré de sa famille, et qui cependant prise peu les plaisirs intellectuels et les charmes de la vie sociale.

Placé de l'autre côté du fleuve, au milieu des roseaux de la Saginaw, l'Indien jette de temps en temps un regard stoïque sur les habitations de ses frères d'Europe. N'allez pas croire qu'il admire leurs travaux ou envie leur sort. Depuis bientôt trois cents ans que le sauvage de l'Amérique se débat contre la civilisation qui le pousse et l'enveloppe, il n'a point encore appris à connaître et à estimer son ennemi. Les générations se succèdent en vain chez les deux races. Comme deux fleuves parallèles, elles coulent depuis trois siècles vers un abîme commun. Un espace étroit les sépare, mais elles ne mêlent point leurs flots. Ce n'est pas que l'aptitude naturelle manque à l'indigène du Nouveau-Monde; mais sa nature semble repousser obstinément nos idées et nos arts. Couché sur son manteau, au milieu de la fumée de sa hutte, l'Indien regarde avec mépris la demeure commode de l'Européen. Pour lui, il se complaît avec orgueil dans sa misère, et son cœur se gonfle et s'élève aux images de son indépendance barbare. Il sourit amèrement en nous voyant tourmenter notre vie pour acquérir des richesses inutiles. Ce que nous appelons industrie, il l'appelle sujétion honteuse. Il compare le laboureur au bœuf qui trace péniblement son sillon. Ce que nous nommons les commodités de la vie, il les nomme des jouets d'enfant ou des recherches de femme. Il ne nous envie que nos armes. Quand l'homme peut abriter la nuit sa tête sous une tente de feuillage, allumer du feu pour chasser les moustiques en été et se garantir du froid en hiver, lorsque ses chiens sont bons et la contrée giboyeuse, que saurait-il demander de plus à l'Être éternel?

A l'autre bord de la Saginaw, près des défrichemens européens, et pour ainsi dire sur les confins de l'ancien monde et du nouveau, s'élève une cabane rustique plus commode que le *wig-wam* du sauvage, plus grossière que la maison de l'homme policé : c'est la demeure du métis. Lorsque nous nous présentâmes pour la première fois à la porte de cette hutte à demi civilisée, nous fûmes tout surpris d'entendre dans l'intérieur une voix douce qui psalmodiait sur un air indien les cantiques de la pénitence. Nous nous arrêtâmes un moment pour écouter. Les modulations des sons étaient lentes et profondément mélancoliques; on reconnaissait aisément cette har-

monie plaintive qui caractérise tous les chants de l'homme au désert.

Nous entrâmes : le maître était absent. Assise au milieu de l'appartement, les jambes croisées sur une natte, une jeune femme travaillait à faire des mocassins. Du pied, elle berçait un enfant dont le teint cuivré et les traits annonçaient la double origine. Cette femme était habillée comme une de nos paysannes, sinon que ses pieds étaient nus et que ses cheveux tombaient librement sur ses épaules. En nous apercevant, elle se tut avec une sorte de crainte respectueuse. Nous lui demandâmes si elle était Française. — Non, répondit-elle en souriant. — Anglaise? — Non plus, dit-elle. Elle baissa les yeux et ajouta : — Je ne suis qu'une sauvage.

Enfant des deux races, élevé dans l'usage de deux langues, nourri dans des croyances diverses et bercé dans des préjugés contraires, le métis forme un composé aussi inexplicable aux autres qu'à lui-même. Les images du monde, lorsqu'elles viennent se réfléchir sur son cerveau grossier, ne lui apparaissent que comme un chaos inextricable, dont son esprit ne saurait sortir. Fier de son origine européenne, il méprise le désert, et pourtant il aime la liberté sauvage qui y règne; il admire la civilisation, et ne peut complétement se soumettre à son empire. Ses goûts sont en contradiction avec ses idées, ses opinions avec ses mœurs. Ne sachant comment se guider au jour incertain qui l'éclaire, son âme se débat péniblement dans les langes d'un doute universel : il adopte des usages opposés, il prie à deux autels, il croit au rédempteur du monde et aux amulettes du jongleur, et il arrive au bout de sa carrière sans avoir pu débrouiller le problème obscur de son existence.

Ainsi donc, dans ce coin de terre ignoré du monde, la main de Dieu avait déjà jeté les semences de nations diverses. Déjà plusieurs races différentes, plusieurs peuples distincts, se trouvent ici en présence. Quelques membres exilés de la grande famille humaine se sont rencontrés dans l'immensité des bois. Leurs besoins sont communs : ils ont à lutter contre les bêtes de la forêt, la faim, l'inclémence des saisons. Ils sont trente à peine au milieu d'un désert où tout se refuse à leur effort, et ils ne jettent les uns sur les autres que des regards de haine et de soupçon. La couleur de la peau, la pauvreté ou l'aisance, l'ignorance ou les lumières, ont déjà établi parmi eux des classifications indestructibles : des préjugés nationaux, des préjugés d'éducation et de naissance, les divisent et les isolent. Où trouver dans un cadre plus étroit un plus complet tableau des misères de notre nature? Il y manque cependant encore un trait.

Les lignes profondes que la naissance et l'opinion ont tracées entre la destinée de ces hommes ne cessent point avec la vie, mais

s'étendent au-delà du tombeau. Six religions ou sectes diverses se partagent la foi de cette société naissante. Le catholicisme avec son immobilité formidable, ses dogmes absolus, ses terribles anathèmes et ses immenses récompenses, la réformation avec son mouvement incessant et ses variations continues, l'antique paganisme, trouvent ici leurs représentans. On y adore déjà en six manières différentes l'Être unique et éternel qui a créé tous les hommes à son image. On s'y dispute avec ardeur le ciel, que chacun prétend exclusivement son héritage. Bien plus, au milieu des misères de la solitude et des maux du présent, l'imagination humaine s'y épuise encore à enfanter pour l'avenir d'inexprimables douleurs. Le luthérien condamne au feu éternel le calviniste, le calviniste l'unitaire, et le catholique les enveloppe tous dans une réprobation commune. Plus tolérant dans sa foi grossière, l'Indien se borne à exiler son frère d'Europe des campagnes heureuses qu'il se réserve pour lui. Fidèle aux traditions confuses que lui ont léguées ses pères, il se console aisément des maux de la vie, et meurt tranquille en rêvant aux forêts toujours vertes que n'ébranlera jamais la hache du pionnier, et où le daim et le castor viendront s'offrir à ses coups durant les jours sans nombre de l'éternité.

Après déjeuner, nous allâmes voir le plus riche propriétaire du village, M. Williams. Nous le trouvâmes dans sa boutique, occupé à vendre à des Indiens une multitude d'objets de peu de valeur, tels que couteaux, colliers de verre, pendans d'oreilles, etc. C'était pitié de voir comme ces malheureux étaient traités par leurs frères civilisés d'Europe. Du reste, tous ceux que nous vîmes là rendaient une justice éclatante aux sauvages. Ils étaient bons, inoffensifs, mille fois moins enclins au vol que le blanc; c'était dommage seulement qu'ils commençassent à s'éclairer sur le prix des choses. Et pourquoi cela, s'il vous plaît? Parce que les bénéfices dans le commerce qu'on faisait avec eux devenaient tous les jours moins considérables. Apercevez-vous ici la supériorité de l'homme civilisé? L'Indien aurait dit, dans sa simplicité grossière, qu'il trouvait tous les jours plus de difficultés à tromper son voisin; mais le blanc découvre dans le perfectionnement du langage une nuance heureuse qui exprime la chose et sauve la honte.

En revenant de chez M. Williams, nous eûmes l'idée de remonter la Saginaw à quelqne distance, pour aller tirer les canards sauvages qui peuplent ses rives. Comme nous étions occupés à cette chasse, une pirogue se détacha d'entre les roseaux du fleuve, et des Indiens vinrent à notre rencontre pour considérer mon fusil, qu'ils avaient aperçu de loin. J'ai toujours remarqué que cette arme, qui n'a cependant rien d'extraordinaire, m'attirait parmi les sauvages une

considération toute spéciale. Un fusil qui peut tuer deux hommes en une seconde et part dans l'humidité, c'était, suivant eux, une merveille au-dessus de toute évaluation, un chef-d'œuvre sans prix. Ceux qui nous abordèrent témoignèrent, suivant l'habitude, une grande admiration. Ils demandèrent d'où venait mon fusil; notre jeune guide répondit qu'il avait été fait de l'autre côté de la grande eau, chez les pères des Canadiens, ce qui ne le rendit pas, comme on peut le croire, moins précieux à leurs yeux. Ils firent observer cependant que, comme le point de mire n'était pas placé au milieu de chaque canon, on ne devait pas être aussi sûr de son coup : remarque à laquelle j'avoue que je ne sus trop que répondre.

Le soir étant venu, nous remontâmes dans le canot, et, nous fiant à l'expérience que nous avions acquise le matin, nous partîmes seuls pour remonter un bras de la Saginaw, que nous n'avions fait qu'entrevoir. Le ciel était sans nuages, l'atmosphère pure et immobile. Le fleuve conduisait ses eaux à travers une immense forêt, mais si lentement qu'il eût été presque impossible de dire de quel côté allait le courant. Nous avons toujours pensé que, pour se faire une idée juste des forêts du Nouveau-Monde, il fallait suivre quelques-unes des rivières qui coulent sous leur ombrage. Les fleuves sont comme de grandes voies par lesquelles la Providence a pris soin, dès le commencement du monde, de percer le désert pour le rendre accessible à l'homme. Lorsqu'on se fraie un passage à travers le bois, la vue est le plus souvent fort bornée. D'ailleurs le sentier même où vous marchez est une œuvre humaine. Les fleuves au contraire sont des chemins qui ne gardent point de traces, et leurs rives laissent voir librement tout ce qu'une végétation vigoureuse et abandonnée à elle-même peut offrir de grands et de curieux spectacles.

Le désert était là tel qu'il s'offrit, il y a six mille ans, aux regards de nos premiers pères : une solitude fleurie, délicieuse, embaumée, magnifique demeure, palais vivant, bâti pour l'homme, mais où le maître n'avait pas encore pénétré. Le canot glissait sans effort et sans bruit. Il régnait autour de nous une sérénité, une quiétude universelle. Nous-mêmes nous ne tardons pas à nous sentir comme amollis à la vue d'un pareil spectacle. Nos paroles commencent à devenir de plus en plus rares. Bientôt nous n'exprimons nos pensées qu'à voix basse, nous nous taisons enfin, et, relevant simultanément les avirons, nous tombons l'un et l'autre dans une tranquille rêverie pleine d'un charme inexprimable.

D'où vient que les langues humaines, qui trouvent des mots pour toutes les douleurs, rencontrent un invincible obstacle à faire comprendre les plus douces et les plus naturelles émotions du cœur?

Qui peindra jamais avec fidélité ces momens si rares dans la vie, où le bien-être physique vous prépare à la tranquillité morale, et où il s'établit devant vos yeux comme un équilibre parfait dans l'univers, alors que l'âme, à moitié endormie, se balance entre le présent et l'avenir, entre le réel et le possible, quand, entouré d'une belle nature, respirant un air tranquille et tiède, en paix avec lui-même au milieu d'une paix universelle, l'homme prête l'oreille aux battemens égaux de ses artères, dont chaque pulsation marque le passage du temps, qui, pour lui, semble ainsi s'écouler goutte à goutte dans l'éternité? Beaucoup d'hommes peut-être ont vu s'accumuler les années d'une longue existence sans éprouver une seule fois rien de semblable à ce que nous venons de décrire. Ceux-là ne sauraient nous comprendre; mais il en est plusieurs, nous en sommes assuré, qui trouveront dans leur mémoire et au fond de leur cœur de quoi colorer nos images, et sentiront se réveiller, en nous lisant, le souvenir de quelques heures fugitives que le temps ni les soins positifs de la vie n'ont pu effacer. Un coup de fusil qui retentit tout à coup dans les bois nous tira de notre rêverie. Le bruit sembla d'abord rouler avec fracas sur les deux rives du fleuve, puis il s'éloigna en grondant jusqu'à ce qu'il fût entièrement perdu dans la profondeur des forêts environnantes. On eût dit un long et formidable cri de guerre que poussait la civilisation dans sa marche.

Un soir, en Sicile, il nous arriva de nous perdre dans un vaste marais qui occupe maintenant la place où jadis était bâtie la ville d'Hymère. L'impression que fit naître en nous la vue de cette fameuse cité devenue un désert sauvage fut grande et profonde. Jamais nous n'avions rencontré sur nos pas un plus magnifique témoignage de l'instabilité des choses humaines et des misères de notre nature. Ici c'était bien encore une solitude; mais l'imagination, au lieu d'aller en arrière et de chercher à remonter vers le passé, s'élançait au contraire en avant, et se perdait dans un immense avenir. Nous nous demandions par quelle singulière loi de la destinée nous qui avions pu contempler les ruines d'empires qui n'existent plus et marcher dans des déserts de fabrique humaine, nous enfans d'un vieux peuple, nous étions conduits à assister à l'une des scènes du monde primitif, et à voir le berceau encore vide d'une grande nation. Ce ne sont point là les prévisions plus ou moins hasardées de la sagesse; ce sont des faits aussi certains que s'ils étaient accomplis : dans peu d'années, ces forêts impénétrables seront tombées, le bruit de la civilisation et de l'industrie rompra le silence de la Saginaw. Son écho se taira; des quais emprisonneront ses rives : ses eaux qui coulent aujourd'hui ignorées et tranquilles au milieu d'un désert sans nom seront refoulées dans leur cours par la proue des vaisseaux. Cinquante lieues séparent encore cette soli-

tude des grands établissemens européens, et nous sommes peut-être les derniers voyageurs auxquels il ait été donné de la contempler dans sa primitive splendeur : tant est grande l'impulsion qui entraîne la race blanche vers la conquête entière du Nouveau-Monde! C'est cette idée de destruction, cette arrière-pensée d'un changement prochain et inévitable qui donne, suivant nous, aux solitudes de l'Amérique un caractère si original et une si touchante beauté. On les voit avec un plaisir mélancolique. On se hâte en quelque sorte de les admirer. L'idée de cette grandeur naturelle et sauvage qui va finir se mêle aux magnifiques images que la marche de la civilisation fait naître. On se sent fier d'être homme, et l'on éprouve en même temps je ne sais quel amer regret du pouvoir que Dieu vous a accordé sur la nature. L'âme est agitée par des idées, des sentimens contraires; mais toutes les impressions qu'elle reçoit sont grandes, et laissent une trace profonde.

Nous voulions quitter Saginaw le lendemain 27 juillet; mais, un de nos chevaux ayant été blessé par sa selle, nous nous décidâmes à rester un jour de plus. Faute d'autre manière de passer le temps, nous fûmes chasser dans les prairies qui bordent la Saginaw au-dessous des défrichemens. Ces prairies ne sont point marécageuses, comme on pourrait le croire. Ce sont des plaines plus ou moins larges où le bois ne vient point, quoique la terre soit excellente; l'herbe y est dure et haute de trois à quatre pieds. Nous ne trouvâmes que peu de gibier, et revînmes de bonne heure. La chaleur était étouffante comme à l'approche d'un orage, et les moustiques plus gênans encore que de coutume. Nous ne marchions qu'environnés par une nuée de ces insectes, auxquels il fallait faire une guerre perpétuelle. Malheur à celui qui s'arrêtait! il se livrait alors sans défense à un ennemi impitoyable. Je me rappelle avoir été contraint de charger mon fusil en courant, tant il était difficile de tenir un instant en place.

La nuit qui suivit ce jour brûlant fut une des plus pénibles que j'aie passées dans ma vie; les moustiques étaient devenus si incommodes que, bien qu'accablé de fatigue, il me fut impossible de fermer l'œil. Vers minuit, l'orage qui menaçait depuis longtemps éclata enfin. Ne pouvant plus espérer de m'endormir, je me levai et allai ouvrir la porte de notre cabane pour respirer au moins la fraîcheur de la nuit. Il ne pleuvait point encore, l'air paraissait calme; mais la forêt s'ébranlait déjà, et il en sortait de profonds gémissemens et de longues clameurs. De temps en temps un éclair venait à illuminer le ciel. Le cours tranquille de la Saginaw, le petit défrichement qui borde ses rives, les toits de cinq ou six cabanes et la ceinture de feuillage qui nous enveloppait, apparaissaient un instant comme une évocation de l'avenir; tout se perdait ensuite dans l'obscurité la

plus profonde, et la voix formidable du désert recommençait à se faire entendre.

J'assistais avec émotion à ce grand spectacle lorsque j'entendis soupirer à mes côtés, et à la lueur d'un éclair j'aperçus un Indien appuyé comme moi sur le mur de notre demeure. L'orage venait sans doute d'interrompre son sommeil, car il promenait un œil fixe et troublé sur les objets qui l'environnaient. Cet homme craignait-il la foudre, ou voyait-il dans le choc des élémens autre chose qu'une convulsion passagère de la nature? Ces fugitives images de civilisation qui surgissaient comme d'elles-mêmes au milieu du tumulte du désert avaient-elles pour lui un sens prophétique? Ces gémissemens de la forêt, qui semblait se débattre dans une lutte inégale, arrivaient-ils à son oreille comme un secret avertissement de Dieu, une solennelle révélation du sort final réservé aux races sauvages? Je ne saurais le dire; mais ses lèvres agitées paraissaient murmurer quelques prières, et tous ses traits semblaient empreints d'une terreur superstitieuse.

A cinq heures du matin, nous songeâmes au départ. Tous les Indiens des environs de Saginaw étaient absens; ils étaient partis pour aller recevoir les présens que leur font annuellement les Anglais, et les Européens se livraient aux travaux de la moisson. Il fallut nous résoudre à repasser la forêt sans guide. L'entreprise n'était pas aussi difficile qu'on pourrait le croire; il n'y a en général qu'un seul sentier dans ces vastes solitudes, et il ne s'agit que de n'en pas perdre la trace pour arriver au but du voyage. A cinq heures du matin donc, nous repassâmes la Saginaw; nous reçûmes les adieux et les derniers conseils de nos hôtes, et, ayant tourné la tête de nos chevaux, nous nous trouvâmes seuls au milieu de la forêt.

Ce n'est pas, je l'avoue, sans une impression grave que nous commençâmes à pénétrer sous ses humides profondeurs. Cette même forêt qui nous environnait alors s'étendait derrière nous jusqu'au pôle et à l'Océan-Pacifique. Un seul point habité nous séparait du désert sans bornes, et nous venions de le quitter. Ces pensées, au reste, ne nous portèrent qu'à presser le pas de nos chevaux, et au bout de trois heures nous arrivâmes près d'un *wig-wam* abandonné, sur les bords solitaires de la rivière Cass. Une pointe de gazon qui s'avance sur le fleuve à l'ombre de grands arbres nous servit de table, et nous nous mîmes à déjeuner, ayant en perspective la rivière dont les eaux limpides comme le cristal serpentaient à travers le bois.

Au sortir du *wig-wam* de Cass-River, nous rencontrâmes plusieurs sentiers; on nous avait indiqué celui qu'il fallait prendre; mais il est facile d'oublier quelques points ou d'être mal compris dans de pareilles explications. C'est ce que nous ne manquâmes pas d'éprou-

ver ce jour-là. On nous avait parlé de deux chemins, il s'en trouvait trois; il est très vrai que parmi ces trois chemins il en était deux qui se réunissaient plus loin en un seul, comme nous le sûmes depuis; mais nous l'ignorions alors et notre embarras était grand. Après avoir bien examiné, bien discuté, nous ne vîmes rien de plus sage à faire que d'abandonner à nos chevaux, en leur laissant la bride sur le cou, la solution de la difficulté. Nous passâmes ainsi le mieux que nous pûmes la rivière à gué, et nous nous enfonçâmes rapidement vers le sud-ouest. Plus d'une fois le sentier nous sembla près de disparaître au milieu du taillis. Dans d'autres endroits, le chemin paraissait si peu fréquenté que nous avions peine à croire qu'il conduisît autre part qu'à quelque *wigwam* abandonné : notre boussole, il est vrai, nous montrait que nous marchions toujours dans notre direction, toutefois nous ne fûmes complétement rassurés qu'en découvrant le lieu où nous avions dîné trois jours auparavant. Un pin gigantesque dont nous avions admiré le tronc déchiré par le vent nous le fit reconnaître. Nous n'en continuâmes pas cependant notre course avec moins de rapidité, car le soleil commençait à baisser. Bientôt nous parvînmes à la clairière qui précède d'ordinaire les défrichemens. Comme la nuit allait nous surprendre, nous aperçûmes la rivière Flint; une demi-heure après, nous nous trouvions à la porte de notre hôte. Cette fois l'ours nous accueillit comme de vieux amis et ne se dressa sur ses pieds que pour célébrer sa joie de notre heureux retour.

Durant cette journée tout entière, nous ne rencontrâmes aucune figure humaine; de leur côté, les animaux avaient disparu. Ils s'étaient retirés sans doute sous le feuillage pour fuir la chaleur du jour. Seulement de loin en loin nous découvrions, à la sommité dépouillée de quelque arbre mort, un épervier qui, immobile sur une seule patte et dormant tranquillement aux rayons du soleil, semblait sculpté dans le bois même dont il avait fait son appui. C'est au milieu de cette profonde solitude que nous songeâmes tout à coup à la révolution de 1830, dont nous venions d'atteindre le premier anniversaire (29 juillet 1831). Je ne puis dire avec quelle impétuosité les souvenirs du 29 juillet s'emparèrent de mon esprit. Les cris et la fumée du combat, le bruit du canon, les roulemens de la mousqueterie, les tintemens plus horribles encore du tocsin, ce jour entier avec son atmosphère enflammée semblait sortir tout à coup du passé et se replacer comme un tableau vivant devant moi. Ce ne fut là qu'une illumination subite, un rêve passager : quand, relevant la tête, je portai autour de moi mes regards, l'apparition s'était déjà évanouie; mais jamais le silence de la forêt ne m'avait paru plus glacé, ses ombrages plus sombres, ni sa solitude si complète.

A. DE TOCQUEVILLE.

UNE PARQUE

SCÈNES DE LA VIE ANGLAISE

SECONDE PARTIE. [1]

Ἔπειτα ποίας ἡμέρας δοκεῖς μ' ἄγειν
Ὅταν θρόνοις, Αἴγισθον ἐνθακοῦντ' ἴδω
Τοῖσιν πατρῴοις.
(Sophocle, *Électre*.)

V.

Le bonheur ne se raconte pas, dit-on, à plus forte raison certaines tristesses, mornes, tranquilles, désespérées, comme celle où je restai plongée à partir de la découverte que je venais de faire. Rien ne pouvait m'en distraire, mais rien n'y ajoutait. Lorsque j'appris de Hugh, — par l'intermédiaire de ma fidèle amie mistress Wroughton, — qu' « afin de faire cesser les bruits qui pouvaient nuire à mon avenir, » il avait, au risque de compromettre ses espérances, hâté sa demande en mariage, — que les Glynne avaient fini par céder aux instances de leur fille, — que l'hymen convenu était ajourné à six mois, — tout cela me fut indifférent. Hugh m'avait fait demander par la même voie, comme gage de pardon et d'amitié, l'esquisse dont j'ai parlé plus haut, ce dessin qui me représentait sous les traits d'Électre ou de Clotho. Je le retirai des pages de mon *Sophocle* et lui envoyai de bon cœur ce vestige de « mes jours heureux. » Ma mère, me voyant m'abandonner à une mélancolie dont

(1) Voyez la livraison du 15 novembre.

elle avait le secret, voulut essayer quelques consolations : je dois avouer qu'elles furent mal accueillies; au lieu d'adoucir ma peine, elles m'humiliaient. M. Wyndham, mieux avisé, se taisait; mais je ne pouvais douter qu'il ne fût, lui aussi, maître de mon secret. Si donc il m'épargnait ses railleries, c'était pure courtoisie ou tactique habile, et je lui en voulais presque de ses ménagemens hypocrites : ils m'enlevaient l'occasion d'élargir encore l'abîme qui nous séparait, et de hâter le dénoûment que j'entrevoyais déjà au malaise de notre vie en commun. Cette existence eût été plus supportable, si, volontairement injuste, j'avais pu m'abaisser à me plaindre de Hugh Wyndham. Ma mère et son mari, dont j'aurais ainsi servi la violente irritation, n'eussent pas mieux demandé que d'embrasser ma cause, de se constituer mes champions. Unis dans un ressentiment commun, peut-être quelque sympathie se fût-elle établie entre nous; mais je n'avais ni rancune ni griefs en réalité à faire valoir. Pour l'être dont ils me disaient « la victime, » je n'avais qu'affection et reconnaissance; pour eux qui, en mon nom et à cause de moi, lui jetaient l'anathème, je n'éprouvais que répugnance et antipathie profonde.

Les journaux m'apprirent, au mois de mai, que le mariage des deux *misses* Glynne avait eu lieu le même jour. Rosa était devenue la femme de Hugh; sa sœur Louisa, celle du riche *baronet* sur l'appui duquel se fondaient les espérances du jeune ménage Wyndham. Devant le paragraphe du *Morning-Post* où ces noms m'apparurent, j'éprouvai comme un éblouissement et comme une vague espérance que la terre s'entr'ouvrirait pour m'engloutir. Ce ne fut pourtant qu'une sensation passagère, une angoisse de quelques minutes, dont je m'étonnai comme s'étonne un blessé dont le membre amputé vient à lui faire éprouver une douleur imprévue. Reportée, par cet événement décisif, aux calculs qui avaient mon avenir pour objet, je me demandai de nouveau à quel parti je m'arrêterais quand serait venu le mois de juillet, dont l'échéance allait me donner tous les droits attachés au *coming of age*, au titre odieux de « fille majeure. » Il va sans le dire que maintenant je ne regardais plus comme réalisables ces beaux rêves de « vie à trois » formés autrefois avec tant de candeur par Hugh Wyndham. Lui-même n'y songeait plus, j'en suis sûre. Quant à Godfrey, il gardait vis-à-vis de moi, depuis plus de deux ans, un silence si obstiné, que je n'osais faire fonds sur son appui, et que l'idée d'en réclamer le bénéfice ne prenait chez moi aucune consistance. Demander asile aux Halsey, me retirer chez mistress Wroughton, telles étaient les alternatives entre lesquelles mon esprit hésitait. Et parfois même, abattue, résignée, je me demandais s'il ne valait pas mieux accepter passivement la vie sans charme,

sans liberté, sans véritable paix, qui m'était faite auprès de ma mère.

C'était l'année de la *grande exhibition*, et une fois certaine que les nouveaux mariés n'étaient plus à Londres, — car je ne me souciais pas de les rencontrer pour la première fois dans un lieu public, — j'allai un jour, en compagnie de mistress Wroughton, promener dans le splendide Palais de Cristal mes indécisions et mon ennui. J'y portais une irritation toute particulière, résultant d'une scène de famille. En réponse à la demande que je lui faisais d'accompagner la famille Halsey dans une excursion à l'une des villes d'eaux de l'Allemagne, ma mère m'avait, comme d'ordinaire, renvoyée à M. Wyndham, et, comme d'ordinaire, M. Wyndham avait riposté par l'aimable proposition de m'emmener faire un voyage en Suisse. Ce parti-pris de faux-fuyans et de tyrannie déguisée m'avait fait perdre patience, et j'avais assez clairement annoncé que j'espérais bientôt me trouver affranchie d'un joug qui commençait à me peser. Ma mère parut stupéfaite de tant d'audace. Quant à son mari, toujours contenu, toujours poli : — Vous savez, me dit-il, à quels jugemens s'expose une jeune personne si pressée de déserter le toit maternel ?

— Je le sais, répondis-je; mais je n'ai de choix qu'entre deux malheurs, et je crois devoir opter pour le moindre.

Colère ou terreur, il est certain que j'avais cru voir, à ces mots, pâlir et trembler M. Owen Wyndham. Si je ne m'étais pas trompée, s'il avait réellement *peur* de moi, quelle pouvait être l'explication d'un si singulier phénomène ?

J'étais donc assise, avec mistress Wroughton, dans une des salles les plus hantées du *Crystal-Palace*, lorsque mes regards s'arrêtèrent tout à coup sur un *gentleman* âgé en apparence de trente-cinq à trente-huit ans, et sur les genoux duquel était assis un joli enfant dont la vive physionomie m'avait d'abord frappée. Si Godfrey n'était pas en Portugal, pensai-je, s'il était aussi âgé que ce personnage semble l'être, et si cet air sérieux ne troublait pas les souvenirs que j'ai gardés de sa figure mobile, animée, sereine, je croirais vraiment que le ciel l'envoie sur ma route. — Le *gentleman* en question, attentif aux explications d'un des *ciceroni* de l'établissement, ne s'aperçut pas tout d'abord de la curiosité avec laquelle je scrutais, l'un après l'autre, chaque trait de son visage. Tout à coup, à ma très grande confusion, un de ses regards venant à se croiser avec les miens, je le vis presque aussitôt se tourner vers des personnes assises non loin de lui, pour leur demander sans doute si elles connaissaient celle qui se permettait de le regarder avec tant d'obstination. C'en fut assez pour que je n'osasse plus tourner les yeux de

son côté. Je demandai même à mistress Wroughton de laisser écouler la foule avant de sortir de la salle, ne me souciant guère de me rencontrer face à face avec cet inconnu qui m'avait vue si préoccupée de lui; mais ces précautions furent vaines. Dans le petit vestibule que nous avions à traverser pour sortir du *Crystal-Palace*, l'inconnu nous attendait, et mistress Wroughton m'ayant interpellée par mon prénom si peu commun malgré sa pure origine saxonne :

— Alswitha!... reprit l'étranger... Permettez, miss!... c'est un nom que je croyais particulier à notre famille?

— Godfrey Lee, n'est-ce pas? m'écriai-je à mon tour.

Et mon frère, — c'était bien lui, — saisit aussitôt ma main; mais la seconde d'après il la laissait retomber : — Et vous, reprit-il avec un accent de reproche, portez-vous encore ce nom de Lee? N'êtes-vous pas du moins à la veille d'en prendre un autre?

— Je m'appelle encore ainsi, répondis-je,... et selon toute apparence je ne porterai jamais d'autre nom.

— Vous avez donc rompu votre engagement avec Wyndham? demanda Godfrey, qui, reprenant aussitôt ma main, m'emmenait vers le sofa du vestibule, maintenant à peu près désert.

— Cet engagement n'exista jamais,... et Hugh Wyndham est marié depuis quelques semaines.

— A la bonne heure... J'avais de tout autres renseignemens... Votre démenti me fait du bien... Je vous croyais la femme de ce *dandy*.

— Permettez!... cette épithète est de trop, m'écriai-je... Pas une femme n'aurait à rougir d'un mari pareil.

— Tant mieux pour lui... et tant mieux pour celle qui l'a épousé! L'essentiel, c'est que vous ne soyez pas une Wyndham... Laissez-moi maintenant vous présenter votre neveu... en attendant que je vous présente à sa mère. Ma bonne Christine sera bien heureuse de vous faire accepter notre modeste hospitalité... Et comme vous allez être, si vous ne l'êtes déjà, parfaitement libre de vos actions,... aucun prétexte de nous refuser cette faveur... Qu'en dites-vous, petite *Swithy?* ajouta-t-il en riant de cette enfantine appellation, qui contrastait si bien avec ma haute taille et mon aspect tragique.

Cette offre bienveillante, mais banale, n'était pas ce que mon cœur attendait. — Il me semblait, dis-je à l'instant même et sans trop réfléchir, que vous m'aviez fait jadis une promesse?

— Laquelle donc, chère sœur?

— Celle de venir me chercher « quand je serais grande. »

— L'ai-je dit?... Et réclamez-vous *sérieusement* l'exécution de ma parole?

— Si elle ne vous gêne en rien?

— Me gêner?... Non, certes; mais pesez bien vous-même la détermination que vous voulez prendre. Notre intérieur n'est pas à beaucoup près aussi riche, aussi comfortable que celui où, jusqu'à présent, vous avez vécu... Une stricte économie nous est imposée... Vos habitudes...

— Mes habitudes ne dominent point mes volontés... Où vous vivez, je saurai vivre... J'aspire à quitter cette maison où vous semblez me croire si heureuse.

— Vous ne l'êtes donc pas?... Ce mot décide tout... Ma maison est à vous, venez-y quand vous voudrez.

— J'irai le lendemain même du jour où je serai libre.

— Çà! reprit mon frère, qui me contemplait avec une surprise mêlée d'attendrissement, qu'ont-*ils* fait de vous? Pour quel motif vous ont-ils gardée prisonnière? Comment n'êtes-vous pas encore mariée?... Décidément ils ont donc peur de vous?...

Cette question, je me l'étais faite bien souvent sans oser y répondre; je n'y répondis pas davantage quand elle me fut adressée par mon frère, qui du reste n'insista pas.

— Je compte maintenant sur vous, me dit-il simplement en nous quittant, mistress Wroughton et moi, à l'entrée d'Eaton-Square.

La résolution que j'avais si longtemps préméditée, mais que je venais de prendre si brusquement, demandait, pour être exécutée, plus de ténacité, de force d'âme que je ne m'en supposais. Je ne parle pas des violentes altercations qu'il fallut subir de la part de M. Wyndham, lorsque je lui eus fait notifier mes projets par mon subrogé tuteur, M. Halsey : ses colères me laissaient plus tranquille que ses politesses de convention, son urbanité de commande; mais ma mère ne s'emportait pas, elle. Après m'avoir exprimé simplement son désir « que je n'eusse jamais à regretter de l'avoir quittée pour aller demander asile à son calomniateur, » elle ne m'adressa plus la parole, même le jour où, prête à monter en voiture, j'allai présenter mon front à ses lèvres glacées. Cependant, à ce moment-là, ses lèvres tremblantes murmuraient quelques mots dont je saisis à peine le sens. — Je vous en conjure, disait-elle, fermez l'oreille à ce qu'il vous dira contre moi!...

— Mon frère, répondis-je, ne prononcera jamais un mot que votre fille se doive de ne pas entendre... — Ce furent là nos adieux.

Godfrey ne m'avait pas trompée. La maison qu'il habitait avec sa famille, près de Tynteford, était plutôt une petite ferme qu'une villa. Ma belle-sœur Christine, excellente et agréable personne, tenait son ménage avec l'ordre le plus exact. En dehors du *pony-carriage*, qui donnait une sorte de relief à leur modeste intérieur, aucune dépense de luxe. L'éducation de leurs trois enfans et les

soins indispensables à la frêle santé de Christine absorbaient toutes les ressources que Godfrey pouvait tirer de ses revenus, auxquels en ce moment venait seulement s'ajouter la demi-solde de son grade. Il était en disponibilité depuis déjà plusieurs mois. La fortune dont je venais d'être mise en possession était justement égale à la sienne; mais, libre de toute charge, j'étais au total bien plus riche que lui, et, s'il y eût consenti, j'aurais pu apporter dans le ménage commun un supplément notable de bien-être et d'aisance. Jamais cependant il ne voulut s'y prêter. — Une fois pour toutes, me dit-il un jour que je lui proposais de faire construire à mes frais une petite serre que désirait Christine et qu'il regrettait de ne pouvoir lui accorder, une fois pour toutes, expliquons-nous sur ce point. Vous payez votre quote-part dans la dépense commune; il a bien fallu le tolérer. En dehors de ceci, je ne dois pas et je ne veux pas admettre que votre séjour ici soit pour moi l'occasion d'un bénéfice quelconque. Aucune équivoque ne doit permettre de mal interpréter l'appui que je vous donne, la protection que je suis si heureux d'avoir pu vous offrir.

Cette restriction à notre intimité, d'ailleurs si complète, me fut pénible. Je comprenais mieux que mon frère ne semblait le comprendre combien il est vrai, dans certaines situations particulières, que celui qui reçoit devient le créancier de celui qui donne. Toutefois, quand Godfrey avait parlé, il n'y avait pas à contredire. Notre marin avait imposé la discipline de bord à son paisible intérieur. Une fois faite à l'espèce de rigidité que je m'étais d'abord étonnée de retrouver chez ce Godfrey jadis si gai, si impétueux, si communicatif, je vécus plus heureuse auprès de lui, parce que je me sentais plus aimée et aussi plus utile. Quand j'avais copié pour mon frère de longs extraits d'ouvrages scientifiques, soigné les plates-bandes où Christine alignait ses fleurs chéries, donné sa leçon à mon neveu Philip, promené dans son chariot la petite filleule à qui on avait donné mon nom, et quand je rentrais ensuite chez moi pour y lire ou dessiner tout à mon aise, je ne trouvais plus au fond de mon cœur qu'un seul doute, une seule anxiété : Hugh Wyndham ne désapprouverait-il pas ma séparation d'avec ma mère? Ne m'en voudrait-il pas d'avoir, en la quittant, appelé sur son frère le soupçon public?... Puis, quand ces questions, que je m'adressais, m'avaient bien tourmentée : — Quelle folie, me disais-je tout à coup, de m'imaginer que le mari de Rosa Glynne pense encore à moi!

Ainsi que je l'avais prévu, jamais son nom ni celui de son frère n'était prononcé parmi nous. Jamais on ne m'adressait la moindre question relativement à l'existence que j'avais menée auprès de ma mère. Cette réserve me plaisait à certains égards, mais je ne pou-

vais me dissimuler qu'elle établissait une barrière de plus entre Godfrey et moi. Que de pensées à lui dont je n'avais pas le secret, ou que j'étais réduite à deviner derrière ses tristesses mal déguisées, son sourire parfois amer, son langage bref, précis, sans élans et sans abandon! Un jour seulement, — et après deux mois de vie commune, — il me fut donné de jeter un coup d'œil rapide sur l'intérieur de cette âme toujours close et défendue.

Godfrey, qui faisait démarches sur démarches pour obtenir un nouveau commandement, nous avait entretenues toute la soirée de ses espérances, et Christine, avec un sourire, lui avait reproché de lui préférer une frégate. — Ne suis-je pas trop bonne de n'être pas jalouse? lui disait-elle.

— Bonne et très bonne, répliqua Godfrey d'un ton plus affectueux qu'à l'ordinaire. Puissé-je vous récompenser un jour selon vos mérites!

Ensuite, et quand Christine nous eut laissés seuls : — Mon ambition vous paraît peut-être bizarre, me dit-il, assis en face de moi sur le coin d'une table; mais d'abord, *Swithy*, songez à ces petits êtres qui vont grandissant si vite. Pour être au pair avec eux, il faut me dépêcher d'être amiral... Et puis ceci, voyez-vous, n'est qu'un des côtés de la question... A bord, j'oublie... j'oublie certaines pensées qui m'obsèdent à terre... Que m'importait, il y a quelques mois, sur la *Manilla*, si Blendon-Hall était ma propriété ou celle d'Owen Wyndham?...

Ce nom fut prononcé avec un accent de haine tout particulier. Les sourcils de Godfrey s'étaient rapprochés, on devinait qu'il parlait les dents serrées.

— Ici, reprit-il, c'est autre chose... Chacune des privations qu'il faut imposer aux miens me rappelle amèrement que je suis déshérité... et *pourquoi* je le suis... Je ne me plains pas souvent,... je ne me plains jamais. C'est un des *luxes* que je m'interdis. Je n'en souffre pas moins, allez. Et encore la pauvreté, on s'y fait; la mienne n'est pas intolérable, tant s'en faut... Mais si vous saviez ce que me coûte cet homme, à quels périls il m'a exposé!...

Mes yeux exprimaient sans doute à ce moment une ardente curiosité. — Écoutez, s'écria-t-il (et on voyait bien à la contraction de ses traits qu'il faisait violence, pour aborder ce récit, à ses résolutions les mieux prises) : on vous a peut-être dit que j'ai dû épouser Lilian Annesley, et que ce mariage a manqué... Voici l'histoire...

Cette histoire, que Godfrey me raconta d'une voix brève, haletante, en s'interrompant à plusieurs reprises, était bien faite pour redoubler mon ressentiment contre Owen Wyndham. On en jugera.

« Présenté, reprit-il, à lady Annesley, en l'absence de son mari,

par mon ancien capitaine Stanhope, je fus accueilli par elle comme le fils et par conséquent l'héritier de mon père. Les encouragemens que je reçus d'elle à ce titre m'autorisèrent à solliciter la main de Lilian... Nous étions engagés l'un à l'autre quand sir William revint... Il connaissait ma position, et blâma sa femme d'avoir autorisé des assiduités qui devaient, selon lui, cesser immédiatement. Pour s'excuser, lady Annesley prétendit que je m'étais donné comme possesseur actuel des domaines sur lesquels je n'ai qu'un droit de réversion. Stanhope intervint, et me justifia complétement de ce chef. Survint la mort d'Emmeline, qui augmentait de moitié le douaire dont je pourrais disposer en faveur de ma femme. L'amiral voulut bien alors revenir sur sa défense formelle, et me laisser l'espoir que, si ma carrière m'offrait des chances avantageuses, je pourrais un jour solliciter de nouveau la main de Lilian. Sur ces entrefaites et pendant une absence de quelques mois, on apprend que cette part de l'héritage paternel sur laquelle on avait fait fond allait m'être contestée... Vous vous souvenez de cette prétention, et vous savez par qui elle fut soulevée... De là nouveaux doutes, nouveaux retards... Lady Annesley m'en voulait encore, après tout, et du mensonge que j'avais dû réfuter, et de ce que sa fille avait pour moi « manqué sa fortune » en refusant les offres de ce noble imbécile qu'on appelle lord Southborough... Elle profita de ces rumeurs auxquelles donnait lieu le procès sur le point de s'engager; elle les grossit d'autres rumeurs qui tendaient à me représenter comme déshérité par mon père pour cause d'inconduite, pour menées scandaleuses, pour rébellion à l'autorité paternelle... Elle obtint enfin de son mari qu'il révoquât son approbation conditionnelle, et travailla aussitôt à me noircir aux yeux de sa fille. Lilian n'a qu'un défaut; elle est timide, elle manque de volonté. Crédule, obsédée, elle fléchit... Encore en mer, j'appris, par une lettre de son père, qu'elle me rendait ma parole et reprenait la sienne. Je me hâtai de revenir à Naples, pressé de m'expliquer, de réclamer contre cette décision sans motifs... Quand j'arrivai, Lilian Annesley était déjà la femme de lord Southborough!... On avait pressé le mariage, justement en vue de mon retour et des éclaircissemens que je pourrais apporter. J'arrivais effectivement les mains pleines de preuves et porteur d'une lettre de Halsey, qui m'annonçait l'avortement de ce procès dont vous aviez été menacée ainsi que moi. Tout cela venait trop tard, trop tard du moins pour le bonheur de ma vie. Quant à l'honneur de mon nom, il sortit pur de l'épreuve. Je forçai les Annesley à reconnaître que jamais je n'avais rien avancé que je ne fusse en état d'établir, après quoi, quittant Naples, je montai à bord de l'*Atalante*, qui, trois jours après, devait mettre à la voile pour Malte; mais quelques

heures plus tard savez-vous ce qui m'arriva?... *Swithy*, ce secret-là est entre Dieu, vous et moi... Une lettre de Lilian! Elle habitait, sur les bords du golfe, une villa isolée. Son stupide mari était absent; il ne devait revenir que le lendemain. Elle me conjurait de venir écouter de sa bouche même la justification de sa conduite... Elle voulait entendre de la mienne le pardon qu'elle sollicitait à mains jointes... Voilà bien de vos imprudences féminines!... Et mieux vous valez, plus vous allez aveuglément au-devant du péril... J'aurais dû réfléchir pour elle, craindre pour elle;... je ne songeai qu'à la revoir... Une barque passait, je la hélai. Le vent d'est, le terrible *levanter*, nous menaçait d'une tempête; je comptai que nous le gagnerions de vitesse. C'était une erreur. L'ouragan nous surprit à bonne distance de terre. L'embarcation chavira. Je nageai, je nageai longtemps;... mais les crampes me prirent, et j'enfonçais déjà lorsque par hasard la chaloupe de l'un de nos navires vint me recueillir... Quand je repris tout à fait connaissance, nous voguions vers Malte... Confiné pour quelques jours dans mon hamac, j'eus tout le temps de réfléchir à ce qui s'était passé,... à ce qui aurait pu arriver... Et bien qu'à cette époque je ne visse pas les choses du même œil qu'aujourd'hui, je compris que la miséricorde divine m'avait soustrait à l'une de ces tentations presque irrésistibles qui d'un honnête homme peuvent faire un... Owen Wyndham.

« Vous devez maintenant comprendre pourquoi je le hais. Encore lui pardonnerais-je le mal qu'il m'a fait,... ce mal, Christine l'a guéri en partie,... si je ne savais que l'existence intime de Lilian Annesley a été perdue, gâtée, flétrie par suite de ces manœuvres odieuses, inspirées par une inexcusable cupidité... Pauvre Lilian!... elle valait mieux que bien d'autres... Si ce mariage abominable l'a vraiment égarée, si les inconséquences que l'opinion lui reproche déjà s'aggravent, comme on peut le craindre, à qui m'en prendrai-je, si ce n'est au misérable agent des odieuses machinations qui me l'ont enlevée?

« Vous voyez, *Swithy*, ajouta-t-il après une pause, que si je n'ai pas à me plaindre outre mesure de mon lot ici-bas, quelques « pensées noires » me sont permises de temps à autre... Vous ne me les reprocherez plus désormais, j'en suis sûr, et vous ne serez plus étonnée de mon empressement à reprendre la mer. »

Et, hors d'état de parler plus longtemps, Godfrey quitta le salon, sans ajouter une parole d'adieu. Ainsi fait, à minuit, avec une véhémence passionnée, ce récit me causa une émotion que je ne saurais décrire. Mes haines assoupies se ranimèrent comme ces charbons que l'on croit éteints au fond de l'âtre, et sur lesquels passe

une bouffée de vent. Owen Wyndham m'apparaissait comme le mauvais génie de notre race. Vainement m'efforçais-je de faire prévaloir la reconnaissance due au Dieu de merci qui avait sauvé mon frère sur l'âpre ressentiment que m'inspirait l'homme fatal par qui sa perte avait failli devenir inévitable. Vainement, en comparant ce que devait être Lilian à ce qu'était Christine, donnais-je tort aux regrets que mon frère, sans les exprimer, m'avait laissé entrevoir. L'orage intérieur fut longtemps à s'apaiser, et chaque fois que je voyais, sur le front assombri de Godfrey, passer un de ces nuages dont seule je connaissais l'origine et le sens, je m'associais à son âpre ressentiment, j'étais la complice involontaire de ses souhaits vengeurs. Coupable en ceci, je l'avoue, je devais cruellement expier ma faute. Ne l'expiais-je pas dès lors? Croit-on que la haine, — je parle de la plus légitime, — habite impunément une âme faite pour des sentimens plus doux? Croit-on que, violemment implantées en nous, ses racines y *tracent* sans bouleversemens douloureux? Cette animosité contagieuse, que développait en moi l'ascendant d'une nature énergique, me faisait peur quand je la voyais se refléter sur le visage de mon frère, sur ce visage qu'elle avait, avant l'âge, couvert de rides précoces, dont elle avait durci les contours, altéré l'expression, contracté pour ainsi dire l'aspect rigide et le masque désormais impassible.

VI.

Entre nous, après l'épanchement inattendu de cette confidence nocturne, le silence se fit de nouveau sur tous ces objets de nos tristes préoccupations. Les pensées amères cherchent l'ombre, comme certains arbustes aux fruits vénéneux. Notre vie avait donc repris ses allures régulières, et dans sa monotonie ne manquait pas d'une certaine douceur calmante; mais alors que l'irrésistible influence de ce repos occupé, de ces soins domestiques, qui rétrécissent l'horizon de la pensée et trompent son activité parfois malsaine, commençait à se faire sentir en moi, une série d'insignifians hasards amena dans ma destinée une crise nouvelle.

Le petit Philip tomba malade. Sa mère, inquiète de voir se prolonger l'état de faiblesse où quelques jours de fièvre l'avaient réduit, désirait ardemment le mener au bord de la mer. Je savais que des raisons d'économie s'opposaient à ce voyage. Je feignis d'avoir besoin, pour mon propre compte, de bains d'eau salée, et sous ce prétexte j'insistai pour que le voyage se fît à mes frais. Mon frère eut bientôt deviné cette amicale fraude; mais, sans vouloir en paraître dupe, il fit plier son orgueil, et consentit enfin à me devoir

quelque chose. Ce fut comme un nouveau pacte d'amitié fraternelle qui ce jour-là fut signé entre nous.

J'avais quitté ma mère au mois de juillet. Ce fut à la fin de septembre que nous allâmes nous établir à Stonecliffe, le petit port le plus voisin de Tynteford. Là, loin de ses livres, de ses instrumens de précision, de toutes les petites industries qui occupaient ses loisirs, Godfrey se trouva bientôt fort désœuvré. Il n'avait, pour remplir le vide de ses journées, que de longues promenades auxquelles je m'associais volontiers quand elles n'étaient pas tout à fait au-dessus de mes forces. Pour les varier, il étudiait le pays sur des cartes qu'il avait tout exprès emportées avec lui, et à l'aide de ces *guides* si familiers de nos jours à la gent voyageuse.

— Savez-vous une chose? me dit-il un soir après avoir compulsé quelques-uns de ces documens. Par la route ordinaire, nous sommes à quarante bons milles de Blendon; mais le chemin de fer nous en rapproche beaucoup... Voyez plutôt... Blendon n'est qu'à douze milles de Selcote, et d'ici à cette station il n'y a guère qu'une heure de vapeur... En une journée, on pourrait aisément faire ce pèlerinage, aller et retour... Le cœur vous en dirait-il?...

Mon premier mouvement fut d'accepter; puis, par un brusque retour plutôt d'instinct que de réflexion : — Je crois, Godfrey, lui dis-je, que, pour vous comme pour moi, mieux vaut ne pas aller de ce côté.

— Vous avez peut-être raison, répliqua-t-il négligemment. — Et il se mit à combiner d'autres excursions. A la même distance de Selcote, mais dans une direction tout à fait opposée à celle qu'il fallait prendre pour arriver à Blendon, était Wensley-Priory, un ancien monastère devenu château, et près duquel le *guide* nous signalait, outre de magnifiques ruines, certains portraits historiques d'un intérêt tout spécial. Godfrey me proposa de m'y conduire, et fit arrêter d'avance, à Selcote, un *dog-cart* de louage qui nous attendait effectivement, tout attelé, à la barrière de la station. Nous y étions installés, et Godfrey assurait déjà les rênes dans sa main, quand un employé du chemin de fer auquel il demandait quelques indications de route, apprenant que nous allions « au prieuré, » nous dit que le propriétaire, sir Thomas Estcourt, était justement décédé la veille, et que l'accès du parc, comme celui du château, était dès lors interdit aux étrangers. Contrarié au dernier point par cet obstacle imprévu, Godfrey ne savait que résoudre, quand tout à coup, frappé d'une idée soudaine et se tournant vivement de mon côté : — Eh! me dit-il, si nous allions à Blendon?...

A la manière dont cette proposition m'était adressée, je vis bien qu'un refus le contrarierait singulièrement, et après tout j'avais

honte de l'espèce de frayeur instinctive qui m'avait une fois déjà fait écarter l'idée de revoir notre ancienne demeure. A peine eus-je donné un léger signe d'acquiescement que nous étions déjà partis, et mon frère, animant de la voix et du fouet notre paisible attelage, essayait de se reconnaître dans ce pays, quitté déjà depuis si longtemps. Il se le rappelait naturellement beaucoup mieux que moi, et à mesure que nous nous rapprochions du village, il me nommait chaque terre, chaque domaine, jusqu'aux moindres chaumières, tant ses souvenirs se réveillaient vifs et précis.

Je ne me retrouvai, moi, que dans le village même. Là, par exemple, malgré seize ans écoulés, j'aurais nommé sans peine les propriétaires de chaque maison. En passant devant une petite boutique où jadis j'allais fréquemment, en compagnie de Jane Hickman, faire nos petites emplettes de mercerie, je ne pus m'empêcher d'exprimer le désir de savoir si cette fidèle domestique vivait encore, et ce qu'elle était devenue. Un des gens de la petite auberge où nous remisions notre modeste équipage m'adressa, quand je lui posai cette question, à la boulangère, mistress Smith, qui était plus ou moins apparentée aux Hickman. Je reconnus en elle une petite ouvrière que ma mère employait fréquemment, et qui, mariée depuis, avait pris toute l'apparence d'une vénérable matrone. La digne femme n'avait pas une mémoire aussi fidèle que la mienne, et elle demeura fort stupéfaite quand une belle dame inconnue l'apostropha par son nom de jeune fille. Son étonnement ne fut guère moindre quand il lui fallut reconnaître « la petite *Swithy*, » qu'elle avait si souvent promenée et bercée, dans cette personne imposante dont l'entrée l'avait presque abasourdie.

— Miss Lee!... miss Lee!... répétait la bonne femme sans pouvoir s'accoutumer à cette idée... Et vous pensez encore à Jane Hickman?... Elle aussi, allez, ne vous a pas oubliée. La dernière fois qu'elle est allée à Londres, il y a dix-huit mois, elle a eu bien du regret de ne pas vous voir.

— Qui l'en empêchait?...

— Jamais elle n'a pu parvenir jusqu'à vous. Tantôt vous étiez sortie, tantôt à la campagne... Les domestiques ont fini par lui dire qu'on ne la recevrait pas... Elle a eu bien du chagrin.

— Je n'ai jamais été informée de ceci, et je vous assure, ajoutai-je, que j'en éprouve aussi bien du regret.

La conversation en resta là, car Godfrey survint alors. Il était allé aux renseignemens. Les locataires du manoir paternel ne s'y trouvant pas en ce moment, nous étions admis sans la moindre difficulté à y pénétrer. La brièveté de notre excursion ne nous permettait pas le moindre délai. Aussi fallut-il quitter la bonne mistress

Smith sans avoir pu tirer d'elle des renseignemens bien précis sur la résidence actuelle de sa cousine. Godfrey, à qui je rendais compte de ce petit désappointement, m'écoutait à peine. Le parc l'absorbait tout entier; il reconnaissait l'un après l'autre les sentiers, les arbres, les bâtimens. Bientôt je fus, comme lui, sous le charme. Tout me semblait rapetissé, mais rien n'avait perdu l'aspect des anciens jours. C'étaient les mêmes gazons, les mêmes charmilles, les mêmes corbeilles de fleurs, les mêmes bouquets d'arbres exotiques, aux angles du perron les mêmes massifs de beaux arbustes à verdure persistante. Chaque plate-bande, chaque allée me racontait quelque détail de mon enfance, et je reconnus la place même où l'on m'avait trouvée en possession de ces poires qui avaient tant suscité de querelles entre ma mère et Godfrey. Lui, de son côté, me montrait, non sans un amer sourire, l'endroit où, ignominieusement chassé, il était monté à cheval pour quitter à jamais la résidence de famille. Une fois à l'intérieur des appartemens, ses impressions semblèrent devenir de plus en plus pénibles, et, perdu dans un sombre dédale de tristes souvenirs, il ne semblait plus s'apercevoir que j'étais là. Je me rapprochai de lui, et quand ma main s'appuya doucement sur son épaule, un léger tressaillement trahit l'effort qu'il faisait pour s'arracher à ses douloureuses préoccupations. Congédiant du geste le sommelier qui jusque-là nous avait accompagnés : — Je sais le chemin, lui dit-il, et, son bras passé sous le mien, il m'entraîna plutôt qu'il ne me conduisit dans cette vaste bibliothèque, précédée d'une antichambre, où me reportaient tant de souvenirs des plus vivaces et des plus poignans.

Un trouble extrême, une sorte d'oppression me saisit dès que j'eus mis le pied dans cette immense pièce, meublée comme jadis, et qui n'avait subi aucun changement essentiel. A la même place était le *cabinet* indien, avec ses incrustations merveilleuses. Aux croisées pendaient les mêmes rideaux d'épais damas, un peu flétris par le temps. Replacée par l'identité de ces décors extérieurs au milieu même des scènes émouvantes dont j'avais été jadis le témoin inintelligent, je cessai un moment de vivre dans l'heure présente. Ma pensée, ma parole ne m'appartenaient plus. Des mots venaient à mes lèvres qui s'ouvraient d'elles-mêmes pour les articuler sans que ma volonté s'en mêlât. Arrivée près de cette embrasure profonde, où jadis j'abritais mes lectures d'enfant: — C'est ici, murmurai-je, c'est ici que j'ai entendu le coup.

— Vous l'avez donc entendu? dit Godfrey... Je ne savais pas qu'il eût été tiré si près de la maison. — Puis il retomba dans son morne silence. Après quelques instans : — Ce qui m'est insupportable, reprit-il d'une voix profonde et presque rauque, un regret

qui m'accompagnera toute ma vie, c'est de penser que mon père, abusé, prévenu contre moi, est mort en m'accusant encore de mensonge et de calomnie.

— Cela n'est pas, Godfrey! cela n'est pas, je vous le jure!... m'écriai-je avec une sorte d'emportement.

— Qu'en savez-vous donc? me dit-il, relevant la tête et me regardant en face.

— Je le sais, parce qu'il me l'a dit lui-même, ici, en me pressant dans ses bras,... en se félicitant de ma ressemblance avec vous... « Godfrey n'a pas menti, disait-il... A présent je ne le sais que trop. »

— Sont-ce là ses paroles, Alswitha?... Mais alors il savait donc... il avait découvert?... Comment, à quelle occasion?... Ah! dites, dites tout ce que vous savez... Rien ne doit m'être caché, vous le comprenez bien.

Je tremblais tellement que mon frère, me voyant près de défaillir, me prit dans ses bras et me porta dans un fauteuil; puis, assis à côté de moi, il attendit un moment que je reprisse la parole, et comme je persistais à me taire : — Alswitha, me dit-il, je sens combien il est cruel d'insister... Et pourtant il faut que vos souvenirs d'enfant, éclaircis, interprétés par votre raison venue à maturité, dissipent ces doutes affreux.

Comment je répondis à cette adjuration, je ne saurais le dire. Il est certain que le son de ma voix m'étonnait moi-même, et que l'ordre dans lequel se présentaient à moi mes implacables souvenirs, éclairés pour moi-même d'un jour tout nouveau, en faisait l'acte d'accusation le plus formidable que j'eusse entendu de ma vie. Godfrey m'écoutait avec une horreur croissante. — Quoi! s'écriait-il de temps en temps, m'interrompant malgré lui. Quoi, Wyndham?... dans cette maison?... ce jour-là même?... caché?... ma mère avec lui?... ici?... et vous présente?... Ses lettres, il les avait?... Elle suppliait cet homme de l'emmener?...

— Oui, lui dis-je, et vous savez maintenant la cause de cet affreux suicide.

— Suicide! s'écria Godfrey... Que parlez-vous de suicide?... Ignorez-vous donc que mon père est tombé atteint d'une balle dans le dos?... Ce qui avait d'abord fait croire au suicide, c'était un de ses pistolets trouvé déchargé à quelques pas du cadavre; mais l'enquête a démontré que cette hypothèse était absolument inadmissible...

— Alors, repris-je stupéfaite et frémissante en face de cette perspective nouvelle, alors, Godfrey, qui soupçonne-t-on?

Sans répondre à cette question, mon frère me pressa d'interpellations coup sur coup répétées. Pas un fait, si léger qu'il fût, dont

son ardente curiosité me fît grâce. La conversation de mistress Gill avec mon père, les dires de Jane Hickman, qui, elle aussi, le jour du crime, avait vu Owen Wyndham s'introduire mystérieusement chez ma mère et traverser, en la quittant, le cabinet de mon père, rien ne fut omis. A bout de questions, il s'arrêta pourtant, ferma un instant les yeux pour se recueillir, et à voix basse, mais distincte, comme se parlant à lui-même : — Mon père, dit-il, avait découvert leur secret. Ces lettres, saisies par lui, brûlées ensuite par *elle*, les mettaient à sa merci. Elle le savait, elle l'a dit à Wyndham, et celui-ci ne voulait ni d'un procès ruineux, ni d'une fuite ridicule avec une femme qu'il n'aurait pu faire vivre. Il devait de l'argent à mon père. Quand il a quitté cette maison, il savait dans quelle direction chercher sa victime. Un coup de pistolet a été entendu dix minutes après sa sortie. Il avait passé par le cabinet de mon père, et c'est un des pistolets de mon père qui a été ramassé près du mort. L'enquête n'a rien révélé de la présence de Wyndham en cette maison le jour de l'assassinat. Votre mère ne vous a pas perdue de vue un seul moment, tant qu'elle a pu croire présentes à votre mémoire les circonstances qui, révélées par vous, pouvaient perdre cet homme... Elle vous a laissée dans cette fausse croyance que notre père s'était donné la mort... Ma ferme conviction aujourd'hui, c'est qu'il a péri de la main d'Owen Wyndham!...

Pendant le long interrogatoire qu'il m'avait fait subir, ma pensée, suivant pas à pas la sienne, était arrivée, de déduction en déduction, à l'épouvantable certitude qu'il exprimait ainsi. Un malaise inouï, un inexprimable frisson intérieur accompagnaient cette initiation fatale. A cet endroit même où j'étais, j'avais entendu l'entretien qui, révélant à Owen Wyndham le péril suspendu sur sa tête coupable, l'avait conduit au meurtre. J'avais ensuite vécu, vécu toute ma jeunesse, à côté de cet adultère souillé de sang... J'y fusse restée peut-être, sans le hasard qui m'avait fait rencontrer Godfrey.

Mon frère s'était levé... Il se promenait maintenant à grands pas de long en large : à peine osai-je lui demander sur qui les soupçons, détournés de leur véritable objet, avaient pu tomber.

— On les a fait peser, me répondit-il, sur un batelier nommé Carter, qui vivait misérablement aux environs, et que mon père avait fait condamner pour braconnage. Le 12 septembre, le jour même de l'assassinat, et quelques heures après dans la soirée, cet homme fut tué à la suite d'une rixe de cabaret. En fouillant ses vêtemens, on y trouva une bourse ayant appartenu à mon père, et comme il avait plusieurs fois annoncé qu'il se vengerait du *squire* Lee...

— Carter?... repris-je. Ce nom ne m'est pas absolument nouveau.

Il se rattache à l'un de ces propos que çà et là je surprenais malgré moi dans les conversations de la *nursery*. « Il était dur, disait Jane Hickman, quand on avait tant de preuves contre Carter, que son frère, à elle, fût ainsi l'objet de mauvais propos et obligé de quitter le pays. »

— Son frère?... Il a quitté le pays?... Voyons! reprit Godfrey. — Et avec une ardeur nouvelle il voulut savoir tout ce qui concernait ce personnage, dont je pouvais à peine me rappeler le nom... — Il faudra pourtant, se prit-il à dire ensuite entre ses dents, il faudra retrouver la trace de ces Hickman!...

Jusque-là, dominée par l'horreur que m'inspirait cette série de découvertes qui jetaient sur le passé leur lumière sinistre, je n'avais pu embrasser du même coup d'œil l'influence qu'elles devaient exercer sur l'avenir. Ces simples mots me firent entrevoir tout un cortége de nouvelles misères et de hontes nouvelles. Protester contre elles, les conjurer si je le pouvais, m'apparut comme le plus impérieux, le plus pressant des devoirs.

— Godfrey, m'écriai-je, le ciel sait que je hais profondément, et d'une haine amère, et depuis seize ans, l'homme par qui notre père est mort : je souhaite comme vous que cet assassin n'échappe point au châtiment qu'il mérite; mais l'infamie que nous jetterions sur les vivans ne nous rendrait pas ceux que la mort nous a pris..... Aussi vous déclaré-je dès à présent, — ne m'accusez jamais de vous avoir trompé à cet égard! — que rien ne me fera porter un témoignage flétrissant pour ma mère.

— Est-ce là votre dernier mot? me demanda-t-il avec l'accent d'une colère contenue.

— Oui, lui répondis-je avec une fermeté qui ne devait lui laisser aucun doute. Et si vous êtes l'homme équitable et bon en qui j'ai eu jusqu'ici confiance, vous ne me ferez jamais repentir d'avoir loyalement et sans réserve répondu à toutes vos questions.

— Il paraît que je m'étais trompé sur votre compte, reprit-il d'un ton où le mépris le disputait à l'irritation... J'avais vu en vous une partie de moi-même.

D'autres eussent fléchi sous cet injuste dédain; mais j'étais bien du même sang que mon frère, et me redressant sous l'injure : — Je vous forcerai à me reconnaître pour votre sœur, répliquai-je, en me refusant, quoi qu'il arrive, à ce que je regarde comme une mauvaise action.

Il me regarda un moment, et ensuite s'imposant, par un suprême effort, un calme parfait : — Soit, dit-il. Je dois, sans les comprendre, respecter vos scrupules... Peut-être n'aurai-je jamais besoin ni de votre aide ni de votre témoignage, et les indications que vous

m'avez données suffiront, je l'espère, à mon œuvre. Je ne vous demande donc quant à présent que le secret,... le secret vis-à-vis de tous,... le secret surtout vis-à-vis de Christine. C'est une nature délicate, frêle, susceptible à l'excès de mélancolie et d'effroi. Promettez-moi qu'elle ne saura jamais rien de ce qui vient de se passer.

Je pris de grand cœur l'engagement qu'il me demandait ainsi, et tout aussitôt, appelant les domestiques, auxquels il distribua une ample gratification, il envoya l'un d'eux chercher à l'auberge notre petit équipage. Nous échangeâmes à peine quelques paroles pendant notre voyage de retour; seulement, arrivés à Stonecliffe : — Je crains, me dit mon frère, que cette journée ne vous ait fait mal; vous êtes tout à fait bouleversée... Christine! ajouta-t-il, interpellant sa femme pour m'épargner les embarras d'une explication, votre sœur avait trop présumé de ses forces;... notre promenade l'a fatiguée outre mesure... Faites-lui servir le thé dans sa chambre, et ne la forcez pas à bavarder.

Par ces dernières paroles, il entendait sans doute me rappeler la promesse qu'il avait obtenue de moi. C'était à coup sûr un soin inutile. Ni ce jour-là, ni les suivans, nous ne fîmes aucune allusion à nos souvenirs de Blendon-Hall. En revanche je ne cessais de penser à ma mère. Elle ne m'avait jamais, pour ainsi dire, laissé le droit de l'aimer; je n'en éprouvais pas moins une douleur profonde en songeant à la destinée qui lui était faite, au danger qui désormais la menaçait, au rôle étrange que la Providence m'avait donné dans cette tragédie domestique. Jamais mon esprit ne put admettre qu'elle eût été l'instigatrice ou même, à vrai dire, la complice du crime commis le 12 septembre; mais elle l'avait involontairement provoqué, elle en avait ensuite recueilli les fruits, et en quelque sorte s'en était ainsi rendue solidaire. Je savais quelle expiation lui avait été déjà infligée. Ni son mariage avec Owen Wyndham, ni la possession des biens distraits de l'héritage dû à mon frère, ne lui avaient procuré le bonheur qu'elle en attendait. Asservie d'une part aux caprices d'un maître impérieux, égoïste, dissolu, privée ensuite de presque tous les avantages attachés à l'opulence par la position équivoque où la vague réprobation du monde l'avait placée, certes elle connaissait depuis longtemps toutes les amertumes du repentir. Moi-même je l'avais fréquemment vue en proie à des accès d'abattement qu'elle mettait sur le compte de sa mauvaise santé, mais qui maintenant me semblaient expliqués par les remords dont à certaines heures elle devait être assaillie. Je la trouvais donc assez châtiée, et je sentais que, s'il m'eût été donné de voir la justice du ciel s'appesantir sur le meurtrier de mon père, j'aurais voulu qu'il tombât seul écrasé, quoiqu'il ne fût pas le seul coupable.

Aussi n'était-ce pas sans anxiété que je cherchais à deviner dans les démarches de Godfrey l'issue plus ou moins heureuse des recherches auxquelles il se livrait sans me le dire. J'appris indirectement qu'il avait revu mistress Smith (la boulangère de Blendon), et n'avait pu se procurer par elle l'adresse exacte de Jane Hickman. J'appris aussi que toutes les démarches faites pour retrouver Tom Hickman, pour savoir s'il était mort ou vivant, en Angleterre ou en pays étranger, n'avaient donné aucun résultat certain. Les dernières lettres de lui que ses proches eussent reçues étaient datées de l'île de Man, et remontaient à trois ou quatre ans. Elles n'indiquaient aucun domicile précis. Je commençai donc à espérer que ma participation involontaire à l'œuvre vengeresse ne deviendrait pas pour moi, comme j'avais d'abord pu le craindre, une source d'inéluctables remords et de repentir éternel. Je fus encore bien mieux rassurée à cet égard quand Godfrey un jour nous annonça que ce commandement qu'il avait tant désiré, tant sollicité, venait de lui être expédié des bureaux de la marine. Vis-à-vis de Christine, il ne pouvait, sans l'étonner, sans l'alarmer peut-être, mal accueillir cette marque de confiance et de faveur; mais il n'essaya pas de me cacher quel désappointement, quelle irritation lui causait cette barrière tout à coup jetée entre lui et les coupables dont il poursuivait ardemment la punition. — Refuser est impossible, disait-il. Cette inconséquence apparente me perdrait à jamais... Et d'un autre côté... Ah! *Swithy!...* ajouta-t-il avec un regard de reproche facile à traduire, si seulement!...

Ni mon silence, ni l'expression de ma physionomie ne l'encouragèrent à terminer cette phrase significative. Il repartit, bien certain qu'en son absence je ne prêterais aucun concours, je ne donnerais aucune suite au laborieux achèvement de ce qu'il regardait comme *notre* commune vengeance.

VII.

« Ne laissez pas notre pauvre Alswitha s'ennuyer par trop... Et si une occasion s'offrait de lui faire un peu voir le monde, que votre sagesse, votre économie, ne vous la fassent pas négliger; » telles avaient été les dernières recommandations de Godfrey à ma belle-sœur, et la douce Christine était de ces femmes qui obéissent à leurs maris absens mieux encore que s'ils étaient là pour assurer l'exécution de leurs ordres. Il fallut donc, un peu malgré moi, l'accompagner chez quelques-uns de nos voisins, accepter les invitations qui nous étaient adressées, tantôt à une chasse, tantôt à une de ces fêtes rustiques dont le tir à l'arc est le prétexte. Là se rencontraient parfois

de jeunes et brillans cavaliers qui, me faisant l'honneur de remarquer ce que Christine appelait « ma beauté fatale, » essayaient sur moi la puissance de leurs délicats petits soins, de leur galanterie attentive. Je ne les décourageais par aucune pruderie à contretemps. Il me semblait même que, pour une personne étrangère comme je l'étais à ce menu commerce des salons, je n'étais pas trop en reste de prévenances et de bonne volonté expansive; mais Christine, qui me suivait d'un œil curieux, prit un jour le soin de me désabuser. — Certainement, me disait-elle, vous êtes d'une politesse parfaite, d'une bonne grâce irréprochable; mais au fond de tout perce l'indifférence la plus absolue et la plus décourageante... Je comprends, ajoutait-elle, par allusion à une conversation où je l'avais fort étonnée en lui apprenant que « jamais personne ne m'avait fait la cour, » je comprends, si vous avez toujours été ce que je vous vois, que pas un homme ne se soit hasardé, toute belle que vous êtes, à vous parler un certain langage.

Tout en causant ainsi, elle parcourait de l'œil un journal qu'on venait d'apporter.

— Dites-moi, s'écria-t-elle tout à coup, ce M. Wyndham dont vous m'avez parlé quelquefois, son prénom n'est-il pas Hugh?... N'est-il pas capitaine? Son régiment ne tient-il pas garnison à Corfou?

— Grand Dieu! m'écriai-je à mon tour, lui serait-il arrivé malheur?

— Si sa femme s'appelait Rosa, il est veuf à l'heure qu'il est, répondit ma belle-sœur.

Je saisis le journal qu'elle me présentait, et m'assurai en effet que moins d'un an après leur mariage ces pauvres jeunes gens étaient à jamais séparés. L'image du malheureux Hugh Wyndham, se dressant tout à coup devant moi, me remplit d'une indicible pitié. Je voulus lui exprimer sur-le-champ ma vive et douloureuse sympathie. Christine, à qui je lus ma lettre, écrite à l'heure même sous ses yeux, me dit simplement : — Vous l'aimez donc comme un frère?

— Comme un frère, vous l'avez dit, répondis-je, non sans une espèce de confusion intérieure dont j'aime à croire qu'aucune trace ne se refléta sur mon visage.

La réponse de Hugh m'arriva dans la quinzaine. De toutes les consolations qu'il avait reçues, c'étaient les miennes, me disait-il, qui étaient allées le plus près de son cœur. Mieux que personne, j'avais deviné ce qu'il souffrait; mieux que personne, je lui avais parlé le langage que réclamaient ses souffrances. Celle qui n'était plus m'avait aimée sans me connaître. Que de fois n'avaient-ils pas fait entrer, elle et lui, dans leurs plans d'avenir, la réunion dont naguère il m'avait parlé! Maintenant comment prévoir le moment

où nous nous reverrions? Et cependant il était sûr qu'un jour le sort nous rapprocherait, qu'il retrouverait alors tout entière cette amitié si précieuse, et à laquelle, de près comme de loin, il se plaisait à rattacher sa vie, aujourd'hui si désolée.

— Eh bien! remarqua Christine, à qui je crus aussi devoir montrer cette lettre, il est dommage que les bavardages d'une petite Française vous aient empêchée autrefois d'aller à ce bal où on voulait préparer votre mariage avec cet aimable jeune homme... Cette lettre est d'un brave cœur et d'une généreuse nature.

— Oui, répondis-je, mais vous oubliez que je suis une Lee, et que lui est un Wyndham.

— En somme est-ce un obstacle infranchissable?... Roméo était un Montecchi, Juliette une Capulet, et pourtant... Après cela, tout dépend de *votre* manière de voir.

Ainsi parlait-elle dans son heureuse ignorance, et je ne pus lui répondre que par un sourire dont elle ne comprit pas l'amertume.

Rien ne vint rompre pour moi l'insignifiante uniformité des mois qui suivirent. En y reportant ma mémoire, je n'y trouve que vestiges effacés, apparitions vagues et fugitives, mirages estompés et sans relief. A certaines époques de la vie, — je suppose que cela n'est pas arrivé à moi seule, — on est à peine de ce monde, on n'y tient par aucun lien puissant, par aucun intérêt de premier ordre. On ne vit pas même par curiosité, comme je ne sais quel personnage issu de la fantaisie d'un poète; on vit par habitude, et sans savoir au juste pourquoi. J'en étais là. Mes journées s'engrenaient l'une dans l'autre, mécaniquement, comme les dents d'un rouage d'horlogerie, avec moins de bruit peut-être, mais tout autant d'impassible régularité. Christine elle-même, — et Dieu sait quelle paisible nature c'était! — ne comprenait pas que cette immobilité, cette monotonie, faites pour un vieillard revenu de tout, pussent aussi bien s'adapter à mes vingt et un ans dans leur plein épanouissement. Quelquefois elle en plaisantait, quelquefois aussi elle était tentée de me plaindre, et ce fut avec une vraie joie qu'elle me soumit un jour l'invitation d'une cousine de Godfrey, mistress Elliott, qui nous priait de venir passer chez elle, à Londres, la fin de ce qu'on appelle « la saison. »

Examen fait de cette obligeante proposition, il demeura constaté que nous pouvions l'accepter sans scrupule. Mistress Elliott était une personne âgée, un peu égoïste, et qui, en nous appelant ainsi, songeait surtout à remplir le vide laissé chez elle par l'absence momentanée d'une nièce à elle, sa compagne ordinaire. Nous étions donc certaines de lui rendre au moins l'équivalent du service qu'elle nous rendait à nous-mêmes en nous enlevant pour deux ou trois

mois à la routine provinciale de nos modestes habitudes. Je ne me serais pas cependant hasardée volontiers à rentrer à Londres, si je n'avais été informée que ma mère et son mari voyageaient depuis quelque temps sur le continent; leur retour n'était annoncé que pour une époque postérieure à celle où nous devions nous-mêmes être rentrées à Tynteford.

Nous ne fûmes pas longtemps, Christine et moi, à nous apercevoir que, tout en nous comblant de prévenances et de soins, mistress Elliott entendait se payer, et assez largement, l'hospitalité qu'elle nous avait si gracieusement offerte. Obligées de sortir avec elle, de rentrer avec elle, de faire ses visites, de courir ses magasins, surtout de lui consacrer exclusivement nos soirées, nous finîmes par accepter en souriant les conditions, après tout supportables, de cette tyrannie passagère. En y cherchant quelques compensations, j'inventai, à mon usage particulier, des promenades du matin dans les parcs, et surtout aux *Kensington-Gardens*, où j'allais chaque jour passer une heure ou deux avant le lever de mistress Elliott, en compagnie de mes gentils neveux, Arthur et Philip, tout fiers lorsqu'ils purent deviner qu'ils me servaient de porte-respects, ils eussent volontiers dit de « chevaliers. » C'était là mon plus véritable plaisir; quant au monde proprement dit, je ne le voyais guère qu'à Hyde-Park, à travers les glaces de la calèche de mistress Elliott. Elle insista cependant pour nous mener à une grande soirée costumée où j'entrevis, au bras d'un des plus élégans cavaliers de l'aristocratie, une des plus ravissantes femmes que j'eusse encore rencontrées. Elle portait le costume d'Élisabeth Woodville, et son partner, aux propos duquel il me sembla qu'elle accordait la plus gracieuse attention, celui du roi Édouard IV. La beauté de ces deux jeunes gens, le bon goût et la magnificence de leurs déguisemens les faisaient resplendir au milieu des pseudo-Espagnols, des Polonais de fantaisie et des *highlanders* mal accoutrés qui faisaient le fond du *Caledonian ball*. Je ne pus m'empêcher de demander leurs noms au vieux colonel Marston, sous la protection duquel mistress Elliott m'avait placée, et qui me promenait consciencieusement au milieu des groupes bigarrés, des quadrilles étincelans. Il parut un peu embarrassé de ma question, et finit par me répondre d'un air contraint : « Le jeune homme est lord Charles Sackville; la belle Élisabeth se nomme lady Southborough. On les voit trop souvent ensemble, murmura-t-il ensuite entre ses dents, et lord Southborough m'a tout l'air d'un franc nigaud. » Ainsi j'avais sous les yeux cette Lilian Annesley que mon frère avait tant aimée, cette Lilian sur le sort de laquelle pesaient d'une manière si fatale les menées criminelles d'Owen Wyndham! En la contemplant sur cette pente glissante où elle était entraînée, sous ce regard fas-

cinateur qui la dominait et l'égarait, je sentis encore s'élever en moi un de ces orages de haine contre lesquels ne me défendaient assez ni la douceur naturelle à mon sexe, ni les saints préceptes qui nous font un devoir absolu du pardon.

Vers la fin de la saison, et alors que nous nous apprêtions à rentrer chez nous, mistress Elliott, qui allait, elle aussi, quitter Londres pour six semaines, voulut savoir de Christine si elle aurait quelque objection à garder sa maison pendant ce temps-là. Elle venait de changer sa femme de charge, et, méticuleuse à l'excès, il lui répugnait de laisser en des mains inconnues la direction de son ménage. Pendant que nous délibérions sur cette proposition, une lettre de Godfrey arriva qui nous annonçait son retour comme assez prochain. Il avait quelques affaires à régler avec l'amirauté, disait-il, et cette circonstance nous fit penser qu'il lui conviendrait fort de nous trouver encore dans la capitale. En tout cas, nous le reverrions ainsi quelques jours plus tôt, et cette circonstance fut décisive pour Christine. Nous acceptâmes donc l'espèce de mission que nous déférait mistress Elliott, et dès lors, la bonne dame partie, il nous fut donné d'assister à l'immense déménagement des quartiers fashionables de Londres à l'époque où la mode prescrit d'en sortir. Ce spectacle nous servait de distraction, et du haut de nos balcons nous nous amusions à compter les maisons de notre voisinage qui, l'une après l'autre, fournissaient leur contingent à l'émigration. Les enfans étaient naturellement de moitié dans cet innocent espionnage, et c'étaient eux qui nous signalaient « le départ du numéro 12 » ou « les apprêts du numéro 17. » Dans la maison contiguë à la nôtre habitait une dame âgée dont nous ignorions le nom, et qui, pas plus que nous, ne paraissait songer à déserter Londres. Plusieurs fois, au déjeuner, nous avions cherché, par des hypothèses plus ou moins ingénieuses, à nous expliquer cette persistance exceptionnelle, et notre curiosité autorisant les bavardages de nos domestiques, nous avions appris que cette dame attendait son fils. Un jour que je m'apprêtais à partir pour les *Kensington-Gardens* avec mes petits neveux, qui, en attendant, jouaient ensemble sur le balcon, je fus appelée à grands cris par Philip. L'idée qu'un accident avait pu arriver me fit courir aussitôt du côté d'où partait sa voix, et ma confusion fut grande lorsqu'en arrivant à l'extrémité du balcon je m'entendis apostropher par ces mots : — Voyez! voyez donc, tante, le beau *gentleman!...* L'enfant terrible n'avait pas assez ménagé les intonations de sa voix criarde, car le « beau *gentleman* » dont parlait Philip, et qu'il me montrait du doigt sur le balcon voisin avec une imperturbable indiscrétion, se retourna vivement de notre côté. Je n'eus que le temps de saisir Philip par la main, et de le ramener dans l'appartement,

où je le chapitrai vertement sur l'inconvenance de son procédé. Je me hâtai ensuite de descendre, mais le beau *gentleman* en avait fait autant, à ce qu'il paraît, dès qu'il nous avait vus dans la rue, car il nous eut bientôt rejoints, et à la porte même des jardins de Kensington, je m'entendis, à mon indicible surprise, interpeller par une voix bien connue. Hugh Wyndham était devant moi et me tendait la main. Je ne songeai pas un instant à lui refuser la mienne, et je me laissai conduire par lui jusqu'au bord d'une des pièces d'eau, où nous demeurâmes assis, l'un près de l'autre, sur le même banc.

Les premières paroles échangées entre nous furent tristes, un peu contraintes. Depuis deux ans et demi que nous ne nous étions vus, combien de changemens dans notre situation, combien dans nos personnes mêmes! Ses traits, toujours délicats, étaient fatigués et légèrement flétris. La pâleur qui les couvrait était-elle le symptôme d'une altération permanente? Venait-elle de l'émotion qu'il éprouvait en retrouvant tout à coup la confidente de ses jeunes amours, fauchés en pleine floraison par l'impitoyable mort? Quant à son embarras, il était grand et l'étonnait lui-même. — D'où vient, s'écria-t-il tout à coup, qu'après avoir tant désiré depuis quinze mois l'occasion de me retrouver avec vous, je n'ai pas, maintenant qu'elle m'est offerte, une seule parole à vous dire?

— Quoi d'étonnant à cela?... Vous me retrouvez tout autre que vous ne m'avez laissée, tout autre que vous ne vous attendiez à me revoir...

— Non,... non... Là n'est pas le mot de l'énigme... Vous êtes toujours la bonne, la fidèle amie d'autrefois; mais ce qu'il me semblait que j'aurais à vous dire, des pensées que je vous réservais à vous seule, que ni ma mère ni mes sœurs n'auraient pu comprendre,... eh bien! je ne sais comment vous les exprimer...

J'éprouvais justement le même embarras. J'aurais voulu trouver des paroles de consolation, et aucune ne me venait à l'esprit. Au reste, c'était là mon seul trouble. Le calme de mon cœur à ce moment aurait surpris, comme il me surprenait moi-même, ceux qui en eussent connu le mystérieux passé. Aux questions de Hugh sur ce qui m'était arrivé pendant son absence, je répondis très brièvement, et j'imagine que la sécheresse sommaire de mon récit dut le surprendre; il l'attribua sans doute à la répugnance que devaient m'inspirer les souvenirs relatifs à ma rupture avec ma mère. — Écoutez, me dit-il, je n'ai ni le droit ni même la pensée de vous blâmer pour avoir quitté la maison de mon frère. Je sais que vous n'y étiez pas, que vous ne pouviez pas y être heureuse... Une seule circonstance me fait regretter le parti que vous avez cru devoir prendre, c'est la mauvaise interprétation qu'on peut lui donner et l'avantage

qu'il prête sur vous à Owen, s'il venait à vouloir en faire un sujet de censure;... mais la chose est irrévocable, et j'emploierai à la lui faire accepter tout le crédit que me donne sur lui une réconciliation que ma mère a exigée de nous, comme marque de notre déférence pour elle. Cette réconciliation a été scellée le mois dernier à Paris, et la pensée de vous être utile a compté pour beaucoup dans les soins que j'ai pris pour rétablir entre Owen et moi la meilleure harmonie possible.

Quand je lui eus expliqué que j'ignorais moi-même la durée de notre séjour à Londres, puisque notre départ était tout à fait subordonné aux projets de mon frère, projets encore inconnus et que mille circonstances pouvaient modifier : — Je vois cependant, me dit-il, que *peut-être* vous passerez encore ici quinze jours ou trois semaines;... mais je dois craindre, n'est-ce pas? qu'il ne me soit pas permis d'en profiter pour vous voir chez votre frère, si proches voisins que le hasard nous ait faits... Oh! je comprends, je comprends de reste, reprit-il, interrompant au début les excuses un peu embarrassées par lesquelles j'allais essayer de lui répondre... Je sais ce qu'on doit à certains préjugés, même lorsqu'ils nous atteignent par ricochet; mais vous me direz du moins de quel côté vous dirigez habituellement vos promenades, et vous m'autoriserez bien à m'en prévaloir pour vous rencontrer de temps en temps... J'ai tant de choses à vous dire, tant de consolations à vous demander.

J'hésitais à répondre, mais Philip, qui en ce moment était revenu à mes côtés, et dont quelques paroles amicales du « beau *gentleman* » avaient complétement subjugué le cœur, s'empressa d'intervenir avec son à-propos ordinaire. — Ma tante Alswitha, dit-il, nous mène ici tous les matins, quand il ne fait pas trop chaud.

— Merci, mon petit homme... Je vous y porterai quelquefois des bonbons, reprit Hugh, qui, me voyant me lever, m'offrit son bras pour me reconduire.

Des malles, des paquets encombraient le vestibule au moment où nous rentrâmes. — Papa est arrivé! s'écrièrent à l'envi les deux enfans. Ils ne se trompaient point, et Godfrey, quand il put se soustraire à leurs baisers, vint me presser dans ses bras. Sa physionomie respirait le bonheur, et je ne songeai même pas à y chercher la trace de ces soucis fiévreux qui, dans d'autres temps, l'avaient si profondément altérée. En le voyant au milieu de ses enfans, expansif, conteur, rajeuni à leur image, égayé de leurs jeux, comment se le figurer, tel que je l'avais vu parfois, dévoré d'une insatiable soif de justice, exécuteur acharné des sentences d'en haut? S'il était changé, ne l'étais-je pas autant que lui? Ce calme intérêt avec lequel je venais de rencontrer Hugh Wyndham, ce plaisir presque

sans mélange que j'avais pris à retrouver en lui l'unique ami de mes jeunes années, n'attestaient-ils pas l'apaisement de ces émotions trop vives, de cette tendresse trop passionnée qu'il m'inspirait naguère, et dont le souvenir m'aurait fait craindre, si j'avais pu la prévoir, l'entrevue qui venait d'avoir lieu? Rassurée par cette épreuve décisive, je ne m'inquiétais plus des nouvelles rencontres que très certainement, si nous restions à Londres quelques jours de plus, il saurait amener entre nous. Je n'entendais ni les provoquer, ni m'y soustraire, ni sacrifier l'amitié de Hugh aux préjugés fraternels, ni désobliger mon frère en multipliant des rapports qui pouvaient lui porter ombrage. Avant tout et surtout, je ne voulais pas les tenir secrets, et je saisis la première occasion venue pour dire à Christine, devant Godfrey, que notre vieille voisine était mistress Wyndham. Une explication devait suivre, elle eut lieu comme je l'avais prévu. Un léger nuage passa sur le front de mon frère, quand je lui racontai ma promenade du matin; mais les jeux des enfans le déridèrent bientôt. — Je pense, me dit-il un peu plus tard, à un moment où nous étions seuls, que vous ne comptez pas présenter ce jeune homme à votre belle-sœur?

— Je ne l'aurais jamais fait sans vous en demander la permission, repartis-je aussitôt. Et ma réponse parut le satisfaire. Évidemment, me dis-je, son absence, les préoccupations de son métier, le temps aussi sans doute, ont calmé ses ressentimens. S'il en était autrement, je n'en eusse pas été quitte pour cette recommandation si naturelle et si superflue. — Puis, méditant sur cet incident, je rêvai je ne sais quelle victoire du chrétien sur lui-même, je ne sais quelle réconciliation ultérieure entre ces deux hommes aussi loyaux, aussi droits, aussi généreux l'un que l'autre. Je n'y voyais pour moi aucun intérêt direct; mais l'amour de la justice me faisait désirer qu'un rapprochement si désirable finît par devenir possible.

Le lendemain, mon frère reçut une lettre qui lui fit incontinent décider son départ pour le Cheshire. Il s'agissait pour lui de tenir la promesse qu'il avait faite d'aller assister le capitaine Stirling, un de ses amis, dans la direction de quelques travaux d'ingénieur dont ce dernier était chargé par une compagnie de chemins de fer. Pendant le trouble des préparatifs, auxquels j'aidais de mon mieux, Godfrey me prit encore à part. — Christine m'a conté que ce jeune Wyndham est déjà veuf, me dit-il à voix basse. Je ne me trompe point, n'est-il pas vrai, en supposant que, — malgré les manœuvres de l'*autre*, — celui-ci n'a jamais, en aucune occasion, à aucune époque, sollicité vos préférences?

J'écrivais en ce moment je ne sais quelles adresses. — Vous ne vous trompez point, frère, répondis-je d'une voix assurée; mais ce fut sans quitter des yeux mon papier.

— C'est bien, reprit-il, voilà tout ce qu'il m'importait de savoir. — Et il partit sans autres paroles échangées sur ce sujet si délicat.

J'insiste sur ces incidens, en apparence futiles, parce qu'un mot prononcé de telle ou telle manière, l'accent d'une phrase, un simple jeu de physionomie, ont leur poids dans ces balances, d'une exquise susceptibilité, où sont mises parfois les résolutions les plus importantes. Dans mes entrevues ultérieures avec Hugh Wyndham, — on pressent que, d'abord fréquentes, elles devinrent bientôt quotidiennes, — je portai un laisser-aller, une sécurité relative qu'une attitude plus décidément hostile de la part de Godfrey ne m'aurait certainement pas laissés. Elle m'eût mise en garde, elle eût gêné l'élan naturel de mon affection; elle m'eût rappelé, elle m'eût montré plus infranchissable l'abîme qui nous séparait.

Jamais le mot d'amour n'avait été prononcé entre nous; mais de jour en jour sa confiance devenait plus affectueuse, sa joie de me revoir plus franchement expansive, sa crainte de me perdre encore une fois plus manifeste et plus éloquente. Je m'obstinais, fermant les yeux au péril, à ne voir là qu'une amitié de bon aloi, chaleureusement exprimée par un cœur jeune et fervent. Mes promenades du matin m'étaient devenues chères, et je ne voulais pas les croire dangereuses. Ne l'avais-je pas vu jadis épris d'une autre et presque aussi tendre auprès de moi? Ne l'avais-je pas entendu alors, amoureux de Rosa Glynne, me dire que je l'intéressais, moi, plus que qui que ce fût au monde? Si enthousiaste qu'elle parût, je ne devais donc pas me méfier de son affection présente, aussi pure sans doute, aussi désintéressée que jadis.

Pourquoi insister sur ces sophismes de la passion qui essaie de se dissimuler à elle-même? Ils m'abusaient, moi; mais Christine ne s'y trompait pas, et je surpris parfois (sans vouloir lui en demander la cause), je surpris, dis-je, un sourire légèrement moqueur au bord de ses lèvres minces, quand ses enfans, en lui racontant nos excursions matinales, lui vantaient l'inépuisable complaisance de notre compagnon habituel.

Il fallait bien, à la longue, que la fiction cessât; il fallait bien que la vérité reprît ses droits. Le jour de la séparation approchait; il fallut bien en parler. D'une voix que l'émotion altérait, il me demanda si nous nous reverrions jamais.

— Peut-être, lui répondis-je.

— Croyez-vous qu'on puisse vivre d'un *peut-être?* reprit-il avec une sorte d'amertume.

— C'est selon ce qu'il laisse espérer, répliquai-je.

J'avais voulu prononcer gaiement ces paroles, et par une plaisanterie échapper à l'émotion qui me gagnait; mais je sentais bien qu'une fois désunis, il n'y avait plus guère de chance qui pût nous

rapprocher de nouveau. Ma poitrine oppressée, ma voix mal assise, me trahirent. — Tenez, Alswitha, me dit Hugh me contemplant avec un sourire amical, vous savez que nous ne pouvons plus nous quitter... A quoi bon ne pas en convenir?

— Ah! m'écriai-je alors, comme ressaisie par cet esprit prophétique qui dominait de temps en temps toutes mes autres inspirations, mieux eût donc valu ne nous plus rencontrer!

A ces mots, il quitta ma main, qu'il avait emprisonnée dans la sienne, et je vis une sorte de surprise indignée se peindre sur son visage, qu'un moment d'espoir venait de faire rayonner. — Ne me quittez pas ainsi! lui dis-je, le voyant prêt à s'éloigner... Pas ainsi!... pas irrité contre moi!... Ne me croyez ni injuste, ni capricieuse... Pourquoi donc, pourquoi ne pas rester amis? m'écriai-je ensuite, ne sachant comment revenir sur mes pas.

— Parce que notre amitié, de loin, serait un vain rêve,... parce que les circonstances nous séparent,... et parce qu'un mot de vous, que vous laisserez ici même échapper de vos lèvres, nous unit au contraire à jamais.

La joyeuse confiance qui lui inspirait ces paroles produisait sur moi une sensation étrange. Il me sembla que tout mon sang se glaçait dans mes veines. — Vous ne savez pas, Hugh, lui dis-je en frissonnant,... non, vous ne savez pas, vous ne pouvez savoir ce que vous me demandez là.

— Je vous demande un moment de courage, que je paierai par toute une existence de dévouement... Voyons, reprit-il, entre vous et moi il ne peut être question de ces coquetteries dont je vous sais incapable... Vos pleurs cependant et cette main que vous refusez de me rendre semblent m'annoncer un sérieux motif de craindre que mes vœux soient irréalisables... S'il en existe, faites-le-moi franchement connaître... Votre main est-elle promise?... Non?... Me croyez-vous indigne de l'affection que je vous demande?...

— Mon frère, ... balbutiai-je avec embarras, car la terrible vérité ne pouvait franchir mes lèvres.

— Votre frère, s'il est ce que vous dites, un homme juste, un cœur d'élite, se rendra compte que son hostilité contre Owen, — je la déplore, mais je la comprends, — ne saurait vous séparer de l'homme que vous aimeriez assez pour vous donner à lui... D'ailleurs l'autorité fraternelle a ses limites, et puisque vous avez trouvé en vous l'énergie nécessaire pour quitter votre mère à cause de l'aversion que vous inspirait Owen...

Il n'acheva pas, mais j'avais déjà compris la portée de cette incontestable logique... Voyant que je ne trouvais rien à répondre, et certain dès lors qu'il m'avait persuadée, Hugh n'insista plus. Avec son enjouement habituel, qui me dominait en me charmant, il se

déclara, puisque je n'avais à lui opposer aucune raison valable, seul chargé du soin d'aplanir tous les obstacles. Je l'écoutais avec une sorte de stupeur, réglant l'avenir, disposant de son sort et du mien. Il quitterait le service, il se fixerait en Angleterre, il prendrait la gestion des biens de sa famille, encore indivis. Mon frère, après un mécontentement passager, ne se montrerait pas inflexible. Christine ne serait-elle pas notre alliée?...

Sa conviction me gagnait malgré moi. Aucun souvenir, si terrible qu'il fût, ne pouvait m'empêcher de boire à longs traits à la coupe enivrante de ses illusions. J'en vins à me dire, dans le secret de mon cœur, que si en effet mon mariage avec Hugh était une fois conclu avant que Godfrey eût pu songer à reprendre les terribles investigations qu'il avait commencées naguère, peut-être hésiterait-il à poursuivre de sa haine, jusque-là implacable, le frère de celui à qui mon bonheur ici-bas serait désormais confié. Malgré tout, la raison d'une part, et de l'autre mille sombres pressentimens projetaient sur ces perspectives radieuses des ombres que rien ne pouvait dissiper. — Espérez, espérez! me disait Hugh...

— J'essaierai, répondais-je... Vous méritez que j'essaie.

Ce jour-là, sans que j'osasse m'y opposer, il m'accompagna jusque chez ma belle-sœur. Elle s'attendait évidemment à quelque démarche de ce genre, car elle ne parut nullement surprise, et l'accueillit de la meilleure grâce du monde. — Vous le voyez, me disait-il avec sa gaieté enthousiaste,... je suis dans la place même... J'ai ville gagnée.

Mais à ce moment-là même je les prenais en pitié, Christine et lui. Ce qu'ils ignoraient, je le savais, et ne pouvant ni parler ni feindre de partager leurs chimériques visées : — Allez, leur dis-je en me levant tout à coup pour me retirer chez moi,... tout cela n'est que rêve,... et le désespoir est au bout!

Ni l'un ni l'autre ne prit pour ainsi dire garde à cette brusque sortie. Ils restèrent longtemps encore en conversation réglée, et une ou deux minutes après que la porte extérieure fut retombée avec bruit derrière Hugh Wyndham, Christine vint se jeter dans mes bras en me félicitant d'être si bien aimée... — Ah! me disait-elle, je comprends maintenant, je comprends votre superbe indifférence...

— Et Godfrey, interrompis-je,... mon frère, que dira-t-il?

Godfrey, selon Christine, ne donnerait pas volontiers son approbation à ce mariage, si d'avance on la sollicitait de lui; mais j'étais, à vingt-deux ans, parfaitement libre de mes actions, et s'il trouvait à son retour les choses trop avancées, si je pouvais opposer à ses répugnances un engagement formel...

— Un engagement?... mais il n'y en a point!

— Vous êtes parfaitement engagée, me dit Christine; du moins M. Wyndham vous regarde-t-il comme telle... Est-ce que par hasard vous auriez déjà changé d'avis?

— Engagée!... je suis engagée!... repris-je, essayant de me convaincre moi-même en répétant ces mots consacrés, que ma destinée était à jamais liée à celle de Hugh... Soit, continuai-je en me jetant dans les bras de ma sœur; vous et lui, vous êtes les bons anges,... Godfrey et moi...

— Pas un mot contre Godfrey, je vous prie! interrompit Christine. Vous empiétez là sur mes droits,... et vous savez si j'y tiens.

Le soir d'après, sur le balcon où, sans fausse pruderie, j'étais allée le rejoindre, en apprenant des enfans que « le beau *gentleman* » demandait où j'étais, Hugh me parlait avec assurance et tendresse de notre heureux avenir. Il me remerciait d'être bonne pour lui, et vantait ce naturel penchant de mon âme vers le malheur qui avait besoin de consolation. — Il est beau, disait-il, d'être ainsi douée... — Et moi je me sentais honteuse de ces éloges immérités; mais en même temps ma timidité, mon orgueil peut-être, m'empêchaient de lui confesser que ce qu'il admirait tant, ma volonté domptée, mes haines oubliées, mes intérêts méconnus, tous ces apparens sacrifices n'étaient au fond que le résultat d'un entraînement irrésistible vers celui qui, sans les espérer, sans presque les demander, les avait obtenus de moi. Il y eut un moment où, levant les yeux vers lui, je sentis prêt à m'échapper l'aveu de cet amour dont j'avais si longtemps et si bien gardé le secret; mais une terreur intime l'arrêta sur mes lèvres au moment où il allait en sortir. Il me sembla que j'allais déchoir, m'avilir à ses yeux. Sous mes paupières qui s'abaissaient, je sentis s'amasser des pleurs brûlans.

— Ah! s'écria-t-il, souriant encore, mais troublé, voici que vous reprenez votre physionomie de parque!... Quel est donc ce brusque retour à des idées sombres?

Embarrassée de répondre, je balbutiai le nom d'Owen Wyndham. — Je sais, reprit Hugh,... je comprends ce qui se passe en vous;... mais ne conservez aucun doute, aucune amère pensée à ce sujet... Je ne contraindrai jamais vos antipathies, et, lié par le sacrifice que j'accepte de vous, il est juste que je vous en fasse d'équivalens... En renonçant à voir Owen après que vous serez devenue ma femme, je sais que j'affligerai ma mère, et c'est là mon plus grand souci... Je m'y résignerai cependant en songeant que pour moi vous entrez en lutte avec les préjugés hostiles d'un frère qui vous aime... Maintenant, et pour sceller cette convention, je vous demanderai simplement une promesse, sans me dissimuler ce qu'il pourra vous en coûter de la tenir : c'est de dire à votre frère, quand

il reviendra, que vous êtes formellement engagée vis-à-vis de moi. Il ne doit pas rester à ce sujet le moindre doute dans son esprit... Me le promettez-vous, chère Alswitha?

— Oui, répondis-je à la hâte. Et en prononçant cette syllabe il me sembla un instant que je rompais avec un passé plein de doutes, d'anxiétés, de ténèbres; mais le moment d'après, malgré cette affirmation hardie de mes droits sur moi-même et sur mon avenir, l'illusion était dissipée; — je me sentais encore à la merci du destin.

VIII.

Hugh m'avait arraché la promesse de me laisser présenter à sa mère. Christine m'encourageait à ce pas décisif. — Multipliez, me disait-elle, les démarches qui peuvent rendre aux yeux de Godfrey ce mariage inévitable. Avec ces esprits obstinés, c'est ainsi qu'il faut agir.

Un jour avait donc été pris; ce jour-là, mistress Wyndham, saisie de spasmes violens, nous fit prévenir, au moment où j'allais me rendre chez elle, qu'elle ne pourrait me recevoir. Son fils, alarmé par ce message, me quitta brusquement : il devait revenir quelques heures plus tard; nous ne le revîmes pas. Le soir même, je reçus un billet de lui. — De fâcheuses nouvelles l'obligeaient à quitter Londres sans une minute de retard, et il ne pouvait, à quelques jours près, fixer d'avance l'époque de son retour. — Quelques mots par lesquels il me demandait, « quoi qu'il pût advenir, » de me garder à lui donnaient un caractère assez solennel à ces lignes, tracées évidemment sous l'empire d'une grave préoccupation. J'aurais voulu y répondre, mais on ne put me donner l'adresse de Hugh. Les domestiques de sa mère disaient simplement qu'il était allé à la campagne « chez des parens. »

Le lendemain, Godfrey arriva : il était convenu avec Christine que je me trouverais là pour répondre aux questions qu'il pourrait faire, et supporter le premier choc de son mécontentement; ma belle-sœur viendrait ensuite me porter assistance. Par suite de je ne sais quel malentendu sur l'heure où arrivait le train, j'étais à écrire dans ma chambre lorsque j'entendis une des femmes de service annoncer que « monsieur était là. » Le cœur me battit bien fort à ces mots, et en descendant au salon c'est tout au plus si je me sentais marcher... Là, du premier coup d'œil, je vis, à l'air consterné de Christine, aux sourcils froncés de mon frère, que déjà elle lui avait tout appris. A peine m'eut-il aperçue : — Savez-vous, me dit-il, savez-vous ce que vous avez fait en vous fiançant avec Wyndham?... Mais d'abord pourquoi m'avoir trompé?... Ne m'avez-vous pas

affirmé, ici même, avant mon départ, qu'il n'avait jamais, par lui ou les siens, sollicité ce mariage?

— C'était la vérité, répondis-je d'une voix mal assurée, en me laissant tomber dans un fauteuil.

— Comment, reprit-il en se rapprochant de moi, puis-je croire que jamais, soit avant, soit après son mariage avec une autre, il n'a cherché à vous plaire?

— Jamais.

— Et, recommença-t-il, atténuant l'éclat de sa voix, malgré ce que vous saviez,... indifférente à ce jeune homme,... il ne lui a pas fallu tout à fait un mois pour vous décider à l'accepter, à tous risques, à tous périls?

L'étonnement dédaigneux qu'exprimait cette question me rendit un peu d'énergie. — Quand vous m'avez interrogée, mon frère, je ne vous ai dit que la vérité. Toute la vérité, je ne vous l'ai pas dite. Jamais Hugh Wyndham, jusqu'à ces derniers jours, n'avait cherché à me plaire; mais je l'aimais, moi, dès ce temps-là même où il s'engageait à une autre... La vérité, vous la voulez, la voilà... Maintenant, Godfrey, si la honte pouvait tuer, je tomberais morte à vos pieds!

Je me sentais en effet comme écrasée, et c'est à peine si j'entendis mon frère s'écrier avec une irritation concentrée : — A merveille! ces Wyndham font des femmes tout ce qu'ils veulent...

L'instant d'après cependant, comprenant quelle humiliation il venait d'infliger à un orgueil qu'il savait égal au sien, il vint à moi, me souleva du siége où je restais à peu près évanouie, et m'étreignant sur sa poitrine comme pour renouer le lien fraternel : — Il y a un abîme entre vous et cet homme, me dit-il à voix basse... J'ai eu tort de ne pas tout vous dire... Je suis responsable de ce qui s'est passé... Il ne s'agit plus de savoir, reprit-il avec effort, si vous voulez ou non épouser Hugh Wyndham, mais si, en le supposant tel que Christine et vous l'avez jugé, ce jeune homme pourra songer, ne fût-ce qu'une minute, à épouser ma sœur.

— Votre sœur? interrompit Christine.

— Oui, la sœur d'un homme qui, en ce moment même, poursuit son frère comme assassin.

A ces terribles paroles, Christine ne put retenir un cri d'effroi. Pour moi, une silencieuse horreur m'envahit; je venais, en un clin d'œil, de tout comprendre : ce séjour dans le Cheshire, prolongé au-delà de tout calcul, ce retour sans cesse annoncé, sans cesse remis, ce silence obstiné gardé vis-à-vis de moi.

— J'ai eu tort, répétait-il... Je devais vous avertir que j'étais de nouveau sur la trace du crime; mais j'avais tant à faire,... de vous je prévoyais tant d'objections...

A peine écoutais-je ces vaines formules de regret. Ma pensée venait de se reporter sur Hugh Wyndham : — C'est donc pour cela, balbutiai-je, qu'hier même il est parti à l'improviste?

— Parti!... Hugh Wyndham est parti?... s'écria mon frère, dont le regard inquiet jeta aussitôt de nouveaux éclairs... Quelque espion damné l'aura prévenu. Owen Wyndham est peut-être déjà hors d'Angleterre.

Ces sombres regards, cette voix âpre, ces accens de fureur me firent alors cruellement expier ces vœux de vengeance, ces prières blasphématoires dont j'avais fatigué le ciel; mais Godfrey s'était déjà jeté sur un paquet de lettres qu'on lui avait remises à son arrivée, et qu'il n'avait pas encore songé à décacheter. Il en prit une, l'ouvrit à la hâte, et une sorte de sourire farouche vint illuminer ses traits lorsqu'il l'eut parcourue. Ce fut d'une voix calme, mais avec effort, qu'il nous dit ensuite : — Je me trompais... Rien n'est plus à craindre... Owen Wyndham est aux mains de la justice.

. . . .

J'appris dès le lendemain et très en détail, par ma belle-sœur, — car Godfrey évita désormais tout entretien avec moi sur ces sujets pénibles, — le fatal enchaînement de faits qui rattachait à ce sombre dénoûment les paroles que, presque malgré moi, j'avais prononcées devant mon frère lors de notre visite à Blendon-Hall. On n'a peut-être pas oublié qu'elles l'avaient amené à commencer une sorte d'enquête, infructueuse au début et bientôt interrompue par son embarquement. L'homme de loi qu'il avait chargé de la continuer, — en lui laissant sous le sceau du secret le résumé des faits sur lesquels il lui semblait possible d'établir un commencement de poursuites, — avait jugé les constatations tout à fait insuffisantes et nos soupçons absolument dénués, non de vraisemblance, mais de consistance légale. Cette conviction avait à peu près passé dans l'esprit de mon frère, quand après son retour il nous quitta pour se rendre auprès du capitaine Stirling. Là, peu de jours après son arrivée dans le Cheshire, vint le trouver une lettre de mistress Smith, qui, conformément à une promesse antérieure, lui donnait l'adresse de Jane Hickman, revenue en Angleterre après une absence de trois ans. Godfrey vit cette femme, dont les souvenirs encore présens lui eussent permis d'établir qu'Owen Wyndham avait quitté mystérieusement Blendon-Hall le jour de l'assassinat, en traversant la bibliothèque et le cabinet de mon père; mais c'était tout, et si *un* crime se trouvait ainsi à peu près avéré, Jane elle-même ne le rattachait nullement au tragique épisode du 12 septembre. Richard Carter était encore, à ses yeux, le meurtrier de son pauvre maître. Quant à son frère, quant à Tom Hickman, malgré sa disparition

suspecte à partir du jour où le crime avait été commis, elle s'obstinait à proclamer son innocence. Qu'avait-il pu devenir depuis cette époque? Elle ne s'expliquait sur ce point qu'avec une répugnance marquée; tout ce qu'on put tirer d'elle fut qu'il avait résidé quelques années dans l'île de Man : là s'était perdue sa trace, et on le croyait mort.

Après sa conférence avec cette femme, mon frère désespérait plus que jamais de renouer le fil rompu de ses investigations lorsqu'un singulier hasard lui fit prêter l'oreille à la conversation de quelques-uns des ouvriers dont il surveillait les travaux. La plupart étaient des *Manxmen* (1). Ils parlaient d'un homme arrêté le matin même comme soupçonné d'un vol commis dans des circonstances assez notables au préjudice d'une compagnie de chemins de fer. Ils avaient reconnu en lui, non pas un compatriote, mais un étranger qu'ils avaient vu assez longtemps résider dans leur île. Seulement cet homme avait depuis lors changé de nom. Godfrey, dont l'attention se trouva sur-le-champ éveillée, s'était enquis du nom sous lequel l'accusé George Dawson avait été autrefois connu. Comme il l'avait pressenti, le prétendu George Dawson n'était autre que Thomas Hickman.

Ceci établi, restait à savoir si réellement le départ subit de cet homme le 12 septembre 1835 avait un rapport quelconque avec le terrible événement de cette journée; il fallait aussi préciser la part qu'Owen Wyndham y avait pu prendre. Pressé de questions et voulant, sous le coup de poursuites graves, écarter de lui les soupçons qui pouvaient militer contre lui à raison de ses mystérieux antécédens, Hickman fit des aveux complets. — Perdu de dettes, réduit pour vivre aux ressources précaires du braconnage, il s'était trouvé, le 12 septembre 1835, dans les épais taillis avoisinant Blendon-Hall. Le *squire* devait, à son compte, être absent, et, puisqu'il s'agissait d'une grande chasse projetée à dix milles de là, il aurait certainement emmené la plupart des gardes. Sa surprise fut donc grande lorsque vers midi, à quelques pas de lui, se montra tout à coup le maître de Blendon-Hall. Le voyant sans fusil ni chiens, Tom se tapit derrière un buisson, comptant bien qu'il passerait son chemin sans apercevoir ni le braconnier ni les piéges déjà tendus; mais point. Le *squire* allait et revenait sur ses pas, donnant toutes les marques de l'agitation la plus vive. Il semblait hors de lui, vaguant ainsi à pas pressés dans l'étroit sentier. Après un laps de temps difficile à préciser, Tom avait entendu s'écarter non loin de lui quelques branches, et entrevu dans l'épaisseur du taillis un troisième person-

(1) Habitans de l'île de Man.

nage qui s'avançait à pas furtifs dans la même direction. Il reconnut bientôt, le nouveau-venu s'étant tourné de son côté, un personnage dont les fréquentes visites au château avaient souvent fourni matière aux commérages des buveurs dans les *ale-houses* des environs. Le rusé braconnier devina qu'il s'agissait d'une autre espèce de fraude, et se promit de mettre à contribution le hasard qui lui livrait ce mystérieux visiteur. A peu près certain que la préoccupation du *squire* lui laissait le champ libre, il quitta sa cachette, et par un circuit familier se dirigea sans bruit vers une des issues du bois, celle par où l'on racontait qu'Owen Wyndham arrivait d'ordinaire au château. A peine cependant avait-il quitté son abri, un coup de feu le fit tressaillir et l'arrêta sur place. Sa première idée fut qu'un garde-chasse, l'ayant aperçu, tirait sur lui : aussi se dit-il que le parti le plus sûr était encore de continuer sa course dans la direction déjà prise. Une fois hors du bois seigneurial, il s'embusqua près de la barrière, il attendit et n'attendit pas en vain. La barrière fut bientôt franchie par l'individu qu'il guettait. Hickman n'hésita pas à l'aborder par son nom et à lui demander ironiquement « des nouvelles de mylady. » Sans lui répondre autrement, M. Wyndham lui jeta un *sovereign*, et une heure plus tard, par l'entremise d'une petite paysanne à peine âgée de cinq à six ans, Hickman reçut avis qu'on l'attendait derrière les haies d'un champ voisin. Arrivé au rendez-vous, il y retrouva le même personnage, qui, lui parlant assez vaguement de « dangers courus, » de « secret à garder, » des recherches qu'on allait faire, d'un interrogatoire à éviter, lui offrit une somme assez considérable, s'il voulait quitter immédiatement les environs, et l'Angleterre peu de jours plus tard, pour aller passer quelques années soit en Amérique, soit en Australie. Pour un malheureux qui ne savait de quel bois faire flèche et que ses créanciers talonnaient, la proposition était des plus acceptables; elle le séparait brusquement de mauvais compagnons qui l'entraînaient à sa perte, et le tirait de mille embarras en lui offrant toutes les chances d'un nouvel avenir. Le contrat ne fut pas long à passer, et M. Wyndham ne perdit pas une minute pour en exécuter les clauses. Un *dog-cart* attendait à quelque distance : il y fit monter Hickman, et lui-même, vêtu d'habits d'emprunt qui lui donnaient assez la tournure d'un commis-voyageur, le conduisit rapidement jusqu'à une petite ville voisine où, après avoir mis en gage chez un *pawn-broker* une bague de grand prix, il lui délivra un fort à-compte sur la somme qu'il était convenu de lui payer avant son embarquement. La somme complète lui avait été payée quinze jours après son arrivée en Amérique. Pendant les deux ou trois ans qu'il passa cherchant fortune aux États-Unis, Hickman, qui n'avait aucune correspondance avec son pays na-

tal, ignora complétement qu'il eût ainsi reçu, pour ainsi dire, « le prix du sang. » Ce fut seulement à son retour en Angleterre que l'exacte coïncidence du marché passé avec Owen Wyndham et de cette mort violente infligée au maître de Blendon-Hall fit naître en lui de graves soupçons; mais comment les vérifier? et, fussent-ils fondés, comment entrer en lutte, lui, le misérable aventurier, avec un criminel aussi haut placé, aussi riche, tenant par son apparentage à l'élite sociale, et que l'esprit de caste, la solidarité aristocratique, eussent protégé contre de bien autres adversaires?

Ces soupçons cependant se trouvaient confirmés par la libéralité même avec laquelle Owen Wyndham pourvoyait aux besoins de son ancien complice, pourvu que Hickman s'abstînt rigoureusement de reparaître aux environs de Blendon-Hall et de renouer ses relations avec les membres de sa famille qui avaient appartenu à la domesticité du château. Aux prises avec les difficultés d'une vie errante, isolé des siens, habitué à étouffer la voix de la conscience, le malheureux courba la tête une fois de plus. A Jersey et dans l'île de Man, où il avait résidé successivement, il avait porté l'inconstance de son caractère et cette incurable faiblesse qui le mettait à la merci de tous les entraînemens mauvais. Il s'était compromis dans des spéculations de contrebande, et, sous un nom supposé, avait dû aller vivre en Belgique après avoir aliéné à vil prix les échéances futures d'une annuité viagère constituée sur sa tête par M. Wyndham. Un ingénieur anglais, qui, le trouvant sous sa main, l'avait employé dans des travaux de chemin de fer, l'avait ensuite recommandé en Angleterre à l'un de ses collègues. C'est ainsi que le prétendu Dawson, revenu dans son pays, mais resté sous le coup d'antécédens équivoques et signalé aux soupçons par le mystère dont il était forcé de s'entourer, avait fini par se trouver mêlé, malgré ses protestations d'innocence, à une affaire criminelle soumise en ce moment aux investigations de la justice.

Si explicites qu'ils fussent, les aveux de Hickman ne suffisaient pas pour autoriser mon frère à formuler contre Owen Wyndham une de ces accusations précises, irréfragables, qui, ne laissant guère de doute dans l'esprit d'un juge, lui interdisent tout ménagement dilatoire, et enlèvent à l'accusé le droit de réclamer sa liberté sous caution. Le témoignage de Hickman se trouva fort à propos corroboré par celui qu'on put obtenir de mistress Gill, dont une lettre, datée d'Halifax, adressée à son ancienne camarade Jane Hickman et transmise à mon frère par celle-ci, venait de faire retrouver la trace. Godfrey s'était rendu aussitôt auprès d'elle et l'avait trouvée sur son lit de mort, tourmentée de mille scrupules religieux. Cependant il lui en coûtait encore de confesser tous ses torts; il fallut la grande

influence acquise sur elle par le ministre dissident qui l'assistait pour lui arracher l'aveu de certains faits très concordans et très graves. Mistress Gill finit par reconnaître qu'elle avait mis mon père sur la voie de découvertes qui importaient à son honneur. C'était d'après des indications fournies par elle qu'à la suite d'une discussion très orageuse il avait saisi l'écritoire de sa femme. Comme moi, mistress Gill avait vu cette écritoire entre ses mains dans la matinée du 12 septembre. Après le crime, et pendant le premier désordre occasionné par la fatale nouvelle, mandée auprès de ma mère, — qui lui parut savoir à quoi s'en tenir sur ses dénonciations, et qui la trouva sourde à tous les argumens par lesquels elle essayait de se justifier, — la femme de charge, comblée de cadeaux, éblouie de promesses, accepta la mission de « défendre l'honneur de sa maîtresse » contre quiconque voudrait l'attaquer. De dénonciatrice, elle devint confidente; d'ennemie, alliée. Par elle passaient les sommes secrètement adressées à Owen Wyndham; par elle, les lettres de cet homme arrivaient à la veuve de mon père. Avec l'aide de Wilkins, qui croyait, elle, de très bonne foi, aux protestations d'innocence de « mylady, » elle arrêta, elle parvint à étouffer les bavardages des autres serviteurs du château. Il était fort important d'obtenir par elle la preuve que, dans la matinée du 12 septembre, Owen Wyndham était, de sa personne, à Blendon-Hall : or elle ne l'y avait point vu et n'y soupçonnait pas sa présence; mais un incident particulier la lui avait démontrée. Ce jour-là, elle avait vu, le matin, au doigt de sa maîtresse, une bague ornée de brillans que sa forme particulière ne permettait pas de confondre avec une autre. Dans l'après-midi, ce bijou avait disparu. Wilkins, en déshabillant mylady, lui en avait fait l'observation, et il lui fut répondu négligemment qu'il se retrouverait sans doute le jour d'après. Cette perte avait excité un certain émoi parmi les domestiques, et ils avaient attribué l'indifférence témoignée à ce sujet par leur maîtresse au désespoir dans lequel, en ce moment même, elle semblait plongée. La bague cherchée de tous côtés ne se retrouvait pourtant pas, et ce fut seulement quelques jours avant celui où la famille allait quitter Blendon-Hall que mistress Gill, par ordre supérieur, annonça la découverte fortuite de ce précieux bijou dans un des tiroirs de la bibliothèque, « où elle était sans doute tombée des mains de mistress Lee pendant qu'elle y rangeait quelques papiers à la suite du fatal événement. » Mistress Gill néanmoins savait à merveille que c'était là un mensonge pur et simple, car le jour précédent elle avait reçu (à elle adressé pour qu'elle le remît à sa maîtresse) un petit écrin qu'elle avait eu la curiosité d'ouvrir. Or cet écrin renfermait précisément le joyau égaré. M. Wyndham seul pouvait l'envoyer ainsi à mistress Gill,

puisque seul il l'employait comme intermédiaire auprès de mistress Lee. Pourquoi celle-ci lui avait-elle remis la bague? On ne pouvait guère le deviner; mais il était bien démontré pour la femme de charge que M. Wyndham avait dû la recevoir des mains de « mylady, » et cela, le jour même du meurtre, soit avant, soit après, ce qui impliquait la présence de cet homme dans le château, puisque mistress Lee elle-même n'en avait pas franchi le seuil.

L'enchaînement de ces circonstances avait quelque chose d'écrasant. Encore fallait-il leur donner cette sanction matérielle qui, devant un jury anglais, ne fait jamais impunément défaut à la plus irréfragable logique. Un témoin, un seul, manquait encore, qui eût vu entre les mains du meurtrier lui-même cette bague accusatrice dont l'emploi était si clairement établi. Les jurisconsultes à qui mon frère soumettait un à un, à mesure qu'il les groupait, ces formidables élémens d'accusation, lui demandaient encore ce complément des charges déjà existantes. Son infatigable ténacité le lui procura. Le *pawn-broker* chez qui la bague avait été mise en gage existait encore. La richesse exceptionnelle du dépôt effectué chez lui dans l'après-midi du 12 septembre, les soupçons passagers qu'il avait conçus en cette occasion, tout contribuait à lui rendre très distinct, malgré le laps de temps écoulé depuis lors, le souvenir de cette transaction, consignée d'ailleurs sur ses registres. Il se tenait pour certain de reconnaître le *gentleman* qui d'abord avait fait présenter la bague, puis, sur la demande expresse du *pawn-broker*, était venu en personne s'en déclarer le propriétaire, et enfin, quelques jours après, s'était présenté avec les fonds nécessaires pour en opérer le retrait.

Le réquisitoire se trouvait dès lors lié dans toutes ses parties. La tâche de Godfrey était remplie. La tête de son ennemi lui appartenait. Sa joie eût égalé son triomphe, si la pitié réelle que je lui inspirais ne fût venue tout à coup la troubler, la lui rendre amère. Quant à hésiter sur ce qui lui restait à faire, ceci n'était pas dans sa nature. Ni les muettes supplications de Christine, ni la conscience du mal qu'il m'infligeait, de l'irréparable sacrifice auquel j'allais sans doute être condamnée, ne pouvaient balancer chez lui le double instinct du devoir et de la vengeance. Pouvais-je donc m'en étonner, moi qui si souvent l'avait appelée de tous mes vœux, cette réparation tardive? — Sang pour sang!... avais-je crié bien des fois dans mon implacable justice. Eh bien! il allait couler, ce sang dont j'avais eu soif. En étais-je donc plus heureuse?

IX.

Oui, Godfrey était bon pour moi. Oui, je ne pouvais, même en ces rudes épreuves, méconnaître le sens de ces longs regards dont il me suivait par momens, de ces menus soins, de ces tendres prévenances dont il me comblait en toute occasion. Le silence qu'il avait d'abord gardé lui-même, il l'imposait maintenant à tous ceux dont je vivais entourée. Je ne pouvais douter que l'œuvre terrible ne s'accomplît, mais rien jamais ne venait me la rappeler. Si je hasardais une question, toute réponse était éludée. Un calme factice régnait autour de moi, et ce calme, s'il n'apaisait ni mes anxiétés ni ma douleur, semblait parfois m'en distraire et les engourdir.

Un jour que, plongée dans l'espèce de torpeur où chacun s'étudiait à me laisser, je m'absorbais en je ne sais quelle rêverie, j'entendis ouvrir la porte d'un petit salon où mon frère en ce moment écrivait quelques lettres, et qu'il fallait nécessairement traverser pour arriver dans la pièce où je me tenais. Mon frère, se levant par un mouvement brusque, attira mon attention, et avant d'avoir pu avancer la tête pour voir qui se présentait devant lui, je reconnus une voix dont les vibrations connues m'allèrent au cœur. Hugh Wyndham demandait à me parler, « à me parler, ajoutait-il, de la part de ma mère. »

Conservant à grand'peine un calme parfait, et sans se départir des formules de la plus exacte courtoisie, mon frère essaya de lui faire comprendre que peut-être mieux vaudrait éviter une si pénible entrevue. Une communication par écrit... Je l'interrompis alors en me montrant. L'idée que ces deux hommes se trouvaient en présence m'avait tout d'abord étourdie. Maintenant je comprenais la nécessité de me placer entre eux et d'abréger leur pénible tête-à-tête.

— Loin de moi, reprit Hugh, l'idée d'importuner miss Lee;... mais je dois remettre entre ses mains le message qui m'est confié... Elle seule, puisque la voici, décidera si mon insistance est ou non déplacée.

— Ma sœur est libre, monsieur, repartit Godfrey; mais elle sait ce que je pense de l'embarrassante situation où vous la placez ainsi.

— Je le sais, me hâtai-je de répondre; mais aucun motif, pas même celui-là, ne m'empêchera d'écouter ce que peut avoir à me dire M. Hugh Wyndham. Au surplus, comme il n'y a aucun secret entre nous, je ne m'oppose nullement à ce que cet entretien vous ait pour témoin.

— Ma curiosité ne va point jusque-là, répliqua Godfrey avec hau-

teur, et après s'être légèrement incliné devant Hugh, il alla se rasseoir à son bureau, ce qui l'éloignait assez de nous pour le rendre étranger à la conversation qui allait suivre. Hugh Wyndham m'épargna de vains préliminaires.

— Vous savez, me dit-il, où est mon frère?... Vous savez de quoi il est accusé?

Un signe de tête fut toute ma réponse.

— Cela étant, poursuivit-il, toute explication serait inutile... Votre mère vous prie de lire ceci en ma présence. Vous y répondrez de vive voix, et je lui ferai connaître votre décision.

La lettre qu'il me remit était conçue en ces termes :

« Aux mains de l'homme que vous aimez et qui vous aime, je confie cet appel fait à votre justice. Je lui devrai peut-être la ruine de cet horrible complot tramé contre la vie de mon mari, tramé contre mon honneur. Son influence luttera utilement, je l'espère, contre ces assertions mensongères qui ont, je puis le craindre, empoisonné votre esprit. Ses conseils vous donneront la force de braver les ressentimens que vous craignez sans doute, de renoncer à vos fatales préventions, de proclamer la vérité, qui peut nous sauver tous. Des témoins subornés affirment, contre toute vérité, que M. Wyndham était à Blendon-Hall le 12 septembre, qu'il s'y est rencontré avec moi, et qu'immédiatement après m'avoir quittée, il a commis le crime dont on l'accuse. Vous n'aviez guère que cinq ans à cette époque; mais comme dans cette matinée fatale *vous ne m'avez pas quittée un seul instant*, comme on pourra établir que votre précoce intelligence, vos habitudes observatrices, vous mettaient dès lors à l'abri de toute supercherie, votre témoignage détruira ceux qu'on invoque au profit du mensonge. Il est heureux que le mauvais vouloir de nos ennemis ait précisément choisi pour nous perdre ce moyen que vous pouvez, si vous le voulez, anéantir avec une seule parole. Vous me devez cet acte de justice, que d'ailleurs moi, votre mère, j'implore de vous comme un bienfait. A détruire mon bonheur, vous perdez le vôtre. Hugh vous aime, vous savez à quel point; mais si, dans votre aveugle acharnement, vous refusez d'attester la vérité qui sauve son frère, il faudra bien qu'il renonce à vous. La malédiction de sa mère serait sur lui, s'il agissait autrement. Ayez donc pitié de vous-même et pitié de moi. »

Assise et cette lettre étalée sur mes genoux, je restai quelque temps abîmée dans les réflexions poignantes qu'elle me suggérait. Je comprenais ce qu'on attendait de moi, le prix dont on voulait payer ma docilité, le châtiment dont on voulait effrayer mon obstination. Je voyais aussi que Hugh persistait encore, et malgré tout, à croire son frère innocent. Le courage me manquait pour dissiper

cette illusion suprême, et aucunes paroles ne s'offraient à mes lèvres qui dussent lui faire accepter et comprendre mon refus.

— Vous hésitez, Alswitha? me dit-il enfin.

— Savez-vous, lui demandai-je à mon tour, quel est l'objet de cette lettre?

— De faire connaître la vérité, me répondit-il avec l'accent du reproche.

— La vérité! repris-je. Ah! croyez-moi, ne me demandez que le silence!

— Je ne vous comprends pas...

— Ma mère, elle, se chargera de comprendre.

Il tressaillit; une pâleur mortelle couvrit son visage.

— Owen était là! s'écria-t-il à mots pressés; vous l'avez vu?... Vous êtes sûre de ne pas vous tromper?...

Et comme je ne répondais plus, après quelques instans de silence: — Croyez, ajouta-t-il avec amertume, que, si j'eusse connu la vérité, jamais je n'aurais accepté cette mission, sans laquelle cependant je ne vous aurais jamais revue, continua-t-il avec un accent bien moins sévère... Comment n'ai-je pas su?...

— Ce que je savais, moi, n'est-il pas vrai? répondis-je... Que voulez-vous?... j'espérais n'avoir jamais à vous en parler. Devenue vôtre à jamais, je désarmais, je croyais du moins désarmer ce menaçant avenir...

— Et vous nous sauviez tous. Je comprends, et je vous rends grâces; mais sans cette ignorance fatale où je suis resté, mon frère échappait à sa terrible destinée. Il était prévenu de quelque chose. Votre oncle Haworth l'avait mis sur ses gardes; votre mère elle-même, m'appelant à Bampton-Chase, me priait d'user de mon influence sur Owen pour lui faire franchir le détroit, « afin d'éviter, disait-elle, les méprises de la justice humaine. » Soigneux de sa renommée et convaincu qu'il n'avait pas *ce* crime à se reprocher, j'ai voulu au contraire qu'il affrontât les poursuites annoncées. La vérité, mon Dieu, que ne l'ai-je sue à temps!...

La vérité, pensais-je au même moment, c'était moi qui pouvais la faire connaître, et puisque, révélée à temps, elle devait sauver le coupable, ma destinée avait été de la taire jusqu'à l'heure fatale où le silence gardé par moi devait assurer son châtiment. Cette pensée, qui me remplissait d'effroi, venait sans doute de traverser aussi l'âme du malheureux frère d'Owen Wyndham, car il s'écria tout à coup : — Ah! ce portrait!... ce portrait!... Quel présage!... Par le ciel, Alswitha, vous aurez été jusqu'au bout mon mauvais génie!

— Le vôtre et le mien, lui répondis-je... Vous, en revanche,

vous avez été ce que j'ai toujours aimé, ce que j'aimerai le mieux au monde.

Un éclair de joie parut dans ses yeux; mais il lut dans les mien' notre arrêt irrévocable. — Vous avez raison, murmura-t-il, répondant à ce que je n'avais pas osé dire... Je n'aurais désormais à vous offrir qu'un nom souillé...

— Je pense, interrompit la voix grave de mon frère, que le message de mistress Wyndham a reçu sa réponse. Cela étant, il me semble que, sous mon toit du moins, ma sœur et le frère d'Owen Wyndham n'ont plus une parole à échanger.

— Qu'en pensez-vous, Alswitha? me demanda Hugh, dont une vive rougeur trahissait l'irritation naissante... Soit donc,... reprit-il, voyant que je n'osais l'encourager à rester. Si pourtant d'ici à un an je vis encore...

Mais il n'acheva pas cette phrase, et, après avoir pris une fois encore ma main dans les siennes, il échangea un salut avec mon frère, qui, l'ayant cérémonieusement reconduit, revint aussitôt près de moi.

— Que vous demandait-on? me dit-il.

— Un faux témoignage.

— Et *lui*,... vous le demandait-il aussi?

— Lui?... vous ne le connaissez guère.

Godfrey cependant m'avait attirée sur son cœur. Avec d'affectueuses paroles, avec les plus tendres caresses, il passait ses mains sur mon front brûlant, il posait ses lèvres sur mes tempes, où le sang venait battre à flots pressés. Incapable de conserver une pensée de rancune contre qui m'aimait ainsi, je réussis, par un incroyable effort sur moi-même, à passer mes bras autour de son cou; mais là, payant la violence que je m'étais faite, je perdis tout sentiment de l'existence, et je restai inanimée dans ses bras. . . . .

A mon réveil, — c'est-à-dire quelques semaines plus tard, — je me retrouvai couchée dans une chambre où étaient à peine admis quelques rayons de jour. Dans cette pénombre, Christine était assise, et son regard compatissant fut le premier qui rencontra les miens, encore vagues et troublés. Un instinct dont je ne me chargerais pas de rendre compte m'avertissait qu'un laps de temps considérable avait dû s'écouler depuis que la vie était pour ainsi dire suspendue en moi.

— Le procès?... murmurai-je, Owen Wyndham?...

— Owen Wyndham n'est plus, me répondit-elle doucement; il a trouvé moyen de se soustraire à l'infamie du supplice.

— Ma mère?...

— Elle a été malade,... malade comme vous... Mistress Wroughton m'écrit qu'elle va mieux.

Je n'ajoutai rien; mais ma bonne Christine devina qu'une troisième question, qui me coûtait à faire, restait arrêtée sur mes lèvres.

— Hugh Wyndham, me dit-elle, est encore en Angleterre... Il part dans quelques jours pour rejoindre son régiment... Maintenant, ajouta-t-elle avec douceur, maintenant que vous savez tout ce qu'il fallait vous dire pour dissiper vos inquiétudes, nous en resterons là jusqu'à guérison parfaite.

Je ne pouvais que me soumettre à cette amicale injonction dans l'état de prostration complète et presque d'anéantissement auquel le mal m'avait réduite. Quand je fus un peu rétablie, et avant même que mes forces fussent tout à fait revenues, j'appris, toujours par ma belle-sœur, que Hugh était parti. — Mais il n'a pas voulu quitter le pays, eut-elle soin d'ajouter, avant d'être informé que vous étiez hors de danger.

— Mon cœur lui en tient compte, répondis-je, tout assurée que je suis de ne le revoir jamais.

Je me sentais comme indigne de tout bonheur et comme incapable d'en jamais goûter aucun. Il est des fatalités qui ressemblent à des crimes, et qui comme eux vous laissent sous le poids d'éternels remords. Ma mère désormais vouée à l'isolement, à la honte, ma mère déchue, humiliée, engourdie dans une irrémédiable tristesse qui lui ôtait en partie l'usage de sa raison, ma mère n'était ainsi que par moi. Ne fallait-il pas que ma mère fût vengée?

Elle l'a été. L'année s'est écoulée après laquelle, si Hugh était encore vivant, je devais, avait-il dit, le revoir. Croirait-on que malgré moi je gardais au fond du cœur je ne sais quelle vague espérance, démentie par tous mes pressentimens comme par tous mes calculs? Je ne sais si Godfrey s'en doutait. Il était toujours bon, excellent pour moi, et jamais une parole ne lui échappait dont mes regrets mystérieux pussent s'effrayer ou s'aigrir. Un jour, — il n'y a pas longtemps, — je le surpris regardant à la dérobée mon visage flétri, ma taille affaissée sur elle-même. Une douleur profonde contractait sa physionomie sévère. Une larme n'a jamais mouillé ses yeux, mais je compris que cette fois il « pleurait en dedans, » et je compris pourquoi.

— Hugh est mort!... lui dis-je simplement.

— Oui, répondit-il en se détournant de moi.

— Où a-t-il péri?... où est son tombeau?...

— Là, me répondit-il en me montrant une carte de l'Inde.

— Son régiment ne devait pourtant pas s'y trouver.

— Non; mais il avait quitté son régiment.

Une clairvoyance effrayante échoit en partage à ceux qui ont la longue expérience du malheur. Je devinai que Hugh avait dû changer de régiment par déférence pour les susceptibilités exagérées du

point d'honneur militaire. En réalité, c'était moi qui l'avais chassé de son corps, moi qui l'avais poussé sur le volcan indien à la veille même de la terrible éruption.

La Parque avait fait son œuvre...

Depuis lors j'ai tâché de vivre, et je vis encore, mais...

—

A ces tristes souvenirs de celle qui fut mon élève et mon amie (1), je n'ajouterai que peu de mots. Alswitha Lee est morte à vingt-huit ans, éloignée des siens et dans un isolement volontaire. Sa mère l'avait précédée au tombeau, et son frère était devenu propriétaire de Blendon-Hall. Jamais elle ne voulut y rentrer avec lui. Avertie qu'un léger mal, sans importance au début, empruntait quelque gravité à l'espèce de lente désorganisation qui s'accomplissait en elle, j'arrivai près de ma pauvre amie assez à temps pour passer quelques semaines encore à son chevet. Elle ne goûta de plein repos que dans les derniers jours. Jusque-là, le bienfait d'une calme agonie avait été refusé aux prières de cette âme pure, mais tourmentée, effrayée de son rôle ici-bas. — *Sa mère m'a maudite!* me répéta-t-elle plus d'une fois, faisant allusion à de vaines paroles qu'on prétendait avoir été prononcées par mistress Wyndham, survivant à ses deux fils et presque folle de douleur. J'obtins à grand'peine la permission d'avertir son frère Godfrey qu'elle était mourante : — Soit, dit-elle enfin, épargnons-lui la pensée que j'ai craint sa présence; mais il ne me consolera pas. — Elle se trompait. Cette dernière entrevue, si triste, où ils échangèrent à peine quelques mots, leur fit du bien à tous les deux. Elle mourut la main dans celle de son frère, l'être vivant qu'elle aimait le mieux malgré tout.

Près de la quitter et jetant sur elle un dernier regard : — Je pourrais ressusciter ce pauvre être que certes je ne l'oserais pas, me dit-il d'une voix étouffée par les sanglots... La justice se paie parfois bien cher ici-bas, et Dieu, dans ses insondables colères, atteint, en même temps que les coupables, ceux-là mêmes dont il a fait les instrumens de sa vengeance. Il faut adorer ses décrets sans les comprendre.

E.-D. Forgues.

(1) Ce *post-scriptum*, dans le manuscrit, est de la main de mistress Wroughton.

LES PARTIS

ET

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

AUX ÉTATS-UNIS

Les États-Unis viennent de traverser la crise que ramène tous les quatre ans l'élection du président. C'est le 6 novembre qu'ont été choisis simultanément dans tous les états les électeurs qui doivent, au mois de février 1861, désigner le président et le vice-président de la république. Comme ces électeurs reçoivent un mandat impératif et que leur vote est ainsi connu d'avance, la lutte est virtuellement terminée après leur nomination, à moins qu'aucune candidature n'ait réuni la majorité absolue des suffrages, et que la désignation des deux premiers magistrats ne doive être renvoyée au congrès (1). L'été qui précède une élection est toujours, pour la ré-

(1) Il est peut-être utile de rappeler, au début de ce tableau de l'agitation électorale aux Etats-Unis en 1860, que l'élection du président a lieu de la façon suivante : tous les quatre ans, le premier mardi de novembre, chacun des états qui composent la confédération nomme au scrutin de liste et à la majorité relative un nombre d'électeurs fédéraux égal au nombre des sénateurs et des représentans qu'il a droit d'envoyer au congrès. Le premier mardi du mois de février suivant, les électeurs fédéraux de chaque état se réunissent au chef-lieu de l'état et votent par écrit. Les votes sont adressés sous un pli scellé et cacheté au président du sénat et ouverts en séance publique. Le nombre des électeurs fédéraux est actuellement de 303; la majorité absolue est donc 152. Cinq ou six mois avant la nomination des électeurs fédéraux, chaque parti tient une réunion générale ou *convention*, qui désigne les candidats du parti pour les deux premières magistratures : les comités permanens, institués dans chaque état, se chargent ensuite de dresser le *ticket*, c'est-à-dire une liste d'électeurs fédéraux qu'ils proposent aux suffrages du peuple. Suivant que la liste de tel ou tel parti passe aux élections de

publique américaine, une époque d'agitation et d'effervescence politique; ce n'est qu'après avoir épuisé toutes les ressources de la tactique électorale qu'un parti se résigne à laisser le pouvoir passer pour quatre ans aux mains de ses adversaires. Cette fois encore la victoire a été chaudement disputée, et la rivalité de quatre candidats, qui ont maintenu jusqu'au bout leurs prétentions, a présenté un spectacle que l'Union américaine n'avait pas vu depuis trente-cinq ans. La lutte des partis néanmoins n'a pas offert le même intérêt qu'en 1856. La situation actuelle n'est en effet que la conséquence et le développement naturel d'une révolution morale qui était déjà consommée il y a quatre ans, et dont tous les esprits observateurs avaient pu dès lors mesurer la portée.

I.

L'élection de 1856 fera époque dans l'histoire des États-Unis : elle marque un de ces momens décisifs qui ne se représentent qu'à de longs intervalles dans la vie des nations. L'Union vit alors se réaliser un fait dont la seule prévision excitait, depuis vingt ans, la plus vive inquiétude chez tous les hommes d'état américains, et qui avait été signalé d'avance comme le précurseur infaillible de la chute de la république. A toutes les élections précédentes, le suffrage universel avait prononcé entre deux hommes ou plutôt entre deux systèmes politiques qui, quels qu'ils fussent, comptaient des partisans et recueillaient des voix dans toute la confédération. En 1856, pour la première fois, la confédération se coupa en deux sections distinctes : une moitié de la république donna l'immense majorité de ses suffrages à un prétendant qui n'eut pas une seule voix dans l'autre moitié, et dont la candidature y fut même l'objet d'une véritable proscription. En-deçà d'une certaine ligne géographique, il y allait de la liberté et de la vie à se prononcer ou à écrire en faveur du colonel Frémont. Les états du sud déclaraient hautement qu'ils se retireraient de l'Union si le candidat du nord était élu, et le gouverneur de la Virginie, M. H.-A. Wise, annonça qu'il marcherait sur Washington à la tête des milices virginiennes pour se saisir du Capitole et des archives fédérales.

Il y avait loin sans doute de la menace à l'exécution d'un pareil projet; néanmoins les périls qu'une scission aussi profonde entre le nord et le sud créait à la république parurent assez sérieux pour

novembre, on est certain que les votes de l'état sont acquis à tel ou tel candidat, et l'élection de février n'est plus qu'une affaire de forme. Les cinq ou six mois qui séparent la désignation des candidats de la nomination des électeurs fédéraux forment ce qu'on appelle dans la langue politique des États-Unis la *campagne électorale*.

qu'il se formât immédiatement un tiers-parti, qui prit pour drapeau le maintien de l'Union. Ce parti intermédiaire se recruta dans une section aux dépens du parti démocratique et dans l'autre aux dépens du parti républicain, systématiquement opposé à l'esclavage. Au sud, il rallia tous les hommes modérés et tous ceux qui, secrètement hostiles aux progrès de l'esclavage, n'avaient aucun moyen de voter pour un candidat de leur opinion. Au nord, il vit venir à lui ceux des adversaires de l'esclavage qui ne pouvaient se décider à voter avec les démocrates, et qui appréhendaient en même temps que les républicains ne voulussent pousser trop loin les conséquences d'une victoire. Malgré ce double concours, malgré l'accession de beaucoup d'hommes éminens, le parti *américain* ou unioniste ne l'emporta que dans un seul état, le Maryland; s'il balança presque les voix du parti démocratique dans quelques-uns des états du sud, il demeura en minorité insignifiante dans la plupart des états du nord. Il exerça néanmoins une grande influence sur l'élection en divisant les voix des adversaires de l'esclavage dans les états du centre, la Pensylvanie, le New-Jersey, l'Illinois et l'Indiana, qui donnèrent la victoire aux démocrates. Ceux-ci avaient compris qu'avec un candidat trop ouvertement favorable à l'esclavage, ils ne détacheraient pas une seule voix du faisceau des états libres, et qu'ils ne pouvaient opposer avec succès au candidat républicain qu'un citoyen du nord. Leur choix tomba sur M. Buchanan. Ils firent valoir en sa faveur que, par la naissance, l'éducation et les intérêts, il appartenait à un état libre, la Pensylvanie, que la plus grande portion de sa vie s'était écoulée au dehors dans les fonctions diplomatiques, qu'il était demeuré par conséquent étranger aux passions et aux luttes de l'intérieur, et que nul n'était plus propre à faire prévaloir dans le gouvernement les idées d'une sage conciliation. Les débris de l'ancien parti whig, dissous depuis l'élection de 1852, et tous les hommes modérés qui ne s'étaient pas joints encore aux unionistes se laissèrent prendre à ces argumens; en assurant la majorité aux démocrates dans les états du centre, ils firent pencher la balance générale de leur côté.

Ce fut donc une pensée de conciliation qui amena en 1856 le triomphe de M. Buchanan. On peut dire que celui-ci fut redevable de son élection au patriotisme d'anciens adversaires, qui surmontèrent leurs répugnances dans l'espoir de mettre un terme à la lutte la plus redoutable qui eût encore ébranlé l'existence de la confédération. Les sentimens du peuple américain se manifestèrent plus clairement encore dans les élections pour le congrès. Si tous les états qui avaient voté en faveur du colonel Frémont avaient envoyé à Washington des représentans républicains, le nouveau président

se serait trouvé en face d'une législature hostile; il aurait été dans l'impuissance de gouverner. Il n'en fut point ainsi : le choix des électeurs du nord-ouest et du centre se porta de préférence sur des candidats qui, tout en étant les adversaires d'une extension de l'esclavage, étaient prêts à seconder l'administration du président. Sûr déjà de l'appui du sénat, où les démocrates dominaient, M. Buchanan eut dans la nouvelle chambre des représentans une majorité qu'on ne pouvait évaluer à moins de 35 voix.

Il semblait donc que la route fût toute tracée devant le président. Il suffisait à celui-ci de se rendre compte des causes qui avaient amené son élection pour voir quelle direction il devait imprimer à sa politique. Tenir la balance égale entre les partisans et les adversaires de l'esclavage, calmer l'opinion publique violemment irritée dans les états du nord, telle était évidemment la seule conduite à suivre pour la nouvelle administration. M. Buchanan ne vit dans son succès personnel qu'une preuve de plus de l'ascendant irrésistible des états à esclaves: il avait conçu la pensée d'illustrer son passage au pouvoir par la conquête de Cuba ou du Mexique; dans l'espoir que la reconnaissance assurerait à ses desseins ambitieux le concours des états à esclaves, il résolut de trancher en faveur de ceux-ci, par un coup de majorité, la question qui divisait le nord et le sud de l'Union. Cette question était celle du Kansas. Au risque de rallumer la guerre civile, qui avait déjà éclaté par deux fois au Kansas, M. Buchanan se déclara systématiquement pour les prétentions du sud, qui voulait introduire l'esclavage dans ce territoire malgré l'opposition de la majorité des habitans; il voulut faire recevoir le Kansas dans la confédération comme état à esclaves. Le nouveau président espérait emporter ce vote de haute lutte, et il comptait sur la lassitude de l'opinion pour faire accepter ensuite le fait accompli : il ne réussit qu'à briser sa majorité. Les démocrates du nord, arrivés au congrès avec l'intention de soutenir le président, refusèrent de le suivre dans cette campagne à outrance en faveur de l'esclavage : ils savaient ne pouvoir le faire sans froisser violemment le sentiment public dans leurs états et sans se fermer à jamais la carrière politique. Ils firent à M. Buchanan une opposition d'autant plus redoutable qu'ils étaient conduits par un homme de talent dont l'avenir était en jeu. M. Stephen Douglas, sénateur pour l'Illinois, était l'auteur du bill qui avait rapporté le compromis du Missouri (1) et qui avait ainsi rendu possible

(1) On appelle *compromis du Missouri* une loi de 1821 qui, en admettant le Missouri dans la confédération, décida que l'esclavage pourrait légalement être introduit dans les territoires au sud de 36° 30′ de latitude, mais qu'il continuerait d'être interdit au nord de cette latitude.

l'introduction d'esclaves dans le Kansas : cette initiative lui avait valu une grande popularité dans les états à esclaves; en 1852 et en 1856, il avait été le candidat préféré du sud pour la présidence. C'est précisément ce qui avait fait écarter sa candidature au dernier moment, lorsqu'on avait reconnu la nécessité de transiger avec l'opinion des états libres. M. Stephen Douglas aspirait à succéder à M. Buchanan. L'obligation où il s'était trouvé de sacrifier deux fois ses propres espérances, la majorité formidable obtenue par M. Frémont dans les états du nord, le progrès des idées hostiles à l'esclavage dans les états du centre, où le parti démocratique était condamné à l'impuissance dès que les républicains et les unionistes feraient cause commune, tout avait convaincu M. Douglas que l'appui du sud était désormais insuffisant pour élever un candidat à la présidence, qu'il n'y avait plus de chance que pour un prétendant qui, aux voix des états à esclaves, pourrait joindre l'appoint de quelques-uns des états du centre. Citoyen d'un état libre, possesseur d'une fortune considérable, jouissant d'une influence prépondérante dans l'Illinois, où son appui décidait de toutes les élections locales, comptant de nombreux amis dans les états d'Indiana et de New-York, ne pouvait-il devenir en 1860 l'objet d'un compromis semblable à celui qui avait valu la présidence à M. Buchanan? Il croyait avoir donné assez de gages aux hommes du sud pour ne leur devenir jamais suspect; il lui fallait maintenant éviter de se compromettre irrémissiblement aux yeux du nord. Il essaya donc de s'emparer de cette position de médiateur, qui était le rôle naturel du président. A mesure que M. Buchanan, irrité par les obstacles imprévus qu'il rencontrait, s'obstinait davantage dans sa campagne contre l'affranchissement du Kansas, M. Douglas se séparait davantage de la politique présidentielle. Lorsque le bill qui devait faire entrer le Kansas dans la confédération avec une constitution qui sanctionnait l'esclavage fut apporté au congrès, M. Douglas s'en déclara résolûment l'adversaire, et entraîna dans son opposition presque tous les démocrates du nord. Il avait, disait-il pour justifier sa conduite, proposé le rappel du compromis du Missouri pour que les habitans des territoires nouvellement peuplés fussent libres de choisir entre l'esclavage et la liberté, et non pas pour qu'on leur imposât malgré eux l'esclavage. Les habitans du Kansas ne voulaient pas d'esclaves parmi eux; leur volonté devait être respectée. L'opposition de M. Douglas et de ses amis fit échouer le bill qui était le pivot de toute la politique du président. Ainsi reparaissait plus ardent et plus irréconciliable cet antagonisme du nord et du sud que l'élection de M. Buchanan avait eu pour objet de conjurer.

Lorsque les conservateurs des états du centre, qui avaient voté

en faveur de M. Buchanan, virent l'homme en qui ils avaient placé leur confiance déserter son rôle d'arbitre impartial et de tuteur des intérêts de tous pour devenir le chef d'un parti, pour se faire l'apôtre et le propagateur passionné de l'esclavage, ils rompirent avec l'administration. Déjà la plupart des unionistes avaient passé dans les rangs des républicains ou s'étaient coalisés avec ceux-ci. Toutes les élections locales tournèrent désormais contre l'administration. Même dans la Pensylvanie, son état natal, M. Buchanan vit les électeurs repousser tous les représentans qui avaient voté pour ses mesures, et jusqu'à ses plus vieux et plus chers amis. Ce fut en vain au contraire qu'il essaya de combattre la réélection de M. Douglas dans l'Illinois : il vit son adversaire rentrer au sénat avec le prestige d'une élection victorieuse, à la suite d'une lutte qui avait attiré sur lui les regards de toute la confédération.

Lorsque la session de 1860 s'ouvrit, la majorité, dont M. Buchanan n'avait pas su se servir, avait disparu. Les républicains, encore en minorité dans le sénat, qui ne se renouvelle que par sixième, formaient la moitié de la chambre des représentans. Pour empêcher que la présidence de cette chambre n'échût à l'un d'entre eux, il aurait fallu que les démocrates du nord consentissent à voter pour un homme du sud, ou que les représentans du sud donnassent leurs voix à un partisan de M. Douglas. C'est ce qu'il fut impossible d'obtenir des uns ou des autres. Pendant que le sénat discutait avec passion la proposition d'une enquête sur l'échauffourée de John Brown, qu'on voulait mettre au compte du parti républicain, la chambre des représentans s'obstinait à perdre son temps en scrutins infructueux. Ce ne fut qu'au bout de trois mois qu'une voix se détacha du candidat du sud, et donna au candidat républicain le suffrage qui lui manquait pour réunir la majorité absolue. La plus grande partie de la session était donc déjà écoulée lorsque le congrès put entamer sa tâche; mais à peine avait-il abordé l'expédition des affaires, qu'il dut suspendre virtuellement ses travaux pour laisser à ses membres la faculté d'assister aux réunions préparatoires par lesquelles s'ouvre toujours une campagne électorale. Quelques mots d'explication sont ici nécessaires.

Lorsqu'un parti se constitue aux États-Unis, son premier soin est de se donner une *organisation*, c'est-à-dire un gouvernement calqué sur l'administration fédérale. Il établit dans chaque état un comité central qui correspond avec d'autres comités institués dans chacun des districts électoraux; des comités inférieurs se forment également dans chacune des subdivisions locales. Lorsqu'une élection doit avoir lieu, soit pour les fonctions municipales, soit pour la législature de l'état, soit pour la chambre des représentans le co-

mité dans la sphère d'action duquel une vacance s'est produite se rassemble, et désigne le candidat qui doit recevoir les suffrages du parti. S'agit-il de faire choix de candidats pour les postes de gouverneur, vice-gouverneur, juge à la cour suprême, et autres fonctions pour lesquelles un vote doit avoir lieu dans tout l'état, on convoque une *convention*. Tous les comités de comtés ou de districts nomment un même nombre de délégués; tous les délégués se réunissent à un jour donné et désignent à la majorité des suffrages les candidats du parti. Les choix ainsi faits sont publiés par la voie des journaux, et les comités locaux convoquent des *assemblées de ratification* auxquelles assistent tous les membres du parti. On y rend compte des travaux de la convention, on y fait un éloge pompeux des candidats qui ont obtenu la majorité, et l'assemblée s'engage à les soutenir. De même tous les quatre ans, et environ six mois avant l'époque fixée pour l'élection du président, une convention générale se réunit dans la ville désignée par la convention précédente; chaque état y est représenté par un nombre de délégués égal au nombre des électeurs fédéraux qu'il a droit de nommer. Ces délégués doivent être munis de pouvoirs en règle, délivrés par les comités d'état. La convention se constitue comme si elle était la chambre des représentans : elle a de droit pour règlement le règlement même du congrès. Après la vérification des pouvoirs, un comité, composé d'un délégué de chaque état, est chargé de rédiger la *plateforme*, c'est-à-dire le programme politique qui résume les aspirations et les vues du parti, et qui doit lui servir de drapeau dans l'élection. On procède ensuite par voie de scrutin oral à la désignation des candidats à la présidence et à la vice-présidence. Les conventions du parti démocratique ont adopté comme règle, depuis 1844, qu'une candidature, pour être régulière, devait réunir la majorité des deux tiers. Les choix de la convention sont soumis dans chaque état à la ratification du peuple, ce qui donne lieu à des manifestations politiques que chaque parti s'efforce de rendre aussi imposantes que possible, et dans lesquelles les orateurs en renom sont invités à porter la parole.

Le moindre défaut de ces organisations compliquées est d'être extrêmement coûteuses; les candidats de tout ordre et leurs partisans sont mis fréquemment à contribution pour subvenir aux frais de toute nature qu'entraînent la réunion des conventions, la correspondance, l'impression des circulaires et des bulletins de vote, les affiches vivantes et les placards, sans compter les salves d'artillerie, les sérénades, les processions aux flambeaux et autres accessoires indispensables des manifestations américaines. Un inconvénient beaucoup plus grave est la suppression de la liberté du vote. Aux États-Unis

aussi bien qu'en Europe, la classe la plus nombreuse, la plus active et souvent la plus intelligente est celle qui a le moins de temps à consacrer à la politique; il arrive rarement qu'un homme occupé d'affaires ou d'études sérieuses ait le loisir de faire partie d'une association politique se réunissant régulièrement. Les comités, surtout les derniers placés dans l'échelle, sont donc envahis par les avocats sans causes, par les médecins sans malades, les agens d'affaires, les chercheurs de places qui se vouent au triomphe d'un parti pour se faire élire à quelque petite fonction salariée. Toutes les chances sont pour que les intrigans s'y trouvent en majorité. Ce sont cependant ces comités qui nomment les délégués pour la convention qui doit choisir les candidats du parti; l'immense majorité des citoyens n'a d'autre alternative que d'accepter les désignations toutes faites, ou de renoncer à son droit de voter. Il faut nécessairement opter entre les candidatures préconisées par les divers partis; quelquefois un même scrutin doit pourvoir à une foule de fonctions différentes: il faut donc accepter aveuglément dix ou douze noms et souvent davantage; tout au plus a-t-on la ressource de biffer un nom peu sympathique et de perdre ainsi un de ses votes; ce serait sans espoir qu'on substituerait au nom effacé le nom le plus glorieux; on ne donnerait à l'objet de cette préférence individuelle qu'une voix isolée et inutile. Souvent même on ne peut s'accorder cette innocente satisfaction. Un des lecteurs de *la Tribune de New-York* lui écrivait dernièrement pour lui exposer sa perplexité: il souhaitait la nomination du candidat désigné par son parti pour la présidence, mais il avait une répugnance profonde pour le candidat à la vice-présidence, et cependant les électeurs fédéraux, qu'il était seulement appelé à nommer, avaient pour mandat impératif de voter en faveur de l'un et de l'autre candidats; il demandait comment il pourrait satisfaire à la fois ses sympathies et ses répugnances. Le journal consulté se déclara hors d'état de résoudre le problème.

Un candidat isolé n'aurait aucune chance de lutter contre ces organisations puissantes, dont les ramifications couvrent toute l'étendue du territoire, et l'on a remarqué plus d'une fois que Washington lui-même, s'il sortait de la tombe, ne réussirait pas à se faire élire greffier de village à moins d'être régulièrement patroné par un parti. Si grande que puisse être la popularité d'un homme, elle ne suffit pas à lui donner, d'un bout à l'autre de la confédération, des journaux qui écrivent en sa faveur, des orateurs qui parlent pour lui, des imprimeurs et des distributeurs de bulletins, des électeurs enfin qui sollicitent la candidature afin de voter pour lui. On peut arriver à enlever le vote d'un état ou deux: on a vu de Witt Clinton obtenir les suffrages du New-York et Daniel Webster ceux du Massachu-

setts; mais ce ne fut de la part de ces deux états qu'un stérile témoignage d'estime donné à un compatriote illustre.

On doit comprendre maintenant de quelle importance capitale il est pour un homme politique d'appartenir à l'une de ces organisations permanentes qui disposent de fonds considérables, qui commandent à une nuée d'agens de tout ordre, et qui ont le pouvoir d'élever à la présidence des citoyens complétement obscurs, comme M. Polk ou M. Pierce, dont le nom était inconnu hors de leur comté natal avant que l'intrigue, le hasard et l'impossibilité de concilier des prétentions rivales le fissent prononcer au sein d'une convention. Aussi, depuis la rupture de M. Douglas avec M. Buchanan, tout l'effort du président et de la fraction la plus exaltée des hommes du sud avait été d'établir que le sénateur pour l'Illinois s'était montré infidèle au programme du parti, qu'il s'était séparé volontairement de ses coreligionnaires politiques, et qu'il ne pouvait plus être considéré comme membre de l'organisation démocratique. D'interminables discussions s'étaient poursuivies dans la presse et au sein du congrès pour et contre l'orthodoxie démocratique de M. Douglas. Ce dernier n'essayait point de justifier sa conduite au point de vue général de l'intérêt public; il n'invoquait d'autre apologie que l'intérêt du parti, soutenant qu'il était demeuré dans les termes du programme adopté à Cincinnati en 1856, et qu'interpréter ce programme comme le sud le voulait faire, c'était ruiner le parti démocratique dans tous les états libres et le vouer par conséquent à l'impuissance. On ne pouvait l'exclure, disait-il, sans exclure en même temps tous les hommes qui avaient défendu le plus énergiquement la cause du sud, qui avaient soutenu la lutte la plus acharnée contre les républicains, et qui avaient fait pencher la balance en faveur de M. Buchanan. Le jour où le sud serait réduit à ses seules forces en face du nord unanime, il ferait bien vite l'apprentissage de l'humiliation et de la défaite. Les chefs du parti exalté, des *mangeurs de feu*, comme on les appelle, M. Jefferson Davis, sénateur pour le Mississipi, M. Yancey, sénateur pour l'Alabama, MM. Slidell et Benjamin, sénateurs pour la Louisiane, n'hésitaient pas à répondre que ce jour-là c'en serait fait de l'Union, que le sud avait tout avantage à former une confédération distincte où il règlerait librement ses destinées, qu'en attendant il ne souffrirait point qu'on sacrifiât ses intérêts vitaux à des calculs d'ambition personnelle, qu'il ne tolérerait ni hésitation, ni équivoque, ni trahison. En même temps plus d'un orateur faisait ressouvenir M. Douglas du sort de M. van Buren, qui, pour avoir voulu scinder le parti démocratique et déserter la cause du sud, avait vu se clore brusquement sa carrière politique.

Ces débats sans cesse renouvelés avaient rempli les premiers mois de la session de 1860 : ils faisaient prévoir des orages au sein de la convention qui devait se réunir au mois d'avril pour désigner le candidat du parti démocratique. Il y avait des deux parts la même confiance et le même acharnement. M. Douglas se croyait sûr d'être désigné. Il était au sein du parti démocratique le seul homme considérable du nord : personne ne pouvait être mis en balance avec lui pour le talent, la notoriété, l'expérience parlementaire; tout-puissant dans l'Illinois, très influent dans l'Indiana et le Michigan, il pouvait seul apporter au parti un contingent réel; il ne voyait non plus au sud personne qui eût chance de rallier les sympathies des états libres; il se regardait donc comme l'indispensable trait d'union des deux fractions du parti. Assuré d'avance que les délégués du nord voteraient presque unanimement pour lui, lié d'amitié depuis longues années avec les hommes les plus capables et les plus influens du sud, ses collègues au sénat, il s'attendait à être, au sein de la convention démocratique, l'objet des attaques les plus violentes, mais il était convaincu qu'au moment du vote il réunirait le plus grand nombre de suffrages, et que les exaltés seraient contraints de s'incliner devant le choix de la majorité. Cette présomption de M. Douglas exaspérait ses adversaires; ils ressentaient comme une injure la confiance avec laquelle les journaux qui lui étaient favorables annonçaient son triomphe et promettaient amnistie aux gens qui viendraient à résipiscence après l'avoir combattu. Ils n'épargnèrent aucun effort pour faire nommer par les comités de leurs états des délégations tout à fait hostiles à M. Douglas, et ils y réussirent avec l'appui de l'administration fédérale. Le président lui-même, chez qui l'âge n'avait point amorti les ardeurs d'un caractère opiniâtre et violent, le cœur ulcéré de ses défaites, entra avec passion dans ce complot contre l'homme qu'il regardait comme l'auteur de tous ses échecs. Partout les agens de l'administration, avocats-généraux, greffiers, receveurs des contributions, employés des postes, reçurent l'ordre, sous peine de destitution, d'appuyer la fraction du parti hostile à M. Douglas.

II.

La convention démocratique se réunit à Charleston, dans la Caroline du sud, le 23 avril 1860. Les délégations du nord-ouest arrivaient unanimes en faveur de M. Douglas et annonçaient l'intention de le soutenir jusqu'au bout; celles du nord-est étaient en majorité sympathiques à la même candidature; les fonctionnaires publics qui en étaient membres faisaient seuls exception. Les délégations du

Mississipi, du Texas, de la Louisiane, de la Floride et de l'Alabama, conduites par deux sénateurs, MM. Slidell et Yancey, se déclaraient résolues à faire échouer à tout prix M. Douglas; celles de la Caroline du sud et de la Georgie n'étaient guère moins ardentes; les délégués des états voisins du centre, Missouri, Tennessee, Kentucky et Maryland, étaient fort divisés. A Charleston même, l'opinion publique se montrait fort irritée contre le nord, et une véritable pression était exercée sur les délégués par la population et par les nombreux curieux accourus de tous les points du sud.

Les amis de M. Douglas étaient désireux d'en venir aussitôt que possible au scrutin. Ils comptaient sur l'effet moral que ne pouvait manquer de produire le grand nombre de voix obtenues par leur candidat dès le premier tour; ils s'attendaient à ce que deux autres candidats seraient présentés, un modéré par les états du centre et un exalté par les états extrêmes, et à ce que les amis du premier, reconnaissant au bout de quelques scrutins l'impossibilité de le faire prévaloir, se rabattraient sur M. Douglas et lui donneraient la majorité des deux tiers; quant à la majorité absolue, ils s'en croyaient certains dès le premier tour. Toutefois les exaltés ne se souciaient aucunement de constater par un scrutin leur infériorité numérique et de laisser à M. Douglas les chances d'un ballottage. Ils déclarèrent qu'ils n'avaient de candidat ni pour la présidence ni pour la vice-présidence, qu'ils ne demandaient ni l'une ni l'autre de ces deux nominations, mais qu'il leur fallait des garanties sérieuses pour les intérêts du sud. On leur avait fait adopter en 1856 une candidature de transaction en leur promettant merveilles, et toutes les questions politiques avaient été tranchées contre le sud; ils ne voulaient plus être joués ainsi. Que le nord fît choix pour candidat d'un homme du sud, ils s'engageaient d'avance à l'accepter, quel qu'il fût, avec le programme de 1856 ou même sans programme; mais à défaut d'un candidat dont la personne serait à elle seule une garantie suffisante, ils exigeaient un programme net et sans équivoque, qui donnât explicitement satisfaction à toutes les inquiétudes et à tous les griefs des possesseurs d'esclaves. Les amis de M. Douglas ne pouvaient agréer une proposition qui eût frappé d'exclusion leur candidat. Les exaltés demandèrent alors et obtinrent que, suivant l'exemple des conventions antérieures, on procédât, avant tout scrutin, à la rédaction d'un programme.

Ce premier point gagné, les adversaires de M. Douglas visèrent à rendre la rédaction du programme inacceptable pour leur adversaire, afin de le contraindre à faire défection. Les délégations du sud donnèrent pour instructions à leurs représentans dans le comité de rédaction de prendre pour base les résolutions présentées au sé-

nat des États-Unis par M. Jefferson Davis, du Mississipi, et qui affirmaient l'obligation pour le congrès de protéger l'esclavage dans les territoires. Il était certes impossible de porter un coup plus direct à M. Douglas. Lorsque celui-ci avait proposé de rapporter le compromis du Missouri, il avait soutenu que le congrès n'avait pas plus le droit d'interdire que d'imposer l'esclavage aux habitans des territoires nouvellement peuplés, et que toute initiative de sa part à cet égard ne pouvait être qu'un empiétement sur le libre arbitre des colons. Accusé par les gens du nord d'avoir voulu favoriser les progrès de l'esclavage, M. Douglas s'était défendu énergiquement de toute pensée pareille. Il avait voulu, disait-il, renvoyer à la nature et à la volonté du peuple une question qui n'était pas de la compétence du congrès. Partout où le travail esclave serait plus productif que le travail libre, on essaierait vainement de le proscrire, parce que l'intérêt serait plus fort que la loi; partout au contraire où l'esclavage serait désavantageux, aucune force humaine ne pourrait l'introduire. Pourquoi ne pas laisser agir la force des choses, puisqu'elle était irrésistible? Pour sa part, il n'avait eu qu'une pensée, prévenir le retour de débats irritans en interdisant au congrès une intervention qui ne pouvait être qu'inutile ou impuissante, et qui était une usurpation sur le droit des citoyens à régler leurs institutions. Tandis que les républicains reprochaient à M. Douglas d'introduire dans la constitution un principe nouveau et de sacrifier l'autorité du congrès et les droits de la nation à ce qu'ils appelaient ironiquement la *souveraineté du pionnier* (*squatter sovereignty*), les masses conservatrices de l'ouest et du centre, fatiguées d'une agitation préjudiciable à tous leurs intérêts, s'étaient ralliées volontiers à une doctrine commode qui promettait de mettre fin à ces éternelles controverses pour et contre l'esclavage. De là les succès obtenus par M. Douglas dans toute la vallée du Mississipi en 1856, lorsqu'après le sacrifice de ses espérances, il s'était dévoué à faire réussir la candidature de M. Buchanan, croyant préparer du même coup sa propre élection en 1860.

La logique des passions est inexorable : les plus sages des hommes du sud acceptaient la théorie de M. Douglas comme pleinement satisfaisante; elle les assurait qu'aucune tentative ne serait faite pour empêcher l'introduction de l'esclavage dans les provinces qu'on pourrait un jour acquérir ou détacher du Mexique. Les exaltés au contraire prétendaient signaler un danger dans cette souveraineté des pionniers. Si elle reconnaissait aux habitans des territoires le droit d'adopter l'esclavage, elle leur reconnaissait aussi le droit de l'interdire, et c'est ce que ces raisonneurs ne pouvaient admettre. Si le congrès, disaient-ils, n'a pas le droit d'interdire l'esclavage, com-

ment les gouvernemens provisoires dont il autorise l'établissement dans les territoires, et qui sont ses créations, auraient-ils un droit que leur auteur n'a pas? Donc l'esclavage ne peut être interdit dans les territoires, donc il existe de droit dans tous. Lorsqu'une de ces sociétés naissantes a grandi, lorsqu'elle a mérité d'entrer dans la confédération à titre de communauté indépendante, elle peut, dans la plénitude de sa souveraineté, conserver ou abolir l'esclavage; mais jusqu'à cette émancipation solennelle, et tant qu'elle demeure en tutelle, elle n'est pas maîtresse de rejeter l'esclavage de son sein. Si donc cette communauté mineure essaie de porter atteinte aux droits des propriétaires d'esclaves, c'est un devoir rigoureux pour le congrès de les faire respecter. On appuyait encore cette argumentation sur les considérans de l'arrêt rendu par la cour suprême dans l'affaire de l'esclave Dred Scott. Ces considérans refusent de reconnaître aucune différence entre un esclave et une propriété quelconque, et portent que tous les citoyens ont un droit égal à se transporter sur un point quelconque du territoire américain avec leur propriété et à y réclamer pour cette propriété la protection des lois. Les *resolutions* de M. Jefferson Davis, qui depuis deux mois occupaient le sénat au détriment des affaires publiques, avaient pour objet de faire déclarer par cette assemblée l'urgence pour le congrès de voter les lois nécessaires à la protection de l'esclavage dans tous les territoires.

On aperçoit aisément toute la portée de l'argumentation qui vient d'être résumée. Les républicains ne manquaient pas d'en déduire toutes les conséquences pour les opposer à M. Douglas comme le résultat forcé de la négation de l'autorité du congrès. Ils soutenaient que la logique était du côté de M. Jefferson Davis : du moment que le congrès n'avait pas le pouvoir de légiférer contre l'esclavage, celui-ci était de droit partout où s'étendait l'empire de la constitution américaine, et c'était la liberté qui était l'exception, puisqu'elle ne pouvait exister qu'en vertu d'un acte spécial et d'une volonté expressément manifestée par le peuple. Encore la volonté populaire était-elle, à cet égard, soumise à plus d'une restriction. Un citoyen du nord avait incontestablement le droit de se transporter au sud avec ses outils ou ses marchandises, de les y employer à sa guise, de les garder ou de les vendre. Ne s'ensuivait-il pas, d'après la doctrine de la cour suprême, qu'un planteur du sud avait le droit de venir à New-York ou à Boston avec son troupeau d'esclaves, de s'y faire servir par eux et de les mettre en vente? Ainsi les états libres avaient vainement interdit à leurs citoyens de posséder des esclaves : ils n'avaient point affranchi leur territoire de cette lèpre sociale; il dépendait du bon plaisir d'un homme du sud de leur in-

fliger le spectacle de l'esclavage et de la plus repoussante de ses conséquences, le trafic de la chair humaine. Ce n'était point là une vaine hypothèse, comme l'attestait un procès pendant devant la cour suprême. Un Virginien, nommé Lemmon, qui se rendait au Texas avec deux esclaves, était venu à New-York pour prendre le paquebot qui va à la Nouvelle-Orléans. Ses deux esclaves lui avaient été enlevés au nom de la loi de New-York, qui interdit l'esclavage dans les limites de cet état; ils avaient été déclarés libres par un arrêt de la cour de New-York, confirmé par la cour suprême d'Albany. Une souscription avait été ouverte parmi les négocians de New-York, désireux d'étouffer cette fâcheuse affaire, et Lemmon avait été désintéressé; mais l'état de Virginie était intervenu dans le procès et avait interjeté appel devant la cour suprême des États-Unis pour faire décider que la juridiction des cours de New-York ne s'étendait pas sur un citoyen virginien. Avec les dispositions bien connues de la cour suprême, où les démocrates étaient en majorité, la décision ne semblait pas douteuse. Voilà donc où avait conduit l'atteinte portée par M. Douglas à la constitution et à l'autorité du congrès! On avait prétendu restituer aux habitans des territoires la faculté d'opter entre l'esclavage et la liberté, et voici que, de conséquence en conséquence, le sud en arrivait à imposer l'esclavage aux états qui étaient et qui voulaient demeurer libres.

Rien n'était plus propre qu'une pareille perspective à développer l'hostilité croissante du nord contre l'esclavage. Insérer les résolutions de M. Jefferson Davis, ou la substance seulement de ces résolutions, dans le programme du parti démocratique, c'était enlever au candidat qui accepterait ce programme toute chance d'obtenir un seul suffrage en dehors des états à esclaves. M. Douglas personnellement n'aurait pu y adhérer sans renier la conduite et le langage qu'il avait tenus depuis six ans, et sans ruiner à jamais son influence jusque dans l'Illinois. Or ses adversaires voulaient précisément lui imposer cette alternative cruelle de renoncer à la candidature ou de se donner à lui-même un démenti déshonorant. M. Slidell adressa de Washington à un délégué de la Louisiane une série de résolutions dont la rédaction était aussi provocatrice que possible; de son côté, M. Douglas manda à ses partisans de s'en tenir strictement au programme de 1856, en y ajoutant tout au plus une adhésion à l'arrêt de la cour suprême dans l'affaire Dred Scott. On crut que la commission du programme ne tomberait jamais d'accord sur une rédaction; les quinze délégués des états à esclaves étaient unanimes, tandis que les délégués des états libres proposaient trois ou quatre rédactions qui avaient toutes pour objet de donner satisfaction au sud tout en esquivant une adhésion à ce qu'on appelait le code noir. Enfin

M. Avery, de la Caroline du nord, substitua au projet de M. Slidell une rédaction moins agressive dans la forme, et qui fut adoptée par 17 voix contre 16, les délégués de l'Orégon et de la Californie s'étant joints aux quinze délégués du sud, sur la promesse qui leur fut faite que le général Lane, sénateur pour l'Orégon, serait le candidat à la vice-présidence.

En présentant à la commission le projet de la majorité, M. Avery tint un langage très net et très résolu. Le temps des équivoques et des demi-mesures était passé, dit-il; le sud avait été jusqu'à la dernière limite des concessions, il lui fallait désormais une satisfaction complète. La théorie de la souveraineté des pionniers était une attaque plus dangereuse pour le sud que le *proviso* de Wilmot (1), parce qu'elle était moins franche. M. Payne, de l'Ohio, au nom de la minorité, prit la défense de la doctrine qu'on venait d'attaquer; elle était chère aux hommes du nord, et elle ne pouvait être abandonnée par eux. Si le parti démocratique la répudiait, il ne devait plus compter désormais sur une seule voix dans les états libres, et bientôt il aurait cessé d'exister. L'antagonisme profond que trahissaient ces deux discours produisit d'autant plus d'impression sur l'assemblée que le langage des deux orateurs était parfaitement calme et mesuré. M. King, qui avait été gouverneur du Missouri, fit alors un appel à la concorde et à la conciliation. Il se déclara contre la rédaction de la majorité. Même avec un pareil programme, on pouvait compter sur la victoire dans le Missouri; mais il n'hésitait pas à reconnaître qu'on rendait le succès impossible dans les états libres : n'était-il pas imprudent de condamner à une défaite certaine des alliés dont le concours avait été si précieux, et n'était-ce pas mener le parti tout entier à la ruine? Le chef des exaltés, M. Yancey, se leva aussitôt, et les applaudissemens qui éclatèrent immédiatement dans les galeries indiquèrent assez quels sentimens animaient les populations du sud. M. Yancey protesta contre le langage que venait de faire entendre le représentant d'un état à esclaves, et surtout d'un des états les plus exposés aux menées des abolitionistes. Le sud n'avait plus de chances de salut que dans une conduite énergique et résolue. Était-il possible qu'après l'expérience de 1856, après les déceptions et les échecs qui l'avaient suivie, on pût songer encore à recourir aux mêmes manœuvres et aux mêmes expédiens? Mieux valait cent fois pour le sud succomber en avouant

(1) Pendant la dernière guerre contre le Mexique, M. Wilmot et les autres *free-soilers*, ou partisans de la liberté du sol, avaient introduit dans toutes les mesures qui avaient pour objet la continuation de la guerre ou la conclusion de la paix une clause ou *proviso* portant que l'esclavage ne pourrait être introduit dans les provinces dont la cession serait exigée du Mexique.

hautement ses principes et en revendiquant tous ses droits que d'acheter une victoire inutile, sinon dangereuse, par des équivoques et un tacite abandon de ses croyances. Si les hommes du sud étaient capables de cette faiblesse, si, pour la vaine satisfaction de voir élire un candidat choisi par eux, ils consentaient à se mettre à la remorque de quelques intrigans, à se faire les instrumens d'ambitieux sans franchise, ils méritaient d'être pendus plus haut que ne l'avait été Aman. Ce discours insultant et provocateur amena une vive réplique d'un des amis intimes de M. Douglas, M. Pugh, sénateur pour l'Ohio. Remontant à quelques années en arrière, M. Pugh établit, par une série de citations accablantes, que tous les citoyens notables du sud, y compris M. Yancey lui-même, s'étaient ralliés avec empressement aux doctrines qu'ils attaquaient maintenant, et qu'ils avaient qualifié d'inadmissibles, d'insensées et d'inconstitutionnelles les exigences dont ils se faisaient aujourd'hui les défenseurs. C'était avec leurs propres paroles et leurs propres argumens qu'il repoussait et flétrissait d'injustifiables prétentions.

Ainsi chaque discours aggravait le dissentiment, et lorsqu'à la séance suivante M. Bigler, de la Pensylvanie, présenta une troisième rédaction et demanda qu'elle fût renvoyée à la commission, il se trouva une majorité d'une voix pour adopter cette proposition. On voulait essayer d'ajourner, sinon de conjurer une rupture que tous sentaient imminente. Vaine tentative! la commission ne put se mettre d'accord, et revint avec deux projets qui ne différaient pas sensiblement des deux qui avaient déjà été proposés. Ce fut au milieu d'une véritable tempête qu'on en vint au vote. Le programme présenté par la majorité de la commission, c'est-à-dire le programme des états à esclaves, fut rejeté dans la convention de Charleston par 165 voix contre 138. Le programme des états libres fut alors mis aux voix et adopté article par article, un grand nombre des délégués du sud s'abstenant de prendre part au scrutin. Lorsqu'il s'agit de voter sur l'ensemble, M. Walker, chef de la délégation de l'Alabama, demanda et obtint la parole. Après avoir donné lecture d'une protestation contre la décision de la majorité, il déclara que, conformément aux instructions qu'elle avait reçues, la délégation de l'Alabama se retirait de la convention. Des déclarations semblables furent faites, au milieu d'un profond silence, au nom des délégations du Mississipi, de la Louisiane, de la Caroline du sud, de la Floride, du Texas et de l'Arkansas. Les délégations de la Virginie, de la Georgie et du Kentucky demandèrent à se consulter, et la séance fut levée. Quand on voulut reprendre les délibérations, les sept délégations dissidentes ne se présentèrent pas, et il fut décidé qu'on passerait immédiatement au scrutin pour la présidence. La

première épreuve ne donna aucun résultat, et il en fut de même des épreuves qui suivirent. M. Douglas, qui eut presque immédiatement la majorité absolue, ne put la dépasser et encore moins atteindre la majorité des deux tiers. Après cinquante-sept scrutins inutiles, une proposition d'ajournement fut adoptée par 166 voix contre 88; l'assemblée arrêta qu'elle ne se réunirait de nouveau que le 18 juin, et que cette fois ce serait à Baltimore.

L'avortement de la convention démocratique de Charleston produisit une profonde sensation. Les républicains saluèrent cet événement comme un gage de succès pour leur propre candidat et comme une marque du progrès de leurs doctrines. Ce grand parti démocratique si fier de son universalité, et qui en 1856 reprochait si dédaigneusement à ses adversaires de ne représenter qu'une fraction de la nation, venait donc de se couper en deux suivant une ligne purement géographique. Il se divisait sur cette question de l'esclavage qu'il s'était flatté d'écarter de l'arène politique. Après avoir si souvent accusé les républicains d'entretenir sans motif et par pure animosité des débats irritans, il était en proie lui-même à cette agitation qu'il avait déclarée toute gratuite; après s'être fait si longtemps l'instrument complaisant des passions, des exigences et des terreurs du sud, il avait dû finir par briser une chaîne trop dure, et rompre avec des prétentions intolérables. Ces conservateurs timorés du nord qui avaient déserté la cause de la liberté en 1856 et porté la victoire chez les démocrates reconnaîtraient-ils leur erreur? Se convaincraient-ils enfin qu'il n'était pas de limite aux demandes du sud, et qu'à moins de lui sacrifier la constitution tout entière, on ne le satisferait jamais? Grâce au ciel, le jour commençait à poindre où les hommes du nord, revenant aux doctrines des fondateurs de la république, se grouperaient tous autour de l'étendard de la liberté.

Un événement qui causait une satisfaction si vive aux républicains devait faire naître chez leurs adversaires des sentimens tout opposés. Aussi ne put-on s'empêcher de remarquer l'attitude prise par *la Constitution* de Washington. Ce journal, organe spécial de M. Buchanan, ne voulut voir dans ce qui s'était passé qu'un échec pour M. Douglas, et le fit ressortir avec complaisance.

« Quelque opinion, dit-il, que l'on adopte au sujet de ce qui s'est passé à Charleston, il est un fait brutal et impossible à contester : c'est que les partisans du candidat de la souveraineté des pionniers ont complétement échoué, qu'il ne leur reste plus d'autre ressource que de chercher un autre candidat qui puisse être accepté par les états démocratiques. Tout homme qui prendra la peine de s'informer sera bientôt convaincu que M. Douglas n'a aucun moyen de triompher de l'opposition qui lui est faite par le parti dé-

mocratique dans les états dont le vote électoral sera certainement acquis à la démocratie en novembre prochain. Lutter contre un fait pareil ne pourrait aboutir qu'à sa ruine politique. »

L'*Enquirer* de Cincinnati, un des principaux journaux démocratiques du nord, s'empressa de répondre à *la Constitution* que l'échec était pour ceux qui avaient voulu dénaturer le symbole du parti, et n'avaient pu y parvenir ni par force ni par intrigue. On avait acquis la preuve que le parti ne consentirait jamais à laisser introduire dans son programme « cette misérable hérésie, que les citoyens d'un territoire n'ont pas le droit d'exclure l'esclavage, si telle est leur volonté, et que le congrès a pour devoir de le leur imposer dans ce cas par une loi formelle. »

« Quant à M. Douglas, continuait l'*Enquirer,* le candidat et le favori du peuple, quoiqu'il ait eu à lutter contre l'opposition ouverte et combinée de tous les autres prétendans à la présidence, de l'administration et des séparatistes du sud, il a reçu pendant plus de cinquante scrutins les trois cinquièmes de tous les votes émis. Il a obtenu 152 suffrages, tandis que les autres candidats ensemble n'en réunissaient pas 100: il a eu la majorité absolue de la convention, même si tous les états avaient été présens et avaient voté. On n'a pu empêcher sa nomination que par l'adoption d'une règle qui exigeait les quatre cinquièmes des votes pour rendre un choix valable. Si l'on considère la force et la puissance de tous les élémens combinés contre lui, c'est assurément là un des triomphes personnels les plus extraordinaires que jamais homme ait remporté. Si les hommes politiques qui siégeaient dans la convention avaient fidèlement représenté la volonté du peuple, M. Douglas aurait été nommé unanimement au premier scrutin. Il nous paraît impossible que la convention, lorsqu'elle se réunira de nouveau à Baltimore, ne tienne pas compte d'un pareil fait et en méconnaisse la signification. »

C'était aussi l'avis de *l'Union* de Bangor et de *l'Argus* d'Albany, deux feuilles influentes, l'une du Maine et l'autre du New-York, qui croyaient que l'ajournement profiterait à M. Douglas. La réflexion devait montrer aux hommes du sud qu'ils étaient allés trop loin, qu'en brisant le parti démocratique, ils ne faisaient qu'assurer le triomphe de leurs ennemis les républicains, et se désarmer eux-mêmes. Du reste, tous les journaux démocratiques du nord protestaient que les concessions étaient épuisées, et que le principe de non-intervention demeurerait le dogme fondamental du parti. « Abandonner ce principe, disait *le Courrier* de Buffalo, serait pire qu'un suicide; ce serait le comble de la lâcheté, de l'abaissement et de l'ignominie. »

Le langage des feuilles du sud était loin cependant de trahir le moindre regret. Le *Charleston Mercury* reconnaissait que, si M. Dou-

glas ne pouvait être désigné par la convention démocratique quand elle se réunirait de nouveau, il était également en son pouvoir d'empêcher tout autre de l'être, puisqu'il disposait de la moitié des voix. Tout donnait donc à penser que la convention de Baltimore n'aboutirait pas plus que celle de Charleston. Le *Mercury* s'en félicitait d'avance. Mieux valait pour le sud avoir affaire à un ennemi franc et déclaré qu'à un adversaire déguisé sous les dehors de l'amitié. Une désignation unanime ne pouvait avoir lieu que si les deux fractions du parti se prêtaient à des équivoques et à des mensonges; il était indigne du sud de tremper « dans cette ignoble comédie; » il lui fallait réclamer tous ses droits et rompre avec quiconque ne les reconnaîtrait pas ouvertement. « Bien des gens, disait la *Chronique* d'Augusta en Georgie, regardent la dissolution du parti démocratique comme le glas de la république, comme le sûr avant-coureur de la rupture de l'Union. Nous espérons qu'il n'en sera rien, et nous croyons sincèrement qu'il était indispensable de briser le parti. Depuis plusieurs années, comme chacun le sait bien, il n'y avait plus que le nom du parti sur lequel ses membres fussent d'accord, et ce nom servait à couvrir mille iniquités... Les droits du sud sont incompatibles avec la souveraineté des pionniers, que prêche la démocratie du nord : le sud ne peut les abandonner. » *Le Mississipien* de Jackson applaudissait également à la conduite des délégués du sud à Charleston comme à une « inévitable nécessité politique : se soumettre à la loi de la majorité sectionnelle de la convention eût été la mort pour la démocratie du sud. »

La lutte se continuait ainsi dans la presse avec la même aigreur et le même acharnement qu'au sein de la convention. Elle ne tarda pas à être transportée au sénat. M. Jefferson Davis, en demandant la mise à l'ordre du jour de ses résolutions, prononça contre M. Douglas un discours amer et plein de personnalités. M. Clingman, de la Caroline du nord, ayant pris la défense de M. Douglas et insisté sur la nécessité pour le parti démocratique de ne pas se diviser, s'il voulait conserver une chance de succès, M. Benjamin, de la Louisiane, protesta avec vivacité contre la pensée de sacrifier les principes du parti à la satisfaction d'un triomphe électoral et surtout à l'ambition d'un homme. « Qu'on me donne, dit-il, un programme qui assure nos droits, qui soit pleinement satisfaisant pour mes concitoyens, et, comme personnification de ce programme, prenez tel homme qu'il vous plaira, qui puisse honorablement l'adopter : cet homme sera mon candidat. Je parcourrai mon état dans son intérêt, je lui consacrerai mes forces et mon temps, je serai prêt à parler pour lui partout, autant de fois, à quelque heure que ses amis le demanderont. Rien ne m'arrêtera; mais je ne me sens pas le cœur de com-

battre lorsqu'on me donne à choisir entre un homme qui conteste nos droits ouvertement et nettement et un homme qui les reconnaît, mais qui veut les frauder. Je ne subirai ni l'un ni l'autre. » M. Benjamin ne dissimula point l'espoir que lorsque les démocrates du nord sauraient toute la vérité, ils n'hésiteraient pas à cimenter, aux dépens de M. Douglas, leur alliance avec le sud. Il raconta alors dans les plus grands détails un fait jusque-là ignoré : c'est que le conflit entre les deux sections du parti remontait jusqu'à l'époque même où elles appuyaient en commun le rappel du compromis du Missouri. En 1856, on avait failli ne pouvoir s'entendre sur un programme : on n'avait prévenu une rupture qu'en adoptant une rédaction ambiguë, et qui avait en effet reçu une interprétation différente au nord et au sud; mais il avait été entendu de part et d'autre qu'on provoquerait par un procès une décision de la cour suprême, qui ferait loi pour le parti. Cette décision était intervenue dans l'affaire Dred Scott; il ne pouvait donc plus être question de la souveraineté des pionniers. Cette révélation curieuse expliquait pourquoi le sud ne voulait plus accepter le programme de Cincinnati sans y ajouter un commentaire; elle donnait aussi la clé de ces reproches de mauvaise foi et de trahison que le sud prodiguait à M. Douglas, et que M. Benjamin ne lui épargna point. M. Douglas saisit naturellement l'occasion qui lui était offerte de répondre à toutes les attaques dont il avait été l'objet. Il ne prit la parole qu'après tous ses adversaires. Il fit l'histoire du parti démocratique pour démontrer que le sud n'avait pas toujours été aussi exigeant, mais que chacune des victoires que la démocratie du nord avait gagnée pour lui était devenue le point de départ d'une prétention nouvelle. Remontant aux luttes de 1850, il rappela qu'il était alors presque seul à lutter pour le sud contre M. Clay et M. Webster, et qu'à ce moment les hommes du sud réclamaient sans l'obtenir ce principe de l'abstention du congrès dans les territoires, dont ils faisaient fi maintenant. Ce n'était ni lui ni la démocratie du nord qui avaient changé de principes; c'était le sud qui se retournait aujourd'hui contre ce qu'il avait longtemps souhaité. En vain M. Davis et ses amis voulurent contester ces faits, une série de citations accablantes leur ferma la bouche. Les inconséquences et les variations de ses adversaires donnaient beau jeu à la verve sarcastique et à la parole acérée de M. Douglas, et celui-ci sortit de la discussion avec les honneurs de la lutte; mais ce triomphe oratoire ne donnait satisfaction qu'à son amour-propre : les blessures qu'il avait faites à ses ennemis n'eurent d'autre effet que de les irriter davantage, de rendre irrévocable une rupture aussi fatale à lui-même qu'à ses rivaux.

III.

Pendant que le sénat était tout entier à ces débats brûlans, une convention unioniste se réunissait à Baltimore et terminait en deux jours tous ses travaux. Le parti intermédiaire qui avait porté ses voix sur M. Milliard Fillmore en 1856 avait sommeillé pendant plus de trois années. Il n'avait conservé de vitalité que dans les états du sud, où il servait de point de ralliement à tous les adversaires de la politique à outrance de M. Buchanan. L'émotion causée par le coup de main de John Brown sembla rendre à ce parti quelque existence dans le nord. De grandes démonstrations eurent lieu à Boston, à New-York et à Philadelphie, pour réprouver l'attaque violente dont un état du sud venait d'être l'objet, pour protester de la nécessité d'observer les lois et la constitution. Des hommes considérables avaient pris l'initiative de ces démonstrations, et l'on avait vu sortir de leur retraite, à cette occasion, des personnages qui avaient occupé les plus hautes fonctions dans les états du nord, et qui semblaient avoir dit adieu à la politique. On put croire à une résurrection de l'ancien parti whig, et le concours empressé que les classes commerçantes, liées d'intérêts avec le sud, prêtèrent aux manifestations, fit illusion sur la portée et la durée possible de ce mouvement. On entreprit immédiatement de réorganiser le parti unioniste, et l'on se flatta d'intervenir efficacement dans la prochaine campagne présidentielle. C'était la convention de ce nouveau parti qui s'était réunie le 9 mai à Baltimore, sous la présidence de M. W. Hunt, ancien gouverneur de l'état de New-York. Par la position sociale, le caractère et les antécédens des hommes qui la composaient, cette réunion était fort supérieure à celle qui venait de se séparer à Charleston, et peut-être à toutes les assemblées du même genre que les États-Unis avaient vues; mais elle avait le tort de ne représenter aucun principe défini, aucune idée arrêtée, et ses membres, de quelque estime qu'ils fussent entourés chacun dans son état, étaient, presque tous et depuis trop longtemps, trop en dehors du mouvement politique et trop étrangers aux masses populaires pour exercer une influence réelle. C'était une armée de généraux, tandis qu'il aurait fallu des millions de soldats. Il n'y avait assurément aucun parallèle à établir entre M. Hunt, qui représentait New-York à Baltimore, et le capitaine Rynders, délégué par la même ville à Charleston. L'un, par sa naissance, son éducation, ses lumières, sa fortune, appartenait aux premiers rangs de la société américaine. Il avait obtenu tous les honneurs que peut conférer le suffrage universel; successivement membre de la législature de New-York, membre du congrès, gou-

verneur de son état, il s'était acquis partout la réputation d'un homme de mérite et d'honneur. L'autre, complétement illettré, mais possédant une voix de stentor, et suppléant à l'instruction qui lui manque par une verve brutale et grossière, était un orateur de carrefour, depuis longtemps à la solde du parti démocratique. Pourvu d'une place de chef de la maréchaussée en récompense de ses services politiques, il était véhémentement soupçonné de laisser échapper, moyennant finance, les gens qu'il était chargé d'arrêter. Ce même homme pourtant, fêté dans toutes les tavernes du port, connaissant par leur nom tous les crieurs de journaux, tous les distributeurs de bulletins, tous les applaudisseurs à gages et tous les comparses des manifestations, était une puissance, et ne se vantait pas lorsqu'il prétendait porter dix mille voix dans la poche de son gilet. Là était la faiblesse de ce parti des *vieux gentlemen* ou des *têtes argentées*, comme l'appelaient ironiquement ses adversaires de toutes nuances : composé d'hommes honnêtes et bien intentionnés, qui espéraient réussir à constituer un parti avec des réunions de salons, quelques discours et quelques articles de journaux, il ne possédait aucun des moyens d'action à l'aide desquels on remue les masses.

Le parti unioniste n'avait même pas à son service une de ces formules qui agissent sur les imaginations et qui tiennent lieu d'argumens : il n'aurait pu rédiger un programme sans incliner vers l'un ou vers l'autre des deux grands partis aux dépens desquels il voulait se recruter. Aussi la convention de Baltimore décida-t-elle, après une très courte délibération, qu'elle ne ferait pas de manifeste; elle se borna à donner au parti une devise ainsi conçue : « l'union, la constitution et l'obéissance aux lois. » C'était sans doute une façon ingénieuse d'échapper à la difficulté de se prononcer entre le nord et le sud; mais aussi tous les partis pouvaient revendiquer ce mot d'ordre. Démocrates et républicains se prétendaient très dévoués à l'union, à la constitution et aux lois; seulement ils entendaient la constitution d'une façon différente, et ils voulaient se servir des lois pour faire triompher leur interprétation particulière. A l'aide de cette formule vague, les unionistes étaient assurés de ne froisser aucun parti; mais ils couraient risque de ne séduire et de ne rallier personne.

Le choix de la convention unioniste s'arrêta sur un compatriote et ancien lieutenant d'Henry Clay, M. John Bell, qui avait longtemps représenté le Tennessee au congrès. Né à Nashville en février 1797, M. Bell embrassa la carrière du barreau et se consacra de bonne heure à la politique : il était à l'âge de vingt ans membre de la législature de son état. En 1827, il fut envoyé au congrès comme représentant du Tennessee; il y siégea quatorze années consécu-

tives, et fut élevé à la présidence de la chambre. Comme Henry Clay, il avait commencé par être un démocrate; il se rallia au parti whig sur la question de la banque fédérale, et lui demeura fidèle jusqu'au bout. C'est à ce titre qu'il fut appelé au ministère de la guerre sous la courte administration du président Harrison. Il a représenté ensuite le Tennessee au sénat jusqu'en mars 1859. Quoique citoyen d'un état à esclaves et propriétaire d'esclaves lui-même, M. Bell s'est toujours fait remarquer par la libéralité et la modération de ses vues. Représentant, il a voté en deux occasions mémorables pour le respect du droit de pétition, qu'on voulait retirer aux adversaires de l'esclavage, non pas qu'il approuvât les vues des pétitionnaires, mais parce qu'à ses yeux ils usaient d'un droit constitutionnel. Partisan et défenseur du compromis de 1850 (1), il a voté contre le bill du Kansas, première cause de la crise actuelle, et c'est son opposition persévérante à la politique de M. Buchanan qui lui a coûté son siége au sénat. Si les amis politiques de M. Bell ont pu lui reprocher quelques hésitations, quelques inconséquences faciles à expliquer chez un homme qui votait presque constamment contre la majorité de ses compatriotes, personne ne l'a jamais soupçonné d'une vue intéressée ni d'une arrière-pensée ambitieuse. Tous les partis rendent justice à sa capacité, à son caractère irréprochable, à son intégrité, à son patriotisme. Propriétaire d'esclaves, M. Bell ne pouvait être suspect au sud, et le nord ne pouvait accueillir qu'avec sympathie un homme qui dans presque toutes les circonstances décisives avait voté dans le sens de la liberté, et qui avait fait à ses opinions le sacrifice de sa position politique. En outre M. Bell était demeuré fidèle aux doctrines économiques du parti whig; il était un protectioniste décidé, et à ce titre il offrait toute garantie aux états industriels, la Pensylvanie, le New-Jersey et l'Indiana, dont le vote avait décidé l'élection de 1856, et semblait appelé à la même influence sur l'élection de 1860.

Pour la vice-présidence, le choix de la convention de Baltimore s'arrêta sur un homme du nord, sur M. Édouard Everett, dont la réputation comme écrivain et comme homme d'état a traversé l'Atlantique. Membre du congrès de 1824 à 1834, gouverneur du Massachusetts pendant quatre ans, ambassadeur à Londres de 1841 à 1845, ensuite président de l'université d'Harvard, successeur de M. Webster au ministère des affaires étrangères et sénateur, M. Everett a occupé avec honneur les plus grandes positions de son pays. Il s'était retiré de la politique en 1853 pour se consacrer aux

(1) Ce compromis, adopté sur la proposition de M. Clay, avait pour objet de régler la situation des provinces détachées du Mexique, et de mettre fin à l'agitation suscitée par le *proviso* de Wilmot.

lettres : l'attentat de John Brown l'arracha de sa retraite. On le vit pendant tout l'hiver de 1859 prendre une part active aux manifestations unionistes, et sa réputation d'éloquence contribua à leur donner un grand éclat. Soit que M. Everett, à raison de son âge et des fonctions éminentes qu'il a remplies, se fût attendu à être désigné pour la présidence, soit que le succès lui parût impossible, soit enfin qu'il appréhendât pour sa popularité l'épreuve d'une campagne électorale, il hésita longtemps avant d'accepter la candidature de la vice-présidence, et ne céda qu'aux instances réitérées de ses amis.

Les choix de la convention de Baltimore étaient habiles; jamais hommes plus dignes des deux premières magistratures n'avaient été proposés aux suffrages populaires, et l'accueil que reçurent les noms de Bell et d'Everett de la part des classes élevées put un moment faire illusion aux unionistes. Ils ne pouvaient espérer pour leurs candidats une élection directe, mais ils se crurent certains de rendre une majorité impossible. Les états du sud, même unanimes, étaient impuissans à former cette majorité ; or les unionistes se croyaient sûrs du Maryland, qui en 1856 avait voté pour M. Fillmore; ils comptaient sur le Tennessee, parce qu'il est sans exemple qu'un candidat n'ait pas obtenu les voix de son état natal, et sur le Kentucky comme votant habituellement avec le Tennessee. Les minorités formidables que M. Fillmore avait obtenues dans la Louisiane et la Caroline du sud pouvaient se changer en majorités, si les démocrates venaient à se diviser. Il suffisait que trois états à esclaves, et à plus forte raison cinq, votassent en faveur de M. Bell pour que le candidat du sud, quel qu'il fût, ne pût avoir la majorité absolue. Quant au candidat républicain, on reconnaissait impossible de lui disputer les états de la Nouvelle-Angleterre; mais en admettant qu'il eût pour lui les quatorze états qui avaient voté pour M. Frémont, y compris New-York, ces quatorze états ne lui donneraient que 114 voix, et pour arriver au chiffre de 152, nécessaire pour la majorité absolue, il lui faudrait y joindre indispensablement la Pensylvanie, qui a 27 suffrages, et soit l'Indiana, soit l'Illinois. Les unionistes se flattaient que M. Everett leur vaudrait les suffrages du Massachusetts, et ils comptaient, comme en 1856, réunir assez de voix dans l'Indiana et dans la Pensylvanie pour empêcher le candidat républicain de l'emporter dans ces deux états. Personne n'obtenant la majorité absolue, l'élection serait renvoyée au congrès, et les forces des deux partis extrêmes s'y balançaient trop également pour que les chances ne fussent pas en faveur du candidat intermédiaire.

Ces calculs étaient trop spécieux pour ne pas donner à réfléchir

au parti républicain; ils exercèrent une influence considérable sur les décisions de la convention républicaine, qui se réunit à Chicago huit jours après la convention unioniste de Baltimore. L'opinion générale était que la candidature serait déférée à M. Seward, et à bien des égards on ne pouvait faire un meilleur choix. M. Seward était l'homme éminent du parti républicain. Sénateur pour l'état de New-York après en avoir été gouverneur, il était sans contestation le premier orateur du congrès. Esprit élevé et philosophique, il déduisait avec une puissance irrésistible toutes les conséquences d'un principe, et sa parole, exempte de toute personnalité, mais toujours grave, ferme et convaincue, remuait profondément ceux même qu'elle ne persuadait pas. La dignité de son caractère, la pureté de sa vie publique et privée, la sincérité de ses opinions, lui avaient valu l'estime de ses adversaires eux-mêmes. Le jour où il était entré dans le parti républicain, il en était devenu le porte-drapeau et presque la personnification. On l'avait vu pendant plusieurs années, à peu près seul dans le sénat, en face d'une majorité dévouée à l'esclavage, soutenir la lutte sans faiblir un seul instant. Continuellement en butte aux attaques les plus violentes et les plus grossières, accusé de trahison, brûlé en effigie et menacé de mort par les hommes du sud, il ne s'était jamais ni lassé ni découragé. Aussi c'était justice que le parti républicain décernât à ce courageux athlète, qui avait livré tant de combats pour lui, la plus haute récompense qu'il fût en son pouvoir de donner. Amis et ennemis y comptaient également. Nommer M. Seward d'ailleurs, c'était assurer au parti républicain l'état de New-York, où sa popularité est très grande, et New-York dispose à lui seul de 35 voix, c'est-à-dire de plus du cinquième des suffrages nécessaires pour l'élection présidentielle. On croyait donc que, si M. Seward n'avait pas la majorité dès le premier tour de scrutin, la plupart des états qui auraient, comme il arrive presque toujours, commencé par voter pour un de leurs citoyens reporteraient sans hésiter leurs voix sur lui et feraient triompher sa candidature.

Mais ce n'est point impunément que, dans une démocratie, on arrive au premier rang : la supériorité du talent doit s'expier comme les autres, et peut-être M. Seward est-il destiné à donner un nouvel exemple de cette fatalité qui a écarté de la présidence Clay, Calhoun et Webster, les citoyens les plus remarquables que l'Amérique ait produits depuis cinquante ans. Les hommes du sud, le trouvant toujours dans la lice, ont concentré sur lui toutes leurs animosités et toutes leurs rancunes; ils ont fini par l'identifier avec le parti dont il est le plus vaillant champion, et qui n'a plus été que le *parti de Seward*. Ses moindres paroles, recueillies et commentées

avec perfidie, ont reçu l'interprétation la plus malveillante. Il est échappé à M. Seward, dans un *meeting* tenu à Rochester, de parler de l'antagonisme de l'esclavage et de la liberté comme « d'une lutte impossible à arrêter. » On n'a pas manqué d'appliquer ce que l'orateur disait des deux principes aux partis qui les représentent : on l'a accusé d'appeler de ses vœux la guerre civile. Le nom de M. Seward, devenu un épouvantail, n'est plus prononcé dans le sud qu'avec des menaces et des malédictions. Quelque injustes que soient ces haines, la prudence ne commandait-elle pas au parti républicain d'en tenir compte?

Des élections locales, qui venaient de se terminer au mois de mars dans le Rhode-Island et dans le Connecticut, pouvaient d'ailleurs lui servir d'avertissement; ces deux états de la Nouvelle-Angleterre avaient donné en 1856 des majorités considérables à M. Frémont, et les républicains s'en croyaient sûrs. Dans le Rhode-Island cependant, les républicains avaient à grand'peine échappé à une défaite; dans le Connecticut, leur candidat au poste de gouverneur, M. Burlingham, n'avait passé qu'à la majorité de 600 voix sur 80,000 votans, et il n'avait été préservé d'un échec que par la modération bien connue de son caractère et de ses opinions, et sa grande popularité personnelle. Ces deux élections avaient prouvé combien de ménagemens étaient nécessaires, même dans les états d'origine puritaine, pour ne pas heurter les instincts conservateurs des masses. A plus forte raison fallait-il user de précaution vis-à-vis des états libres qui, en 1856, avaient voté pour M. Buchanan, ou que des rapports de voisinage et d'intérêts pouvaient faire incliner vers le sud : nous voulons parler de l'Indiana, du New-York, du New-Jersey et de la Pensylvanie. Toutefois les amis de M. Seward arrivèrent pleins de confiance à la convention de Chicago. Ils s'attendaient bien à ce qu'au premier tour de scrutin la Pensylvanie voterait pour le général Cameron, l'Ohio pour M. Chase, l'Illinois pour M. Lincoln, le Missouri pour M. Bates; mais, assurés de la Nouvelle-Angleterre, ils comptaient que leur candidat aurait de beaucoup le plus grand nombre de voix, et que tous les grands états, après avoir donné une marque d'estime à quelqu'un de leurs concitoyens, se rallieraient à lui au second tour. Ils furent cruellement désappointés. M. Lane et M. Curtin, qui étaient candidats du parti républicain aux fonctions de gouverneur, le premier dans l'Indiana et le second dans la Pensylvanie, et qui devaient bien connaître l'opinion de leurs concitoyens, déclarèrent que la candidature de M. Seward serait fatale à leur propre élection, et aboutirait dans leurs états à une défaite semblable à celle de 1856. L'Indiana, qui n'avait pas de candidat local, adopta aussitôt la candidature de M. Lincoln, de l'Illinois; la Pensylvanie en fit autant au second tour de scrutin, et

l'Ohio au troisième. M. Lincoln, qui, dès le second tour, avait eu autant de voix que M. Seward, eut au troisième une majorité considérable. Pour la vice-présidence, on aurait vivement souhaité faire adopter un des candidats présentés par la Pensylvanie; mais les délégués de la Nouvelle-Angleterre, par voie de représailles, votèrent presque unanimement pour M. Hannibal Hamlin, du Maine, qui fut nommé au second tour. La convention républicaine se sépara le même jour après avoir adopté à l'unanimité le programme qui lui fut présenté.

Plus de trente mille personnes étaient accourues à Chicago de tous les états voisins pour connaître plus tôt le choix de la convention. Le nom de M. Lincoln fut accueilli avec des acclamations frénétiques par ces multitudes, composées en majorité de gens de l'ouest. Dans toute la vallée du Mississipi, il excita un enthousiasme qui tint du délire. C'était la première fois qu'un candidat à la présidence était choisi en dehors des états primitifs; il semblait donc que la préférence donnée à M. Lincoln sur l'un des hommes les plus illustres de la confédération consacrât l'émancipation politique de l'ouest, et fût un hommage rendu à l'influence croissante et à la prépondérance future des jeunes états. Ces sentimens se traduisirent par une suite prolongée de manifestations bruyantes où la poudre ne fut pas épargnée. Cet enthousiasme imprévu de l'ouest, qui était un gage de succès, ne contribua pas médiocrement à réconcilier les états atlantiques avec le choix de la convention, et ce qu'on sut bientôt des commencemens romanesques de M. Lincoln fit adopter chaudement sa candidature par les masses populaires.

Le grand-père d'Abraham Lincoln fut un des hardis pionniers qui, avec Daniel Boone, quittèrent la Virginie pour venir s'établir dans le Kentucky, et qui payèrent de leur vie cette conquête de la *terre de sang*. Il fut tué par les Indiens. Le fils de celui-ci mourut prématurément en 1815, laissant une veuve sans fortune et plusieurs enfans, dont Abraham Lincoln, alors âgé de six ans, était l'aîné. La famille ne tarda pas à émigrer dans l'Indiana, où Lincoln reçut l'éducation des pionniers : il n'eut d'instruction que ce qu'en peuvent donner six mois d'école; mais on lui enseigna à manier le mousquet, la cognée et la charrue. Il fut successivement, à mesure que ses forces augmentaient avec l'âge, gardeur de troupeaux, apprenti dans une scierie, conducteur de trains et batelier sur le Wabash et le Mississipi, enfin poseur de rails. A vingt et un ans, il émigra dans l'Illinois, qui se peuplait rapidement, et pendant un an travailla comme journalier dans une ferme près de Springfield. Il consacrait ses loisirs à s'instruire, et le journalier entra bientôt en qualité de commis dans un magasin. Il prit part comme volontaire à la guerre contre la tribu indienne des Faucons-Noirs, et fut élu capi-

taine de sa compagnie. Deux ans plus tard, il était nommé représentant à la législature, y siégeait dans quatre sessions consécutives, et débutait au barreau avec succès. A partir de ce moment, il devint un des chefs du parti whig dans l'Illinois, et prit une part active à toutes les luttes politiques. Élu représentant au congrès en 1846, il déclina une réélection en 1849, afin de se consacrer tout entier à l'exercice de sa profession et à l'éducation de ses enfans. Les républicains l'allèrent tirer de sa retraite en 1859, pour l'opposer à M. Douglas comme candidat au sénat. Pendant près de deux mois, les deux rivaux parcoururent l'Illinois, prononçant chaque jour une harangue nouvelle, se rencontrant souvent et engageant alors un de ces duels de parole qui font la joie du peuple américain. M. Lincoln soutint sans désavantage cette lutte contre un des orateurs les plus renommés de l'Union : il aurait dû l'emporter, puisqu'il obtint 3,000 voix de plus que son adversaire; mais l'inégale répartition des districts électoraux donna l'avantage à M. Douglas. C'était cette campagne électorale qui avait appelé sur M. Lincoln l'attention des populations de l'ouest, et lui avait valu leurs suffrages à Chicago. La modération de son caractère et ses tendances conservatrices, attestées par sa conduite au congrès alors qu'il faisait partie de la phalange dirigée par Henry Clay, étaient de nature à rassurer les plus timorés; ses opinions protectionistes donnaient toute garantie aux états industriels; enfin les classes laborieuses saluaient en lui un enfant du peuple, fils de ses œuvres, qui avait connu les épreuves et les rudes labeurs de la pauvreté, et qui, par l'intelligence, le travail et la probité, s'était élevé des rangs les plus humbles jusqu'à la situation la plus digne d'envie pour le citoyen d'un grand pays.

La candidature de M. Lincoln porta le coup le plus rude à M. Douglas. Ce qui faisait la force principale de celui-ci, c'était son influence présumée dans la vallée du Mississipi. Avec un homme de l'ouest pour adversaire, cette influence était fort menacée, et si M. Douglas n'avait pas l'appui unanime des démocrates, il n'était pas certain d'éviter un échec, même dans l'Illinois. Aussi la confiance de ses ennemis personnels, un peu abattus à la suite du succès oratoire qu'il avait obtenu au sénat et des témoignages de sympathie qui lui étaient venus de divers états du sud, ne tarda-t-elle pas à se relever. M. Douglas avait brûlé ses vaisseaux dans son grand discours, en déclarant que rien au monde ne le ferait renoncer à sa conviction que le congrès ne pouvait et ne devait pas intervenir dans les territoires; l'adoption par le sénat des résolutions de M. Jefferson Davis donna aux prétentions de ses adversaires une apparente consécration, et permit de lui opposer l'autorité d'un des grands corps de l'état. Une entente s'établit entre les principaux meneurs

du sud sur la conduite à tenir dans la convention démocratique qui allait se rassembler de nouveau le 18 juin à Baltimore en vertu de la résolution prise à Charleston quelques semaines auparavant. Les délégations qui avaient fait défection à Charleston s'étaient donné rendez-vous à Richmond : on pensait qu'elles y feraient choix de candidats; elles se gardèrent de cette faute, qui les eût privées de tout droit de voter à Baltimore, et qui eût rendu infaillible la désignation de M. Douglas. Elles se présentèrent donc à Baltimore et demandèrent à siéger. Leur retour eût enlevé à M. Douglas toute chance d'obtenir la majorité des deux tiers; aussi fut-il combattu par les démocrates du nord et appuyé par ceux du sud. Après de longs et orageux débats, la demande des délégations dissidentes fut repoussée. On vota au contraire l'admission de deux délégations que les amis de M. Douglas avaient fait élire dans l'Alabama et la Louisiane. Aussitôt la délégation de Virginie quitta la salle en protestant, et fut suivie dans sa retraite par la presque totalité des délégués du sud et un certain nombre de délégués du nord, y compris le président, M. Caleb Cushing, du Massachusetts. Pendant que les amis de M. Douglas, demeurés maîtres du terrain, adoptaient à l'unanimité la candidature de leur chef, les défectionnaires allaient à quelques pas de là, dans un local retenu d'avance, organiser une convention rivale. On pouvait croire qu'ils adopteraient des candidatures extrêmes; il n'en fut rien : ils firent choix de M. Breckinridge, du Kentucky, et du général Lane, sénateur pour l'Orégon. Ces désignations étaient trop habiles pour n'avoir pas été concertées de longue main. La désignation du général Lane était l'accomplissement d'une promesse faite aux délégations de l'Orégon et de la Californie en retour de leur appui. Quant à M. Breckinridge, vice-président en exercice, d'un caractère aimable et insinuant, et fort populaire dans le parti démocratique, c'était le meilleur choix qu'on pût faire pour détacher de M. Douglas ses anciens collègues du sénat et toute la fraction modérée du parti.

Les défectionnaires n'étaient qu'au nombre de 125 sur 300 délégués dont se composait la convention; mais ils représentaient la totalité des états du sud, les seuls dont le vote fût assuré à un candidat démocrate; aussi constituaient-ils la véritable force du parti. M. Douglas en eut bientôt la preuve : ses amis avaient désigné pour la vice-présidence M. Fitzpatrick, de l'Alabama; mais celui-ci, qui, très jeune encore, est arrivé à être gouverneur de son état et sénateur, ne voulut point compromettre dans une aventure son avenir politique et déclina courtoisement l'honneur qui lui était fait. On se rabattit alors sur M. Herschel Johnson, de la Georgie, qui accepta; malheureusement la première fois qu'il voulut parler en public dans son propre état, dont il avait été gouverneur, il fut hué par la popu-

lace et faillit être maltraité. M. Douglas croyait pouvoir compter sur l'appui des hommes les plus modérés et les plus sages du sud; mais ceux-ci n'avaient soutenu chaudement sa candidature que parce qu'ils la croyaient la seule capable d'éveiller des sympathies au sein des états libres. Après avoir tout fait pour prévenir une rupture, voyant le mal accompli et jugeant les chances de M. Douglas anéanties, ils crurent inutile de se compromettre aux yeux de leurs concitoyens pour une cause désormais perdue. Ils s'abstinrent ou se rallièrent graduellement à M. Breckinridge. M. Buchanan, dont la vengeance n'était encore qu'à demi satisfaite, donna audience à une députation de la convention défectionnaire, approuva hautement les choix qu'elle avait faits, et promit le concours le plus empressé de la part de l'administration. En effet, tous les employés des divers départemens ministériels à Washington reçurent l'invitation d'abandonner quinze jours de leurs appointemens au profit de la souscription ouverte parmi les amis de M. Breckinridge, et bon nombre de fonctionnaires qui s'étaient compromis en faveur de M. Douglas furent destitués. Partout où l'action de l'administration put se faire sentir, les comités locaux du parti démocratique se prononcèrent en faveur de M. Breckinridge.

IV.

La scission si longtemps redoutée était donc accomplie et irréparable. La gravité de ce fait ne se mesurait pas à l'influence qu'il devait nécessairement avoir sur les chances des divers candidats; il avait une portée bien plus étendue. L'élection de 1856 avait démontré que la grande majorité des citoyens du nord était radicalement hostile à l'esclavage; mais il restait alors, jusque dans la Nouvelle-Angleterre, un parti prêt à faire cause commune avec le sud, et ce parti, celui des *démocrates du nord*, dont M. Douglas avait un moment obtenu le concours, avait été assez puissant pour l'emporter dans plusieurs états. L'élection de 1860 allait constater la dissolution de ce parti intermédiaire, la rupture de ce dernier lien entre les deux sections de la république : non-seulement il était impossible d'espérer les suffrages d'un seul état libre pour le candidat qui représenterait les idées du sud, mais ce candidat aurait à lutter contre la presque unanimité des populations du nord. La crise qui devait décider du sort de la république était donc bien réellement arrivée. Lorsque M. Wigfall, sénateur pour le Texas, en recommandant la candidature de M. Breckinridge aux citoyens de Wheeling, disait : « Si un autre candidat que lui est élu, attendez-vous à des jours d'orage; il pourra bien y avoir encore une confédération, mais elle ne comptera plus trente-trois états, » il n'était

pas un seul de ses auditeurs qui pût sérieusement attendre le succès de ce candidat. Aussi, quelque préparé que l'on fût à la scission du parti démocratique, elle ne put se consommer sans agiter profondément les esprits.

Les unionistes néanmoins laissèrent percer une vive satisfaction : ils se crurent certains de tous les états du sud dans lesquels en 1856 ils avaient balancé les forces du parti démocratique, alors unanime; ils espérèrent que leur candidat arriverait devant le congrès avec un plus grand nombre de suffrages que M. Breckinridge, ce qui ne pouvait manquer d'ajouter à ses chances. Toutefois le parti auquel le conflit de Baltimore profitait le plus était les républicains, qui n'allaient plus avoir à combattre dans les états du centre que des adversaires divisés et démoralisés. Leurs espérances de victoire s'en accrurent; mais ce n'était pas seulement à ce point de vue qu'ils avaient sujet de se réjouir : grâce à la scission, ils allaient voir une portion de leurs ennemis se transformer en alliés. Depuis que M. van Buren et les autres *free-soilers* avaient été excommuniés et rejetés du parti démocratique comme suspects sur la question de l'esclavage, c'étaient les *mangeurs de feu* exclusivement qui avaient conduit le parti démocratique dans tout le sud, et qui avaient donné le ton à la polémique de ses journaux. Aussi ne défendait-on plus l'esclavage, ainsi que le faisait la génération précédente, comme un mal regrettable, mais nécessaire : on en faisait audacieusement l'éloge, on le qualifiait de pierre angulaire de la constitution, on le présentait comme une institution morale, civilisatrice, utile à la fois aux noirs et aux blancs, et bonne à propager. « Supprimer l'esclavage, disait à Charleston M. Gaulden, de la Georgie, serait faire reculer de deux cents ans la civilisation américaine. » Quand M. Jefferson Davis cherchait à établir que le congrès avait pour devoir de protéger l'extension de l'esclavage, il ne craignait pas d'invoquer l'intérêt de l'humanité. La surveillance rigoureuse qui arrêtait à la frontière du sud les journaux et les livres du nord, qui fermait la bouche aux voyageurs et imposait le silence, sous peine de mort, même aux ministres de l'Évangile, rendait impossible toute réfutation de ces opinions monstrueuses. Si loin qu'il y eût des doctrines grossièrement utilitaires de M. Douglas aux principes que professent sur l'esclavage tous les esprits éclairés et vraiment chrétiens, elles étaient cent fois préférables à la glorification d'une plaie sociale. Or M. Douglas ne pouvait défendre sa théorie de la non-intervention sans nier la thèse favorite du sud, que l'esclavage doit être propagé à raison de son excellente morale. En soutenant le droit des pionniers à écarter le travail servile de leurs foyers, il lui était difficile de ne pas employer des argumens qui, poussés jusqu'à leurs dernières conséquences, autoriseraient à combattre l'esclavage en prin-

cipe, et l'on pouvait se reposer sur ses adversaires du soin de faire ressortir toutes ces conséquences. Une polémique acharnée sur l'esclavage allait donc être engagée d'un bout à l'autre des états du sud entre les hommes qui jusque-là en avaient tous été les défenseurs. Il était impossible que ces discussions n'eussent pas pour effet de faire réfléchir quelques esprits, de répandre quelques idées nouvelles et de jeter des semences qui fructifieraient plus tard.

Tout semblait tourner en faveur des républicains. Les membres de ce parti avaient rédigé et fait adopter par la chambre des représentans un bill qui modifiait le tarif des douanes dans le sens de la protection, mais qui pouvait cependant être considéré comme un compromis entre les intérêts en lutte, et qui se justifiait par la situation embarrassée du trésor. Les plus grands efforts furent épuisés auprès de M. Buchanan, protectioniste lui-même, par les démocrates du nord et par un de ses plus chers amis, M. Bigler, de la Pensylvanie, dont le siége au sénat était fort menacé. On lui représenta que le rejet du bill par le sénat serait le coup de grâce du parti démocratique dans les états du centre; M. Buchanan refusa d'user de son influence personnelle sur les sénateurs du sud, qui, après avoir ajourné aussi longtemps que possible la discussion de la mesure, finirent par la rejeter dans les derniers jours de la session. Au même moment, la publication des résultats de l'enquête poursuivie par la chambre des représentans constatait, à la charge de quelques hauts fonctionnaires et de plusieurs des meneurs du parti démocratique, des faits de corruption, des embauchages politiques, des falsifications de listes électorales, un trafic des fonctions publiques de nature à donner la plus déplorable opinion des mœurs américaines. Les républicains, qui trouvaient dans ces documens la justification de toutes les attaques qu'ils dirigeaient depuis quatre ans contre leurs adversaires et le secret de quelques-uns de leurs échecs, ne manquèrent pas de donner le plus grand retentissement à ces déplorables révélations. Il se trouvait que les populations de l'Illinois, suivant l'usage américain d'attacher un sobriquet à tous les personnages politiques, avaient surnommé M. Lincoln l'*honnête Abraham;* on s'empara de cette circonstance, et ce qui n'était qu'un hommage aux vertus privées d'un individu fut transformé en une sentence nationale, en une flétrissure de l'administration fédérale. Les habitans de Springfield, désireux de fêter la nomination de leur concitoyen par la convention de Chicago, le firent complimenter par les autorités municipales, et lui firent annoncer qu'on allait tirer une salve de cent-un coups de canon. « Soyons économes dès le premier jour, avait répondu M. Lincoln en riant, vingt et un coups suffiront. » Cette innocente plaisanterie fit le tour de la confédération : on y voulut reconnaître l'homme qui mettrait un terme au gaspillage

des finances publiques et qui ramènerait l'économie dans tous les départemens ministériels.

A mesure que s'accroissaient les chances de succès des républicains, le découragement gagnait leurs adversaires. Les unionistes ne faisaient aucun progrès au nord : le choix fait par les républicains les avait complétement déroutés; ils s'étaient attendus à la candidature de M. Seward et s'étaient préparés à exploiter les haines et les terreurs que ce nom éveillerait. La nomination d'un ancien whig sans antécédens compromettans, à la modération duquel M. Benjamin, de la Louisiane, avait lui-même rendu hommage en plein sénat, déjouait toutes leurs espérances et renversait toutes leurs combinaisons. Ils ne virent point venir à eux, comme ils s'en étaient flattés, les classes conservatrices, que la candidature de M. Seward aurait alarmées. Les souvenirs de 1856 ne leur étaient pas favorables; la faiblesse numérique du parti s'était montrée trop manifestement et laissait peu d'espoir de conquérir la majorité dans aucun des états libres; enfin l'enquête parlementaire, et ce n'était pas la moins curieuse de ses révélations, avait appris que les unionistes n'avaient pas toujours été fidèles à leur drapeau : en 1856 par exemple, le comité directeur du parti démocratique avait dépensé des sommes considérables pour subventionner dans les états du centre des journaux, des orateurs et jusqu'à des comités unionistes, à cette seule fin de diviser les voix des adversaires de M. Buchanan, et c'était à cette tactique que le président avait dû son succès en Pensylvanie et son élection. On désignait les journaux et les hommes qui avaient joué ce rôle d'*appeleurs* et le chiffre des sommes que chacun avait reçues. Ces révélations pesaient lourdement sur le parti unioniste, rendaient toutes ses démarches suspectes, et faisaient hésiter bien des gens qui, prêts à se rallier à un parti sérieux, craignaient d'être les dupes et les instrumens d'une intrigue. Quant aux deux fractions du parti démocratique, elles étaient plus ardentes à se déchirer l'une l'autre qu'à combattre l'ennemi commun. A force d'entendre répéter par l'une que Lincoln valait cent fois mieux que Douglas, et par l'autre qu'il était préférable à Breckinridge, tous les esprits se familiarisèrent avec le triomphe du candidat républicain. Aussi l'élection de 1860 n'a-t-elle point présenté le spectacle émouvant de l'élection de 1856. Ce n'était plus cette lutte ardente, passionnée, fiévreuse, de deux grands partis également sûrs de leurs forces, et entre lesquels la victoire demeure incertaine jusqu'au dernier jour. Confiance d'un côté, découragement, prophéties lugubres et récriminations de l'autre, ainsi peut se résumer l'attitude des partis. La campagne électorale emprunta tout son intérêt à la position et à la conduite de M. Douglas. Des quatre candidats en présence, c'était celui qui avait la plus grande valeur personnelle,

c'était aussi celui qui avait le moins de chances. Pour qu'il réussît, il fallait que M. Lincoln ne réunît pas la majorité absolue, que lui-même fût un des trois candidats ayant le plus de voix, enfin que le choix de la chambre des représentans s'arrêtât sur lui. Il semblait impossible que M. Douglas remplît même la seconde de ces trois conditions. La haine persévérante de M. Buchanan, qui ne s'arrêtait pas devant la perspective d'un échec certain et qui suscitait dans tout le nord des comités en faveur de M. Breckinridge, afin de diviser les voix des démocrates, enlevait à M. Douglas tout espoir de l'emporter dans un seul état libre, hormis peut-être l'Illinois. Dans le sud, les états qui avaient fait défection à Charleston étaient assurés à M. Breckinridge; restaient uniquement sept ou huit états à esclaves où il fallait triompher à la fois des amis de M. Breckinridge, soutenus par le président, et des unionistes. La situation était désespérée; se retirer de la lutte était pourtant impossible : on n'aurait su à M. Douglas aucun gré d'un désistement qui aurait eu pour prétexte le désir de ramener la concorde dans les rangs des démocrates. C'eût été d'ailleurs sacrifier le principe au nom duquel il s'était séparé de la fraction exaltée du parti.

M. Douglas résolut de persévérer jusqu'au bout, bien que sans illusion aucune sur les chances de sa candidature. C'étaient les exaltés du sud qui avaient ruiné ses espérances; il résolut de tourner contre eux tous ses efforts, afin d'assurer leur défaite. Une déroute complète abattrait l'orgueil de cette faction intolérante, lui démontrerait son impuissance, et la contraindrait à chercher le salut de l'esclavage dans une réorganisation du parti démocratique. On serait donc obligé de revenir à lui, qui personnifiait en ce moment la démocratie du nord, et plus il aurait fait preuve de puissance, moins on serait tenté de méconnaître la légitimité de ses prétentions. M. Douglas ne se borna pas à faire publier par le comité dirigeant de son parti une déclaration pour repousser à l'avance toute transaction, tout compromis avec les amis de M. Breckinridge; il résolut d'aller porter la guerre dans le camp ennemi. Un usage fondé sur la prudence veut que tout homme politique, aussitôt après avoir accepté la candidature à la présidence, s'abstienne de paraître en public, de prononcer aucun discours et d'écrire aucune lettre; il renvoie au comité dirigeant de son parti toutes les lettres où on l'interroge sur ses opinions passées ou présentes, et c'est le comité qui se charge d'y répondre; il est sans exemple qu'un candidat ait jamais entrepris une tournée électorale. M. Douglas s'affranchit complétement de cette réserve. Pendant trois mois, il parcourut toute la confédération, prononçant chaque jour un discours et développant partout le même thème. « Les républicains et les *mangeurs de feu*, disait-il, conspiraient également la ruine de l'Union : les uns

faisaient entendre continuellement des menaces de séparation, les autres s'attachaient à raviver sans cesse une lutte déplorable. Le seul moyen de préserver la confédération d'un schisme était de mettre en pratique le principe fondamental de la constitution, la souveraineté du peuple, et de laisser partout et en toute circonstance la majorité des citoyens établir ou rejeter l'esclavage. C'était le seul moyen de réduire à l'impuissance les *séparatistes* du nord et du sud. » Toutes les villes importantes des états à esclaves furent nécessairement visitées par M. Douglas, et grâce aux combats de parole qu'il engageait presque quotidiennement avec les partisans de M. Breckinridge, cette lutte intestine empruntait à sa présence un surcroît de vivacité et d'intérêt.

Telle était donc la situation des partis américains à la suite des luttes ardentes qui avaient précédé la nomination de leurs candidats : le choix des républicains ralliait les classes conservatrices et tous les adversaires de l'esclavage; les unionistes, faute d'adopter un programme précis, n'inspiraient de confiance à personne. Restaient les démocrates, divisés en deux fractions, celle du sud appuyant M. Breckinridge, celle du nord soutenant M. Douglas, toutes deux contraires à l'intérêt véritable du parti qu'elles divisaient. La campagne électorale vint mieux montrer encore de quel côté la faveur du pays allait se porter; elle s'ouvrit par un succès pour les républicains. On apprit tout à la fois que le général Lane, candidat des démocrates du sud à la vice-présidence, venait de perdre son siége au sénat à la suite d'une défaite des démocrates dans l'Orégon, et que M. Frank Blair venait d'être réélu représentant par Saint-Louis du Missouri. C'était une première élection de M. Blair qui avait produit, trois ans auparavant, une si profonde sensation, lorsqu'à l'étonnement universel la capitale d'un état à esclaves avait choisi pour représentant au congrès un adversaire prononcé de l'esclavage. Aux élections suivantes, un démocrate l'avait emporté de quelques voix : M. Blair réussit à prouver que son échec était le résultat de fraudes électorales nombreuses, et dans les derniers jours de la session de 1860 la chambre des représentans avait reconnu son droit à siéger à la place de son concurrent. Comme la période pour laquelle il avait été élu devait expirer avant que le congrès se réunît de nouveau, M. Blair donna aussitôt sa démission, afin de pouvoir se présenter immédiatement aux suffrages du peuple, et de fournir à son parti le moyen d'inaugurer la lutte par une victoire. Cette tactique eut un plein succès, et le triomphe d'un candidat républicain dans un état à esclaves fut une première mortification pour les démocrates. Une élection locale avait également lieu quelques jours après dans le Kentucky : l'appui des républicains y donnait à un candidat unioniste l'avantage sur le candidat démocrate. Les hommes du sud s'aper-

çurent avec effroi qu'un parti républicain commençait à se former au sein des états à esclaves. Encouragés par l'élection de leur chef, les amis de M. Blair entreprirent de dresser une liste d'électeurs fédéraux en faveur de M. Lincoln, et de voter ainsi directement pour le candidat républicain, au lieu de voter pour la liste unioniste, comme ils avaient dû le faire en 1856. On ne mit aucun obstacle à leur organisation, et il ne fut plus question de refuser et de considérer comme nuls les votes des républicains, ainsi qu'on avait refusé en 1856 les votes en faveur de M. Frémont. Dans le Kentucky, un homme intrépide, qui porte un nom illustre, M. Cassius Clay, s'était fait depuis plusieurs années le missionnaire de la liberté. Il avait constitué dans les montagnes du Kentucky, à l'aide d'émigrans venus de la Pensylvanie, un petit noyau républicain qu'il grossissait par la plus active propagande. Vingt fois la vie de M. Cassius Clay avait été en péril. En mars 1860, son village avait été envahi, et il avait été question d'expatrier sa femme et ses enfans au nom de la loi de Lynch; il ne s'était jamais laissé intimider. A force d'intrépidité, il avait fait respecter en sa personne la liberté de la parole; le *revolver* et le *bowie-knife* à la ceinture, il avait propagé les principes républicains d'un bout à l'autre du Kentucky, sans qu'on osât jamais porter la main sur lui, parce qu'on le savait homme à vendre chèrement sa vie. Son courage d'ailleurs, son obstination, sa franchise et sa verve ne déplaisaient pas à ces rudes populations, qui reconnaissaient à ces qualités le bon vieux sang kentuckien. Placé dans les mêmes conditions que le Kentucky, ayant aussi une région montagneuse inaccessible à l'esclavage et graduellement envahie par les émigrans du nord, le Tennessee avait vu également se former quelques groupes hostiles à l'esclavage, que les divisions et le découragement du parti démocratique enhardirent cette année à proclamer hautement leurs sympathies républicaines. On n'osa mettre aucun obstacle à leurs manifestations, et, encouragés par cet exemple, les habitans des comtés septentrionaux de la Virginie, tenus en suspicion par leurs voisins du sud, arborèrent à leur tour l'étendard républicain, sans attirer sur eux les mêmes persécutions qu'en 1856. Dans le Maryland enfin, Baltimore vit se former au grand jour un comité républicain qui annonça qu'il aurait désormais ses candidats dans toutes les élections. Les républicains du Delaware s'organisèrent également avec l'intention de ne plus se mettre à la remorque des unionistes. Si les états libres du centre subissent dans une certaine mesure l'influence du sud, ils réagissent aussi sur lui, on le voit, par la contagion naturelle des idées libérales, puisque les six états à esclaves qui confinent aux états libres contiennent tous un élément hostile à l'esclavage. En réalité, toutes ces manifestations, même celles du Missouri, étaient sans influence

aucune sur l'élection, et ne pouvaient donner à M. Lincoln un seul suffrage de plus; mais elles avaient une importance extrême comme symptôme pour l'avenir, et elles furent le fait le plus significatif de la campagne électorale.

Le rejet définitif par le sénat du bill qui remaniait le tarif des douanes eut toutes les conséquences que M. Bigler avait prédites. Il irrita profondément les états industriels. Le New-Jersey, qui comptait par centaines les usines réduites à chômer par la concurrence anglaise, et dont certains districts se dépeuplaient de jour en jour, et la Pensylvanie, où l'industrie du fer était en souffrance, donnèrent des signes manifestes d'opposition. L'opinion que M. Lincoln, à qui l'on accordait déjà l'Indiana, triompherait aussi dans ces deux états et obtiendrait la majorité absolue, s'accréditait de plus en plus. Le seul moyen de prévenir ce résultat et de renvoyer l'élection au congrès parut être une entente entre les adversaires de M. Lincoln. Dans le New-Jersey, où les amis de M. Breckinridge étaient maîtres de l'organisation démocratique, un arrangement intervint entre eux et les unionistes : ils convinrent de voter pour une liste commune où chaque parti nommerait la moitié des électeurs fédéraux, afin d'assurer à son candidat, en cas de succès, la moitié des suffrages de l'état. Dans le New-York, les amis de M. Douglas formaient la fraction de beaucoup la plus considérable du parti démocratique : ce furent eux qui s'entendirent avec les unionistes en leur offrant dix places sur trente-cinq dans la liste des électeurs; mais ces dix électeurs pourraient-ils, dans tous les cas, voter pour M. Bell, ou devraient-ils, dans certaines éventualités, voter pour M. Douglas? Telle fut la question que soulevèrent les journaux républicains, et qui ne reçut jamais de réponse précise, chacune des parties contractantes interprétant la convention à son avantage. Or le principal noyau des unionistes était formé de gens exclusifs qui auraient voulu rendre plus rigoureuses les lois sur la naturalisation, et le gros des forces de M. Douglas se composait des Allemands naturalisés, qui avaient en haine les unionistes. La liste mixte avait à peine paru qu'il y eut de part et d'autre des démissions et des refus de concours. Le rédacteur du principal journal allemand, M. Ottendorfer, fit rayer son nom en déclarant qu'il lui était impossible de figurer sur la même liste que des électeurs hostiles aux citoyens naturalisés. Quelques-uns des chefs des unionistes, M. Dodge, M. Putnam, protestèrent également contre la fusion, disant qu'ils avaient voulu de bonne foi constituer un tiers-parti, mais qu'ils ne voulaient en aucun cas et d'aucune façon contribuer au succès d'un candidat démocratique. Ils annoncèrent l'intention de voter pour M. Lincoln, et prirent désormais une part ouverte aux manifestations républicaines.

Les élections du Vermont et du Maine, qui eurent lieu au com-

mencement de septembre, et dans lesquelles les républicains eurent des majorités formidables, démontrèrent que ce n'était pas trop de l'union de tous les adversaires de M. Lincoln pour empêcher son élection par le peuple : il n'y avait plus de temps à perdre. Le président et ses ministres reconnurent la nécessité d'agir sans retard, et quoiqu'il dût leur en coûter de prendre une pareille initiative, ils décidèrent les amis de M. Breckinridge à s'aboucher avec les partisans de M. Douglas et à proposer une fusion à trois dans les états du nord. La négociation fut longue et difficile; elle échoua à plusieurs reprises, et elle eut pour conséquence de nouvelles défections qui vinrent grossir encore le parti républicain. Ce qui rendait la fusion à trois plus inacceptable pour beaucoup de citoyens, c'est qu'elle se négociait exclusivement entre les comités, qu'elle avait comme premier résultat l'adoption pour les élections locales de listes mixtes, dans lesquelles une part des fonctions publiques était faite aux meneurs de chaque fraction, et qu'elle avait ainsi tous les caractères d'un marché où les valeurs livrables étaient les votes des électeurs. Nombre d'honnêtes gens se récriaient contre ces arrangemens, où l'on disposait de leurs suffrages sans les consulter, et le parti unioniste de New-York s'en trouva fort affaibli. En Pensylvanie, les choses se passèrent à peu près de la même façon et aboutirent aux mêmes résultats. On attendait avec curiosité, pour juger la fusion à l'épreuve, les élections d'octobre : les trois grands états du centre, la Pensylvanie, l'Ohio et l'Indiana, représentant ensemble 63 suffrages pour la présidence, devaient élire leurs gouverneurs le 8 octobre, juste un mois avant la nomination des électeurs fédéraux. Dans les trois états, la triple opposition s'était mise d'accord: néanmoins les trois candidats républicains furent nommés. M. Curtin eut dans la Pensylvanie une majorité de 30,000 voix, et le nombre des électeurs qui avaient pris part à l'élection était si considérable qu'il n'y avait aucune possibilité de modifier ce résultat. Ce qui frappa surtout, ce fut le vote de la ville de Philadelphie, où les démocrates avaient habituellement les deux tiers des suffrages, et où M. Foster, malgré sa popularité personnelle, n'eut que 2,000 voix de plus que le candidat républicain. Le journal qui avait le plus énergiquement poussé à la triple fusion, le *New-York Herald*, n'hésita pas à reconnaître que la partie était perdue en Pensylvanie, et que la seule chance de prévenir l'élection de M. Lincoln était de lui enlever à tout prix les 35 suffrages de New-York. Il adressa donc un appel désespéré aux trois oppositions pour les conjurer de concentrer sur New-York tous leurs efforts et toutes leurs ressources, laissant même entendre qu'il ne fallait pas reculer devant l'achat des votes; mais rien ne divise et n'aigrit plus que la défaite : les trois fractions coalisées rejetaient l'une sur l'autre

l'échec commun, et parlaient à l'envi de leur résolution d'essayer seules leurs forces. On mit en avant l'idée de demander aux trois candidats leur désistement et de leur substituer un candidat unique; mais le temps manquait pour mûrir et réaliser cette combinaison, et le mois d'octobre s'écoula en stériles récriminations.

Quelques efforts furent faits pour exercer au dernier moment une pression décisive sur New-York : les maisons du sud retirèrent ou ajournèrent après l'élection tous les ordres d'achat qu'elles avaient donnés; des ventes considérables de fonds publics eurent lieu pour leur compte, et elles réclamèrent le paiement en numéraire de toutes les sommes qui leur revenaient; l'encaisse de toutes les banques de New-York diminua rapidement, et on put appréhender pendant quelques jours un retour de la crise de 1857. Néanmoins ce mouvement était trop artificiel pour pouvoir durer, surtout lorsque d'immenses achats de grains avaient lieu tous les jours dans l'ouest pour le compte des spéculateurs anglais. L'intimidation politique ne réussit pas mieux aux hommes du sud que la pression financière. Le gouverneur de la Caroline du sud, en ouvrant la session de la législature, avait recommandé aux deux chambres, dans son message, de prendre les mesures nécessaires pour se retirer de la confédération, si M. Lincoln était élu. La législature nomma en effet une commission, munie de pleins pouvoirs, pour négocier avec le gouvernement fédéral la séparation de la Caroline, et elle décida qu'elle resterait en session jusqu'au 9 novembre, afin de pouvoir agir suivant le résultat de l'élection. Les journaux démocratiques et unionistes firent grand bruit de cette délibération. Malheureusement ce n'était pas la première fois que les chambres de la Caroline du sud tenaient un pareil langage, et l'on se rappelait les jours de 1833, alors que le président Jackson avait exigé et obtenu le licenciement des milices caroliniennes, en menaçant de marcher contre elles à la tête des troupes fédérales. Il était trop manifeste que la confédération n'avait rien à redouter des actes d'un état isolé; il aurait fallu que le sud fût unanime, et il était loin de l'être. Les observateurs impartiaux remarquaient même qu'à mesure que le triomphe de M. Lincoln devenait plus certain, il s'opérait un changement graduel dans le ton des hommes les plus considérables du sud. Au mois de juin, ce n'étaient que prophéties sinistres : M. Lincoln ne devait jamais être le président de la confédération tout entière; son élection serait le signal d'une effroyable guerre civile. Au mois d'octobre, nombre des partisans de M. Breckinridge étaient les premiers à déclarer qu'avant de rompre l'union, ils attendraient les actes de M. Lincoln, et ne déchireraient le pacte fédéral qu'après une agression flagrante. Les menaces des exaltés n'intimidèrent donc pas le nord; elles eurent pour résultat de fortifier dans le sud les unionistes, qui réprou-

vaient hautement toute pensée de séparation, et qui proclamaient la nécessité de demeurer dans la légalité. L'élection devait démontrer que les séparatistes étaient à l'état de minorité, même dans les états où ils semblaient avoir la prépondérance politique.

Le 6 novembre arriva. La ville de New-York, dominée par les influences que nous avons décrites, donna une majorité de 28,000 voix à la triple fusion; mais les suffrages de l'état n'en furent pas moins acquis à M. Lincoln, pour qui les campagnes votèrent avec un irrésistible enthousiasme. Dans la Pensylvanie, les républicains s'étaient attendus à voir décroître la majorité qu'ils avaient obtenue en octobre : elle monta au contraire de 30,000 voix à 80,000. Tous les états libres, à l'exception du New-Jersey, où la coalition l'emporta, votèrent pour M. Lincoln : ils lui donnèrent 169 suffrages, c'est-à-dire 17 de plus que la majorité absolue. Les états du centre : Delaware, Virginie, Maryland, Tennessee, Kentucky, c'est-à-dire les plus anciens, les plus riches et les plus peuplés des états à esclaves, votèrent pour M. Bell, qui eut 57 voix, en comptant les sept voix du New-Jersey. M. Breckinridge ne l'emporta que dans les neuf états les plus méridionaux : le Texas, la Louisiane, l'Arkansas, l'Alabama, le Mississipi, la Floride, la Georgie et les deux Carolines; encore dans plusieurs de ces états il n'obtint qu'une très faible pluralité sur M. Bell, et il aurait succombé dans tous, si les partisans de M. Douglas avaient consenti à voter pour M. Bell, candidat des unionistes. Le moins favorisé des quatre concurrens fut M. Douglas, dont la candidature ne triompha que dans le Missouri. On lui attribue aussi, mais sur de simples conjectures, les suffrages de l'Orégon et de la Californie, dont le vote ne sera connu que dans un mois. Néanmoins M. Douglas a obtenu en grande partie le résultat qu'il désirait. Dans les états libres, il a eu plus de voix que MM. Bell et Breckinridge réunis, et quatre ou cinq fois autant que M. Breckinridge seul. Il a donc prouvé qu'en dehors de ses amis il n'y avait point de parti démocratique dans le nord. Dans les états du centre, sauf le Missouri, il a succombé devant M. Bell, mais il a laissé loin derrière lui M. Breckinridge. Enfin, même dans les états de l'extrême sud, il a encore obtenu des minorités respectables. Il a donc, dans sa défaite, la consolation d'avoir démontré l'impuissance du parti exalté.

Cette démonstration est le fait le plus important de l'élection de 1860, car elle dissipe toutes les craintes qu'on pouvait avoir d'un conflit. En présence du nord unanime, il aurait fallu que le sud fût également uni, également décidé à ne rien rabattre de ses exigences. Le vote des cinq états qui ont donné la majorité à M. Bell et le vote du Missouri équivalent à une déclaration de fidélité à l'union. Les

neuf états où M. Breckinridge l'a emporté ne pèsent pas assez dans la balance pour oser rien tenter à eux seuls : que serait-ce qu'une confédération du sud dans laquelle n'entreraient ni la Virginie, ni le Tennessee, ni le Kentucky, ni le Missouri? Il est douteux qu'au sein des neuf états extrêmes les séparatistes pussent triompher de l'opposition énergique que ne manqueraient pas de leur faire les partisans coalisés de M. Bell et de M. Douglas. On peut être assuré d'avance que leur colère s'exhalera en vaines démonstrations. La campagne électorale de 1860 aura donc eu cet excellent résultat d'en finir avec les menaces et en même temps avec les craintes d'une séparation. Les deux partis ont trop à y perdre pour briser jamais le lien fédéral. Après la première amertume de la défaite, les hommes du sud reconnaîtront qu'il y a folie à eux à vouloir transformer le congrès en propagateur de l'esclavage contre la volonté de l'immense majorité des citoyens. Ils sentiront l'imprudence et la folie d'irriter le nord et de compromettre la paix publique pour une pure abstraction. Comme le disait au sein de la convention de Charleston le plus riche planteur de la Georgie, M. Gaulden, qui se vantait de posséder plus de nègres qu'aucun de ses concitoyens, la faculté légale d'établir l'esclavage dans les territoires est absolument inutile, si l'on n'a pas les moyens de l'y introduire effectivement. « Les moyens, vous ne les avez pas, ajoutait le démocrate georgien; vous avez à peine assez de nègres pour les états actuels; vous ne pourriez peupler d'esclaves le Kansas, le Nebraska et les autres territoires qu'aux dépens du Maryland, de la Virginie et du Missouri, qui deviendraient alors des états libres; vous déplaceriez vos forces, et vous augmenteriez celles de vos adversaires. Obtenez la réouverture de la traite, faites que nous puissions tirer d'Afrique tous les noirs dont nous avons besoin : alors vous pourrez entreprendre d'accroître le nombre des états à esclaves et propager le travail servile; jusque-là vous ne le pourrez pas. »

Il y avait un grand fonds de vérité dans le discours de M. Gaulden, et les hommes du sud finiront par le reconnaître. Il n'est pas à craindre qu'ils rétablissent la traite : non qu'ils reculassent devant la réprobation de tous les peuples civilisés, mais parce qu'ils ne le pourraient faire sans subir une dépréciation énorme de leur fortune, dont les esclaves représentent une partie considérable. L'esclavage demeurera donc stationnaire, et pour lui ne pas s'accroître, c'est reculer. Les états libres poursuivront leurs progrès; ils finiront par investir de toutes parts le territoire soumis à la servitude, et le contact irrésistible de la liberté en accomplira graduellement la rédemption.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

PIERRE LANDAIS

ET

LA NATIONALITÉ BRETONNE

DEUXIÈME PARTIE.

I.

La Bretagne était au plus fort de la lutte préparée, durant une longue suite de générations, entre son génie national, qui semblait l'avoir prédestinée à l'indépendance, et sa position géographique, qui lui ménageait une absorption inévitable. La réunion de cette grande province à la couronne de France était l'idée fixe et la perpétuelle obsession d'esprit de Louis XI. A la maladive passion du joueur, ce prince joignait une fécondité de ressources que ne venait décourager aucun échec ni contrarier aucun scrupule. Par la complicité assez habituelle de la fortune avec l'impudence, son bonheur avait couvert la plupart de ses fautes, et les accidens ne lui avaient pas moins profité que les crimes. Le duc de Guienne, son frère, était mort empoisonné; le duc de Bourgogne avait fini en aventurier; la maison d'Anjou s'était éteinte en lui léguant, pour prix de mille trahisons, ses droits et ses territoires : la Bretagne seule refusait encore de s'incliner devant le succès qui avait grandi la royauté et devant la terreur qu'inspirait la personne du monarque vieillissant.

De tous les princes de ce temps, le duc François II était le plus impropre à lutter contre le roi de France, quoique cette lutte dût être la fatalité de sa vie. Aussi mobile dans ses projets que Louis

était persévérant dans les siens, se laissant gouverner faute de caractère plutôt que faute d'intelligence, François n'aspirait qu'à couler une vie tranquille, et, fermant les yeux sur l'avenir de son duché, il aurait probablement fini par ne plus pratiquer qu'une politique viagère, si, aux approches de la vieillesse, son second mariage avec Marguerite de Foix, fille de Gaston IV, prince de Navarre, ne lui avait enfin donné deux enfans légitimes, et si le pressentiment de leurs épreuves n'avait redoublé son énergie à l'époque même où celle-ci semblait devoir lui manquer. Jusqu'au commencement de 1477, date de la naissance de la princesse Anne, sa première fille, François s'était plus inquiété d'ajourner les embarras que d'en triompher. Appeler l'industrie, les lettres (1) et les arts sur une terre qui portait plus de *menhirs* que de statues, et dont le sein recélait plus de fer que d'or, plus de granit que de marbre; développer le commerce par des traités avec toutes les puissances maritimes, depuis le Portugal jusqu'à la Turquie (2); fonder des manufactures, pour donner à ses sujets des goûts nouveaux avec des richesses nouvelles (3); se construire une élégante demeure dans la sombre enceinte du château de ses pères; méditer peut-être le plan d'une sépulture dont aucun mausolée royal n'a surpassé la beauté (4), tels auraient été les seuls soucis du dernier duc de Bretagne, si pareille existence avait été permise à un contemporain de Louis XI.

Malgré sa politique vacillante, ce long règne fut inspiré, dans son administration intérieure, par une seule pensée : grandir l'importance des communautés urbaines, en même temps qu'on restreignait les juridictions seigneuriales, afin de pouvoir opposer une bourgeoisie riche et docile à une aristocratie impérieuse (5). Ce tra-

(1) Bulle de Pie II du 22 septembre 1461 pour la fondation de l'université de Nantes. — Ogée, *Dictionnaire historique de Bretagne*, t. II, p. 138.

(2) Traités de commerce avec l'Angleterre du 2 juin et ratification du 8 juillet 1468 (*Preuves de l'Histoire* de dom Morice, t. II, ch. 180); — avec le Portugal, du 13 juin 1471 (Archives de Nantes, arm. S, cass. D); — avec les villes de la Hanse anséatique, en 1476 (arm. O, cass. A); — avec l'Espagne, en 1483 (même dépôt, même armoire). — Bulle du pape Sixte IV pour permettre aux sujets du duc de Bretagne de trafiquer au pays des infidèles (arm. O, cass. A).

(3) Établissement d'une manufacture de soieries à Vitré en 1475, d'une manufacture de tapisseries à Rennes en 1477, et privilèges accordés à des ouvriers venus d'Arras. — Archives de Nantes, registres de la chancellerie, cités par M. Daru et par M. Levot.

(4) Mausolée de François II et de Marguerite de Foix, par Michel Columb, dans la cathédrale de Nantes, érigé par les soins d'Anne de Bretagne.

(5) Lettres ducales du 16 mai 1466, 26 décembre 1471, 13 septembre 1473, portant remise aux bourgeois de tous droits de vente pour les acquets faits sous la juridiction de la prévôté, concession du droit de bâtir des fours et moulins, d'avoir des boisseaux, balances et autres mesures sans payer aucune finance, de construire des colombiers, etc.;

vail fut poursuivi par Pierre Landais, de 1460 à 1485, avec la passion persévérante qu'inspirait à ce ministre sa haine contre les grands, et que secondait chez François II une méfiance fort naturelle contre quelques hommes qu'il savait plus dévoués au roi de France qu'à lui-même. Les nombreux traités de commerce signés par ce prince, au milieu des guerres civiles et étrangères, constatent le soin qu'apportait surtout dans cette partie de sa tâche le grand-trésorier, chargé, comme chef de l'échiquier breton, de toutes les relations diplomatiques. Les historiens, sans en excepter les plus hostiles à Landais, s'accordent pour reconnaître que ce règne de trente ans fut à la fois réparateur et populaire, et qu'en cicatrisant les plaies profondes faites par les luttes intestines du siècle précédent, il développa pour la Bretagne des sources nouvelles de richesses; mais de tels soins ne pouvaient être que secondaires lorsque l'existence même du duché était en question, quand les jours de la dynastie régnante étaient comptés, et que, pour reculer l'accomplissement de l'arrêt porté contre elle, il fallait lutter incessamment avec Louis XI d'efforts, de machinations et de duplicité.

J'ai exposé, sans trop espérer de les bien faire comprendre, les variations presque journalières de la conduite de François II durant la première moitié de son règne (1), et l'on a vu qu'après avoir repris et quitté l'alliance de son suzerain, le duc de Bretagne y était encore rentré par le traité conclu à Senlis en 1475. Cet acte solennel avait été juré sur la croix de Saint-Laud après des hésitations bien naturelles assurément chez des princes fort résolus l'un et l'autre à se parjurer à la première occasion favorable, mais en même temps fort alarmés de la redoutable vertu attribuée à certaines reliques. Dans le temps même où François II, par les conseils du chancelier Chauvin et de L'Escun, comte de Comminges, son favori, signait une nouvelle alliance avec la France en désavouant sur le salut de son âme tout projet d'alliance contraire, il autorisait son grand-trésorier à suivre avec l'Angleterre la politique constamment recommandée par celui-ci. Landais travaillait donc, avec l'ardeur que lui inspirait l'idée dominante de sa vie, à préparer avec Édouard IV une alliance offensive et défensive au moment où les états de Bretagne ratifiaient le traité passé avec la France, et où le chancelier Chauvin, toujours agréable au roi, auprès duquel il avait été envoyé quatre fois en ambassade, allait lui en porter les ratifications.

Landais avait à sa disposition, pour négocier avec le parti alors victorieux de la rose blanche, des moyens qu'il s'était soigneusement

établissement au profit des villes d'octrois sur toutes les marchandises y importées, octrois qui en très peu d'années leur créèrent des revenus considérables.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

ménagés. En 1471, après la bataille de Tewkesbury, si fatale à la maison de Lancastre, le comte de Richemond, dernier espoir du parti de la rose rouge, s'était réfugié en Bretagne avec le comte de Pembroke son oncle. Informé de l'arrivée des princes fugitifs et comprenant de quel avantage pourrait être leur présence en France, Louis XI les avait fait demander au duc de Bretagne; mais ce prince, invoquant la sainteté du droit d'asile et les devoirs de l'hospitalité, les avait résolûment refusés à son suzerain. Landais avait déterminé son maître à les faire détenir sous bonne garde, et durant plusieurs années ces nobles exilés, aux dépenses desquels il était pourvu avec munificence, résidèrent à Vannes avec les apparences de la liberté, quoique sous le coup de la plus stricte surveillance. Pour s'assurer qu'il serait à jamais interdit au comte de Richemond de débarquer en Angleterre, où l'appelaient les vœux d'une faction puissante, Édouard aurait mis sans hésiter toutes les ressources de son royaume à la disposition du duc de Bretagne, et Landais se promit de tirer grand parti de ce bon vouloir que le monarque anglais ne prenait aucun soin de déguiser. Le trésorier fit donc suivre à Londres, durant trois années et concurremment avec les négociations de Senlis, une négociation secrète qui aboutit à une promesse donnée par Édouard IV de passer en France avec une armée d'invasion aussitôt qu'une nouvelle rupture aurait éclaté entre François II et le roi son suzerain (1).

L'agent confidentiel de Landais dans cette affaire était Guillaume Guéguen, secrétaire particulier du duc, qui ne jouissait pas moins de la confiance du prince que de celle du ministre; mais le trésorier commit la faute de livrer aussi le secret de son maître et le sien à un Bas-Breton du nom de Bromel qu'il employait pour porter en Angleterre les lettres du duc, et dont l'infidélité faillit provoquer une scène terrible. « Il étoit advenu, nous dit un des historiens les mieux informés des affaires bretonnes de ce temps, Bertrand d'Argentré, que Bromel, ayant rencontré au passage des ports quelqu'un du service du roy, il s'estoit descouvert à luy, qui en avoit adverty le roy, lequel estoit fort instruit à faire profit de telles adventures. Il lui fist promettre grande somme de deniers pour chacun voyage qu'il feroit, lui mettant en main les despêches et pacquets d'une ou autre part, et par le moyen de son agent luy faisoit assigner lieu certain à se trouver pour parler à son dict agent, lequel aussi se trouvoit avec cent escus, qu'il bailloit à ce porteur pour chacune lettre (2). »

(1) *Preuves de l'Histoire* de dom Morice, t. III, ch. 305, et Daru, *Histoire de Bretagne*, t. III, p. 50.

(2) *Histoire de Bretaigne*, liv. XII, p. 695.

Vingt-deux copies des lettres-missives du duc de Bretagne et du roi d'Angleterre tombèrent ainsi entre les mains de Louis XI. Ce prince conserva durant près de deux années le secret le plus profond sur cette trame, paraissant prendre fort au sérieux les affectueuses protestations que continuait de lui prodiguer le duc François; mais il se crut obligé à moins de précautions après que la mort de Charles le Téméraire eut mis le sceau aux miracles de sa fortune. Il était sous les murs d'Arras lorsqu'une ambassade bretonne, conduite par le chancelier Chauvin, lui fut annoncée. Le roi fit jeter, sitôt leur arrivée, tous les ambassadeurs en prison, les retint plusieurs jours au secret le plus absolu, les y laissant suivre le cours de réflexions fort peu rassurantes. Ayant enfin admis les envoyés en sa présence, le roi demanda au chancelier s'il soupçonnait la cause du traitement qui venait par son ordre de leur être infligé. « Sire, répondit le chancelier, il est fort mal aisé de la deviner ou sçavoir, s'il ne vous plaist me la dire, sinon que on vous ayt rapporté quelque chose de sinistre de monseigneur de Bretaigne mon maistre, et pour ce que tout est plein de faux bruits et mauvais rapports, je mettrai toute peine de vous esclaircir de la vérité et vous en faire bonne preuve. »

Il avait à peine achevé, que Louis XI montrait à Chauvin les vingt-deux lettres accusatrices, dont il n'était pas plus facile de contester l'authenticité que de nier la portée criminelle. Accablé par l'évidence, le chancelier ne prit souci que de se disculper lui-même, soin fort inutile et dont le roi s'empressa de le dispenser. « Je ne vous en charge pas, monsieur le chancelier, ni nul de vostre compaignie : je sais bien que cela se manie sans vous, on n'y appelleroit de si gens de bien comme vous estes. Cela se passoit entre mon bon neveu, son thrésorier Landays, et son petit secrétaire Gueguen, qui menoient seuls cette marchandise. Mais à cette heure voyez-vous à clair que ce n'est pas à crédit que je m'en plainds, et que je l'accuse d'intelligence avecque mes ennemis contre moi et le royaulme de France? Retournez vers lui et lui reportez ces lettres, afin que il congnoisse que je sçais de ses nouvelles. »

Le chancelier ne se le fit pas dire à deux fois et partit incontinent, heureux d'en être quitte pour la peur, plus heureux encore peut-être de se trouver nanti de pièces dont la découverte pouvait porter une rude atteinte au crédit de son rival dans le conseil du duc; mais en se dévouant à la cause de l'alliance anglaise, Landais servait au fond l'antipathie persévérante et naturelle de son maître contre le roi de France : il n'eut donc aucune peine à se justifier de l'incident qui avait mis en défaut sa prudence habituelle. Bromel, surpris au moment où il allait repasser en Angleterre avec un nou-

veau paquet déjà ouvert à Cherbourg par l'agent secret du roi, fut arrêté et envoyé à Auray, où, selon les procédés de la justice sommaire de ce temps pour les crimes d'état, « il fut jetté en un sac en l'eau aux douves du château, le plus secrettement qu'on pust, affin que le roy n'en fust adverty, lequel demeuroit fortement imprimé de la mauvaise volonté du duc, qui toutefois n'avoit pas tant d'envie de mal faire que de crainte et de deffiance, chose qui le contraignoit à se garder et à se réserver des amis, quoi que ce fust (1). »

Une défiance universelle, qui ne reculait devant aucun soupçon, était en effet le juste châtiment de ces pouvoirs pervers. Depuis la paix de Senlis jusqu'à la mort de Louis XI, l'Europe fut remplie du bruit des attentats que s'imputaient réciproquement le roi de France et le duc de Bretagne. Dans un temps où l'assassinat était un moyen ordinaire de gouvernement, de telles imputations n'étonnaient personne. Celles-ci se produisaient donc sous les formes les plus étranges, et donnaient lieu parfois aux aventures les plus comiques. Durant les longs voyages que rendait alors nécessaires la difficulté des communications, les plus humbles et les plus innocens des voyageurs couraient risque de passer pour conspirateurs, souvent même pour nécromans. Porter l'habit monastique était courir une mauvaise chance de plus, car c'était ordinairement sous le costume religieux et la besace sur le dos que circulaient de Bretagne en France les agens secrets des cabinets ou des grandes factions princières. Il arriva même un jour que le plus inoffensif des mortels, un marchand de bonnets de nuit, se vit saisi tout à coup, par ordre de Landais, dans l'hôtellerie en laquelle il dormait profondément, et mis aux fers pour y passer, nous dit-il, *vingt-quatre semaines et un jour* entre la vie et la mort, sous la prévention d'avoir été envoyé à Nantes par Louis XI afin d'y empoisonner François II.

La piteuse aventure de Pierre Le Tonnellier présente un trop curieux spécimen des mœurs et des pratiques administratives du xve siècle, et se lie d'ailleurs trop étroitement à l'histoire du grand trésorier pour que je ne mette pas sous les yeux de mes lecteurs de courts extraits de la très volumineuse déclaration adressée par ce marchand, à son retour en France, au chancelier Doriole d'exprès commandement du roi (2). Ce gros boutiquier de la place du Palais faisait depuis trente ans un lucratif commerce de bonnets avec la Bretagne, où il portait lui-même sa marchandise en quantité considérable. Michel Le Doulx, substitut du trésorier Landais, au service de la garderobe du duc, lui avait assuré depuis plusieurs années la fourniture de

(1) *Histoire* de Bertrand d'Argentré, édit. in-fol°, p. 697.
(2) *Preuves* de dom Morice, t. III, c. 412.

ce prince. Pierre Le Tonnellier confectionnait donc et transportait à chacun de ses voyages plusieurs douzaines de bonnets blancs et noirs pour le jour, rouges pour la nuit, et les saupoudrait d'ordinaire d'une poudre de violette que Le Doulx lui avait commandé d'y mettre, parce que le duc voulait que « tout ce qu'il mettoit à l'entour de lui sentist bon et odourast bien fort. » Tonnellier venait de faire pour la garde-robe ducale sa fourniture ordinaire et dormait sur les deux oreilles en sa chambre du quai de La Fosse, dans la pensée de repartir le lendemain pour la France, lorsque le prévôt des maréchaux entra de grand matin, le mit aux fers et le fit transporter en la prison de Saint-Nicolas, et « lui dirent ses gardes que les dicts fers étoient faicts comme carcans, et que qui y mettroit lyme, le feu y prendroit. » Après quelques jours du plus rigoureux secret arriva enfin le procureur-général du duc, « et lui dist qu'il estoit accusé de beaucoup de grans cas, et qu'il advisat bien de dire vérité sans lui déclairer sur quoy, et fust bien trois mois en l'estat toujours enserré sous portes de la dite tour,... et revint enfin le dict procureur général, disant que le duc estoit bien informé que ses bonnets estoient empoisonnés, que le roy le lui avoist fait faire, qu'il en dist la vérité, ou seroit mis en question, mais, s'il le vouloit dire et confesser liberallement, que le duc lui pardonneroit tout et lui donneroit de l'argent bien largement. A quoi il dist et respondist que jamais ne en avoit oy parler, et n'avoit parlé au roy, ne le roy à lui. Et après que le dict procureur général l'eut fort menacé tant de la question que d'être jecté en la rivière, il le persuada plusieurs fois de confesser que le roy le lui avoit fait faire, lui promectant que le duc lui feroit de grans biens, tellement que lui ne les siens n'auroient jamais povreté. A quoi le dict qui parle lui dit qu'il ne demandoit que justice, qu'il estoit pur et innocent du cas. »

Le lendemain, l'un des archers du prévôt lui amena un barbier « qui le fit rere et abattre tous ses cheveulx sans lui dire pourquoi c'estoit. Et environ une heure après vint un autre sergent qui lui apporta l'un des dists bonnets et lui dist qu'il le mist en sa tête. Et quand le dict qui parle vit le dict bonnet, qui estoit tout descousu, fouppy et en mauvais estat, il eust gran paour que les dicts prevost et procureur l'eussent empoisonné, et pria au dict sergent qu'il fist venir le prevost, ce qu'il fist. Auquel lui qui parle dist qu'il vouloit bien essayer le dict bonnet et tous les autres, mais que on n'y eût point faict de mal. Et lors le dict prevost lui dist qu'on n'y avoit rien faict, combien que lui qui parle craignoit fort, et à tant mit le bonnet en sa tête, lequel il porta un jour et demi tant nuit que jour. Après lui en fut apporté un autre qu'il porta environ autant, et avant partir de la dite tour, lui fist essayer vingt-neuf des dicts bonnets, et

porta chacun des dicts vingt-huit heures pour le moins, et n'eut ozé rien mettre entre deux ne jour ne nuit, ne oster les dicts bonnets de sa teste... dit que lui et le barbier du chancellier de Bretagne parlèrent plusieurs fois ensemble en prison, et lui dist le dict barbier que le trésorier Landays étoit le plus méchant homme du monde, qu'il estoit sorcier et innovateur, et usoit de mauvais art; qu'il avoit fait empoisonner feu Philippe des Essarts, que les gens de bien le disoient ainsi en secret, mais que personne n'en osoit parler en publique, et que se le dict trésorier ne pouvoit faire mourir le chancellier par justice, le feroit empoisonner, et qu'il en avoit gran paour. »

Après un pareil traitement, il était permis à coup sûr au pauvre bonnetier, rendu enfin à la liberté, de penser beaucoup de mal du ministre soupçonneux qui le lui avait infligé, et d'aller jusqu'à le réputer en commerce avec le démon. Cette opinion-là paraît avoir eu grand crédit en Bretagne, où le peuple ne s'expliquait point par des voies naturelles la haute fortune d'un fils d'ouvrier devenu l'égal des plus grands seigneurs, et la fascination exercée par un esprit supérieur sur un prince médiocre. L'on trouve aux *Actes de Bretagne* une lettre adressée au chancelier Chauvin par laquelle le grand-trésorier est accusé « d'avoir envoyé chercher et quérir par pays estranges et montaines, par ung sien serviteur nommé Guillaume du Boys, deux médecins, un prêtre et une vieille, tous en communication journalière avec le démon, et usant comme lui de damnables pratiques pour faire morir le roi de France et ses serviteurs par art d'ingromance (1). »

Les odieux soupçons qu'entretenaient l'un contre l'autre le vassal et le suzerain maintenaient, malgré les traités encore en vigueur, une sorte d'état de guerre permanent entre la France et la Bretagne. En 1478, Louis fit procéder par son parlement de Paris à la confiscation sur François II du comté d'Étampes, héritage personnel que le duc tenait de son père, et l'année suivante le roi de France accomplit un acte d'un caractère bien autrement décisif. Il acheta de Jean de Brosse, comte de Penthièvre, et de Nicole de Blois, sa femme, les droits prétendus de cette branche de la maison de Bretagne, encore que celle-ci y eût formellement renoncé en 1365 par le traité de Guérande. L'acte de transfert, auquel le monarque donna la plus éclatante publicité, portait que, depuis un siècle, la branche de Montfort avait usurpé le trône ducal au préjudice de ses légitimes possesseurs, et que ceux-ci, ne se sentant pas assez forts pour revendiquer leurs justes droits, les transmettaient dans leur intégrité

(1) Dom Morice, T. III, c. 397.

au roi de France, moyennant certains avantages pécuniaires et la promesse d'être mis en possession d'un grand nombre de terres spécifiées au contrat sitôt que le roi aurait réuni le duché au domaine de la couronne (1).

Conclure un pareil acte, c'était déclarer sans détour l'intention de déposséder les deux filles de François II, en admettant même que l'on consentît à laisser mourir ce prince sur le trône. A des intentions notifiées avec autant d'éclat, le duc répondit par un appel à la nation, et en vertu du droit successorial des femmes, constamment reconnu dans la province, les états de Bretagne, dans un généreux délire, acclamèrent comme héritière de Conan et de Nominoé, comme représentant une monarchie antérieure de deux siècles à la monarchie française, une enfant de trois ans dont le berceau devenait le dernier boulevard de l'indépendance nationale. Le ministre de François II n'eut plus dès lors qu'un souci : préparer pour la jeune princesse Anne un mariage qui permît à la Bretagne de faire face à la France dans une guerre inévitable et prochaine, et mettre sa patrie en mesure de suppléer, par l'intervention armée d'une grande puissance, à la trop manifeste inégalité des forces.

Landais n'avait pas obtenu jusqu'alors du concours de l'Angleterre tout ce qu'il en avait espéré : sa négociation suivie avec Édouard IV, et dont Louis XI venait de pénétrer le secret, avait bien, il est vrai, déterminé une invasion en France; mais cette expédition, commencée avec des forces insuffisantes, était demeurée sans résultat par le manque de parole du connétable de Saint-Pol et par l'hésitation du duc de Bourgogne. Il y avait encore moins d'apparence de succès pour une tentative de cette nature après la mort de Charles le Téméraire; il ne fallait donc plus demander à Édouard IV d'attaquer la France : le point principal était de le déterminer par un intérêt puissant à couvrir la Bretagne dans la crise suprême que laissait prévoir la santé chancelante de son souverain.

Aussi Landais proposa-t-il sans hésiter le mariage de la princesse Anne avec le prince de Galles, de trois ans plus âgé qu'elle. Cette ouverture fut accueillie à Londres avec empressement, et un engagement formel fut contracté de part et d'autre. C'était sans doute pour la péninsule bretonne une dure extrémité que d'appeler un prince d'Angleterre à régner sur elle, lorsque les souvenirs du XII[e] siècle étaient encore vivans dans la mémoire du peuple armoricain; mais, en présence de l'alternative fatale où les événemens l'avaient placée, il fallait opter manifestement entre la conquête et

(1) Voyez l'acte intégral de cession, avec les ratifications royales, *Histoire* de d'Argentré, p. 698 et suiv.

la dépendance. Ministre breton, pénétré des passions alors partagées par son pays tout entier, Landais choisit de deux maux celui qu'il estimait le moindre, et, si l'on excepte quelques grandes maisons dévouées à la France, la nation ratifia le choix du trésorier; mais la Providence, qui ne laisse pas toujours l'homme maître du lendemain, lui permet plus rarement encore de disposer de l'avenir. Le cours des événemens rendit bientôt impossible cette union, qu'il aurait fallu dix ans pour consommer. Le roi d'Angleterre étant mort en 1483, le monstre qui usurpa le trône fit immoler les deux enfans d'Édouard, auxquels la poésie et la peinture ont conféré chez nous une popularité mélancolique. Le fiancé de la jeune Anne de Bretagne périt sous les coups d'un autre Jean sans Terre, comme par une sorte de fatalité attachée à quiconque aspirait à s'asseoir sur le trône celtique du premier Arthur.

L'avénement de Richard III renversa par la base toute la politique de Landais. Ce ministre néanmoins attachait à l'actif concours de l'Angleterre une importance si décisive que, luttant corps à corps contre les obstacles qu'accumulaient chaque jour les événemens sur cette scène mobile, il résolut de reconquérir l'alliance anglaise d'abord au prix d'une guerre, et plus tard au prix d'un crime. Il excita donc vivement le comte de Richemond, et probablement par l'espérance d'une union avec la jeune princesse bretonne, quoique rien ne vienne l'établir, à passer, pour renverser la tyrannie d'un assassin, dans le royaume, où le chef de la maison de Tudor était appelé par tout le parti de la rose rouge. Landais le pourvut d'argent, de navires, d'armes et d'un corps auxiliaire, qu'il se proposait de faire suivre par des forces beaucoup plus considérables, déjà rassemblées sur le littoral breton. Parti de Saint-Malo, le prince parut en vue des côtes d'Angleterre, mais pour y être témoin de la défaite de ses amis et de l'exécution de Buckingham, sur le concours duquel il avait fait reposer toutes ses espérances. Il dut revenir en Bretagne, en laissant au ministre du duc, au lieu de la perspective d'une alliance intime avec l'Angleterre, celle d'une guerre contre Richard III, qu'il faudrait soutenir concurremment avec la lutte contre Louis XI.

Une telle situation était trop redoutable pour que Landais ne tentât pas d'en écarter à tout prix les périls. Il était trop de son siècle, sa probité politique n'était pas assez fortement trempée pour qu'il s'inquiétât beaucoup des moyens. Avec la simplicité calme et sauvage de cette école dont Machiavel se fit bientôt le théoricien, Landais proposa donc à Richard III de remettre le comte de Richemond entre ses mains, s'il s'engageait à attaquer immédiatement la France et à entretenir en Bretagne un puissant corps auxiliaire d'archers

anglais. Un avis sûr, venu de Londres, sauva le prince au moment où il se préparait à reprendre à Vannes, avec l'apparente adhésion du gouvernement ducal, le cours de sa première expédition. Informé de la secrète machination du grand-trésorier, le comte de Richemond se déroba durant une partie de chasse à la vigilance des agens dont il était incessamment entouré, et, voyageant de nuit à travers les bois, il put, après trois jours d'angoisse, gagner le territoire de la France. Ce fut de là qu'il repartit deux ans plus tard pour reparaître dans sa patrie, y gagner la bataille de Bosworth, où son exécrable rival perdit la couronne et la vie, et commencer sous le nom d'Henri VII un règne réparateur, après avoir, par son mariage avec l'héritière de la maison d'York, groupé autour de son trône tous les intérêts et tous les partis. L'on trouve peu de détails dans les historiens bretons sur cet épisode, enveloppé des plus grandes obscurités (1). Il faut donc l'étudier surtout dans les écrivains anglais, unanimes pour constater et pour flétrir dans les termes d'une vive et trop légitime indignation la conduite de Landais, mais moins bien inspirés lorsqu'ils attribuent sa résolution à la vénalité (2), au lieu de l'expliquer par les calculs d'une politique odieuse assurément, mais très facile à comprendre.

Cependant une phase nouvelle venait de s'ouvrir dans les destinées de l'Europe, et Pierre Landais allait pouvoir passer contre la monarchie française d'une attitude cauteleuse à une audacieuse offensive. Le plus habile des rois et le plus naïvement corrompu des hommes était mort au mois d'août 1483, laissant son pays plus atteint par l'altération du caractère national que fortifié par l'extension de sa puissance territoriale. Comme la plupart des princes qui, après avoir agité le monde, découvrent soudainement, en présence de la mort, l'inanité de leurs œuvres, Louis XI avait, à ses derniers momens, recommandé à son fils de ne point suivre ses exemples. Ce fut surtout vis-à-vis de la Bretagne qu'il prescrivit une politique de réserve et d'abstention : « il ordonna qu'on ne prist pas de débat en Bretaigne et qu'on laissast vivre le duc François en paix, et sans lui donner doutes ni craintes, et à tous les voisins semblablement de tout ce royaulme (3); » mais les actes politiques ont d'inexorables conséquences qu'il n'est pas loisible de décliner à son gré. En achetant les droits de la maison de Penthièvre, Louis avait engagé contre

(1) Voyez toutefois les *Grandes Chroniques de Bretaigne* d'Alain Bouchart, où tous les faits principaux sont indiqués, liv. IV, f° CCI.

(2) Hume's *History of England : Richard III*, ch. 18, et Lingard, ch. 5. Ces écrivains d'ailleurs n'ont guère fait que répéter les assertions contenues dans les *Actes de Rymer*.

(3) Mémoires de Comines, liv. VI, ch. 12.

la Bretagne une guerre à mort, et ce n'était pas lorsque les chances lui devenaient plus favorables que Landais pouvait être de son côté disposé à la suspendre.

Le conseil de Charles VIII était profondément divisé au moment où il avait à faire face à une double réaction féodale et démocratique, résultat simultané du gouvernement impitoyable qui avait pris aux grands leur sang et au peuple son or. Anne de Beaujeu, la vraie fille de Louis XI, avait gardé, du droit de sa supériorité incontestable, un pouvoir qu'elle n'avait aucun titre légal pour exercer, car son frère, entré dans sa quatorzième année, était majeur aux termes de l'ordonnance de Charles V. Épouse d'un cadet de la maison de Bourbon, Anne avait contre elle le chef de cette branche de la famille royale, et rencontrait un ennemi encore plus redoutable dans Louis d'Orléans, premier prince du sang. La jeunesse et la bonne grâce de celui-ci ne le rendaient pas moins populaire aux halles qu'à la cour, et derrière le prince héritier présomptif de la couronne, puisque Charles VIII était encore sans enfans, se groupaient, pour réclamer réparation et vengeance, tous les chefs exaspérés de la féodalité provinciale. « Landays donc, qui avoit toutes les intelligences de ce qui se passoit dans le royaume, résolut de besogner de ce côté. Il s'adressa au duc d'Orléans, luy faisant escrire par le duc avec grandes plaintes de l'outrage qui lui avoit esté faict, et le prioit, pour l'obligation de parenté qui estoit entre eux, de vouloir faire un voyage en Bretaigne, où il mettroit peine de le recueillir comme celui auquel il mettoit sa fiance. Et sçachant les propos dont s'estoient servis les seigneurs vers la dame de Beaujeu, laquelle ils reconnoissoient gouvernante du royaume en haine de luy, il le supplioit de ne quitter pas la partie, à laquelle il mettroit bonne peine de tenir la main, pour luy ayder à obtenir ce qu'il méritoit mieux qu'une femme : des moyens de quoy ils deviseroient mieux estant vis-à-vis, s'il luy plaisoit faire un voyage vers luy (1). »

Le duc d'Orléans s'empressa de communiquer cette lettre à Dunois, son cousin et son principal conseiller. Aussi souple diplomate que son père avait été grand capitaine, le comte de Dunois pénétra tout l'avantage qu'aurait pour les affaires des princes mécontens une ligue étroite avec François II, et, saisissant cette occasion pour servir à la fois l'intérêt politique du duc d'Orléans et son antipathie contre la malheureuse épouse à laquelle la main de fer de Louis XI avait enchaîné sa destinée, il ouvrit devant le premier prince du sang les plus séduisantes perspectives. « Le duc de Bretaigne avoit deux filles pour tous héritiers : Dunois commença à penser que par

(1) *Histoire* de Bertrand d'Argentré, liv. XII.

cette visitation il se pourroit traiter quelque bonne chose pour le duc d'Orléans avec le moyen de Landays, lequel l'invitoit si privément à cette visitation. C'étoit le plus beau mariage qui fust pour lors aux royaumes de l'Occident, et de telle amour ces deux seigneurs demeurèrent fort espris, et de faict le jour de Pasques 1484 les ducs d'Orléans et d'Alençon partirent secrètement de Blois, et en peu de jours se rendirent avec petite troupe à Nantes, où le duc François les recueillit avec toute faveur, au point de donner permission au dict duc d'Orléans d'entrer aux prisons et donner grâce à quy il lui plairoit (1). »

M. Daru a soufflé sur le joli roman des amours du duc d'Orléans avec Anne de Bretagne, et fort bien établi que les entretiens passionnés auxquels nous ont initiés, au XVIII[e] siècle, l'historiographe Garnier et l'abbé Iraïl (2) n'étaient guère de mise entre un prince de vingt-six ans et une petite fille de sept; mais il n'a pas été aussi bien inspiré en niant le projet d'union encore lointaine par lequel Landais sut alors amorcer l'ambition du duc. Ce projet est établi par tous les témoignages contemporains, et se trouve authentiquement constaté dans l'acte même qui prononça quinze ans plus tard la dissolution du mariage contracté par ce prince avec Jeanne, fille de Louis XI (3). Ce n'est pas que Landais fût résolu à laisser conclure ce mariage avec l'héritier du trône de France; on a les plus justes motifs pour penser tout le contraire. Vers la même époque en effet, le grand-trésorier nouait avec Maximilien d'Autriche, veuf depuis peu de Marie de Bourgogne, une négociation matrimoniale chaleureusement poursuivie à la cour de Nantes par le prince d'Orange, neveu de François II par sa mère, et qui fut l'un des auteurs principaux de la perte de Landais. Pendant que ce ministre proposait au roi des Romains, pour prix d'une guerre contre la France, un mariage qui fut en effet conclu quelques années après sa mort, quoique cette union ne dût jamais être consommée, il enseignait à François II l'art, mis en pratique par le duc de Bourgogne, de se faire avec une

(1) D'Argentré, *Histoire*. L'arrivée du duc d'Orléans en Bretagne et le projet de mariage alors conçu pour le prince sont racontés avec des circonstances plus précises encore par Alain Bouchart, *Chroniques de Bretaigne*, f. CC.

(2) « Le duc d'Orléans fut bientôt décidé par les offres de Landais. Ces idées ne flattaient que trop son ambition et son amour. Il s'imaginait être sur le point d'obtenir sa maîtresse, et d'avoir la préférence sur tant de rivaux, etc. » *Histoire de la réunion de la Bretagne à la France*, t. I[er], ch. v.

(3) « In Britanniâ receptus, suum animum manifestans in signum et approbationem promissorum de alio matrimonio, et cùm aliâ muliere contrahendo tractavit, et nuntium fidelem cum instructionibus ad curiam romanam pro provisione super hâc obtinendâ destinavit, quam idem Carolus rex, de iis certificatus, de facto impediret. » — Sentence pour la dissolution du mariage de Louis XII. — Mss. de la biblioth. du roi, collection Dupuy, n° 347.

fille cinq ou six gendres, et laissait offrir la main de la fille de son maître au fils du vicomte de Rohan, afin de détacher de la France ce redoutable seigneur. Peut-être ne décourageait-il pas non plus les espérances affichées par le sire d'Albret, une manière de bravache gascon qui, le verbe haut et le visage couperosé, parlait de ses états et de ses trésors en matamore de comédie, mais auquel M[me] de Laval, sa sœur utérine, gouvernante de la princesse, entendait bien assurer la main de sa royale pupille, sous peine de seconder, par le concours de sa puissante maison, la réunion du duché à la couronne.

C'était au milieu d'une guerre civile entreprise pour amener sa chute que Landais avait à manier ces grands intérêts, à tenir les fils multipliés de ces négociations délicates. En horreur aux hauts barons, aux yeux desquels la faveur d'un tel homme était un scandale, en lutte avec les évêques, seigneurs territoriaux de leurs cités épiscopales, dans lesquelles ils prétendaient interdire aux officiers du duc tout acte de juridiction et toute ingérence administrative, Landais n'était guère soutenu par la bourgeoisie, généralement favorable au chancelier Chauvin, son rival, et rencontrait des sympathies encore moins vives dans les masses, qui ne comprenaient point pourquoi la Bretagne s'épuisait d'hommes et d'argent dans l'intérêt de tant de princes étrangers, venus à la cour du seigneur duc afin d'y dévorer, au milieu des fêtes, la substance du pauvre peuple. Examinons avec quelque détail les élémens de l'opposition du sein de laquelle allait sortir la tempête.

II.

Le règne de François II fut une sorte de combat permanent livré à l'épiscopat, combat durant lequel il est à remarquer que ce prince se vit presque toujours soutenu par la cour de Rome contre les prélats bretons, dont le grand moyen de résistance au gouvernement ducal était d'en appeler au métropolitain de Tours, derrière lequel ne manquait jamais de se montrer le bras séculier du roi de France. Tantôt c'était l'évêque de Léon, qui, prétendant, en vertu du droit de bris et naufrage, disposer seul d'une baleine jetée par la tempête sur son littoral, invoquait pour ce grave intérêt l'autorité de son archevêque; tantôt c'était Maurice d'Acigné, évêque de Nantes, qui refusait aux officiers du duc le droit d'instrumenter pour une poursuite criminelle dans les murs mêmes de sa capitale; plus tard enfin, c'était Jacques d'Épinay, évêque de Rennes, qui « faisoit voir, nous dit dom Lobineau, le mauvais caractère de son esprit par de

sourdes pratiques contre le gouvernement (1). » Perdu de mœurs, violemment soupçonné d'avoir participé dans sa jeunesse au meurtre du malheureux prince Gilles de Bretagne, l'évêque de Rennes avait été frappé plusieurs fois par les censures apostoliques. Lorsque, à la pressante sollicitation de Landais, le pape l'eut fait déposer après une procédure longue et régulière, peu de gens auraient pris le parti d'un prélat brouillon et scandaleux, s'il n'était dans la nature de toutes les oppositions de fort peu regarder au choix des armes, et si le grand-trésorier n'avait commis la faute de faire profiter sa famille des dépouilles de l'homme mort de désespoir sous le coup de sa disgrâce. L'un de ses neveux, déjà coadjuteur de Rennes, se trouva pourvu de ce grand siége, devenu vacant. Ajoutons ici qu'empressé de pousser la fortune de sa famille dans l'église, toujours accessible aux hommes nouveaux, Landais avait fait donner, presque au sortir de l'enfance, au second fils de sa sœur, mariée à Adenet de Guibé, l'évêché de Tréguier, que ce jeune prélat échangea plus tard contre celui de Nantes, en attendant que, vingt ans après la mort de son oncle, Jules II mît le comble à sa fortune ecclésiastique en lui accordant le titre de légat et la pourpre romaine (2).

Landais rencontrait dans le conseil de François II des résistances non moins sérieuses qu'au dehors, et j'ai déjà indiqué l'antagonisme constant de ce ministre et du chancelier. Pour soutenir la lutte contre son adversaire, Chauvin trouvait dans son origine, qui le rattachait à la noblesse, et dans le concours chaleureux des gens de loi et des gens d'église, car le chancelier était clerc, quoique marié, des points d'appui qui manquaient au trésorier. Que le chancelier de Bretagne eût la confiance de Louis XI, cela n'est que trop certain; mais qu'il ait oublié ses devoirs de ministre breton au point de compter parmi les nombreux pensionnaires du roi de France, c'est là un fait qui n'est pas nettement établi pour l'histoire, quoique cette accusation ait été énergiquement maintenue par Landais dans tout le cours du procès dont le meurtre de Chauvin forma le principal, pour ne pas dire le seul chef d'accusation.

La haine effrénée portée par d'Argentré à Landais a eu pour résultat de le faire doter de toutes les vertus l'ennemi de l'homme auquel il attribuait tous les vices. « Estoit le chancelier Chauvin homme de bien, droit et de bonne réputation, sans vouloir offenser Dieu,

(1) Sur les diverses contestations de Landais avec les évêques, voyez dom Lobineau, *Histoire de Bretagne*, t. Ier, liv. XVIII, et dom Taillandier, continuateur de dom Morice, t. II, liv. XIV.

(2) Sur le sort de la famille Landais, dont les membres s'allièrent aux maisons les plus honorables du pays, on peut consulter avec fruit l'excellente notice de M. Levot dans la *Biographie bretonne*.

honneur ou sa conscience, à cause de quoy les façons et violences de Landays luy desplaisoient outre mesure, et ne se vouloit submettre à iceluy, comme il eust été requis pour se maintenir en ceste saison avec cet arrogant homme, qui, irrité de ce, se banda de tout point à sa ruine; et fut remarqué un présaige, qu'estant ces deux un jour entrés en aigreur de paroles, ils prédirent la ruyne l'un de l'autre. Car Landays ayant menacé le chancelier Chauvin de le réduire à telle nécessité qu'il le feroit manger aux poux, le chancelier lui dist que ses actions et déportemens lui apporteroient enfin une punition de justice par une mort honteuse; ce qui arriva depuis à tous les deux (1). »

En regard de ce que dit d'Argentré de l'austère probité du chancelier, il faut bien placer un fait qui projette quelque ombre sur le tableau. Au début de sa carrière, Chauvin avait été poursuivi comme concussionnaire, sous la double prévention d'avoir exagéré à son profit les droits du sceau, et d'avoir, durant une guerre avec l'Angleterre, vendu des saufs-conduits à des marchands anglais. Les faits n'étaient ni contestables ni contestés (2); mais ils ne parurent pas su sans pour déterminer une condamnation de péculat, ni même pour provoquer une disgrâce, le souverain n'étant pas alors moins débonnaire que la conscience publique n'était facile. De 1463, date de cette affaire, à 1481, date de son arrestation, Chauvin continua donc à exercer les fonctions de chancelier de Bretagne. Tout à coup on le voit arrêté par les archers de la garde ducale, jeté en prison et placé sous une accusation que des commissaires sont chargés de poursuivre, et sans que ceux-ci aient jamais prononcé aucun arrêt. Cependant en l'absence de tout jugement, dans le silence des tribunaux, saisis d'étonnement et d'effroi, tous les biens du chancelier sont séquestrés, y compris les lits de sa femme et de ses enfans, à ce point que sa famille, naguère opulente, est réduite à la plus affreuse misère et obligée, nous disent les contemporains, de *tendre la main aux passans*. L'on ne trouve ni dans Alain Bouchart ni dans d'Argentré, si favorables l'un et l'autre au chancelier, aucune sorte de renseignemens sur les faits qui lui furent alors imputés; pas un document ne paraît exister dans nos archives bretonnes sur la procédure mystérieuse poursuivie pendant une année par les soins de François Chrestien, créature et ami du chancelier, contre son malheureux prédécesseur. Aucun rayon de lumière n'éclairerait cette affaire, si d'Argentré, sénéchal de Rennes, admis à relever les réponses adressées par Landais au procureur-général durant le cours

(1) Bertrand d'Argentré, liv. XII, ch. 20.

(2) Voyez l'information relative à cette affaire au tome II des *Preuves de l'Histoire* de dom Lobineau, col. 1401, information copiée sur l'original.—Archives de Nantes, arm. K, cass. A, n° 10.

de son procès, ne nous avait conservé celles qu'il fit à l'imputation d'avoir ordonné la mort de Guillaume Chauvin. D'après Landais, celui-ci trahissait le duc depuis plusieurs années; il divulguait au roi tous les secrets du conseil et se préparait, au moment de son arrestation, à se retirer en France, où François Chauvin, sieur de La Muce, son fils, servait depuis longtemps d'intermédiaire entre son père et Louis XI; il avait dû le faire mourir secrètement afin que le roi, auquel Chauvin en avait appelé, ne le fît pas enlever de force de sa prison (1).

Quoi qu'il en soit de la vérité de ces assertions itérativement reproduites, la mort de l'infortuné chancelier fut précédée d'une lente agonie, durant laquelle les raffinemens de la haine l'emportèrent probablement sur les calculs de la politique. Traîné de prison en prison sous prétexte que le roi préparait un coup de main pour le délivrer, Chauvin fut enfin enfermé dans le château de l'Hermine, où Clisson avait aussi attendu la mort. Le gouverneur fut immédiatement changé, et deux hommes à la dévotion de Landais, installés comme lieutenans du château, reçurent l'ordre d'en finir, comme par l'effet d'une maladie naturelle, avec ce vieillard affaibli et déjà mourant, « ne se trouvant contre luy, dit d'Argentré, que peu ou point de charge. » Ce siècle affreux n'était pas moins fécond en matière de supplices qu'en matière de crimes. Le chancelier mourut-il de faim comme Gilles de Bretagne? fut-il empoisonné comme le frère de Louis XI, noyé comme le frère d'Édouard IV, étouffé comme les enfans de celui-ci? Les murs de sa prison auraient pu seuls le dire; mais en s'écroulant ils ont emporté leur secret. La seule chose que vit le public, ce fut « le corps descharné, pâle, défiguré et deffait, lui restant seulement la peau et les os, qui fut enterré à Vannes par quatre pauvres, aux Cordeliers, n'assistant en ce dernier office aucun de ses parens, par craincte de Landays, lequel, venu à chef de son entreprise, continuait en toute arrogance (2). »

Porter de tels coups, c'était provoquer de terribles vengeances et hâter l'heure d'une catastrophe préparée par l'isolement du ministre et par la haine chaque jour surexcitée de ses ennemis. Le meurtre du chancelier fut un motif pour des hommes qui avaient à peine besoin d'un prétexte, et peu de jours après la consommation du drame de Vannes, les seigneurs les plus considérables de la cour résolurent d'enlever de force le trésorier dans la demeure même du souverain, et de porter contre lui une accusation capitale, fondée sur divers cas, entre lesquels la mort de Chauvin formait le grief principal. Parmi les chefs de l'entreprise figuraient Jean de Châlons,

(1) *Response de Landays au premier chef d'accusation proposé par le procureur-général du duc.* — D'Argentré, ch. 29, p. 727.

(2) D'Argentré.

prince d'Orange, fils d'une princesse de Bretagne, le maréchal Jean de Rieux et Louis de Rohan, seigneur de Guémené. A la suite de ces personnages venaient une trentaine de gentilhommes et plusieurs bourgeois, ennemis personnels de Landais, parmi lesquels deux neveux de Chauvin, dont l'intervention était assurément fort naturelle. Dans la journée du 7 avril 1484, les conjurés, bien pourvus d'armes sous leurs vètemens, se divisèrent en deux troupes, afin de saisir le ministre soit dans son propre domicile, soit dans le palais, s'il travaillait avec le duc. L'une des bandes se dirigea donc vers sa maison de campagne et y parvint au moment où Landais se mettait à table pour souper; mais ses domestiques, surpris des allures de ces étranges visiteurs, parlementèrent assez longtemps avec eux pour donner à leur maître le temps de s'enfuir. L'invasion du château de Nantes, sans être plus heureuse, eut un effet plus étrange. Les conjurés pénétrèrent sans rencontrer de résistance jusque dans l'appartement de François II, et, s'étant prosternés devant leur souverain, ils lui déclarèrent, avec les formes respectueuses de toutes les révoltes féodales, qu'ils venaient, pleins de dévouement pour sa maison et pour lui-même, arracher d'auprès de sa personne un traître, ennemi secret de sa famille, dont il se préparait à vendre les droits à la France, chargé d'ailleurs de crimes monstrueux et en horreur à Dieu comme aux hommes.

Pendant que le timide François II s'efforçait, par des promesses et des explications évasives, de détourner la mort de la tête de son ministre, dont les barons allèrent rechercher la personne jusque dans les combles de la demeure ducale, un incident fort imprévu vint changer tout à coup la face des choses. En présence de la brusque invasion dont il ignorait la cause, le peuple nantais, voyant le château plein de tumulte et de bruit, crut qu'on en voulait à la vie du duc, et, s'ameutant de toutes les parties de la ville, il braqua contre les portes fermées par les conjurés tous les canons qui purent lui tomber sous la main, demandant avec furie la tête des seigneurs qu'il aurait peut-être secondés dans leur révolte, s'il en avait connu le motif véritable. Alarmés de ces manifestations et certains que Landais leur avait échappé, les conjurés n'eurent, pour l'instant, d'autre souci que de sortir du château par ses diverses issues secrètes. Le duc, délivré tout à coup après de longues heures d'angoisse, s'empressa de rappeler auprès de lui son ministre, pendant que les complices du complot avorté galopaient en toute hâte vers Ancenis, place forte appartenant au maréchal de Rieux, bien munie par celui-ci de soldats, d'armes et de vivres, parce qu'elle avait été désignée d'avance pour point de retraite en cas d'échec. Ils furent bientôt rejoints dans cette ville par François de Laval, seigneur de Montafilant, par les dames de Laval et de Rieux, Gilles du

Guesclin, Guillaume de Sévigné, Pierre de Villeblanche, les neveux de Maurice d'Acigné, évêque de Nantes, et une foule d'autres gentilshommes, vassaux des trois grandes maisons placées à la tête de l'insurrection.

Ayant résolu de faire face à tous ses ennemis, présumant d'ailleurs que ceux-ci ne manqueraient pas de démasquer bientôt leurs véritables projets, Landais fit déclarer criminels de lèse-majesté tous les sujets du duc qui avaient osé pénétrer dans sa demeure avec l'intention de lui faire violence. Peu de jours après, un ordre souverain ordonna leur mise en jugement, et prescrivit au préalable, par mesure de sûreté publique, la prise et démolition immédiate de toutes leurs places et châteaux, l'abatis de leurs futaies et la mise sous séquestre de tous leurs immeubles. « Landays osa bien même, s'écrie d'Argentré, bastir une lettre de sa main, sous le nom du duc, par laquelle il déclaroit tous les chefs et capitaines qui entreroient en capitulation avec les barons et seigneurs criminels de lèse-majesté, et confisquoit leurs biens comme de trahistres. *Ce fust une forcenerie dont jamais homme n'ouït parler de telle outrecuidance* (1). »

Cependant les hauts barons réunis dans Ancenis travaillaient avec une ardeur dépouillée d'artifices à justifier l'*outrecuidance* du ministre assez mal-appris pour appliquer à une rébellion ouverte les principes de répression alors admis par tous les états européens. « La persécution de Landais, dit dom Lobineau avec sa bonhomie ordinaire, obligea les seigneurs d'avoir recours au roi de France, ou plutôt à M[me] de Beaujeu, qui le gouvernait; principalement le prince d'Orange, Pierre de Villeblanche et Jean Le Bouteiller, seigneur de Maupertuis, lesquels, persuadés, ou *feignant de l'être*, qu'après la mort du duc François le duché devait appartenir au roi, en vertu de la cession faite à Louis XI par Nicole de Bretagne, traitèrent avec lui le 22 octobre à Montargis. Ces trois seigneurs, au nom de tous les autres, que Landais poussait à bout, promirent au roi par leur scellé que si le duc mourait sans enfant mâle, ils emploieraient corps, biens, alliés, amis et sujets, pour lui faire avoir la possession de la Bretagne; mais s'ils étaient excusables en quelque sorte de s'être unis ensemble pour renverser la fortune de Landais, ils ne le furent point du tout d'avoir pris le parti de disposer à leur gré de la succession du duché de Bretagne, et leur haine contre le favori les fit tomber dans une faute qui *justifiait en quelque sorte tout ce qu'il avait publié contre eux* (2). »

(1) *Histoire* de d'Argentré, ch. 18.

(2) Dom Lobineau, *Histoire de Bretagne*, t. I[er], p. 742. On trouve le texte de cet acte avec celui de la déclaration des seigneurs qui en suivit la signature, dans les *Preuves* de dom Morice, t. III, col. 442.

Il serait difficile de tirer une conclusion plus juste de prémisses plus étranges. Si le traité de Montargis est un acte coupable, ce n'est point à coup sûr à Landais qu'il faut l'imputer; ce n'est pas même par les embarras qu'éprouvaient les barons réfugiés à Ancenis que sa conclusion peut s'expliquer, car la régente ne mit pas un pareil prix aux secours financiers et militaires qu'elle s'empressa de faire passer à l'insurrection bretonne. Cet acte fut l'expression très spontanée des sentimens entretenus depuis longtemps par quelques seigneurs. Lorsqu'après le supplice de Landais ces barons eurent reconquis la plénitude du pouvoir à la cour ducale, le traité de Montargis demeura le programme de leur conduite politique, l'expression parfois dissimulée, mais toujours persistante, de leurs vœux. Pendant que la nation bretonne adhérait du plus profond de son cœur à la cause de la princesse dont l'enfance avait été bercée dans les orages, pendant que sa fidèle et modeste noblesse aspirait à verser pour elle la dernière goutte de son sang, Anne ne rencontrait à côté d'elle dans sa cour que des calculateurs égoïstes ou des ennemis implacables.

Convaincu qu'il jouait la dernière partie de son pays contre la France, Landais déploya dans cette lutte suprême une habileté digne à coup sûr d'un meilleur sort. Il mit sur pied, avec une promptitude extraordinaire pour ce temps, les ressources militaires du duché, provoquant par des proclamations tous les Bretons, nobles, roturiers et vilains, à joindre le duc sans retard, afin de l'aider à détruire jusqu'en ses fondemens le *nouveau Calais* qu'avec l'aide de quelques traîtres la France édifiait alors sur les marches de la Bretagne (1). Les registres de la chancellerie, déposés aux archives ducales, nous ont conservé les mandemens par lesquels, dans ce pressant danger, François II appela autour de sa personne sa milice, qui en peu de jours lui eut fourni quatre mille hommes, la partie de sa noblesse demeurée fidèle, qui lui apporta le secours de quinze cents lances, et les francs-archers du pays, qui paraissent s'être élevés au chiffre d'environ quinze mille (2). Toutes ces troupes

(1) Ce sont les paroles mêmes de Landais répondant dans son interrogatoire aux imputations du procureur-général sur le seizième chef d'accusation, c'est-à-dire l'ordre donné par lui de démolir les fortifications d'Ancenis. — D'Argentré, liv. XII, p. 731.

(2) Mandemens du duc pour les monstres générales du pays afin de résister aux ennemis et traistres sujets qui le veulent assaillir, du 1er et du 11 octobre 1484. — Mandement au procureur de Lamballe pour envoyer à l'armée 1,200 Lamballays, affin d'assiéger Ancenis. — Mandement à Morice de La Moussaye et à Pierre Huguet afin de tenir les monstres générales du diocèse de Rennes, 8 octobre 1484. — Mandement du duc contre Jehan de Challons, Françoise de Dinan, Jehan de Rieux, François de Laval, Louis de Rohan, seigneur de Guémené, Pierre du Pont, Jean de Coatmen, Pierre de Villefranche, etc., retirés en France et tenant Ancenis contre luy, ordonnant de leur courir sus, 3 octobre 1484.

furent réunies à Nantes, afin de préparer une attaque contre Ancenis, où venaient d'entrer des forces considérables conduites par L'Escun, le principal agent du parti français en Bretagne, et par les sires de La Hunaudaye, de Molac et de Tyvarlen.

Cependant Landais n'était pas tellement absorbé par ses préparatifs militaires, qu'il ne songeât à prêter main-forte aux princes français venus sur ses instances à la cour de Bretagne. Il comprenait fort bien que la cause de ceux-ci était la cause même des ennemis de la couronne de France, et qu'en armant pour le duc d'Orléans, il armait pour la Bretagne elle-même. Déjà il avait mis à la disposition de ce prince et du comte de Dunois un corps d'archers avec deux cent cinquante lances. Peu après, une proclamation de François II annonçait à la nation française que le duc de Bretagne croyait devoir au sang royal qui coulait dans ses veines de ne pas demeurer plus longtemps insensible aux maux qui accablaient le peuple français, qu'il armait en conséquence pour seconder les généreux desseins du duc d'Orléans, son cousin, et délivrer la France du gouvernement arbitraire d'une *certaine femme* dont l'habileté et la perfidie avaient fait avorter toutes les réformes convenues à Tours l'année précédente dans la session des états-généraux (1). Ajoutant enfin aux manifestations officielles ces rumeurs et ces calomnies populaires dont il reste toujours quelque chose, Landais fit répandre par tout le royaume les bruits les plus flétrissans sur la conduite privée de Mme de Beaujeu et, paraît-il, sur la naissance du roi Charles VIII (2).

Cependant le jour décisif approchait, car les armées du duc et des barons étaient sur le point d'en venir aux mains pour décider du sort de la Bretagne. Le 24 juin 1485, les troupes ducales débouchèrent de Nantes pendant que celles du vicomte de Rohan et du maréchal de Rieux sortaient elles-mêmes d'Ancenis; mais les soldats du duc avaient été dangereusement travaillés durant leur séjour à Nantes : avec une habileté que les circonstances servaient d'ailleurs, on leur avait représenté tout ce qu'il y avait d'inique et de cruel à verser le sang de ses concitoyens et de ses proches pour une cause qui n'était, disait-on, que celle d'un seul homme. « Le Dieu des armées, s'écrie notre principal historien breton, ne permit pas qu'ils en vinssent aux mains. Il se trouva de part et d'autre des gens de bien qui surent ménager les esprits de telle sorte que des deux armées il ne s'en fit qu'une, et que la perte de Landais fut unanimement jurée de part et d'autre. La joie fut universelle (3). »

(1) Voyez le texte de ce long manifeste, en date du 29 janvier 1485, aux *Preuves* de dom Lobineau, t. II, c. 1421.

(2) *Mémoires sur Charles VIII*, publiés dans le tome Ier des *Archives curieuses de l'Histoire de France*, d'après un manuscrit de la bibliothèque de Saint-Germain-des-Prés.

(3) *Histoire* de dom Lobineau, liv, xx, p. 745.

Une telle joie était plus naturelle en France qu'en Bretagne, car à partir de ce jour-là le pouvoir de ses souverains, seul gage de son indépendance politique, n'exista plus, et l'accord soudain des troupes fidèles avec les conjurés ouvrit la période d'anarchie à laquelle, après trois ans d'angoisses, l'épée victorieuse de La Trémoille vint enfin mettre un terme. Rentrés à Nantes comme en triomphe, les chefs des deux armées sommèrent le chancelier Chrestien de décerner une prise de corps contre le trésorier, *unique auteur de la présente guerre*. Après quelques momens d'hésitation, ce magistrat obéit à ces instances, appuyées par des démonstrations armées et par l'imminence d'une insurrection populaire. Landais se réfugia dans la chambre du duc, et au moment où la foule furieuse envahissait ce dernier asile, il se cacha, paraît-il, dans la garde-robe du prince. Le chancelier, se jetant alors aux genoux de François II, le supplia de sauver, par une concession nécessaire, les jours de son ministre et peut-être les siens. Écoutons ici le récit d'un contemporain qui dans sa jeunesse fut peut-être l'un des acteurs de cette terrible scène : « Le duc envoya le comte de Foix (son beau-frère) pour cuider appaiser le peuple; mais il fut si très pressé qu'il ne cuida jamais recouvrer la chambre du duc, et quand il y fust, il lui dist : Monseigneur, je vous jure Dieu que j'aimerois mieulx être prince d'un million de sangliers que de tel peuple que sont vos Bretons. Il vous faut de nécessité délivrer votre trésorier, autrement nous sommes tous en dangier. Sur ces paroles arriva en la chambre le chancelier de Bretaigne, et dist : Mon souverain seigneur, je suis contrainct de prendre et constituer prisonnier votre trésorier Pierre Landays, et vous plaise ce tollérer et pacifier votre peuple. — Pourquoy, dit le duc, veut mon peuple que vous le preniez? Quel mal a-t-il faict? — Monseigneur, dit le chancelier, on luy mest sur plusieurs mauvais cas moult scandaleux et de dangereuse conséquence. Peut-être que c'est à tort. Quand il sera pris, le peuple cessera son émotion, et lui sera justice administrée. — Ore me promectez-vous, dist le duc, que vous ne lui ferez que justice? Et dist le chancelier : Monseigneur, sur ma foi, je vous le promets. A donc que le dict duc vint prendre par la main son trésorier Landais, et le livra, disant : Je vous le laisse et vous commande sur votre vie que ne souffriez aucun grief ou desplaisir lui estre faict hors justice. Il a été cause de vous faire chancelier, et pour ce soyez-lui ami en justice. — Monseigneur, dit le chancelier, ainsi serai-je (1). »

La victime était livrée, l'arrêt était rendu d'avance, et les bourreaux étaient prêts. Il fallut pourtant traverser l'angoisse de ces formalités dérisoires par lesquelles la haine ajoute aux joies de la

(1) *Chronique* d'Alain Bouchart, liv. IV, f. CCII.

force triomphante les plaisirs plus raffinés de l'hypocrisie. Landais fut conduit à la prison du Bouffay, au milieu d'un peuple immense, calmé par la certitude d'une prochaine exécution juridique, qui poursuivait d'injures stupides le défenseur, non pas irréprochable, mais courageux, de cette nationalité bretonne dont il emportait dans sa tombe la dernière espérance.

En peu de jours, le procureur-général eut dressé un long réquisitoire comprenant dix-sept chefs d'accusation contre le ministre déchu. Le premier de ceux-ci portait sur la mort de Chauvin et la violation au préjudice du chancelier de toutes les garanties judiciaires. Nous avons déjà dit que Landais prit sans hésiter la responsabilité du meurtre accompli sur un ordre verbal par Jean de Vitré, son agent, lieutenant du château de l'Hermine. Il expliqua la promptitude et le secret de l'exécution par l'urgence d'empêcher l'intervention imminente du roi de France et même celle du saint-siége, auquel en avait appelé le chancelier à raison de son privilége de cléricature (1). Il n'avoua pas avec une moins rude franchise le meurtre commis sur la personne de deux jeunes clercs surpris par les espions du ministre au moment où ils se rendaient en France, porteurs de lettres remises par les chefs de la rébellion. Il se défendit de l'imputation relative à la dépossession de l'évêque de Rennes en arguant des pratiques séditieuses de ce prélat, « qui était, dit-il, grand vexateur du peuple, » et que le saint-siége avait depuis longtemps manifesté la résolution de frapper. Il discuta avec un sang-froid remarquable, et de manière à embarrasser étrangement ses juges, divers griefs administratifs portant sur des faits de concussions et sur certains actes de violences, griefs par lesquels ses accusateurs, observateurs très scrupuleux de la légalité, s'étaient assez maladroitement efforcés de grossir la liste de « ses crimes, attentats et maléfices. » Répondant enfin au reproche le plus facile de tous à rétorquer, Landais ne nia point avoir excité le duc à s'armer contre les seigneurs, avoir provoqué leur condamnation comme rebelles, la démolition de leurs châteaux et l'abatis de leurs futaies; « il confessa au contraire tout cela et dist *avoir agi par hayne des barons,* » s'il en faut croire l'étrange procès-verbal reproduit par le vieux sénéchal de Rennes.

Sur des réponses aussi catégoriques, l'on aurait pu passer outre et s'épargner une cruauté inutile; mais si la torture n'eût précédé la mort, quelque chose aurait manqué au supplice, et puisque le peuple avait consenti à différer sa satisfaction sanglante, il fallait bien la lui procurer tout entière. Le malheureux fut donc soumis

(1) Les priviléges des clercs engagés dans le mariage ne furent abolis en Bretagne qu'en 1539. Voyez de La Porte, *Recherches sur la Bretagne,* tome I[er], p. 338.

à la question, « qu'il ne pust bonnement porter, » nous dit Alain Bouchart avec une sorte de naïveté féroce. Les cas énormes et divers de trahison envers le seigneur duc se trouvèrent bientôt établis aux yeux des barons qui venaient de passer de l'armée insurrectionnelle sur le siége de la justice ducale. Des commissaires avaient été adjoints au procureur-général pour prononcer sur le sort du grand-trésorier, et comme pour donner à ce drame sa véritable signification politique, parmi ceux-ci se rencontraient deux signataires du traité de Montargis. Les commissaires ne firent pas attendre à l'impatience publique l'arrêt en vertu duquel Pierre Landais fut condamné à être conduit la corde au cou et pendu au gibet de Biesse, lieu habituel des exécutions, à avoir tous ses biens confisqués au profit du duc, lui étant seulement, par une grâce singulière, permis de se rendre à pied à l'échafaud, au lieu d'y être traîné en charrette selon l'usage ordinaire.

Une dernière difficulté restait, celle d'amener le duc à revêtir de sa signature l'arrêt de mort, car si François avait consenti à livrer son ministre pour calmer le peuple, c'était en manifestant l'intention formelle, au cas d'une condamnation à laquelle il s'obstinait à ne pas croire, de lui faire grâce de la vie, en usant de sa prérogative souveraine. Les conjurés, car il faut bien continuer de leur donner ce nom, résolurent, après diverses délibérations, de se passer de la sanction qu'ils craignaient de ne pas obtenir de la faiblesse du prince, quelque rude coup que cette crise eût porté à la santé et à l'intelligence déjà débilitées de François II. Ils se déterminèrent donc à ne lui faire connaître l'arrêt qu'après l'exécution. « A ceste cause fut ordonné que les portes du chasteau seroient gardées jusqu'à ce que l'exécution fust faicte, et que le comte de Comminges, qui estoit le grand compère du duc, vindroit jusque-là le trouver, car le duc estoit lors si mal de son esprit qu'on ne le laissoit veoir qu'à peu de gens. Le comte tantost s'en alla donc au chasteau et trouva le duc, lequel d'abordée lui demanda assez farouchement : « Compère, j'ai sçu qu'on besongnoit au procès du thrésorier; en sçavez-vous rien? — Ouy, dist le comte, monseigneur, et l'on y trouve de merveilleux cas; mais, quand tout sera veu et entendu, l'on viendra vous rapporter l'opinion du conseil pour en ordonner ainsi qu'il vous plaira. — Ainsi le veulx-je, dist le duc, car, quelque cas qu'il aist commis, lui donne sa grace et ne veulx point qu'il meure. » Ce propos fini, Comminges mist en terme autres devises où le duc prenoit plaisir (1). » Ce blocus fut continué durant la journée du lendemain, 20 juillet 1485, et sur le soir on vint apprendre au prince que Landais n'était plus, qu'il avait fallu presser l'exécution de l'arrêt dans

(1) Alain Bouchart, f. CCII.

l'intérêt de la tranquillité publique, et pour épargner à son cœur un combat entre ses affections et d'impérieuses nécessités.

Assuré d'une condamnation dictée d'avance, Landais avait entretenu jusqu'au dernier moment l'espérance d'y échapper par l'attachement du souverain auquel il avait voué une fidélité que le cynisme de ses ennemis avait vainement affecté de mettre en doute. Quand il apprit qu'il était abandonné de son maître et qu'il fallait se préparer à mourir, cette sentence, nous dit Bouchart, lui parut « moult dure et cruelle. » Il demeura calme toutefois, mit ordre aux affaires de sa conscience, et sur le soir, accompagné de deux religieux auxquels il recommanda le soin de sa sépulture, il fit à pied, au milieu d'une foule immense, le long trajet qui séparait la prison du gibet. Il y monta sans émotion apparente, jetant du haut de l'échelle un regard de mépris sur le peuple breton, qui applaudissait au supplice du dernier défenseur de la cause bretonne.

Et maintenant que j'ai suivi pas à pas jusqu'au dernier terme ce confesseur d'une cause vaincue par les temps et abandonnée par les hommes, s'étonnera-t-on que je m'arrête avec quelque commisération sympathique devant le gibet où mourut un malheureux calomnié? N'y a-t-il pas devoir, pour qui a du sang breton dans les veines, de provoquer la postérité à plus de justice, lorsque les passions contemporaines furent aussi impitoyables, et lorsqu'elles ont si complétement dévoyé l'histoire? Ouvrez en effet des œuvres que le public semble accueillir avec faveur, et vous y verrez par exemple que le véritable crime du ministre de François II, aux yeux de l'aristocratie bretonne, fut d'avoir voulu préparer la réunion du duché à la couronne (1); vous pourrez y lire encore que Landais, « qui fut *un autre Olivier Le Daim*, espérant acquérir un puissant protecteur, se mit, lui et son maître, à la discrétion du duc d'Orléans (2). » Fils du peuple, mort pour la cause du peuple, voilà donc l'épitaphe qui vous attendait dans une œuvre *démocratique!*

Cependant les ennemis de Pierre Landais n'avaient épuisé par son supplice ni leur vengeance ni leur victoire, et François II, alors presque mourant, tombé d'ailleurs à l'entière discrétion des hauts barons depuis la défection de son armée, était encore moins en mesure de leur refuser le déshonneur que la vie de son hardi serviteur. Dans le conseil du prince, où ils régnèrent désormais sans contrôle, les chefs de l'insurrection baronniale rédigèrent donc une déclaration par laquelle le duc relevait de toutes condamnations encourues

(1) On lit ces mots par exemple dans un ouvrage assez souvent consulté, le *Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie*, de M. Bouillet : « Le véritable crime de Landais aux yeux des seigneurs bretons était d'avoir voulu préparer la réunion de la Bretagne à la France. »

(2) Henri Martin, *Histoire de France*, tome VII, p. 192.

ses amés et féaux sujets, qui, dans le seul intérêt de son trône et de ses enfans, avaient pris les armes afin de délivrer l'état du gouvernement d'un traître, concussionnaire et assassin, lequel avait entrepris, disait-il, « au non sçu de nous, de mettre et faire cheoir, après notre décès, notre pays, duché et principauté en autres mains que nos vrais et légitimes successeurs, et commis en outre plusieurs énormes et détestables crimes (1). »

Les faits ne tardèrent pas à donner le véritable commentaire de ces paroles, et à constater les sentimens des chefs de l'insurrection étouffée dans le sang du malheureux trésorier. L'on put s'assurer si c'était à Pierre Landais ou bien aux signataires du traité de Montargis, suivi trois ans plus tard du traité du Verger, qu'il fallait attribuer des intentions menaçantes pour la dynastie de François II. Le résultat presque immédiat de la mort du grand-trésorier fut, ainsi qu'il était naturel de l'attendre, un rapprochement avec la France, qui profitait de la mort du plus persévérant et du plus habile de ses ennemis. Peu de mois après, une sorte de convention fut signée à Bourges entre les ministres de Charles VIII et les trois ambassadeurs de François II, acte étrange conclu par des hommes auxquels manquaient à la fois et la liberté de leurs résolutions et le courage de les avouer. Par cet acte, qu'il faudrait qualifier de trève plutôt que de traité, toutes les questions relatives à la succession du duché de Bretagne étaient réservées, de manière à laisser le malheureux duc mourir en paix pour que les traîtres n'eussent pas à rougir devant lui de leur trahison (2).

Mais l'entente avec la France ne pouvait être durable, quelle que fût la souple habileté des négociateurs, car d'une part la Bretagne, par l'organe de ses états et le vœu de ses populations, persistait à reconnaître le droit héréditaire des deux filles de François II, de l'autre le duc d'Orléans, en rébellion ouverte contre le gouvernement de la régente, conservait dans ce pays l'attitude et l'influence que lui avait ménagées la hardie politique de Landais. Par un revirement subit dont les secrets mobiles paraissent avoir échappé aux écrivains contemporains, une nouvelle ligue offensive et défensive contre la France fut signée, quelques mois après le traité de Bourges, entre le duc de Bretagne, le duc d'Orléans, le comte de Dunois, Maximilien, roi des Romains, le prince d'Orange, agent de ce souverain à la cour de Nantes, et enfin quelques seigneurs du parti français rentrés en grâce après l'exécution de Landais, et qui commençaient à entrevoir plus d'avantages dans le mariage d'Anne de Bretagne, opéré sous leur influence, que dans une soumission

(1) Déclaration du 12 août 1485. *Preuves* de dom Morice, tome II, col. 471.
(2) Traité de Bourges du 12 novembre 1485. *Preuves* de dom Morice, tome III, col. 485.

pure et simple à la France après la mort de François II. Cette ligue, nous dit d'Argentré, « portoit pour cause la défense des personnes et biens des dames Anne et Isabel de Bretaigne; elle estoit formée, ajoute l'historien, de belles et grandes liaisons, mais les chefs ne se rencontrèrent pas tous aux affaires. Ceci mit le duc en guerre avec le roi, dont il n'avoit nul besoing, s'il eust esté bien conseillé; mais la Bretaigne estoit la retraite ordinaire des princes et puînés de France, quand ils estoient en discord avec les roys leurs aînez, et le duc pensoit besoigner par eux et se défendre des entreprises du roy. Ce fut une grande cause de la ruine du pays, et aussi de la noblesse, qui y demeura en ceste querelle. » Les anciens confédérés d'Ancenis, signataires du traité de Montargis, qui continuaient à maintenir la validité de la cession faite à la France par les héritiers de Penthièvre, estimèrent le moment favorable pour intervenir, et promirent à Charles VIII de seconder l'invasion française sous deux conditions : la première, que le roi ajournerait jusqu'à la mort très prochaine du duc ses projets sur la Bretagne; la seconde, que les Français n'établiraient de garnisons dans aucune des forteresses appartenant aux hauts barons, qu'ils ne grèveraient pas le peuple et paieraient scrupuleusement toutes leurs dépenses. « Le roy accorda ces articles-là, n'ayant garde d'y faillir, car il n'y avoit qu'à mettre le pied dedans par l'advis et consentement des seigneurs de Bretaigne et sans résistance : aussi le roy les jura et signa de sa main. Ce faict, incontinent après, voici venir en même temps le seigneur de Saint-André, accompagné de quatre cents lances et six mille hommes de pied qui entrèrent en Bretaigne par un endroict; le comte de Montpensier, lieutenant du roy, par un autre; Louis de Bourbon, puyné du comte de Vendosme, avec un autre nombre d'hommes; le seigneur Louis de La Trémoille, vicomte de Thouars, beau-frère du comte de Montpensier, par un autre, tellement que le pays fut incontinent couvert de gens de guerre de par le roy. Les princes et seigneurs françois qui lors estoient auprès du duc se trouvèrent fort en peine et non sans cause, car ils n'y avoient rien pourvu, et il n'y avoit nul d'entr'eux qui n'eust grand besoing de conseil, et qui alors n'en demandast plutost que de se mesler d'en donner (1). »

Les troupes françaises furent à peine entrées en Bretagne que leurs généraux, ignorant ou méprisant les articles signés entre le roi et les barons, s'y établirent comme en pays conquis, saccageant les campagnes, démolissant les fortifications réputées dangereuses, mettant garnison dans tous les châteaux sans s'inquiéter du nom et des sentimens personnels de leurs nobles propriétaires. Quintin,

(1) *Histoire* de d'Argentré, liv. XII, p. 745.

Ploërmel, Moncontour, Chateaubriand, Vannes, furent assiégés et mis à sac, et bientôt le dernier duc de Bretagne se trouva bloqué dans sa ville de Nantes, héroïquement défendue par les bourgeois et par les milices basses-bretonnes, accourues au secours de leur souverain aux abois. En présence du dédain qui leur était témoigné et du peu de cas que faisait l'armée française des conventions antérieures, les hommes de Montargis comprirent que l'avenir n'appartient jamais aux traîtres, lors même qu'ils l'ont préparé. Le maréchal de Rieux écrivit au roi, qui s'avançait lui-même vers les frontières du duché, lui rappelant ce qu'il appelait leur traité, le suppliant, puisque ses généraux persistaient à le méconnaître, de retirer ses troupes de la Bretagne, qui n'avait pas mérité d'être aussi indignement ravagée. « L'envoyé du sire de Rieux, qui estoit homme advisé, fist sa charge, et remontra en particulier à la dame de Beaujeu, qui manioit les affaires du royaume, que le roy savoit bien ce qu'il avoit esté par luy promis, juré et accordé aux barons de Bretaigne, sans lequel accord jamais ils ne feussent condescendus à prester la main au roy pour faire ce qu'il avoit faict au dict pays, qu'il faisoit assiéger places, prendre villes, chasteaux et forteresses, piller le pays, rançonner le peuple, contre la foy et promesse jurée, et sans subject ni occasion, dont le dict mareschal s'estonnoit fort, comme celuy à qui il en revenoit le plus, s'estant faict chef de ceste capitulation. Il ajouta plusieurs propos, et de faict François du Bois, qui estoit le gentilhomme porteur, pressa tant cette dame, que, ne le pouvant payer de raison, elle advoua ouvertement l'intention qui menoit le roy, et lui dist à trac et sans honte: « Mon ami, dictes à mon cousin le mareschal de Rieux, votre maistre, que le roy n'a poinct de compaignon, et que, puisqu'il est entré si avant, il en veut venir à bout. » Ceste réponse descouvroit assez la volonté de ceux qui se vouloient couvrir et servir d'occasion, et que la vérité estoit qu'elle vouloit se saisir de ceste terre de Bretaigne (1). »

Comme pour blesser les barons à l'endroit le plus sensible, la régente fit commencer le siége d'Ancenis, propriété du maréchal de Rieux, et qui était alors considéré comme le premier boulevard de l'aristocratie baronniale dans le duché. L'instinct politique de la monarchie française se révélait partout, et avait quelque chose de si impétueux, qu'il l'emportait même sur la prudence. Emporté d'assaut, Ancenis fut incontinent rasé, d'ordre personnel du roi, nous dit d'Argentré. La place de Chateaubriand, appartenant à la maison de Laval, subit le même sort, et bientôt après la prise de Fougère et de Saint-Aubin-du-Cormier vint achever l'œuvre de la con-

(1) D'Argentré, p. 754.

quête et le démantèlement de la péninsule bretonne. Personne n'ignore que ce fut sous les murs de cette dernière forteresse que se livra la bataille qui décida pour jamais du sort de la Bretagne, et qui, après une lutte de six cents ans, donna raison à la géographie contre la nationalité, aux grandes armées contre un petit peuple. Le 27 juillet 1488, une armée formée de paysans bretons vint attaquer les Français, retranchés sous les murs de Saint-Aubin-du-Cormier. Ces recrues étaient nombreuses et braves; mais les chefs manquaient aux soldats, car les plus grands seigneurs de la Bretagne servaient dans l'armée de La Trémouille, tandis que, par un contraste étrange, l'héritier de la couronne de France se trouvait dans les rangs de l'armée bretonne. Celle-ci engagea la bataille avec la résolution de mourir plutôt qu'avec l'espérance de vaincre. Récemment réconcilié avec son souverain et avec sa patrie, le maréchal de Rieux, qui commandait les Bretons, ne leur inspirait ni estime ni confiance, et en voyant le premier prince du sang de France dans ses rangs et tant de seigneurs bretons engagés avec l'ennemi, l'armée, torturée d'angoisses, doutait à la fois d'elle-même, de ses auxiliaires et de ses chefs. L'air était tout rempli de bruits de trahisons et de mystérieux murmures, et la nuit même qui précéda la bataille, un tumulte soudain ayant éclaté dans le camp, les Bretons furent sur le point de se précipiter sur les tentes occupées par le duc d'Orléans. Il fallut, pour rassurer l'armée, que ce prince et le prince d'Orange missent pied à terre et vinssent de leur personne combattre au milieu des fantassins, désarmant ainsi la calomnie par leur courage, et présentant leur tête pour gage de leur fidélité. Ce fut sous ces sinistres auspices que se prépara la dernière journée de la Bretagne, et que son histoire vint s'achever dans un désastre où elle aussi elle perdit tout, fors l'honneur.

François II, presque en enfance, et qui, depuis la mort de Landais, avait transmis au maréchal de Rieux la conduite de ses affaires et la tutelle des deux princesses ses filles, survécut à peine au coup qui avait décidé du sort de sa famille et de sa patrie. La Bretagne allait toutefois subir encore les horreurs de trois années d'angoisse et d'anarchie. Des rochers du Léon, des landes de la Cornouaille, de toutes les gorges des montagnes d'Arrhé et des Montagnes-Noires, du fond des dernières bicoques sur lesquelles flottait encore l'étendard semé d'hermines, partit un long cri de désespoir et d'amour. Partout la princesse Anne fut acclamée avec ivresse, et l'on vit cette souveraine de quatorze ans, sans armée, sans villes closes, bientôt après sans capitale, commencer à travers les fondrières et les forêts la vie errante dont les pérégrinations périlleuses ont imprimé le cachet d'une immortelle poésie aux châteaux et aux chaumières qui l'abritèrent pour une nuit. Anne avait

encore moins à se défendre des Français, maîtres de presque tout son duché, que des seigneurs de sa cour, presque tous résolus à la livrer à ses ennemis, si elle n'acceptait pas l'époux que chacun d'eux voulait pour elle. Une anarchie sans exemple régnait en effet dans la cour vagabonde de la princesse, dont l'âme était déjà à la hauteur des situations les plus terribles comme des résolutions les plus héroïques. Chacun y manifestait avec impudeur la prétention de disposer de la main de sa souveraine, sous peine de traiter avec les Français. Le vicomte de Rohan entendait faire épouser à ses deux fils les deux filles de François II, comme si la France, qui l'employait à ravager sa patrie, lui eût permis de régner sur elle. M[me] de Laval exerçait contre la princesse, élevée par elle, une persécution éhontée, afin de la contraindre à donner sa main à Alain d'Albret, son frère, malgré ses cinquante ans, ses huit enfans et sa face rubiconde, *dont la fille n'avait cure*, nous dit l'un des historiens de Charles VIII (1); enfin le maréchal de Rieux, l'un des premiers auteurs des malheurs de son pays, penchait alternativement pour l'une ou l'autre de ces candidatures, pendant que la princesse, inspirée par l'instinct de ses devoirs envers ses peuples et fidèle à ce qui survivait encore des traditions politiques du dernier ministre de son père, se résolvait à prendre pour protecteur et pour époux Maximilien d'Autriche, ennemi naturel de la France, prince puissant et réputé très éclairé, vers lequel l'attiraient la délicatesse de ses goûts et la culture un peu recherchée de son esprit.

Cette résolution dut être accomplie dans le plus profond secret, car le palais de Nantes n'était plus qu'une prison où la princesse se trouvait gardée à vue par la félonie et par l'intrigue. Le mariage, conclu par procureur avec le roi des Romains (2), ne tarda pas pourtant à être divulgué, et la duchesse fut comme assiégée dans sa demeure par ses grands-officiers, tandis que deux nouvelles armées françaises pénétraient en Bretagne. Contrainte de s'enfuir pour se dérober aux poursuites de son tuteur et de sa gouvernante, la malheureuse princesse vit se fermer devant elle les portes de ses principales villes. D'Albret et le maréchal de Rieux la repoussèrent de Nantes, bientôt après livrée aux Français, et Anne fut réduite à soutenir dans les murs de Rennes un siége sans espoir. Vainement quinze cents Allemands, embarqués sur la Mer du Nord, furent-ils tardivement envoyés par Maximilien pour défendre sa femme; plus vainement encore cinq ou six mille Anglais tentèrent-ils un dernier effort afin d'arracher la Bretagne à la France. A peine débarqués, ces auxi-

(1) Jaligny.

(2) Quoique ce mariage n'ait jamais été consommé, et qu'il ait dû être annulé deux ans plus tard, on conserve aux archives ducales quelques actes dans l'intitulé desquels la duchesse Anne de Bretagne prend la qualification de reine des Romains.

liaires intéressés d'une cause perdue comprirent qu'il n'y avait plus dans ce pays, trahi par ses défenseurs naturels, ni gouvernement, ni armée, et que la fortune de la France l'emportait là comme partout. « Les principaux seigneurs bretons, nous dit un grand historien, dont les uns avoient été gagnés par le roi de France, dont les autres estoient livrés à un aveugle esprit de faction, avoient mis les affaires du duché dans une telle confusion que les Anglois, ne voyant plus aucun gouvernement ni aucun corps d'armée auxquels ils pussent se joindre, et ne craignant pas moins leurs alliés que leurs ennemis, prirent le parti de repasser en Angleterre (1). »

Tout était donc consommé; le crime avait enfanté l'anarchie, et, selon sa destinée habituelle, l'anarchie avait dévoré sa proie. Ce fut dans cette situation désespérée que Dieu fit son œuvre. Au moment où personne en Europe ne soupçonnait un tel projet, Charles VIII eut la soudaine inspiration de consommer le grand travail de sa race par l'union spontanée de la Bretagne à la couronne. Affrontant le péril d'une nouvelle guerre contre l'Allemagne et l'Angleterre, il enleva du même coup à Maximilien sa femme et lui renvoya sa fille, à laquelle il était fiancé, et qui vivait à Paris depuis sa plus tendre enfance. Torturée dans ses plus intimes affections, la duchesse Anne s'inclina sous la volonté de la Providence, et le désespoir dans l'âme, mais le calme sur le front, la princesse la plus lettrée de son siècle donna sa main au prince inculte et grossier dont elle était la conquête.

Ici s'arrêtent, après un cycle de mille ans, les annales politiques du peuple armoricain; mais à la suite de cette histoire, une autre commence, histoire non moins curieuse et non moins ignorée. L'œuvre tentée par Pierre Landais dans la Bretagne indépendante devait se continuer dans la Bretagne devenue française. L'esprit de résistance à la monarchie absolue qui avait animé le ministre de François II allait persister dans le pays, non plus avec le caractère d'une lutte armée, mais sous la forme d'une redoutable opposition parlementaire. Il y a là un tableau que nous nous proposons de retracer un jour; mais déjà le but de cette étude serait atteint, si nous avions montré dans une de ses plus remarquables personnifications ce mouvement du génie breton, toujours appelé à servir la cause de la liberté, et qui transforma, trois siècles plus tard, en un viril auxiliaire de la révolution française, la province où celle-ci rencontra pourtant la plus énergique résistance.

LOUIS DE CARNÉ.

(1) *Histoire de Henri VII*, par F. Bacon, œuvres complètes, tome XIII, p. 165.

ÉCONOMIE RURALE

DE LA BELGIQUE

I.

LES FLANDRES.

L'économie rurale des Flandres présente un champ facile d'observations instructives à celui qui veut étudier les questions encore si controversées de la constitution de la propriété et de l'organisation de la culture; elle peut aussi offrir quelques exemples utiles à suivre dans les pays dont les lois et les conditions sociales se rapprochent de celles de la Belgique. Nous voudrions essayer de la faire apprécier d'une façon complète d'après quelques documens récens, complétés par nos propres recherches; mais d'abord il faut dire quelques mots du théâtre où s'exerce l'agriculture flamande et des événemens historiques qui ont contribué à lui donner ses caractères distinctifs.

Souvent, lorsqu'on veut citer un pays fertile, on parle des campagnes plantureuses, des grasses terres des Flandres. L'expression est acceptée, mais elle est loin d'être juste; en effet, le sol de ces deux provinces est en grande partie composé de terres maigres, légères, sablonneuses, qui ressemblent beaucoup plus aux landes de la Gascogne qu'aux riches plaines de la Flandre française. Les bruyères, les marais et les dunes de la Campine belge donnent encore l'idée de ce qu'étaient primitivement les champs si bien cultivés qui entourent Gand et Bruges, avant d'avoir été façonnés et fécondés par le travail de cinquante générations. La partie méridionale, qui touche au département du Nord et au Hainaut, appartient

à la formation que les géologues appellent *éocène*. Elle est, il est vrai, de meilleure qualité et en général favorable à la culture du froment; mais sauf une étroite lisière du littoral recouverte par de récens atterrissemens limoneux, toute la partie septentrionale fait partie de cette grande plaine cimbrique qui a été soulevée au-dessus du niveau de la mer par l'une des dernières révolutions du globe, et qui étale encore à l'œil attristé du voyageur, au nord de l'Allemagne, le long de la Baltique et jusqu'en Russie, ses steppes uniformes de sables arides, entrecoupés de lacs et de marais.

César et quelques auteurs anciens qui font mention du pays occupé par les Morins et les Ménapiens en parlent comme d'une contrée sauvage, défendue au midi par des forêts et couverte au nord par de vastes marécages ou inondée par les flots de la mer, qui l'envahissaient à marée haute. L'Escaut, la Lys, la Lieve, l'Yser, la Dendre, toutes ces rivières qui, maintenant endiguées, font la richesse des campagnes qu'elles arrosent, les transformaient alors en fondrières infranchissables. Un climat âpre, des brouillards continuels, les vents furieux de l'ouest, qui, refoulant les eaux des fleuves et de l'Océan, portaient partout le péril et la dévastation, le ciel, la terre et la mer, tous les élémens également hostiles à l'homme, achevaient de donner un aspect repoussant à cette côte inhospitalière et « sans miséricorde, » comme l'appellent les anciennes traditions. Le pays était tellement inabordable, que, s'il fut parfois traversé par les légions du vainqueur des Gaules, il repoussa cependant la civilisation romaine, tandis que les parties mieux situées de la Belgique finirent par adopter les mœurs et la langue des maîtres du monde. Encore aujourd'hui, quoique le climat semble s'être adouci, il est beaucoup plus rude que celui de l'Angleterre, et repousse un grand nombre de pratiques agricoles en usage de l'autre côté du détroit. Les hivers sont plus rigoureux parce que le souffle glacé du vent d'est conserve en Belgique toute l'âpreté qu'il perd en traversant la Mer du Nord avant d'aborder les îles britanniques. La température moyenne est de 10 degrés centigrades au-dessus de zéro, celle du mois de janvier de 2 degrés, tandis qu'en Angleterre elle est de 4 degrés. Le climat est humide, bien que la quantité de pluie qui tombe ne soit pas très considérable, 800 millimètres par an; mais il pleut très souvent, un jour sur deux en moyenne, circonstance qui serait très favorable aux prairies naturelles, si malheureusement le sol n'était pas plus disposé à produire des bruyères et des carex que des graminées.

Ainsi une terre à la fois sablonneuse et humide, dépourvue d'élémens calcaires, souvent avec un sous-sol de tuf ferrugineux ou de cailloux roulés, en beaucoup d'endroits exposée aux inondations des fleuves qui l'arrosent, telle était la contrée à laquelle les populations flamandes durent arracher leurs moyens d'existence. Grâce

au goût des occupations rurales qu'ils semblent avoir eu de tout temps, même à un plus haut degré que les autres tribus germaniques, grâce aussi à leur infatigable persévérance, les Flamands parvinrent à faire la conquête de leur territoire, la bêche à la main. Chez eux, dès l'époque barbare, l'homme libre ne dédaignait point le travail des champs; les documens les plus anciens nous le montrent labourant, menant le bétail au pâturage, semant, moissonnant et fauchant le foin. Les inscriptions tumulaires de l'époque romaine attestent même qu'alors déjà les habitans des rives de l'Escaut allaient chercher en Angleterre de la marne pour amender leurs terres, preuve certaine d'une culture avancée.

Pendant les siècles troublés du moyen âge, le servage s'établit en Flandre comme dans les autres pays de l'Europe; mais il y pesa moins lourdement sur les paysans attachés à la glèbe, et il n'arrêta pas longtemps les progrès de l'agriculture, qui suivirent le développement de l'industrie de la laine. Cette marche parallèle du travail agricole et du travail industriel semble remonter très haut. Un capitulaire de Louis le Débonnaire défend aux vilains de faire des *gildes* ou associations pour repousser les voleurs, de paraître en armes dans le palais du comte. Un rescrit de Charles le Chauve, de 854, nous apprend que les habitans de la Flandre se réunissaient suivant leurs anciens usages afin de mettre en culture les terrains marécageux. Ces associations volontaires pour garantir la propriété et pour se préserver des inondations, ces armes portées par des paysans, *villani*, indiquent une condition sociale très supérieure à celle des serfs des autres parties de la Gaule et de la Belgique qui avaient été plus complétement assujetties par les Romains. Dès ces temps reculés, on retrouve déjà les caractères qui distinguent encore aujourd'hui l'économie rurale de la Flandre. A côté des champs de blé, les premières indications historiques en signalent d'autres où croissaient des pois, des fèves et du lin. Les terres communes de la tribu ayant été partagées entre les chefs de famille, la part de chaque cultivateur semble avoir compris une étendue à peu près équivalente à celle des petites fermes actuelles qui entretiennent un cheval. Dans la plupart de ces manses soumises au seigneur, les femmes filaient la laine et le lin, les hommes fabriquaient des étoffes de drap et de toile qui s'exportaient dans toutes les contrées du nord et principalement en Angleterre. Les relations commerciales, s'étendant jusqu'au fond des campagnes, y firent pénétrer quelques lumières et quelque richesse. Cette prospérité, dérivée de deux sources différentes, s'accrut rapidement. Les hameaux situés aux lieux où les navires pouvaient aborder avec facilité se peuplèrent et s'agrandirent. C'est ainsi que l'industrie enrichissait les campagnes, tandis que le commerce créait les villes, comme le prouve le nom de *port*

donné aux grandes cités des Flandres, et celui de *poorters*, dont s'enorgueillissaient leurs habitans.

L'accroissement de la population développa nécessairement les forces productives du pays, et l'on est étonné de voir à quelle époque reculée remontent les procédés les plus perfectionnés de la culture. Un grand nombre des villages désignés dans les chartes les plus anciennes subsistent encore aujourd'hui; même les noms de beaucoup d'entre eux se rapportent aux croyances religieuses de l'époque païenne. Peuplées par les marchands étrangers et indigènes, qui expédiaient au loin les étoffes fabriquées dans les fermes de l'intérieur, les villes avaient déjà au VIIe siècle une étendue considérable, comme on en peut juger par la distance qui sépare les églises fondées par les premiers missionnaires chrétiens. Quand, pour se soustraire aux exactions des seigneurs et pour répondre plus facilement aux demandes d'une exportation croissante, les tisserands vinrent se grouper autour des marchands et constituer les *gildes de la laine* à l'abri des murailles, alors même l'industrie ne déserta point les campagnes, où l'on continua d'associer aux soins d'une culture déjà très variée la fabrication du drap et de la toile. Aux yeux des chroniqueurs anglais du XIIe et du XIIIe siècle, qui voyaient leurs souverains appeler des colons de la Flandre pour faire valoir leurs domaines, tout cultivateur de ce pays est un homme qui sait faire du drap et manier les armes. Ces immigrations de fermiers flamands continuèrent même sous Cromwell, et s'étendirent jusqu'au pays de Galles. C'est d'eux que les Anglais apprirent à construire des digues pour arrêter les inondations de la mer et des fleuves, à élever des moulins à vent pour épuiser les eaux, à draîner les terres humides au moyen de perches d'aunes, à cultiver le houblon, les navets et presque tous les légumes. La Flandre était alors pour l'Angleterre ce que ce dernier pays semble être aujourd'hui pour le continent : une nation chez qui l'accumulation de la richesse produite par l'industrie et le commerce fait faire à l'agriculture des progrès incessans, objet de l'envie et de l'imitation des autres peuples. La supériorité des cultivateurs flamands, surtout pour mettre en rapport les terres sablonneuses ou marécageuses, était tellement reconnue au moyen âge, que les souverains les appelaient de toutes parts pour prendre conseil de leur expérience. C'est ainsi que, pendant le cours du XIIe siècle, des colonies flamandes se sont répandues dans la Saxe, la Thuringe, le Holstein et jusque dans les provinces de la Transylvanie et de l'Autriche méridionale, et les traces de leur établissement se sont conservées dans le nom de certaines localités et de certains usages.

Tant que la Flandre jouit de son indépendance et de ses libertés locales, la culture ne cessa de s'y étendre, de s'y perfectionner et

en même temps de s'y diviser. Lorsque les communes de Gand et de Bruges, d'Ypres et de Courtray, enrichies par l'exportation des étoffes, arrivèrent à compter deux ou trois fois plus d'habitans qu'elles n'en ont aujourd'hui, il fallut arracher à un sol rebelle les subsistances nécessaires à une population à la fois si dense et si aisée. Des digues furent construites, des terres submergées soustraites au retour des marées, des terres vagues soumises à la charrue, des forêts déboisées, des routes tracées, les campagnes converties en une suite de jardins qui faisaient un contraste marqué avec celles des pays où dominait la féodalité. Les documens font défaut pour déterminer quelle fut alors l'étendue du territoire cultivé d'une façon régulière; mais souvent de nos jours, au milieu de forêts que l'on croyait défricher pour la première fois, la bêche rencontre les débris d'anciennes fermes et de moulins détruits, preuve incontestable que la culture avait déjà conquis au moyen âge des terres qu'elle a dû abandonner à une époque moins prospère. La décadence commença quand les ducs de Bourgogne mirent la main sur les libertés communales, et tentèrent de briser par la force des armes les résistances qu'opposaient à leurs volontés despotiques la fierté et l'énergie des grandes cités industrielles. La domination intolérante et aveugle de l'Espagne, en préparant la ruine de l'industrie et du commerce, porta un coup plus funeste encore à l'agriculture, à qui elle enleva ses débouchés. Les guerres d'extermination provoquées par les persécutions religieuses dépeuplèrent les campagnes, et permirent aux forêts et aux bruyères de reprendre possession d'un terrain fécondé par le travail des siècles précédens. Dans le *Houtland*, lisière boisée qui borde les terres basses du côté de la Zélande, on rencontre à chaque pas les traces de la lutte des Espagnols avec les Hollandais affranchis, et certains forts y portent le nom des capitaines italiens qui ont ravagé ces districts, jadis fertiles, demeurés depuis lors sans habitans jusqu'à des temps très rapprochés de nous. L'économie rurale eut à subir dans les Flandres des vicissitudes semblables à celles qui l'atteignirent en Lombardie. Les guerres incessantes et l'incertitude politique l'empêchèrent pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle de réparer les désastres du XVIe; ce n'est que vers le milieu du siècle dernier que l'agriculture commença à se relever, quand la Belgique prit part à ce vaste mouvement d'amélioration qui à cette époque augmenta si notablement la richesse de tous les pays de l'Europe. Après la fin des guerres de l'empire, ce mouvement reprit son cours dans les Flandres : il s'est accru en ces dernières années, et des chiffres officiels nous permettront d'en mesurer l'étendue.

Ces rapides indications sur l'histoire de la culture flamande n'étaient pas inutiles pour faire comprendre ce qu'elle est aujourd'hui,

car les conditions de son développement résultent surtout des circonstances qui l'ont accompagné. Les progrès de cette culture sont dus à trois causes principales : l'aptitude et le goût très prononcé des habitans pour les travaux des champs, l'association intime de l'agriculture et de l'industrie, enfin la liberté et l'indépendance dont ont joui les populations. Quand on considère la nature ingrate du sol et qu'on voit à quel point sa prospérité a dépendu de cette troisième sorte d'influence, on se rappelle le mot si juste de Montesquieu : « Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. » Voyons donc l'aspect que présente cette terre conquise sur les eaux et sur les sables, fécondée par une race patiente et industrieuse, ravagée plus tard par les excès de la domination étrangère, mais qui, sous un gouvernement libre et issu de la nation, est presque remontée au degré de prospérité dont elle jouissait jadis (1).

I.

Quand on descend des collines doucement arrondies qui forment le bassin de la Lys et qu'on s'avance vers la Mer du Nord, on voit se dérouler devant soi de vastes plaines parfaitement unies, bornées à l'horizon par une ligne de monticules de sable d'une blancheur éblouissante. Cet ourlet, légèrement ondulé, qui se détache nettement entre l'azur du ciel et le vert foncé des prairies, ce sont les dunes qui protégent les terres basses contre les vagues de l'Océan. Les habitations sont rares. De loin en loin, on aperçoit les toits de tuiles rouges de quelques fermes abritées par un bouquet d'arbres que les tempêtes de l'ouest ont tous courbés dans le même sens, ou bien l'aiguille de quelque clocher de village à moitié perdue dans la brume bleuâtre qui s'élève toujours de ce sol marécageux. Les demeures rurales, comme celles des tribus maritimes qu'avait visitées Pline sur cette même côte, s'élèvent sur de petites éminences qui dominent de quelques pieds une plaine inondée pendant les hivers pluvieux : alors les habitans, enfermés avec leurs troupeaux comme en des îles, et non moins isolés que les Égyptiens pendant la crue du Nil, ne communiquent entre eux qu'au moyen d'embarcations. Transformé ainsi en lac durant deux ou trois mois de l'année, le pays offre pendant l'été ces horizons uniformes et verdoyans dont Paul Potter aimait à ouvrir dans le fond de ses toiles les perspectives profondes. Ici encore, comme dans les tableaux du maître hollan-

(1) Pour le sol et le climat des Flandres, on peut consulter la *Géographie physique de la Belgique*, par M. Houzeau, et l'excellent mémoire de M. A. Belpaire sur *la Plaine maritime de la Mer du Nord;* pour la partie historique, les ouvrages du savant professeur de l'université de Gand, M. Moke, *la Belgique ancienne* et *les Mœurs des Belges*.

dais, d'innombrables troupeaux de bœufs à l'engrais et de jeunes chevaux paissent nuit et jour dans de gras pâturages, et il ne faudrait pas aller bien loin pour retrouver près de quelque saule creux, au bord d'un fossé tout verdi de plantes aquatiques, l'original du fameux taureau du musée de La Haye.

Les prairies dont nous venons d'indiquer l'aspect appartiennent à une zone fertile qui contient à peu près 100,000 hectares, et qui s'étend le long de la Mer du Nord sur une largeur de 10 ou 15 kilomètres, depuis Anvers jusqu'au Blanez, près de Dunkerque. La limite intérieure se dirige d'abord de l'est à l'ouest, parallèlement à l'embouchure de l'Escaut, en passant par Zelzaete et Damme, puis elle descend vers le sud-ouest par Oudenbourg, Westkerk, Merkem, Knocke et Loo, en poussant deux pointes vers l'est : la première, près de Ghistelles, qui s'étend jusqu'à Eerneghem ; la seconde, près de Dixmude, qui s'avance au milieu des terres légères jusqu'à Zarren et Handsame. Le sol de cette zone est une argile compacte, calcarifère, tout à fait semblable à la vase que les eaux de la mer déposent encore dans les criques où elles pénètrent. L'épaisseur de la couche d'alluvion varie de 50 centimètres à 2 mètres ; elle repose sur une couche de tourbe qui s'étale à son tour sur le sable dont est formé le reste de la province. La surface du pays est au-dessous du niveau des hautes marées, et sans la protection des dunes et des écluses, il serait encore inondé, comme il l'était dans les temps primitifs. Ce n'est même qu'en profitant du reflux qu'on peut éloigner les eaux de pluie recueillies dans les fossés et dans les canaux creusés par la main de l'homme. La formation très particulière du terrain, qui a longtemps exercé la sagacité des géologues, offre de précieux avantages aux habitans, car, sous des pâturages d'une incomparable fertilité, ils trouvent dans l'exploitation facile des tourbières un combustible à bon marché, d'autant plus apprécié que la contrée est presque entièrement dépourvue d'arbres.

Si cette maremme de la Belgique a l'aspect, la constitution physique ainsi que la fécondité proverbiale de la maremme toscane, elle souffre aussi, quoiqu'à un moindre degré, du fléau de la *mal' aria*, car elle est également sujette à la fièvre paludéenne. Les funestes effets de cette atmosphère remplie d'émanations végétales sont ordinairement mitigés par l'humidité du climat ; mais lorsqu'un été exceptionnellement chaud met à sec les fossés qui entourent les pâturages et les habitations, il s'exhale alors de la décomposition des plantes aquatiques des miasmes aussi délétères que ceux qui désolent les riches plaines d'Orbitello et de Grossetto : la mortalité prend de grandes proportions, et aucun étranger ne peut résider impunément dans le pays. En visitant cette région pendant les chaleurs et la sécheresse inusitées du mois de juillet 1859, je trouvai

dans chaque ferme deux ou trois personnes épuisées par la fièvre, incapables de tout travail, et dans chaque village que je traversais, j'entendais le glas de la cloche des morts appeler à l'église les convois funèbres qui s'acheminaient lentement vers le cimetière. Dans les parties de la contrée soumises à une culture régulière, la fièvre entrave parfois les travaux des champs, surtout à l'époque de la moisson, car elle met hors de service plus d'un bras valide, et elle éloigne les ouvriers étrangers au canton, qui ne se décident à venir braver le danger que pour un salaire élevé. C'est là sans doute une des causes qui font donner tant d'étendue aux prairies naturelles et cultiver la terre avec moins de soins que dans l'intérieur du pays.

C'est aux environs de Dixmude et de Furnes, dans le *Veurn-Ambacht*, que se rencontrent les pâturages les plus favorables à l'engraissement du bétail et à l'élève des chevaux. Sur le gras limon croissent des herbes courtes, raides et rondes, qui, sans cesse arrosées par les vapeurs salines que le vent enlève à la mer, donnent une nourriture extrêmement forte. Un hectare suffit pour entretenir et pour engraisser deux bœufs pendant une seule saison. On met les troupeaux dans les prés dès le mois de mai, et on les y laisse jusqu'en novembre et même plus longtemps, lorsque la température le permet. Aussitôt qu'une bête est grasse, elle est vendue et remplacée. A la fin de la campagne, toutes les bêtes à cornes sont livrées à la consommation intérieure, surtout à celle de la France. Les jeunes chevaux de labour de pure race flamande sont envoyés aux foires vers l'âge de dix-huit mois. Très recherchés par les marchands anglais et français, ils atteignent le prix moyen de 750 ou 800 francs. Les fermiers ne conservent l'hiver qu'un petit nombre de vaches laitières. Ils les nourrissent avec de la paille de froment et de féveroles, avec le foin des prairies les plus humides, appelées *broeken*, qui sont fauchées et pâturées seulement au regain. Comme on ne récolte presque point de racines, les vaches à lait sont beaucoup moins bien entretenues que dans les terres sablonneuses, sauf aux environs de Dixmude, où elles produisent un beurre excellent, très renommé, et toujours enlevé à des prix bien supérieurs à la moyenne.

La zone du littoral est considérée en Flandre comme un pays de grande culture, parce que les fermes qui varient de 20 à 50 hectares y dominent. La nature compacte du terrain, qui exige de forts attelages, et les conditions particulières du climat restreignent la concurrence que peuvent se faire les cultivateurs, et empêchent par suite le morcellement des exploitations. Tandis que pour tout le royaume le chiffre moyen des exploitans est de 80 pour 100 hec-

tares, il n'est que de 19 dans le canton de Furnes (1). La grande extension donnée aux pâturages tend à limiter ici le chiffre de la population. Chose rare en Flandre, on rencontre des communes qui, sur 1,000 hectares, n'ont que 3 ou 400 habitans. Dans les terres soumises à la charrue, un peu moins de la moitié est consacré au froment, le reste à l'orge, aux féveroles, à l'avoine et au trèfle. Les récoltes ne reçoivent point de fortes fumures; mais le sol est naturellement très fertile, et l'on obtient aisément 21 hectolitres de froment, 20 de féveroles, 40 d'avoine et 42 d'orge à l'hectare. Comme dans tous les pays médiocrement peuplés, les fermages ne sont pas trop élevés, eu égard à la qualité exceptionnelle de la terre. Les pâtures grasses se louent de 130 à 220 fr. l'hectare; les fermes, de 90 à 110 fr. Quoique les fermages aient été augmentés de 25 à 35 fr. l'hectare depuis dix ans, les cultivateurs jouissent d'une aisance qui paraît grande lorsqu'on la compare au sort des paysans des terres maigres. Ils mangent toujours du pain de froment, du lard plusieurs fois la semaine, et de la viande de bœuf en certaines occasions. Ils sont d'ordinaire bien vêtus; les femmes sont habillées avec recherche. Elles ont conservé leurs anciens costumes, qui ressemblent à ceux de la Zélande, et qui témoignent encore de la communauté d'origine de toutes ces populations du littoral de la Mer du Nord. Comme les paysannes hollandaises, elles portent de grandes boucles d'oreilles, des fermoirs en diamans et de grosses chaînes d'or, bijoux héréditaires dont la forme est due sans doute à quelque orfévre du moyen âge. Un petit chapeau de paille, orné de rubans de soie aux couleurs éclatantes, protége à moitié un grand bonnet de dentelles qui rappelle celui des femmes des côtes normandes, comme si les filles de ces deux pays assez éloignés avaient hérité de leurs ancêtres communs quelque conformité mystérieuse dans leurs goûts de toilette. Quand, les jours de marché, le fermier et la fermière se rendent dans les villes voisines avec leur cabriolet à hautes roues, attelé d'un vigoureux trotteur, leur tournure d'un autre âge frappe l'attention. Cependant les anciens costumes et les anciens usages commencent à tomber en discrédit depuis que des routes nouvelles, et surtout le chemin de fer qui relie Furnes au réseau central, ont fait cesser l'isolement dans lequel la mer d'une part et les inondations de l'autre retenaient les districts du littoral.

Parmi les terres d'alluvion qui s'étendent le long de la côte, les plus fertiles ont été conquises directement sur la mer au moyen de

(1) Les chiffres officiels cités dans cette étude sont empruntés à la *Statistique agricole* Belgique publiée en 1850 par le ministère de l'intérieur, travail fait avec soin, et d M. Villermé a constaté la valeur dans la *Revue* du 15 mars 1860. Les chiffres non officiels ont tous été soumis à un contrôle minutieux.

digues; on les nomme *polders*. Les endiguemens, dans cette partie de la contrée, remontent aux premières tribus qui voulurent échapper à la domination étrangère. De nouvelles digues furent construites au moyen âge, quand le développement de l'industrie exigea une plus grande production agricole. La *digue du comte Jean*, qui protége tout le nord des deux Flandres depuis Anvers jusqu'à Damme, date du commencement du XIVe siècle. C'est vers la même époque que furent endigués les *polders* qui entourent Ostende. Depuis ce temps, les relais successifs de la mer ont permis à la charrue de s'avancer bien au-delà de ces premières barrières, jusqu'en des lieux où les navires cinglaient alors à pleines voiles. Il faut dire quelques mots de la manière dont s'opèrent ces conquêtes, doublement merveilleuses et par les travaux qu'elles exigent et par la fertilité extraordinaire des terres qu'elles livrent à la culture.

Au nord de la Flandre, parallèlement au bras de mer le *Hont*, qui reçoit l'Escaut, s'étendent à perte de vue des plages boueuses que le flot recouvre à chaque marée. Comme pendant quelques heures l'eau n'a qu'un courant presque insensible, elle dépose sur le sol une légère couche d'un limon gras et enrichi de débris de toute sorte, fucus, algues, méduses, coquillages, crustacés, détritus animal et végétal, que le mouvement des vagues arrache à l'Océan. Ces dépôts successifs, renouvelés deux fois par jour, finissent par élever le terrain au-dessus du niveau des marées ordinaires. Alors commencent à croître les plantes marines, auxquelles succèdent des graminées qui se plaisent dans cette argile féconde. Quand une partie assez étendue de la plage est ainsi transformée en prairie, on dit que le *schorre* est mûr. Il s'agit dès lors de le préserver par une digue du retour des eaux, amené par les marées de syzygies et par les tempêtes du nord-ouest. Dans les points peu exposés au choc des vagues, on se contente de construire la digue, comme un terrassement ordinaire, avec de la forte terre glaise qu'on extrait du *schorre* qui reste en dehors de la digue, ou qu'on apporte en bateau, si l'on n'en trouve point là de convenable. Dans les endroits encore atteints par les marées de chaque jour ou menacés par la force des lames, il faut enfermer le terrassement entre deux massifs de fascines posées en retraite les unes au-dessus des autres. Tout ce qui n'est pas garanti par le fascinage est revêtu de gazon ou de paille tressée, afin d'amortir le choc de la vague et d'empêcher les affouillemens. La hauteur des digues varie suivant le niveau du terrain qu'elles protégent; mais elles ont toujours au moins trois fois plus de largeur que de hauteur. Quand elles ont à résister deux fois par jour à l'effort de la marée, leur épaisseur moyenne est d'une trentaine de mètres, et d'une vingtaine seulement quand elles ne sont atteintes que par les marées exceptionnelles. En avant d'un *polder* endigué,

la mer, par de nouveaux dépôts limoneux, forme de nouveaux *schorren*, qui sont à leur tour conquis à la culture. Depuis le XIII[e] siècle, plus de 50,000 hectares ont été ajoutés au domaine agricole sur la rive gauche de l'Escaut, et plus de 7,000 depuis 1815. C'est ainsi qu'a été comblé un grand bras de mer, le Zwyn, par où se faisait le commerce des grandes cités flamandes au moyen âge, et qui en 1213 donnait asile aux dix-sept cents navires de la flotte de Philippe-Auguste. Les eaux profondes de ce golfe, où se livraient jadis des batailles navales, sont remplacées aujourd'hui par des terres arables, de gras pâturages et de riches villages. L'entretien des digues et l'évacuation des eaux exigeant des travaux constans et faits en commun, chaque *polder* a son corps administratif élu par les propriétaires, et qui fait exécuter les travaux nécessaires au moyen d'une contribution répartie par hectare de superficie. Le pouvoir exécutif appartient au *dykgrave* (comte de la digue), assisté d'un ingénieur et d'un secrétaire, qui est d'ordinaire un homme de loi. Les terres endiguées offrent à l'observateur un double sujet d'étude : il peut y admirer comment l'homme est parvenu, par une entreprise hardie et patiente, à faire reculer l'Océan, à lui arracher une partie de son domaine; il peut voir comment se constituent et par quels ressorts agissent les administrations indépendantes, gouvernemens en miniature, qui sont chargées de préserver les conquêtes déjà faites et de repousser l'élément terrible, toujours prêt à reprendre en ses momens de fureur tout ce qu'il s'est laissé enlever en ses jours d'insouciance.

La fécondité des *polders* est renommée, et ils méritent leur réputation. Les terres nouvellement endiguées produisent sans engrais des récoltes magnifiques pendant quarante ou cinquante années de suite. Pour commencer, on y sème ordinairement du colza, dont la récolte vaut de 500 à 600 francs l'hectare, puis de l'orge et du froment, dont le produit est considérable. Les *polders* anciens sont cultivés à peu près comme les autres parties de la zone argileuse du littoral. On fume la terre et même de temps en temps on lui accorde une année de repos. Naguère la jachère revenait tous les sept ans. Depuis les progrès qu'a faits la culture sous l'impulsion d'une demande croissante, la terre ne se repose que tous les dix ans (1).

Si la construction des digues frappe par la grandeur et la perfection des travaux qu'elles exigent, la mise en rapport des dunes n'étonne pas moins par la persévérance des soins qu'elle suppose. La

(1) La rotation la plus en usage est la suivante : première année, orge ou colza; deuxième, féveroles; troisième, froment; quatrième, féveroles; cinquième, froment; sixième, trèfle; septième, froment; huitième, pommes de terre et carottes; neuvième, avoine; dixième, jachère. En récolte dérobée, on sème quelques navets après l'orge, mais trop peu pour en donner largement au bétail, qui l'hiver est assez mal nourri.

bêche, qui a su conquérir des terres sur les vagues de l'Océan, ne s'arrête point devant ces sables mouvans auxquels les tempêtes impriment des ondulations semblables à celles de la mer. Les dunes de la côte flamande forment une suite de monticules d'une hauteur de 10 ou 12 mètres sur une largeur qui varie depuis une centaine de mètres vers Heyst et Blankenberghe jusqu'à plus de 2 kilomètres à partir de Nieuport. Le vent d'ouest, en accumulant peu à peu les sables du rivage, a élevé cette barrière, qui se relie aux digues construites par la main de l'homme. Tantôt il n'y a qu'une seule rangée de collines, tantôt il y en a plusieurs qui suivent une direction parallèle, et ouvrent entre leurs hauteurs de petites vallées couvertes par les plantes raides et sèches de la flore marine. Des graminées particulières qu'on appelle *hogats*, quelques crucifères aux feuilles charnues, des argousiers nains, des chenopodiées y résistent à la violence des vents, et retiennent les sables mobiles par leurs longues racines, qui s'enfoncent profondément dans le sol pour y chercher un peu d'humidité. Cette végétation rabougrie, mal venue, aux teintes glauques et tristes, semble trahir un tel état de souffrance et de lutte qu'on croirait toute tentative de culture impossible. Aussi, quand, près de La Panne, village de pêcheurs dont les barques s'échouent sur la plage, on s'enfonce dans l'une de ces vallées qui s'étendent entre les crêtes des dunes, on ne s'attend guère à y rencontrer des champs cultivés. Et pourtant là, au milieu d'un sable blanc que le vent soulève en tourbillons, on aperçoit de petites cabanes construites en bois et couvertes de roseaux, entourées de quelques arpens de seigle ou de pommes de terre. Les habitans de ces maisonnettes possèdent une ou deux vaches que leurs enfans mènent paître dans les dunes moyennant une redevance payée aux propriétaires. En ajoutant au fumier de leur bétail tous les débris animalisés que rejette la mer ou qu'abandonnent les pêcheurs, ils parviennent à obtenir des pommes de terre farineuses qui jouissent d'une réputation méritée. Devant le travail incessant imposé aux pauvres gens qui sont établis dans ces plaines de sable, on se demande quelle terre resterait improductive sous leurs mains, quel désert ils ne parviendraient point à fertiliser.

Telle est l'agriculture du littoral. Pénétrons maintenant dans l'intérieur du pays. Nous nous trouvons dans une région sablonneuse qui est bornée au nord par la bande de terrains d'alluvion que nous venons de quitter, au sud par une ligne qui commence vers Ypres, passe par Courtray, Audenarde, Alost, en se dirigeant vers Hasselt et Maestricht. Cette région ne comprend que des terres siliceuses maigres, rendues çà et là un peu meilleures par la présence d'une certaine quantité d'argile, d'autres fois aussi presque complétement stérilisées par l'oxyde de fer qui durcit le sous-sol et le transforme en une sorte de tuf imperméable. En voyant les belles récoltes et la

vigoureuse végétation qui couvrent la contrée, on a peine à croire qu'elle ait été autrefois à peu près stérile. Pour se rappeler l'ancien état du pays, il suffit cependant d'examiner la nature du sol et du sous-sol dans les tranchées qu'a ouvertes le chemin de fer d'Anvers à Gand ou celui de Bruges à Courtray. Si la terre n'a pas été fortement défoncée, le sapin même y croît mal, et à côté d'un hectare de terre en culture qui vaudra 3,000 fr., on vendra la même surface de terrain vague pour 400 fr., preuve évidente que le sol tient presque toute sa valeur non de la nature, mais du travail de l'homme. C'est dans cette région peu favorisée que l'on trouve l'agriculture flamande avec tous les caractères qui la distinguent et qui méritent l'attention de l'économiste. Parmi ces caractères, les principaux sont la grande variété des cultures, l'étendue donnée aux *cultures dérobées* ou secondes récoltes, l'emploi abondant des engrais les plus actifs et l'extrême petitesse des exploitations. Chacun de ces points demande quelques développemens.

Sans énumérer toutes les plantes auxquelles le cultivateur donne ses soins, on peut citer, comme cultures industrielles, le colza, la cameline, le pavot, le houblon, le lin, le chanvre, la chicorée; comme cultures alimentaires, le froment, le seigle, le sarrasin, les haricots, les pommes de terre; comme cultures fourragères et de racines, le trèfle ordinaire et le trèfle incarnat, les féveroles et les vesces, les avoines, les pois, les choux, les betteraves, etc. La variété de ces récoltes donne aux campagnes en toute saison un aspect riant, un air de luxe et de parure. Jamais l'œil attristé ne s'égare sur de vastes guérets complétement dépouillés après la moisson, comme dans les pays riches où domine la culture du froment. Quand on parcourt les routes ombragées de peupliers du Canada qui relient les villages entre eux, il semble qu'on se promène dans un jardin parsemé de grands parterres de fleurs aux couleurs les plus variées. Au premier printemps, c'est la fleur d'un rouge vif du trèfle incarnat qui alterne avec le jaune éclatant des colzas; puis s'ouvre la fleur de lin d'un bleu si doux, à laquelle succèdent les gracieuses petites étoiles blanches du sarrasin, les opulentes corolles des pavots à fleurs violettes et les grandes feuilles du tabac, dont le vert intense et la puissance de végétation rappellent les tropiques. Vue du haut de quelque clocher, la campagne entière ressemble à un immense tapis turc orné des tons les plus vifs et les mieux assortis. Aussi, quand le cultivateur flamand, habitué au spectacle de ses champs toujours verts, aperçoit les immenses plaines nues de la Picardie ou même de certaines parties de la Belgique, il se croit transporté dans un désert, ne comprenant pas que c'est la nature ingrate de sa propre terre qui l'oblige à recourir à des cultures si diverses. En effet, sans le produit des plantes industrielles, il ne pourrait payer ni la masse d'engrais

dont il a besoin, ni les hauts fermages qu'il subit. Dans ce sol léger, le froment, même richement fumé, donne un faible rendement, et la récolte du seigle est d'une médiocre valeur. Ce n'est donc qu'en cultivant du lin ou du colza, du tabac ou de la chicorée, que le fermier parvient à satisfaire aux engagemens qu'il a contractés envers le propriétaire. La culture des plantes industrielles, exigeant beaucoup de main-d'œuvre, contribue à donner aux campagnes un aspect animé, dû surtout à la grande population qu'elle y entretient et qu'elle y appelle constamment. On se croirait dans les jardins maraîchers qui entourent les villes. Jamais les champs ne sont déserts, jamais le sol ne se repose. Il semble qu'à force de le façonner, l'homme espère lui communiquer une partie de son activité et de son ardeur. En toute saison, l'on voit des cultivateurs occupés à le labourer, le bêcher, le biner, le sarcler, le débarrasser des mauvaises herbes, à y transporter les matières indispensables pour le féconder, à récolter enfin les produits nombreux si péniblement obtenus. La déesse de la terre germanique, la farouche Hertha, ne ressemble guère à la Cybèle du midi aux fécondes mamelles, la bonne mère, *bona dea:* vaincue par des soins continuels et par des sacrifices sans cesse renouvelés, toute baignée de leurs sueurs, c'est seulement alors qu'elle accorde quelques dons à ses laborieux enfans.

On comprend sans peine qu'une culture aussi *intensive*, dans un terrain aussi rebelle, exige l'emploi énergique d'amendemens de toute espèce: c'est le second point sur lequel l'attention doit se porter. On nous pardonnera d'entrer à ce sujet dans quelques détails. Pour les faire accepter à la délicatesse moderne, on nous permettra d'invoquer encore un souvenir mythologique, et de les mettre sous la protection d'une divinité chère aux antiques tribus agricoles de l'Italie, *Saturnus Sterculinus*, qui leur apprit l'art précieux de fumer leurs champs. De nos jours, l'agriculteur flamand a voué aussi une sorte de culte à l'auxiliaire indispensable de ses travaux, à l'engrais qu'il appelle dans son énergique langage le *dieu de l'agriculture*, et non sans raison, car c'est lui qui réchauffe le sein de la terre, qui stimule par ses ardeurs la séve trop lente et trop froide, qui donne à des plantes du tropique, comme le tabac et le maïs, la force de croître, qui opère enfin sous le ciel du nord les miracles qu'on doit aux rayons du soleil dans les beaux pays qui avaient jadis élevé tant d'autels à l'astre bienfaisant.

L'engrais joue dans l'économie rurale de la Flandre un rôle prédominant. Il y a d'abord le fumier de ferme, dont la masse est plus grande ici que partout ailleurs. En effet, le chiffre des têtes de bétail est, ainsi que nous le montrerons, plus élevé qu'en Angleterre même. Le fumier est recueilli avec infiniment plus de soin, car les bêtes à cornes et les chevaux sont nourris à l'étable, et rien ne se

perd, ni de leur litière, ni de leurs déjections liquides, conservées dans des citernes en maçonnerie, tandis qu'en Angleterre, dans le plus grand nombre des exploitations, suivant la remarque d'un observateur consciencieux, M. Caird, le bétail, mis l'été dans les pâturages, est placé l'hiver dans des cours ouvertes, *yards*, où la maigre litière des animaux est sans cesse lavée par la pluie, qui entraîne souvent dans le ruisseau voisin les principes les plus fécondans. Dans certaines parties de la Flandre, on prend un tel soin des fumiers qu'on les met à l'abri du soleil et de la pluie dans une enceinte couverte, où ils sont soumis au piétinement de deux ou trois jeunes bêtes, afin d'empêcher l'évaporation des sels ammoniacaux et de produire une bonne fermentation. En outre, le cultivateur ne se contente pas des matières fertilisantes qu'il accumule dans sa ferme. Il extrait des fossés et des ruisseaux les plantes aquatiques qu'il mélange avec du fumier, ou qu'il emploie directement pour hâter la croissance de la pomme de terre. Il fait venir de loin et souvent à grands frais les boues draguées dans les canaux, ou de la chaux qu'il distribue dans la proportion de 8 à 10 mètres cubes par hectare, et qui lui reviennent de 150 à 200 francs. Il se rend dans les villes voisines pour acheter les déchets des fabriques et des tanneries, du noir animal, des cendres, les boues des rues, des os broyés, des phosphates de chaux, des tourteaux de lin et de colza, les vidanges partout recueillies, et qui se vendent de 30 à 40 centimes l'hectolitre. Dès l'aube, les jeunes enfans, traînant une petite charrette, vont en quête du fumier le long des chemins ou sur les prairies encore soumises à la vaine pâture pendant l'automne. Ainsi sont suivis à la lettre les conseils de la chimie agricole, qui veut qu'on restitue à la terre tous les élémens qui en sont sortis. Depuis quelques années, on fait plus encore : on demande au Pérou des quantités énormes de l'engrais le plus puissant qu'on connaisse, le guano, qui semble communiquer aux plantes des climats froids quelque chose de l'ardente activité de la végétation équatoriale. L'emploi de ce stimulant énergique a fait faire de grands progrès à la culture; il a fait baisser le prix des autres matières fertilisantes, et il a permis de mettre en rapport des terres incultes privées de communications faciles avec les centres de population. L'ouvrier qui cultive un arpent va chercher sur sa brouette quelques balles de guano, tandis qu'il lui aurait été impossible de transporter tout autre amendement plus encombrant. Le fermier, qui peut amener en un seul transport l'équivalent de 30 ou 35 voitures de fumier, emploie maintenant ses chevaux au travail des champs. Au printemps, il parcourt ses terres un sac de guano à la main, et quand il voit des portions de terrain en souffrance, il les saupoudre de ce sel, et obtient ainsi un produit partout égal. Se procurer des engrais, telle est la grande préoccupation du cultivateur.

Il n'essaie pas de se dérober à cette coûteuse nécessité, car il n'ignore point qu'autrement il perdrait et le loyer qu'il doit payer et la valeur des labours qu'il a exécutés. La terre siliceuse dévore tous les engrais avec une telle promptitude, qu'il faut lui en donner au moins une fois et souvent deux et trois fois par année. Les récoltes d'hiver reçoivent d'ordinaire au moment des semailles de vingt à trente voitures de fumier d'étable par hectare, valant de 100 à 150 francs, et au printemps de 150 à 300 hectolitres de purin, estimés de 60 à 75 francs (1). Si, comme le prétend Thaer, une tête de gros bétail ne fournit par année que la fumure complète de 20 ares, on comprend quels sacrifices le fermier doit faire pour mettre en plein rapport un sol si exigeant. Aussi peut-on porter à une moyenne de 80 à 100 francs par hectare la somme qu'il consacre à l'achat des engrais que livre le commerce et des tourteaux nécessaires à la consommation de ses étables. Dans aucun autre pays, même parmi ceux qui sont le plus justement renommés pour leur agriculture, ni en Lombardie, ni en Angleterre, on ne fait des avances aussi considérables. Ce n'est point, à coup sûr, la récolte des céréales qui permettrait d'y faire face. Un pareil système serait ruineux sans les riches produits des plantes industrielles, et surtout sans l'extension donnée aux *cultures dérobées*, c'est-à-dire aux produits accessoires qu'on obtient la même année après les récoltes principales. C'est un nouveau trait caractéristique de l'économie rurale flamande dont nous allons essayer de faire comprendre l'importance.

On peut distinguer quatre degrés dans le progrès agricole. D'abord la moitié de la terre arable est en céréales, l'autre moitié est en jachère; c'est l'ancienne méthode des Romains encore en usage dans certaines provinces du midi de la France et dans une grande partie de l'Espagne. Ensuite la jachère ne revient que la troisième année après froment et avoine : c'est la rotation suivie dans certains comtés de l'Angleterre et dans le Condroz en Belgique. Au troisième degré, la jachère est supprimée; on arrive à l'assolement quadrien-

(1) Comme dans la plus grande partie des Flandres le fermier entrant est tenu de payer à son prédécesseur la valeur des fumiers en terre et des ensemencemens, il est facile de se renseigner exactement sur les frais qu'exige chaque espèce de culture. Voici le compte détaillé du coût d'un hectare d'orge extrait d'un inventaire de reprise dressé dans les environs de Gand :

Deux labours	36 fr.
Arrière-engrais de la fumure précédente..	63
Bon fumier d'étable	126
150 litres de semence	15
Frais des semailles	12
Arrosement de purin	70
Total	322 fr.

nal, qui, comme on le sait, a produit une véritable révolution dans la production rurale de l'autre côté de la Manche : la moitié de la terre est en céréales, l'autre moitié en racines, qui remplacent la primitive année de repos. Au quatrième degré vient la méthode flamande: non-seulement la terre ne se repose plus, mais elle est forcée de produire deux récoltes par an; les racines sont prises en culture dérobée, le même champ donnant d'abord des céréales, du lin, du colza pour les besoins de l'homme, et puis des racines semées après la moisson pour entretenir le bétail. Ce système, qui permet de garder constamment les bêtes à cornes dans l'étable, produit une accumulation considérable de fumier, et devient ainsi le pivot de la rotation des récoltes successives. Plus du tiers de la surface cultivée est consacré, dans la zone sablonneuse, aux cultures dérobées; c'est donc comme si l'on augmentait d'un tiers l'étendue du sol exploité, résultat remarquable dont on devine sans peine les conséquences favorables. Ainsi dans la Flandre orientale, sur 100 hectares de terre arable, 72 sont consacrés aux céréales et aux plantes industrielles, 28 aux plantes fourragères et aux racines; mais il faut ajouter, sur cette même étendue, 31 hectares de récoltes dérobées, et l'on arrive à constater que, bien que les deux tiers du sol arable donnent des produits immédiatement réalisables, 59 hectares sur 100 livrent pour le bétail une nourriture excellente, supérieure à celle de beaucoup de prairies ordinaires. Le chiffre total des assolemens est ainsi plus élevé que celui de la superficie réelle; c'est que là où le cadastre ne mesure que 100 hectares, le laboureur a su en cultiver 131. Les récoltes dérobées sont, on le voit, une des plus magnifiques conquêtes de l'agriculture flamande; elles expliquent comment des terres de très mauvaise qualité peuvent se louer facilement de 90 à 110 francs l'hectare, et comment la population la plus dense de l'Europe peut subsister sur un sol si peu favorisé par la nature. Cela provient de ce que le fermier qui paie un fermage de 100 fr. pour 100 ares récolte en réalité le produit de 130 ares; de leur côté, les habitans, par les procédés perfectionnés de l'art agricole, ont étendu la surface productive bien au-delà des limites que lui attribue la géodésie.

Les cultures dérobées comprennent le navet et la spergule, qu'on met après le colza, le lin, le seigle et les pommes de terre précoces, la carotte, qu'on sème au printemps dans les récoltes précédentes et qu'on sarcle avec soin après qu'elles ont été enlevées, — le trèfle incarnat et le seigle à couper, qui, après avoir occupé la terre pendant l'hiver, la laisse libre pour les semailles d'avril, — le chou cavalier, qui continue à se développer, même pendant la saison froide, et dont la tige énorme, haute de six pieds, donne en abondance des feuilles excellentes pour les vaches laitières. Ces récoltes four-

nissent aux cultivateurs le moyen d'avoir une bonne étable dont les produits obtiennent sur les marchés des prix plus fixes et plus rémunérateurs que les céréales. Quel que soit du reste le stimulant qu'on emploie, la terre, loin de s'épuiser par les deux récoltes qu'elle donne, ne cesse de s'améliorer par les labours, les hersages, les sarclages répétés sans relâche et par les engrais qu'on lui prodigue.

La culture ainsi poussée jusqu'au point où elle devient du jardinage exige, on le comprend sans peine, un capital d'exploitation relativement considérable. Ce capital, estimé en Angleterre à 250 francs par hectare, doit être en Flandre d'à peu près 500 fr., chiffre que les bons cultivateurs, jugeant d'après leurs propres terres, trouveront sans doute beaucoup trop bas, même pour la moyenne. Voici, par approximation, comment le chiffre total se décompose : on trouve dans les deux provinces flamandes une tête de bétail par hectare de terre labourable, et les statistiques officielles portent la valeur de cette tête de bétail à 240 fr.; il faut y ajouter 160 fr. pour les engrais et le *tenant-right* payés au fermier sortant, plus 100 fr. d'ustensiles, de meubles et de provisions, pour nourrir bêtes et gens jusqu'à la prochaine récolte. S'il fallait estimer tout l'avoir réalisable d'un fermier, il faudrait le porter au moins à 700 fr., et à 1,000 fr. pour une ferme très bien garnie (1).

Le quatrième caractère spécial de l'agriculture flamande, c'est l'extrême subdivision de la terre. Les exploitations n'ont en moyenne que 3,45 hectares dans la Flandre occidentale, où l'on compte

(1) Le sens à attacher au terme *capital d'exploitation*, — l'*investment capital* des auteurs anglais, — n'étant pas encore bien fixé, les comparaisons qu'on établit à ce sujet entre les différens pays ne peuvent être très précises. Pour donner une idée de ce que comporte ce capital dans les Flandres, je transcrirai ici le résumé de l'inventaire fait sur une ferme de 10 hectares 42 ares située au nord de Gand, dans un terrain très léger. Il est à remarquer que les fermes à un cheval, d'une étendue de 11 à 12 hectares, forment la moyenne culture et sont les plus nombreuses. Voici les chiffres dont j'ai le détail :

Mobilier, instrumens aratoires, provisions...........	1,812 fr.
7 vaches et génisses, 3 veaux, 4 cochons, 1 cheval....	2,240
Fumiers et provisions en grange......	1,382
	5,434 fr.
Récoltes sur pied, bois taillis, etc., (au mois de mars).	3,270
Total..............................	8,704 fr.

Ces chiffres donnent par hectare 500 fr. de capital d'exploitation sans les récoltes, et 800 fr., si l'on prend l'inventaire complet. Toutes les fermes de 22, de 50 ou de 100 arpens, c'est-à-dire celles à un, deux ou quatre chevaux, donneraient un résultat à peu près identique, parce que les conditions de culture sont telles qu'avec un capital moindre en engrais ou en bétail le fermier ne pourrait obtenir des récoltes suffisantes pour faire face aux charges qui pèsent sur lui. Dès qu'il ne peut plus abondamment fumer la terre, sa ruine est assurée. Le sable des Flandres est exigeant : il cause la perte de qui le néglige.

78,498 exploitans sur 270,802 hectares de surface productive, et 2,48 hectares dans la Flandre orientale, où 88,305 cultivateurs se partagent 218,098 hectares. Cette moyenne même, toute réduite qu'elle semble, donne à peine une idée de l'incroyable morcellement des cultures. La statistique officielle révèle que dans la Flandre occidentale 45,073 exploitations, soit 57 pour 100, n'atteignent pas 50 ares, et que dans la Flandre orientale il n'y a pas deux fermes sur cent qui dépassent 20 hectares, à peine une sur mille qui aille au-delà de 50. A part la zone du littoral, les fermes de 45 hectares sont très clair-semées : on en rencontre au plus une ou deux par commune; il y a même un arrondissement, celui de Termonde, où il n'en existe pas une seule de cette grandeur. Celles qui comprennent 20 hectares sont déjà considérées comme grande culture. Les exploitations de quelque étendue, même quand elles restent aux mains d'un seul propriétaire, tendent à se subdiviser par une raison très simple : c'est que, morcelées, elles se louent beaucoup plus cher. Celles qui sont situées à proximité des villages résistent difficilement à la plus-value énorme que leur crée la concurrence des habitans agglomérés. Dans presque chaque commune, on trouve quelque corps de ferme qui, naguère loué en bloc de 70 à 80 francs par hectare, rapporte aujourd'hui de 120 à 150 francs en parcelles de 10 ou 20 ares. Ce morcellement, non de la propriété, mais de la culture, n'augmente pas moins le produit brut que le produit net. La terre est mieux cultivée, beaucoup plus engraissée, et le rendement s'élève à proportion. Dans ses momens perdus, l'ouvrier retourne à la bêche ce coin de terre qu'il s'estime heureux d'avoir obtenu, même aux conditions les plus dures : sa femme le sarcle, ses enfans y apportent toutes les matières fertilisantes qu'ils peuvent réunir, et la famille, en travaillant, il est vrai, davantage, trouve le moyen d'ajouter la récolte de quelques alimens à un salaire par malheur très insuffisant.

C'est une opinion assez accréditée que la grande culture seule peut donner à la terre l'assolement convenable et lui consacrer le capital nécessaire pour mettre en action toutes ses forces productives. Dans les Flandres, c'est le contraire qui est vrai. En général, la terre rapporte et produit d'autant plus que l'exploitation est moins étendue. Le capital est aussi relativement plus considérable sur les petites exploitations que sur les grandes. C'est qu'il y a très peu de personnes qui soient disposées à mettre dans une entreprise rurale de cent hectares une somme de 60 ou 70,000 francs, tandis que le petit cultivateur, qui n'a pas d'autre perspective et qui ne peut songer à vivre de ses rentes, accumule toutes ses économies sur sa terre, augmente sans cesse la quantité du bétail qu'il entretient et de l'engrais qu'il achète jusqu'à ce qu'il ait porté

son capital à 1,000 francs par hectare. On trouve de grandes exploitations dans la zone argileuse, précisément parce que le sol, naturellement fertile, y exige moins d'efforts et moins d'avances de toute nature. A la vérité il paraît que, dans certaines provinces françaises, notamment en Alsace et en Lorraine, on se plaint de l'excès de la division du sol, qui empêche un assolement rationnel de s'établir, et qui arrête l'extension des cultures fourragères. Dans les Flandres, cultivateurs et propriétaires se félicitent du morcellement, les premiers parce qu'il met plus de terres à leur disposition, les seconds parce qu'il double leurs fermages. La parcelle n'eût-elle que quelques ares, celui qui la fait valoir apprécie trop l'importance des lois de l'assolement pour lui faire porter deux ans de suite des récoltes épuisantes. La subdivision des exploitations, loin de diminuer la culture des plantes destinées au bétail, semble l'augmenter, car l'arrondissement de Termonde, où les exploitations sont le plus réduites, est aussi celui qui nourrit le plus de bêtes bovines : 118 par 100 hectares de terre labourable.

Le morcellement qui n'est pas amené par les nécessités économiques et par l'intensité de la demande, mais qui est la conséquence d'un partage de succession, peut présenter des inconvéniens réels et nuire aux conditions productives du sol. Heureusement le fait ne se présente que rarement, et pour ainsi dire jamais, dans les cantons où la culture est conduite avec le plus d'intelligence, dans le pays de Waes par exemple. Quand une ferme ou une pièce de terre ne peut se partager sans que la valeur en soit diminuée ou l'exploitation rendue plus difficile, les héritiers sont presque toujours trop pénétrés de leur véritable intérêt pour réclamer le partage. Plutôt que de déprécier la propriété, ils la vendront, la céderont à l'un d'entre eux ou laisseront subsister l'indivision. Partout où l'agriculture est soignée, chaque champ a une certaine forme en rapport nécessaire avec la configuration du terrain et la disposition des lieux, forme qui lui communique une sorte de beauté et de perfection dont le paysan a l'intelligence et qu'il ne veut pas détruire. Si ceux qui cultivent la terre comprennent ce qu'elle exige pour donner des produits abondans, le morcellement, loin de diminuer sa fécondité, l'augmentera presque toujours notablement. S'ils ne le comprennent pas, les grandes fermes ne seront guère mieux exploitées que les petites, souvent même elles le seront moins bien. Ce n'est pas à dire que la subdivision des exploitations soit un idéal à proposer aux sociétés modernes, car elle exige de l'homme un redoublement de travail et d'efforts peu compatible avec le développement de ses facultés intellectuelles; mais au sein de l'organisation actuelle, et en Flandre, on peut affirmer qu'elle n'a eu jusqu'à ce jour que des résultats avantageux pour la production et pour la rente.

Si maintenant l'on veut connaître le produit brut de la culture pratiquée dans de pareilles conditions, on verra qu'il est considérable. La statistique officielle porte la somme des produits agricoles de la Belgique entière à près d'un milliard, ce qui, pour les 2,945,593 hectares de superficie totale, donnerait une moyenne de 340 francs par hectare. Cette évaluation est trop élevée, parce qu'elle comprend des élémens qu'on ne peut faire entrer en ligne de compte; mais si, au lieu d'appliquer la moyenne de 340 francs à tout le royaume, on la restreint aux deux Flandres, on sera bien près de la vérité, car la moyenne du département du Nord est portée à 300 fr. Ce qui prouve du reste que la production de l'agriculture flamande doit être plus grande que celle de tout autre pays, sauf peut-être la Lombardie, c'est qu'elle nourrit la population la plus dense de l'Europe : 1 habitant par 44 ares de superficie territoriale, et qu'en outre elle exporte encore en France et en Angleterre pour une valeur notable de produits agricoles (1). Le nombre même des cultivateurs est une preuve nouvelle de la masse des produits que leur travail livre à la consommation générale. Pour exploiter 100 hectares de surface productive, on trouve dans la Flandre occidentale 65 personnes, et 103 dans la Flandre orientale, tandis que, d'après M. de Lavergne, pour cultiver la même étendue, il n'en faut que 30 en Angleterre, 40 en France et 60 en Irlande. Quoique l'étendue productive pour chaque travailleur agricole soit plus réduite en Flandre que dans tout autre pays, même l'Irlande, il n'en parvient pas moins à nourrir plus de deux personnes étrangères à l'exploitation du sol. La population rurale ne forme ici que le tiers de la population totale; en France, elle en compose les quatre septièmes. C'est dans la Flandre orientale, pays de petite culture par excellence, que la statistique présente les chiffres qui attestent le plus clairement la perfection des procédés et la masse des produits que donne une terre si morcelée. Là chaque cultivateur, n'ayant pour exercer son industrie qu'un peu moins d'un hectare, parvient à nourrir presque autant de personnes que le cultivateur anglais, qui dispose de trois hectares de terrain productif. La valeur des terres et le taux des fermages viennent se joindre aux précédentes indications pour prouver combien le produit brut doit être considérable. Le prix moyen de l'hectare était porté par la statistique officielle de 1846 à 2,426 fr. pour la Flandre occidentale, à 3,218 fr. pour la Flandre orientale; le prix des baux, en sus de toute charge, à 73 fr. dans la première des deux provinces, à 93 francs dans la seconde. Pour avoir les chiffres de 1860, il faudrait augmenter ceux de 1846 d'au moins

(1) La Flandre occidentale seule a exporté en 1859 pour une valeur de près de 20 millions de produits agricoles.

14 pour 100. On arriverait ainsi à des prix de vente et de location qui égaleraient à peu près ceux de la Lombardie, et qui dépasseraient de beaucoup ceux de l'Angleterre et de la France. Il faut remarquer en outre que, même à rente égale, le produit brut doit être plus grand ici, puisqu'il doit couvrir, indépendamment de cette charge supposée la même, les frais beaucoup plus élevés de main-d'œuvre et d'engrais qu'exigent la qualité médiocre du sol et la méthode que suit le cultivateur flamand pour le mettre en rapport.

II.

Je viens d'exposer les traits généraux de l'économie rurale dans les Flandres. Qu'on veuille bien me suivre maintenant dans un de ces villages, dans une de ces fermes qui s'élèvent de toutes parts, et observer d'un peu plus près les occupations de leurs laborieux habitans. Nous voici dans le pays de Waes, au nord de l'Escaut, entre Anvers et Gand. On se croirait d'abord dans une vaste forêt; tous les chemins sont plantés d'arbres, tous les champs en sont entourés, tous les fossés bordés. Ces arbres, plongeant leurs racines d'un côté dans la terre cultivée et de l'autre dans des eaux grasses et limoneuses, ont une vigueur et un air de plantureuse jeunesse qui réjouit. Du reste, nul mouvement de terrain, nulle échappée lointaine sur des horizons variés, aucun de ces accidens de la nature qui en révèlent la puissance et la grandeur. La vue est bornée de toutes parts; tout est calme, uniforme, et réveille dans l'esprit l'image du bonheur paisible et des humbles joies que procure la vie rurale. Tout montre le travail intelligent de l'homme et mérite donc l'attention de l'économiste; mais rien ne frappe l'imagination, rien n'arrête l'artiste. Cependant, comme chaque paysage, même le plus simple, a sa poésie propre, quand les rayons du soleil, tamisés à travers les feuilles des peupliers et des saules, projettent sur les champs voisins des reflets d'or et d'aigue-marine, on se plaît à suivre au milieu de campagnes si bien cultivées ces jeux d'ombre et de lumière qui font la beauté des clairières dans les grands bois, et dont Hobbema excellait à rendre les mobiles effets. De distance en distance, parallèlement aux chemins, les habitations des cultivateurs s'élèvent au milieu de vergers ombragés d'énormes pommiers. Tacite avait remarqué que les Germains, au lieu de grouper leurs demeures comme le faisaient les Latins, les dispersaient dans les campagnes. « Ils vivent séparés, dit-il, et ne souffrent point de demeures contiguës. Leurs villages ne sont pas comme les nôtres formés de maisons qui se joignent et se tiennent; chacun entoure la sienne d'un espace libre. » Ce tableau est encore vrai de nos jours, tant les instincts mystérieux de la race ont persisté à travers les

siècles chez une population rurale qui, mieux peut-être qu'aucune autre, a conservé la langue et les usages de ses ancêtres. Une haie de buis, de houx ou d'aubépine entoure le verger où matin et soir les vaches viennent paître l'herbe égale et fine. Cet enclos est l'espace ouvert dont parle Tacite, l'ancienne terre salique que la loi franque nous représente plantée d'arbres et défendue par une haie, le domaine que l'homme libre possédait en propre au milieu des terres communes. Les traces des coutumes primitives abondent dans cette partie du pays que les Romains n'ont jamais soumise, et il n'est pas jusqu'à des enseignes d'auberge annonçant qu'on vend du *mee* qui ne rappellent la boisson sacrée des temps héroïques, l'hydromel que les walkyries versaient aux guerriers reçus dans la Walhalla. La maison du fermier, qui a remplacé la hutte ménapienne, est basse, sans étage, bâtie en briques et peinte avec soin en blanc ou en couleurs claires avec des contrevens vert foncé; l'humble chaume couvre le toit, non par économie, mais parce qu'aucune autre couverture ne préserve aussi bien les grains contre l'humidité et toute la demeure contre les excès du froid et du chaud; un petit sentier, souvent pavé en briques, conduit à une grille en bois construite avec une certaine coquetterie; quelques plantes d'agrément, des hortensias, des giroflées, des dahlias, égaient le devant de l'habitation, et sur les rideaux blancs qui garnissent les fenêtres se détachent les teintes vives des fleurs que les belles expositions d'horticulture de Gand mettent tour à tour à la mode. La maison contient ordinairement quatre pièces dont la plus grande sert aux repas et aux réunions de la famille; dans la seconde, on bat le beurre et on prépare la nourriture du bétail; les deux autres sont des chambres à coucher. Partout règne une minutieuse propreté; les meubles anciens, le bahut, l'horloge dans sa caisse de chêne, les assiettes à fleurs peintes rangées sur le manteau de la vaste cheminée ou sur un dressoir, la table en bois blanc, tout est parfaitement entretenu, aussi bien dans la pauvre demeure de l'ouvrier rural que dans la ferme du paysan aisé. Le fer de la baratte et les ustensiles de cuivre reluisent au soleil, et les murs sont blanchis à la chaux une fois l'an, à l'époque de la *kermesse.*

Dans la cour, rien ne traîne, chaque chose est à sa place; rien ne souille le vert tapis de la pelouse; la mare et le fumier qui s'étalent trop souvent ailleurs au milieu des bâtimens de la ferme sont généralement bannis, le fumier étant mis à couvert sous le toit de l'étable. Dans celle-ci, cinq ou six vaches énormes, aux pis gonflés de lait, sont l'objet des soins assidus de la fermière, qui leur donne en abondance l'été des fourrages verts, et l'hiver de la paille, du foin et une espèce de soupe chaude où l'on mêle des navets, des carottes ou des betteraves, coupés avec des tourteaux, du son, du seigle

moulu ou de la drèche. Grâce à l'excellente nourriture qu'ils reçoivent et au repos continuel dont ils jouissent, ces paisibles animaux donnent de 15 à 25 litres de lait par jour, et même davantage, ce qui suffit pour faire un demi-kilo de beurre à peu près.

Les instrumens aratoires sont simples, mais d'excellente construction. La charrue la plus employée est légère, sans avant-train, tirée par un seul cheval, et ressemble beaucoup à la charrue dite du Brabant, qui a souvent, en Angleterre même, été remarquée dans plus d'un concours pour la facilité, la rapidité et la régularité du labour qu'elle exécute. On se sert, selon les exigences, de herses triangulaires, rectangulaires ou en forme de parallélogramme, et, pour distribuer les engrais liquides, de tonneaux montés sur des roues, comme ceux qu'on emploie pour arroser les rues de nos villes; mais l'instrument par excellence du cultivateur flamand, celui avec lequel il a fertilisé les sables, desséché les marais et forcé les flots de la mer à reculer, c'est la bêche. La richesse de la culture est attribuée en grande partie à l'usage de la bêche aux bords de l'Escaut tout comme aux bords du Pô, et l'aphorisme flamand : *De spa is de goudmyn der boeren* (la bêche est la mine d'or du paysan), reproduit à peu près les termes d'un proverbe italien dont le sens est identique. Un soin extrême est apporté à la confection de l'outil national, dont on varie la forme suivant la nature du terrain. La bêche du pays de Waes, destinée à retourner rapidement un sol très meuble, est en bois garni de fer à la partie inférieure; celle qui est nécessaire aux terres mêlées de cailloux est faite d'une feuille d'acier forgée entre deux plaques de fer, instrument puissant dont le poids, la longueur et la trempe lui permettent de pénétrer sans s'émousser dans les couches les plus résistantes. Néanmoins, même dans les petites exploitations, la bêche ne remplace point la charrue, mais elle sert à donner les façons les plus délicates et, pour ainsi dire, le dernier fini à la préparation du sol, tantôt en le disposant en grosses mottes posées debout pour que l'air et la gelée y pénètrent pendant l'hiver, tantôt en divisant les champs en lits de 2 ou 3 mètres de largeur au moyen de rigoles qui ont l'avantage de livrer passage aux eaux pendant la saison pluvieuse et, pendant l'été, à la chaleur nécessaire aux racines des plantes.

Les champs offrent la forme régulière d'un carré ou d'un rectangle, et ont rarement plus d'un hectare d'étendue. Toute la partie cultivée est bombée suivant une courbe tellement symétrique, qu'à partir du centre, qui est le point le plus élevé, les eaux peuvent s'écouler dans toutes les directions avec une égale facilité. Tout autour du terrain labouré, mais à un pied plus bas, s'étend une lisière de gazon de 3 ou 4 mètres de largeur. Plus bas encore est plantée une ceinture d'aunelles dont le taillis est coupé tous les sept

ans; enfin le champ est fermé par un fossé bordé lui-même d'arbres de haute futaie. Le niveau moyen de la terre arable domine le fond de ce fossé d'au moins deux mètres, ce qui contribue à rendre le sol parfaitement sec. Ces fossés, profonds et multipliés, sont nécessaires pour recevoir les eaux dans un pays bas, humide et tout à fait plat, et en les creusant on s'est servi du déblai pour exhausser les champs cultivés. Chaque pièce de terre fournit donc à la fois des récoltes annuelles, un pâturage arrosé par les eaux grasses qui découlent des champs, du bois de chauffage tous les sept ans, et du bois de construction tous les trente ans. La terre est ordinairement labourée à la charrue; mais tous les six ou sept ans on la retourne à la bêche, en ayant soin de couvrir la superficie du sol, qui a porté des fruits pendant la durée de la rotation accomplie, avec la terre de la couche inférieure, qui a joui pendant ce temps d'une sorte de jachère souterraine et s'est enrichie de toutes les infiltrations de l'engrais. Le sol arable acquiert par cette méthode une profondeur qu'il n'a point dans les potagers les mieux cultivés; mais on devine quel capital d'amendemens, de fumures et de main-d'œuvre il a fallu enfouir dans cette terre siliceuse pour la fertiliser ainsi jusque dans le sous-sol. Le but principal de l'exploitation n'est point les céréales, mais le lin et le beurre. Les meilleurs fermiers ne vendent presque point de grains : ils les font consommer par leur bétail; ils arrivent ainsi à accumuler beaucoup de fumier, et leurs produits, de plus en plus recherchés, ne craignent point la concurrence de l'Amérique ou de la Russie malgré l'absence de tout tarif protecteur.

Tel est l'aspect des fermes, tels sont les procédés de culture dans le pays de Waes. On les retrouve partout ailleurs dans la zone sablonneuse, avec moins de propreté pourtant dans l'entretien de l'habitation et de soins minutieux dans les façons données à la terre. Malheureusement la condition des hommes laborieux qui ont amené l'agriculture à un si haut degré de perfection n'est point en rapport avec la masse des produits qu'ils récoltent. L'ouvrier agricole des Flandres est peut-être celui de tous les ouvriers européens qui, travaillant le plus, est le plus mal nourri. Le petit fermier ne vit guère mieux, et si l'on y regardait de près, on se convaincrait que, loin de tirer du capital engagé dans son exploitation les 10 pour 100 jugés nécessaires en Angleterre, il n'en obtient pas 3 pour 100 en outre du salaire qu'il mérite par son travail personnel. Partout où la stérilité naturelle du sol rend la culture du froment trop onéreuse, la population rurale ne mange que du pain de seigle ou de méteil, avec des pommes de terre, des haricots, quelques légumes et du lait battu, presque jamais de viande, ni même de lard. Le café à la chicorée est la boisson habituelle; la bière est réservée pour les jours de dimanche et de kermesse. Le salaire de l'ouvrier

varie de 1 franc à 1 franc 20 centimes. Ce qui permet à l'ouvrier de subsister avec un salaire aussi insuffisant, c'est le travail sans relâche de tous les membres de la famille. La journée finie, et souvent la nuit au clair de lune, le père cultive le petit champ, d'une dizaine d'ares, qu'il loue autour de sa chaumière. Depuis que la vapeur a brisé l'antique symbole de l'industrie domestique, le rouet, la mère et les filles font de la dentelle, travail délicat et gracieux, mais trop peu rétribué, et surtout trop incertain, comme tous les travaux qui répondent à des besoins de luxe et aux fantaisies de la mode. Les fils que les occupations des champs ne réclament pas encore élèvent des lapins pour le marché de Londres. Leurs humbles mains, mettant à profit la moindre touffe d'herbe oubliée dans les taillis ou le long des chemins, diminuent la gêne de la maison paternelle et donnent lieu à un mouvement d'exportation qui n'est pas à dédaigner, tant il est vrai qu'en agriculture il n'est rien qui n'ait de l'importance. Il s'exporte, par Ostende seulement, 1,250,000 lapins par an, d'une valeur de plus de 1,500,000 francs. On les envoie, écorchés et nettoyés, aux marchés de Londres par les bateaux à vapeur. La peau est conservée dans le pays pour la fabrication des chapeaux.

Quoique leur vie soit bien rude, le séjour des villes ne semble pas attirer les populations rurales. Même quand la terre ne lui appartient pas, un lien très fort attache le cultivateur flamand au sillon qu'il arrose de ses sueurs. L'habitude, les traditions de la famille, l'impossibilité d'entreprendre une autre industrie, le charme si puissant de la campagne, qui agit profondément sur ces âmes rustiques, tout les rive à la charrue. Toutefois l'augmentation continue des fermages, qui, tous les neuf ans, au renouvellement du bail, subissent une hausse nouvelle, les remplit d'inquiétude et empoisonne leur existence. Ils se défient de tous ceux qui leur demandent des renseignemens sur l'état de l'agriculture; ils ne répondent aux questions qu'avec répugnance. Ils dissimulent la fertilité qu'ils ont su communiquer à leurs terres et le produit qu'elles peuvent donner, afin qu'on ne sache point que la ferme, améliorée par leur travail, peut supporter une rente plus élevée. A en juger par la progression des baux, il faut avouer que leurs appréhensions ne sont pas sans fondement. En effet, d'après les statistiques officielles, le prix de location par hectare aurait été porté, de 1830 à 1846, dans la Flandre occidentale, de 60 à 73 fr., soit une hausse de 21 pour 100, et dans la Flandre orientale de 71 à 93 fr., soit une hausse de 30 pour 100. Depuis 1846 jusqu'en 1860, l'augmentation, loin de se ralentir, a plutôt augmenté, surtout dans la première de ces deux provinces; on arrive à constater une augmentation moyenne de 40 pour 100 en trente ans, tandis que, pendant la même période, le prix des céréales

ne s'est élevé que de 5 pour 100. Le cultivateur est donc parvenu, à force de sacrifices et de travaux bien conduits, à doubler à peu près le produit net du sol, et pourtant il n'a joui que transitoirement de cette plus-value qu'il avait créée, et qui est allée grossir la rente. L'accroissement des fermages pèse sur la classe rurale d'autant plus lourdement qu'en Flandre la plus grande partie du sol est exploitée par des locataires.

Aussi loin qu'aient pu remonter les recherches, on a trouvé en vigueur dans le pays flamand un usage consacré par les anciennes coutumes écrites, et qui semblerait devoir donner quelque sécurité aux cultivateurs. C'est le droit du fermier qu'on appelle en flamand *pachtersregt*, *tenant-right* en anglais, et qui consiste dans l'obligation imposée au fermier entrant de payer au fermier sortant la valeur des pailles et des fumiers qui se trouvent sur la ferme, plus celle des engrais, arrière-engrais et récoltes en terre. Le *pachtersregt* varie du reste dans chacune des anciennes divisions du pays, et ces différences semblent même tenir aux diverses coutumes des tribus germaniques qui se sont primitivement partagé la contrée. C'est ainsi que du côté d'Ypres et de Courtray on ne paie que le tiers de la valeur des engrais qui ont déjà servi à produire une récolte, tandis que du côté de Gand on en paie la moitié, que dans le pays de Waes on donne même une indemnité fixe de 21 francs par hectare pour la fumure enterrée depuis deux ans. La somme totale de ces indemnités varie donc selon le bon état de culture des terres et selon l'époque de l'entrée en jouissance. Dans les cantons méridionaux, où les baux commencent au mois d'octobre, le *pachtersregt*, ne s'appliquant qu'à des engrais à moitié épuisés, à ceux qui se trouvent dans les citernes et dans le fumier, ne s'élève en moyenne qu'à 70 ou 80 francs l'hectare, tandis que du côté de Gand, où les fermiers prennent possession à la Noël ou au 1er mars, l'indemnité à payer porte sur les récoltes en terre, sur les engrais et arrière-engrais, et monte quelquefois jusqu'à 400 et 500 fr. l'hectare emblavé. M. Caird, dans ses *Lettres sur l'agriculture anglaise*, ne se montre point favorable au *tenant-right*, qui, suivant lui, enlève au fermier entrant une partie de son capital disponible, donne lieu à des débats, à des fraudes incessantes, tout au moins à des évaluations coûteuses, et ne paraît point favoriser particulièrement le progrès agricole. En parcourant les comtés de Surrey et d'Essex, où l'*inventory* se fait sur les mêmes bases que la *prisée* flamande (1), et s'élève à peu près au même chiffre, de 1 à 2 livres sterling l'acre, M. Caird fut frappé du contraste qui existait entre l'aisance croissante des experts et la détresse des fermiers. En Flandre, on considère le *pachtersregt*

(1) On nomme ainsi en Flandre un inventaire des amendemens non épuisés.

comme la condition nécessaire d'une bonne culture. On a été jusqu'à demander que les coutumes locales qui régissent ce droit fussent rendues uniformes et converties en loi dans l'intérêt de l'économie rurale. La *prisée* donne lieu à quelques débats et même à quelques fraudes là où elle porte sur des récoltes en terre; mais les plaintes sont rares dans le sud, où il ne s'agit que d'estimer le fumier qu'on peut cuber dans les cours ou dans les citernes, et la valeur relativement minime des engrais qui ont déjà donné une récolte. Là d'ailleurs l'expertise est faite par le notaire en qualité d'arbitre. Tout au moins cet usage permet-il au fermier de ne point négliger sa culture, même l'année qui précède son déménagement, puisqu'il sera remboursé de la valeur des engrais et des amendemens non épuisés. Quant à l'inconvénient signalé en Angleterre, que le paiement de l'*inventory* diminue le capital du fermier entrant, on y oppose en Flandre le proverbe : *Hoe hooger, hoe beter* (au plus, au mieux). En effet, il vaut infiniment mieux payer pour le fumier qui se trouve dans une terre bien cultivée que de ne rien débourser pour une ferme épuisée, empoisonnée de mauvaises herbes, et qu'il faut à grands frais remettre en bon état de culture. Les avances peuvent être grandes, mais tout fermier intelligent sera heureux de les faire.

Le village flamand est formé non de l'agglomération des fermes, mais de la réunion des industries que réclament les besoins de la nombreuse population dispersée dans les campagnes. Dans la plupart des communes rurales, on trouve aussi des épiciers, des boulangers, des pâtissiers, des lingères, des tailleurs et des tailleuses exhibant à leur fenêtre les dernières gravures de mode, même des horlogers et des voitures de louage. Quelques-unes de ces communes comptent de six à huit mille habitans. L'aspect du village répond aux conditions dans lesquelles s'y exerce le travail : tout y révèle une humble aisance, obtenue à force d'économie, d'ordre et de soins. Près de l'église, dont la flèche élancée domine les arbres du cimetière, s'ouvre une place bien pavée, bordée de maisons propres et bien entretenues. Les demeures des pauvres et des ouvriers agricoles sont ordinairement disséminées autour des fermes. Voici le presbytère avec son potager clos d'un mur ou d'une épaisse haie d'ifs. Non loin de là, bâtis avec un certain luxe, s'élèvent l'école communale et parfois l'atelier modèle où l'on apprend aux enfans à tisser des étoffes. Ce bâtiment surmonté d'un clocheton et d'une croix est l'école dentellière, dirigée par une communauté religieuse. Dans presque toutes les communes, on rencontre quelque maison de campagne dont les vertes pelouses, parsemées de bouquets d'arbres, rappellent en petit les résidences anglaises; mais les anciens châteaux sont rares, l'aristocratie féodale n'ayant jamais pu jouer un rôle prépondérant dans un pays dominé par les artisans des grandes

communes. L'agriculture flamande ne doit donc presque aucun de ses progrès au concours des classes élevées; aujourd'hui même, elle ne peut espérer recevoir d'elles l'élan que les propriétaires anglais ont su donner à la culture de leurs terres.

Chaque village est un centre d'activité locale indépendant des chefs-lieux de canton ou de province. L'esprit d'association, propre à la race flamande, fait naître partout des sociétés de toute espèce, ayant pour but l'utilité ou l'agrément des membres qui en font partie. Ce sont des sociétés de musique instrumentale et vocale, des sociétés de *rhétorique* et de littérature où toutes les productions des muses villageoises reçoivent un accueil indulgent, des sociétés de course qui donnent des prix aux meilleurs trotteurs ou aux fermiers qui courent la bague à cheval suivant les us du moyen âge, des sociétés d'agriculture, de jeux de boule, de tir à l'arc ou à l'arbalète. Ces dernières sont d'anciennes *gildes* qui ont toutes leurs blasons, leurs insignes, leurs drapeaux, leurs chartes, dont quelques-unes, datant du XIIIe et du XIVe siècle, conféraient le droit de porter des armes à la condition de marcher à l'appel du suzerain. Il n'est point dans la région des terres sablonneuses de localité si petite et si isolée où il n'existe deux ou trois de ces associations. Dans les villages importans, on en rencontre plus de huit ou dix, et dans la ville principale, à Gand, plus de cent. Toutes ont leurs statuts, leur bureau, leurs jours de réunion, d'élection et de délibération, leurs cotisations et leur petit budget; elles constituent des organisations au sein desquelles se perpétue un esprit de corps très prononcé. Quelque modeste que soit leur sphère d'action, on doit reconnaître qu'elles forment des institutions éminemment utiles, qui apprennent aux habitans des campagnes à unir leurs efforts pour une pensee commune, à délibérer et à s'entendre sur un intérêt collectif. Elles font pénétrer jusqu'au fond des chaumières quelque lueur de la vie nationale et même, au moyen de la musique, quelque écho de l'art moderne. Ce sont autant de foyers d'activité d'où émane un certain mouvement de civilisation qui tend à enlever aux populations rurales ce que l'isolement leur donnait de rude, d'égoïste ou d'insociable. Malheureusement, malgré les efforts de l'état, l'instruction des enfans est encore trop négligée, et le pouvoir civil, il faut le dire, ne rencontre pas dans le clergé, pour accomplir sa noble mission, tout l'appui qu'il serait en droit d'espérer d'un corps dont l'influence sur les campagnes est encore si grande.

III.

Pour compléter ce tableau de l'économie rurale des Flandres, il reste à dire quelques mots de leurs principaux produits. En les énu-

mérant, nous verrons se succéder des cultures variées, depuis les plus grossières, qui croissent sur une terre à peine défrichée, jusqu'aux plus riches, auxquelles se prête un sol sans cesse amélioré.

La Flandre occidentale est traversée du nord-est au sud-ouest par une crête qui, se rattachant au Mont-Cassel en France et s'abaissant peu à peu entre Bruges et Gand, forme la ligne de partage des eaux entre la mer et la Lys. Au-delà de Gand, le même bourrelet se prolonge le long de la zone des *polders* et force l'Escaut à se rejeter vers l'orient avant d'atteindre sa large embouchure. Le terrain de cette ligne de partage est singulièrement difficile à mettre en rapport, parce que le sous-sol, mêlé de cailloux, composé tantôt de tuf ferrugineux, tantôt d'argile compacte, retient les eaux de pluie et arrête le développement des racines. Jusqu'à une époque assez récente, cette partie du pays, peu habitée, était couverte de maigres taillis, de bruyères marécageuses parsemées de bois rabougris de hêtres et de chênes. Çà et là, on rencontre encore quelques centaines d'hectares dont la flore particulière annonce les sables humides. Les roridulées, qui couvrent la terre d'une teinte rougeâtre, les lycopodiacées aux tiges rampantes, le lichen des rennes, qui semble envelopper les arbres d'une couche de cendres blanchâtres, l'abondance des fougères et des mousses, l'air malingre des autres plantes, donnent au paysage un aspect de stérilité maladive. C'est au moyen du pin sylvestre qu'on a fait peu à peu la conquête de ces districts ingrats. Quand le sous-sol est imperméable, on le défonce, on retourne la terre à la bêche et l'on y sème le précieux résineux, ou bien l'on y plante de jeunes pins d'un an à raison de 33 ou 35,000 par hectare. Au bout de sept ou huit ans, on élague et on éclaircit la plantation, l'on creuse des fossés dont la terre sert à recouvrir les aiguilles tombées des sapins, et l'on vend les fagots qui, au prix de 8 ou 10 fr. le cent, couvrent les frais de cette opération. On éclaircit et on élague de nouveau tous les deux ans, jusqu'à ce que les arbres aient atteint une vingtaine d'années. Alors on commence à y couper des perches qui servent de tuteurs au houblon; à vingt-cinq ans, on y trouve des étais pour les galeries de mines, à trente du bois pour les petites constructions rustiques; à quarante, quand la terre est naturellement profonde ou qu'elle a été bien défoncée, l'hectare peut encore porter de 1,000 à 1,200 sapins valant au moins 4 fr. pièce, ce qui porterait la valeur de la superficie à 4 ou 5,000 fr. Si l'on tient compte de tous les produits antérieurs, un hectare de pins sylvestres donnera donc en Flandre un revenu net annuel de 100 ou 150 fr.; mais ce revenu doit être considéré comme exceptionnel, parce que généralement la mauvaise qualité du sol ne permet pas à la plantation de continuer à croître avec vigueur au-delà de vingt ou vingt-cinq ans. Toutefois on peut estimer le produit moyen à la

moitié du précédent, car les bons administrateurs sont d'avis que toute terre qui ne peut se louer 50 fr. l'hectare doit être convertie en sapinière.

La main-d'œuvre nécessaire à l'entretien et à l'exploitation des bois assure un salaire à quelques familles d'ouvriers; ceux-ci viennent donc coloniser la région d'abord inhabitée. Ils obtiennent en bail emphythéotique, pour un prix relativement peu élevé, un coin de terre qu'ils défrichent. Dès lors rien ne leur coûte plus pour arriver à se construire une demeure. Ils réduisent leur consommation au plus strict nécessaire, ils économisent ce qu'ils peuvent; le mari s'en va au loin, en France souvent, pour faire la moisson et rapporter ainsi une cinquantaine de francs au bout de trois semaines de fatigues inouies. Quand ils ont rassemblé les matériaux de leur chaumière, mari et femme se mettent eux-mêmes à l'œuvre, et parviennent enfin à dormir sous un toit qui leur appartient. Il s'agit alors d'avoir du bétail, cette base de toute culture. Ils nourrissent d'abord une chèvre et quelques lapins, puis ils élèvent un veau avec les herbes qui poussent dans les bois. Quand enfin ils possèdent une vache, la famille est sauvée. Elle a du lait pour sa consommation, elle vend du beurre, elle recueille du fumier pour féconder sa culture. Peu à peu un certain capital se forme; au bout de quelques années l'ouvrier est devenu un petit fermier. A mesure que la population augmente, les bois se défrichent. De nouvelles chaumières s'élèvent, les anciennes s'agrandissent. Après un demi-siècle, le pays est définitivement conquis à la culture, grâce à une suite non interrompue de travaux que le capitaliste n'aurait pu payer au taux moyen du salaire sans se mettre en perte. Le petit cultivateur qui est assuré de jouir du fruit de ses efforts au moins pendant trente ans n'épargne ni son temps ni sa peine. Travaillant avec plus d'ardeur et d'intelligence qu'il ne le ferait pour autrui, il met en valeur une terre que la grande culture n'aurait eu aucun intérêt à exploiter.

Les deux produits qui se récoltent dans les terres les plus médiocres, et qui forment la base de l'alimentation des classes rurales dans la plus grande partie des Flandres, sont le seigle et les pommes de terre. On a remarqué chez la plupart des peuples de race germanique une prédilection si marquée pour le seigle, qu'ils le cultivent de préférence au froment, même dans les bonnes terres argileuses, comme on peut l'observer dans le pays de Juliers par exemple. Il est encore d'autres motifs qui ont fait adopter la culture du seigle en Flandre. La nature du terrain lui étant favorable, il donne 24 hectolitres à l'hectare, tandis que le froment n'en donne que 22; il laisse plus tôt la terre libre pour recevoir les récoltes dérobées, et sa paille est très recherchée pour couvrir les toits de chaume. Si l'on veut obtenir du froment, il faut des fumures très fortes, et le produit en

grains n'est pas toujours suffisant pour couvrir les frais. Le blé ne domine comme culture que dans la zone du littoral et dans la région qui longe le département du Nord et le Hainaut. L'orge, cet élément de la boisson nationale, donne ici un rendement supérieur à celui des autres pays. En Angleterre, on n'évalue la production moyenne de cette céréale qu'à 26 hectolitres; en France, dans le Finistère, où l'orge rend le plus, à 33 hectolitres; dans les Flandres à 37 en moyenne, et dans les bonnes terres de 50 à 60 hectolitres. La pomme de terre est le mets favori des cultivateurs flamands. On consacre à ce tubercule 10 ou 12 pour 100 de la superficie arable, et le rendement, extrêmement inégal suivant les années, varie de 100 à 260 hectolitres par hectare. L'avoine, très demandée à cause du grand nombre de chevaux qu'on nourrit, est bien cultivée et donne de 37 à 40 hectolitres. Le sarrasin est une plante précieuse, parce qu'elle est la seule qui permette ici d'épargner l'engrais. Quoique le rendement n'en soit que de 21 à 22 hectolitres, elle occupe une certaine place dans l'assolement, et depuis que la maladie atteint les pommes de terre dès la fin de juillet, en les butant on sème du sarrasin, qui se développe au moment où les fanes meurent, et qui, tout en étouffant les mauvaises herbes, donne encore une assez bonne seconde récolte.

Dans la région sablonneuse, on l'a vu déjà, 35 ou 40 pour 100 de l'étendue des terres arables sont consacrés à produire de la nourriture pour le bétail, *green crops*, tant en première qu'en seconde récolte. En y ajoutant 15 ou 16 pour 100 de prairies permanentes pâturées ou fauchées, on arrive à constater ce résultat satisfaisant, que plus de la moitié de la surface productive est occupée par des plantes qui servent à faire de la viande et de l'engrais. L'humidité du climat est favorable aux prairies permanentes; mais généralement le sol ne l'est point. Sans engrais, ces prairies produisent peu et se remettent bientôt en bruyères. On a essayé de faire des prairies artificielles de luzerne; mais cette utile légumineuse ne réussit point, même dans les meilleures terres, et l'on y a renoncé. Le trèfle ordinaire, mêlé de *ray-grass*, et le trèfle incarnat la remplacent. On ne rencontre que peu d'herbages, sauf autour des maisons, dans les vergers et le long des ruisseaux et des rivières; mais dans le bassin des cours d'eaux que les crues d'hiver font déborder, on trouve des prairies à faucher excellentes, qu'on peut opposer aux fameuses *marcite* du Milanais, quoiqu'elles ne donnent qu'une ou deux coupes au plus et un regain. Celles que fertilisent les débordemens annuels de l'Escaut et de la Lys produisent annuellement de 3 à 400 fr. par hectare, et valent de 8 à 10,000 fr. Dans les environs de Furnes et d'Ostende et dans toutes les terres d'alluvions, les pâturages occu-

pent 50 ou 60 pour 100 de la surface, de sorte qu'avec les cultures fourragères les deux tiers du sol sont consacrés à l'entretien du bétail.

Après les cultures destinées directement ou indirectement à la nourriture de l'homme viennent les cultures industrielles. Parmi celles-ci, la plus importante est celle du lin. Le lin jouait jadis dans l'économie du pays, quoiqu'en des conditions plus humbles, le même rôle que la soie dans celle de l'Italie. Il était pour le cultivateur une source de produits à la fois agricoles et industriels, car tout le travail qu'exigeait la confection des célèbres toiles de Flandre se faisait aux champs. Aujourd'hui que la filature mécanique a remplacé le fuseau et la quenouille, une partie de l'ouvrage s'exécute dans les villes et à l'étranger. Cependant le rouissage, le teillage et le tissage distribuent encore parmi les populations rurales une somme de salaires très importante. L'exportation de la toile a considérablement diminué; mais depuis que la France et l'Angleterre viennent acheter la fine qualité de filasse rouie dans la Lys, et que les filatures de Gand ont augmenté leurs ventes hors du pays, la culture du lin s'est relevée insensiblement, et elle occupe aujourd'hui une étendue à peu près aussi grande qu'autrefois. Le lin exige de grandes avances pour l'engrais, pour la main d'œuvre et pour la graine à semer, qu'on fait venir de Riga. On estime ces avances de 5 à 700 fr. par hectare; encore obtient-on une récolte très chanceuse, que la grande humidité pourrit et que la grande sécheresse brûle. Dans les années favorables, elle se vend sur pied, aux environs de Courtray, de 120 à 150 fr. les neuf ares, non compris la graine, soit de 13 à 1,700 fr. l'hectare. Dans la Flandre orientale, le produit ne dépasse guère 1,000 fr.

Le tabac rapporte encore davantage. Chaque fermier en plante pour sa consommation; mais le tabac n'est cultivé en grand que dans certains cantons, notamment aux environs de Commines et de Wervicq, où il acquiert une saveur pénétrante appréciée jusque sur l'autre bord de l'Atlantique. Le produit en est beaucoup plus grand qu'en France, même dans les meilleurs départemens; mais les frais de cette culture sont énormes. Là où on la soigne, on estime le produit d'un hectare à plus de 2,000 kilog. d'une valeur de 2,600 fr. et la dépense à 2,200 fr., dont 1,500 fr. d'engrais et 700 fr. de main d'œuvre et de charges diverses. On comprend qu'une production qui exige des soins aussi incessans n'est possible que dans des districts où une population très dense offre toujours des bras disponibles, où l'on est habitué à confier au sol un grand capital.

Une autre culture dont la Flandre peut s'enorgueillir à juste titre est celle du houblon. La *vigne du nord*, comme on l'a nommé, suspend aussi en guirlandes ses longs sarmens d'un vert sombre,

comme les pampres qui grimpent aux arbres dans les campagnes italiennes, et, en s'enroulant autour des pins qui la soutiennent, elle forme des thyrses gigantesques à la taille des divinités énormes créées par les mythes scandinaves; mais, au lieu d'être comme « la mère du vin » un produit presque spontané du sol, elle ne livre ses cônes parfumés, qui communiquent à la bière leur amertume conservatrice, qu'au prix de très grandes avances et d'un labeur continuel. Il faut d'abord appliquer à la terre une fumure considérable, puis la garnir de perches de sapin à raison de 3,000 par hectare au prix de 35 à 50 fr. le cent. Quand la plante grimpante commence à jeter autour des tuteurs ses tiges volubiles, il faut les y fixer au moyen de liens, et, aussitôt que ses feuilles jaunissent, l'arroser des engrais liquides les plus stimulans, enfin, lorsqu'arrive le moment de la récolte, appeler de toutes parts des ouvriers pour opérer la cueillette. La description que M. Esquiros a faite des vendanges du Kent et du Sussex s'applique de tout point à celles des cantons de Poperinghe et d'Alost (1). Seulement, tandis qu'en Angleterre, suivant M. Caird, les autres cultures sont sacrifiées au houblon, qui absorbe tout le fumier dont les cultivateurs disposent, il n'en est pas de même en Flandre, où l'on ne voit nulle part de plus belles récoltes de froment et de betteraves qu'à côté des houblonnières. Cette différence provient de ce que le cultivateur flamand, habitué à faire plus de sacrifices que le cultivateur anglais, achète la plus grande partie de l'engrais supplémentaire dont il a besoin. On estime le produit du houblon sec à l'are de 12 à 15 kilos, et les frais pour la même étendue de 6 à 7 francs; mais il n'est point de récolte dont le rendement et la valeur soient plus irréguliers.

De même que le houblon remplace ici la vigne, ainsi la chicorée tient lieu de café, et la betterave de canne à sucre. On sème la chicorée, parce qu'elle sert à préparer la boisson journalière des ouvriers, et qu'on en expédie une quantité assez notable en Angleterre après lui avoir fait subir les préparations nécessaires. C'est également une culture très dispendieuse, mais qui donne un riche produit, estimé de 800 à 1,000 francs l'hectare. La betterave à sucre n'est guère cultivée que dans la lisière méridionale, et elle y donne le même rendement que dans le département du Nord, 35 ou 40,000 kil. à l'hectare. Les plantes oléagineuses occupent plus de place, parce qu'elles prospèrent dans les terres légères. C'est encore une récolte excellente; outre l'huile, elle donne le tourteau, si précieux pour nourrir le bétail et pour engraisser la terre. Le produit du colza est en moyenne de 22 hectolitres à l'hectare, d'une

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1858.

valeur de 4 ou 600 francs. Quoiqu'on ne consacre aux plantes industrielles que 8 ou 9 pour 100 de la surface productive, elles jouent un rôle considérable dans l'économie rurale de la Flandre. Ce sont elles qui, par les grands produits qu'elles donnent, permettent aux cultivateurs d'acheter des engrais commerciaux, d'améliorer leurs terres et de payer une rente très élevée, même pour des terres médiocres. Du succès de cette culture dépendent donc la prospérité et l'enchaînement des autres récoltes.

Les bois taillis et de haute futaie deviennent de plus en plus rares, car on en défriche tous les ans. Dans les districts médiocrement peuplés, on les remplace par des plantations de sapins; dans les autres, on livre le sol à la culture. Les taillis sont en général de bonne qualité, et, coupés tous les sept ans, ils donnent un produit de 3 ou 500 fr. à l'hectare. Les arbres de haute futaie ne se rencontrent plus guère que le long des routes et aux bords des champs.

La Flandre possède une quantité considérable de gros bétail. Le nombre des moutons, au contraire très petit, ne dépasse pas 80,000 pour les deux provinces. Celui des chèvres est relativement plus grand : on en compte 50,000, qui donnent du lait aux ménages trop pauvres pour avoir une vache. Il y avait autrefois dans chaque commune flamande une ou deux fermes qui nourrissaient chacune une centaine de moutons, l'hiver avec du fourrage sec, l'été en les faisant paître le long des chemins et des fossés; mais depuis que, par suite de l'exportation, le prix du beurre dépasse en moyenne 2 fr. 25 cent. le kilo, les cultivateurs trouvent plus avantageux de nourrir des vaches et d'élever des poulains. Le nombre des moutons diminue donc d'année en année, et l'on ne s'en plaint pas, car on y voit la preuve que l'agriculture est en progrès. En Angleterre également, dans les fermes où l'on adopte le *high farming*, on remplace une partie des bêtes à laine par des bêtes à cornes nourries à l'étable. — Les chevaux de labour flamands sont renommés, et non sans raison; ils ressemblent à ces coursiers énormes que montaient au moyen âge les chevaliers bardés de fer, et dont Rubens aimait à dessiner les puissantes encolures; ils ont moins d'ardeur et de nerf que les chevaux du Perche, mais ils sont excellens pour les travaux de la terre. Chaque année, les marchands anglais viennent acheter les meilleurs, surtout les plus gros, dans les prix de 1,000 ou 1,200 francs. En 1846, on comptait dans les deux provinces 59,257 chevaux, soit, sur 100 hectares de superficie, 9 dans la Flandre occidentale et 14 dans la Flandre orientale. — Les bêtes à cornes appartiennent presque toutes à la race flamande, qui donne beaucoup de lait, mais qui se prête moins à l'engraissement. L'état et quelques particuliers ont fait venir des taureaux et des génisses durham, et les jeunes bêtes issues du croi-

sement avec la race du pays sont très recherchées; mais comme c'est surtout pour la production du beurre qu'on entretient des étables bien garnies, l'élève des bêtes de boucherie prend peu de développement, sauf dans la région du littoral. Cette regrettable lacune dans une culture en général si bien entendue provient en partie de la rareté des bons pâturages, en partie aussi de la faible consommation de viande faite par la classe ouvrière. Le nombre de têtes de la race bovine était en 1846 de 340,574 pour les deux Flandres, ce qui constituait un accroissement de 18 pour 100 depuis 1840. Si les étables flamandes sont bien entretenues, les porcheries au contraire laissent beaucoup à désirer. Cependant, comme la plupart des petits cultivateurs nourrissent un ou deux porcs très grands et très bien engraissés, le nombre de ces animaux est assez élevé, et leur produit en viande considérable. Le chiffre représentant la race porcine était de 140,000. En résumé, si l'on compare la quantité de bétail qu'on entretient en Flandre à celle qu'on trouve ailleurs, on constatera qu'aucun autre pays n'a l'avantage sous ce rapport. En effet, d'après M. de Lavergne, en 1846 on comptait en Angleterre, non compris l'Écosse et l'Irlande, 33 bêtes à cornes, 6 chevaux et 200 moutons par 100 hectares de superficie; à la même époque, la statistique officielle a trouvé en Flandre sur une même étendue 55 bêtes à cornes, 12 chevaux et 8 moutons, ce qui donnerait, en réduisant les têtes de mouton en têtes de gros bétail dans la proportion de 8 à 1, 64 têtes pour l'Angleterre et 68 têtes pour les Flandres. Ce résultat est d'autant plus remarquable que, pour l'entretien du bétail, l'Angleterre a l'avantage énorme d'avoir la moitié de son territoire en prairies naturelles, qui n'occupent en Flandre que la sixième partie du sol.

En beaucoup de points, on le voit, il est permis de recommander l'agriculture flamande à l'attention et même à l'imitation des pays où la loi et les mœurs ont divisé le sol ou la culture. En effet, peu de nations ont l'avantage de posséder dans leur sein une classe de fermiers riches et éclairés disposés à confier à la terre des sommes considérables. Le *gentleman farmer* qui met en action toutes les forces productives du sol par l'application intelligente des procédés perfectionnés qu'indique la science est une exception sur le continent. En Angleterre même, on ne rencontre pas aussi souvent qu'on pourrait l'espérer ce type du cultivateur modèle. Le goût des occupations agricoles est encore partout trop peu développé pour qu'on puisse s'attendre à voir beaucoup de personnes aisées consacrer leur fortune, leur temps et leur intelligence à une industrie qui exige une extrême diligence, une certaine fermeté de caractère, et surtout les traditions de la vie rurale. L'exemple de la Flandre, où de petits cultiva-

teurs font produire à une terre médiocre des récoltes magnifiques, prouve qu'on peut tirer du sol même le capital nécessaire pour le féconder, sans aller l'emprunter à des sources étrangères. On a fondé de grandes espérances sur l'organisation du crédit agricole et foncier, et certes des institutions de ce genre ne sont pas à dédaigner; toutefois, qu'on le remarque bien, ce qui fait défaut, c'est moins le capital que le talent de s'en servir, car tout cultivateur habile qui utilisera les ressources de la terre qu'il exploite saura bien y accumuler tout ce qu'il faut pour la mettre en pleine valeur. Pour y parvenir, il suffit de suivre un assolement rationnel, de faire consommer par du bétail qu'on élève peu à peu toute la nourriture dont on dispose, de tirer parti de toutes les plantes dont le sol se couvre spontanément, et surtout de recueillir avec soin tous les engrais. La grande source de richesse, on l'oublie trop peut-être, c'est la terre, ce sont les élémens de fécondité que la nature place à notre disposition, et qu'il faut savoir mettre en œuvre. Le capital d'exploitation, plus important en Flandre que partout ailleurs, n'a pas été fourni ici par de riches propriétaires ou par de grands fermiers; il a été créé sur place par la démocratie rurale des petits cultivateurs, à qui le pays doit sa prospérité. Les progrès de l'agriculture ne dépendent en général ni de l'extension plus ou moins grande des propriétés ou des exploitations, ni des institutions de crédit, ni d'autres combinaisons artificielles : ils résultent avant tout de l'aptitude de l'homme qui fait valoir la terre. Que celui-ci soit un lord qui compte ses revenus par millions ou un pauvre ouvrier qui ne se nourrit que de pain noir, si l'un et l'autre savent ce qu'exige une bonne culture et arrivent à entretenir une tête de gros bétail par hectare, la terre sera bien cultivée, et son produit considérable. Parfois même le second parviendra à conquérir des terrains qu'eût négligés le premier, car là où le grand propriétaire, servi par des salariés, ne serait pas rentré dans ses avances, le petit cultivateur, poussé par la nécessité, par l'intérêt personnel et aidé par sa famille, finira par rendre des sables fertiles et par coloniser le désert. En définitive, il faut que le laboureur travaille avec énergie; mais cela ne suffit pas, et ce n'est même pas le point principal, car il y a bien des contrées où l'homme se tue à retourner la terre pour n'obtenir que de maigres récoltes. Ce qu'il faut avant tout, c'est apprendre à connaître, soit par la science, soit par la pratique journalière, les lois de la nature et ce que le sol réclame pour récompenser par de riches produits les efforts de ceux qui le cultivent. Il en est de la terre comme de l'enfant : sans doute on doit l'aimer, mais non pour soi et d'une façon égoïste; il faut l'aimer pour elle-même et chercher à développer en elle tous les dons, toutes les forces qui la dis-

tinguent; il faut savoir même préférer une belle culture à la possession du sol qui la porte. Ce sont là les enseignemens qu'offre l'étude de l'économie rurale de la Flandre, et tous les pays où se retrouve la même constitution de la propriété pourraient en profiter.

L'agriculture flamande a plus d'un rapport avec celle de la Lombardie. Dans les plaines de l'Escaut et de la Lys comme dans celles du Pô et de l'Adda, l'industrie, intimement associée à la culture, a fait surgir dès les premiers siècles du moyen âge des communes fameuses dont on peut encore reconnaître la puissance dans d'admirables monumens, construits là en marbre avec toute la perfection de l'art de sculpter et de bâtir, ici avec des matériaux plus grossiers, mais plus imposans par leur masse et par leurs proportions. Les procédés agricoles se ressentent de la conformité des destinées des deux pays. Le sol n'y a été mis en valeur qu'après des travaux énormes, et il n'a donné des fruits qu'au prix du labeur incessant et des soins infinis de la multitude de cultivateurs qui se le partagent. Les pâturages qui longent le Pô ressemblent à ceux qui s'étendent le long de la Mer du Nord; les terres de la Lombardie moyenne rappellent celles de la zone sablonneuse de la Flandre, et c'est à l'emploi de la bêche qu'elles doivent toutes les deux une partie de leur fertilité. Toutefois on ne peut poursuivre ce parallèle trop loin, car que d'avantages n'a pas la Lombardie! Il manque à la Flandre et la soie, ce produit incomparable, et la vigne, qui donne presque sans frais une boisson très recherchée, et le maïs, dont le rendement sur une même étendue est deux fois plus fort que celui du seigle, et ces lacs, ces fleuves qui, suspendus comme en des réservoirs au-dessus des terres basses, permettent de communiquer à celles-ci une fécondité sans pareille, et ce sol actif, qui, stimulé par les rayons du soleil méridional, livre sans s'épuiser des récoltes successives de céréales. Néanmoins le cultivateur flamand est parvenu à compenser tant de désavantages par un moyen très simple qui est à la portée de tous ceux qui exploitent la terre sous tous les climats, et qui serait partout également efficace: un soin extrême à recueillir les engrais et à restituer à la terre tout ce qu'elle donne ou plutôt tout ce qu'elle prête pour les besoins de l'homme. C'est par l'emploi de ce secret trop dédaigné, malgré les avis répétés de la chimie agricole, que les Flandres sont parvenues à fournir des produits égaux à ceux des riches campagnes de Côme et de Milan.

ÉMILE DE LAVELEYE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre 1860.

Nous sommes contens, — ne disons pas satisfaits, la chose n'autorise point le mot, et puis il y a dans la destinée politique du mot une malencontreuse *jettatura*, — nous sommes contens de cette renaissance de vie politique intérieure qui nous est promise par le décret du 24 novembre. Nous embrassons avec une joyeuse confiance les perspectives nouvelles qui nous sont ouvertes. Un pas décisif dans la vérité politique vient d'être accompli : c'est peu de chose encore, si l'on ne regarde qu'aux dispositions positives du décret; c'est beaucoup, ce peut être tout, si l'on considère seulement la direction prise. La ligne que nous allons suivre s'écarte décidément de celle qui a été suivie depuis huit années. Nous sommes encore au point où la bifurcation commence; les deux lignes se touchent ou sont bien rapprochées, mais l'angle ira sans cesse s'élargissant. Nous marchons maintenant vers le gouvernement du pays par le pays, vers la véritable pratique du système représentatif, vers le régime parlementaire. Voilà la route dans laquelle nous sommes lancés. La triste réaction provoquée par 1848 prend fin en France. Nous le disions récemment à propos des réformes autrichiennes : la fin de la réaction absolutiste et dictatoriale, partout où elle se consomme, est une victoire pour le libéralisme européen, et ce n'est point à nous de déprécier nos victoires. On pourra trouver qu'il est trop orgueilleux ici de parler de victoire; l'on aurait raison, si l'on supposait que quelqu'un en France pût s'attribuer le mérite d'avoir arraché au pouvoir les concessions qui nous sont faites. Une si ridicule fatuité est bien loin de nous; il nous semble pourtant que ceux qui, au milieu des circonstances les plus décourageantes, sont demeurés fidèles aux idées libérales, et n'ont cessé de témoigner avec une fermeté sereine de leur confiance dans le triomphe de ces idées ont certes le droit de ne pas baisser la tête et de ne point afficher une fausse modestie à la première aube du succès.

Nous n'avons pas besoin de remonter bien loin en arrière et d'invoquer l'expérience d'autrui pour savoir le mérite qui revient à la persévérance de l'esprit libéral. Lorsque nous avons pris à tâche de faire retentir ici avec une obstination systématique le nom décrié de la liberté, sans parler des tracasseries encourues, à quelles dérisions et à quels reproches ne nous sommes-nous pas trouvés exposés! Pour certains, nous étions des factieux; d'autres s'épouvantaient de notre audace; les plus indulgens nous taxaient de ridicule enfantillage. C'était le temps où des gens qui se croyaient habiles et profonds se faisaient les publicistes de la servitude, et décoraient leur lâche école du nom de littérature d'état. Quelles foudres on lançait sur les importuns qui osaient réclamer la liberté de la presse! Quel sourire méprisant et étonné lorsqu'on s'avisait de demander pour le corps législatif « une participation plus directe au gouvernement! » Mais l'abomination de la désolation, c'était le régime parlementaire. En prononcer le nom, c'était plus que de l'insolence, c'était de l'effronterie : on eût dit une sorte d'obscénité politique, et quand d'incorrigibles cyniques en osaient évoquer l'image, il faisait beau voir

Les fronts pâlir et rougir de colère!

En attendant que ces prudes d'hier aient accordé leurs instrumens pour le concert d'aujourd'hui, — ce qui ne sera pas long, — qu'il nous soit permis de nous distinguer d'eux. Forçons-les à reconnaître que nous avons sur eux l'avantage auquel ils doivent être le plus sensibles : nous avons apprécié mieux qu'eux la force des circonstances, et nous avons mieux qu'eux jugé le caractère et l'esprit de l'empereur. A nos amis, cette expérience apporte un enseignement plus consolant : elle prouve que c'est une erreur de mesurer, dans le progrès des idées et des institutions politiques, les chances de succès d'une cause aux forces apparentes dont elle dispose, et de puiser dans la disproportion des forces un motif au découragement et une excuse à l'inaction. Il n'est jamais inutile de tenir le drapeau déployé, même lorsque les soldats sont dispersés et quand les chefs divaguent; il n'est jamais inutile de marquer le pas, même lorsqu'on ne peut avancer. Ce n'est pas seulement par l'effort des hommes que les causes politiques triomphent; une part de succès, la plus grande peut-être, tient aux circonstances. C'est pour cela que la constance et la dignité des efforts sont un devoir, même lorsque les circonstances sont contraires, car les changemens dans les affaires humaines sont toujours si rapides et quelquefois si soudains que l'on ne peut jamais dire, au moment où l'aspect en est le plus défavorable, que l'on ne touche point au contraire aux occasions décisives. C'est en ce sens que ceux que la mauvaise fortune n'a ni corrompus ni lassés ont droit à revendiquer une part dans les victoires que les circonstances, bien plus que leurs propres efforts, viennent à l'improviste procurer à leur cause.

Rien n'est instructif, à ce point de vue, comme ce qui se passe aujourd'hui. L'opinion proprement dite, celle de la France du moins, n'est pas

pour grand'chose, avouons-le, dans le nouveau tour que va prendre notre vie politique. Ce n'est point aux exigences de l'opinion qu'est dû l'amendement des institutions de 1852. Les moyens d'information, de discussion, de propagande, de discipline, manquaient en France à l'opinion : comment aurait-elle pu être et se montrer exigeante? Cependant, à ne considérer que l'intérieur du pays, les esprits attentifs pouvaient déjà se convaincre depuis quelque temps de la nécessité d'une prompte réforme des institutions. Nous ne nous plaçons pas ici sur le terrain élevé où l'on peut revendiquer l'extension des libertés publiques comme un droit qui ne saurait prescrire pour une nation éclairée, aspirant depuis bientôt un siècle à la liberté, qui en avait longtemps joui, et qui ne l'avait perdue que par des accidens plus forts que sa volonté réfléchie. Nous ne méconnaissons pas la légitimité de cette revendication, nous n'abdiquons aucun des droits qu'elle nous assure, nous ne renonçons à aucune des restitutions qu'elle nous garantit; mais nous n'envisageons la question, pour l'instant, que par le côté utilitaire et pratique. A ce point de vue, l'étude de notre situation intérieure démontrait la nécessité d'une prochaine réforme. Le développement des intérêts matériels exigeait visiblement une renaissance de vie politique. Il faut aux grandes sociétés industrielles et commerçantes une énergie qui ne s'acquiert que par la pratique de la liberté, une sécurité que l'on ne trouve que dans la liberté, une moralité dont la liberté seule est la garantie efficace. A une époque où les intérêts industriels et financiers occupent une si grande place et sont unis entre les divers peuples par une solidarité si étroite, comment serait-il possible à un pays aussi grand et aussi vivant que le nôtre d'être entravé ou gêné longtemps dans ce besoin d'informations et d'appréciations justes que la pleine liberté des discussions politiques peut seule satisfaire? Ce que les chemins de fer, la navigation à vapeur, la télégraphie électrique sont dans le monde matériel, la presse par exemple l'est dans le monde moral. La presse ne répand pas seulement les idées, ne réunit pas seulement les esprits, n'est pas seulement le plus puissant instrument d'éducation publique; elle sert aussi les intérêts avec plus d'efficacité encore que la vapeur et l'électricité. Était-il possible que le libre esprit pût être, sans un profond dommage, attardé à ce point qu'il fût distancé par les progrès de la matière esclave? Le gouvernement n'exposait-il pas le pays et ne s'exposait-il pas lui-même à compromettre dans une trop longue éclipse de la liberté les ressorts de l'administration publique? La liberté est en effet la seule école de gouvernement possible pour les hommes de notre siècle. C'est sous elle que tous les hommes politiques qu'emploie le pouvoir actuel ont fait leur apprentissage. La plupart des ministres présens sont des produits du régime parlementaire. Quand les choix du chef de l'état vont chercher des recrues dans les générations plus jeunes, ils rencontrent, comme cela vient d'arriver pour M. de Forcade-Laroquette, des hommes qui étaient nos camarades de jeunesse, et fondaient sur les leçons et les espérances du régime parlementaire leur vocation politique. Or pense-t-on que les huit

années de silence relatif que nous venons de traverser aient été aussi fécondes pour l'éducation politique du pays que ce régime parlementaire dont le pouvoir actuel a recueilli les fruits? Pouvait-on voir sans tristesse et sans inquiétude les effets de l'engourdissement de la vie politique sur l'éducation des nouvelles générations? Là où la libre vie politique, au milieu de laquelle nous sommes nés, vient à s'arrêter, on croit voir se flétrir la jeunesse des cœurs et des intelligences. « L'année a perdu son printemps, » disait Périclès en pleurant les jeunes gens qui tombèrent les premiers dans la guerre du Péloponèse. Où est notre printemps, et comment le rendre à la France sans revenir aux libertés et aux émulations de la vie publique?

Les intérêts positifs de la vie intérieure de la France, étudiés avec un prévoyant patriotisme, demandaient donc une prompte réforme des institutions. Une telle nécessité était sans doute d'un grand poids; cependant, comme elle ne se manifestait point par une pression immédiate sur le pouvoir, la réforme eût pu être ajournée encore. Les influences de la politique extérieure étaient plus pressantes. Un des caractères éminens de la destinée de la France est d'exercer sur la vie intellectuelle, morale et politique de l'Europe une action constante. Nous pouvons sans jactance vaniteuse nous parer de cet ascendant naturel, puisque des esprits peu prévenus en notre faveur, M. de Maistre par exemple, y ont vu un attribut que nous possédions, suivant eux, par une sorte de droit divin. Louis XIV, la révolution, le XVIIIe siècle, les événemens contemporains, ont constaté avec éclat cette direction que nous imprimons aux autres peuples, même à ceux qui nous sont hostiles. Peut-être le dernier exemple heureux de cette influence générale, qui était alors d'autant plus légitime qu'elle s'exerçait sans violence et par la seule propagande de l'exemple, s'est-il produit à la veille de la révolution de 1848, lorsque la contagion de notre régime parlementaire avait gagné la plus grande partie du continent. L'Espagne, le Portugal, la Belgique, le Piémont, les autres états italiens, la Prusse, pratiquaient ou inauguraient le régime représentatif, et la Hongrie conservait, en la rajeunissant, sa vieille constitution. La révolution de 1848 empêcha la France de s'apercevoir de la puissance d'assimilation qu'elle venait de révéler, et compromit ces heureux résultats d'abord dans une perturbation générale, bientôt dans une réaction universelle; mais le mouvement contraire aux réactions de cette époque a commencé sur le continent plus tôt que chez nous. Cette fois l'Europe a pris les devans sur la France, si bien que, depuis le diplôme autrichien du 20 octobre 1860, nous semblions exposés à demeurer seuls dans le mouvement rétrograde. Nous étions entourés en effet d'états parlementaires, et nous allions faire sur l'ensemble de l'Europe une dissonance d'autant plus choquante, qu'elle est radicalement contraire aux tendances expansives et sympathiques de notre génie national. La France a contribué à donner la liberté à bien des peuples; notre dernier exploit en ce genre est l'émancipation de l'Italie. Or il se trouvait non-seulement que les peuples que nous avons aidés à conquérir la liberté, — Grèce, Belgique, Portugal, Espagne, —

l'ont conservée après que nous l'avions perdue, mais que le peuple dont nous venions d'assurer l'indépendance, le peuple italien, était d'emblée bien en avant de nous quant à ses institutions politiques. Ce contraste donnait lieu contre nous à de poignans sarcasmes. La France, disait-on, en matière de liberté ne travaille donc que pour l'exportation? Son refrain sera donc toujours : *Sic vos non vobis?* — Elle prend la queue, même après l'Autriche, ajoutait-on après la publication du diplôme du 20 octobre.

La généralisation sur le continent des institutions qui assurent aux peuples une participation directe à la politique des gouvernemens créait une situation désagréable à notre politique et pénible à notre amour-propre national, si nous étions demeurés immobiles. Les difficultés de cette situation réagissaient d'ailleurs sur les affaires engagées. Nous l'avons répété maintes fois, le péril de l'état de choses qui paralysait chez nous cette activité intérieure inséparable de la liberté était de porter exclusivement l'imagination et l'activité morale de la France sur les questions de politique extérieure. Or la France ne peut avoir d'autre aliment que la politique extérieure sans que l'Europe entière soit inquiète et troublée. De là venait, au milieu des grandes questions internationales qui sont engagées, cette défiance générale que l'on voyait survivre à des articles officieux ou officiels, à des discours d'ambassadeur, et même à des déclarations impériales. Il eût été injuste d'en vouloir au sentiment public, chez nous et au dehors, de cette maladie chronique de la défiance. Il faut être de son temps; or nous sommes d'un temps positif, où la confiance se fonde sur les choses et non sur les paroles, où les engouemens personnels sont rares et de peu de durée, où le mot sécurité est en train de devenir, comme chez les Anglais, identique à l'idée de garantie. Avec ce tour d'esprit positif, les peuples, dans leurs rapports internationaux, se sont mis à imiter les banques, qui préfèrent sur un billet deux signatures à une seule. Ils sont mieux rassurés sur la solidité d'un engagement souscrit par un gouvernement étranger, lorsque l'engagement est contrôlé et endossé par une manifestation constante et directe de la volonté de la nation que ce gouvernement représente. Le prix particulier qu'ils attachent à cette seconde signature se comprend d'autant mieux que les peuples ont les uns sur les autres cette idée bien arrêtée, qu'ils n'aiment point la guerre, qu'ils n'ont aucun profit à en retirer, qu'ils sont toujours disposés à terminer leurs disputes par d'intelligentes transactions, et qu'au contraire la guerre n'est à craindre que de la part des gouvernemens non contrôlés, lesquels seuls, comme on l'a vu de mémoire d'homme, ne reculent point devant cette cruelle effusion de sang et devant ce lamentable gaspillage de richesse. Il n'était donc point douteux, depuis quelque temps, que le seul gage efficace que le gouvernement français pût donner de la sincérité de ses intentions pacifiques était une réforme qui ranimât la vie intérieure du pays en faisant participer à la politique générale les corps représentatifs. C'était la conclusion que nous avions en vue, lorsque nous annoncions, il y a un mois, qu'une diversion

imprévue pourrait bien changer nos préoccupations extérieures et nous ménager quelque surprise heureuse; c'était la solution à laquelle nous nous attendions, quand nous prenions, il y a quinze jours, la liberté d'interpeller M. de Persigny à propos de son discours au banquet du lord-maire, de lui dire que l'intérêt de la paix générale réclamait le retour de la vie politique de la France à un meilleur équilibre, que tout ce que nous regagnerions d'activité politique à l'intérieur serait infailliblement gagné par la paix et par la sécurité, et de témoigner l'espoir que l'amour intelligent de la paix ferait de M. de Persigny un partisan raisonnable des institutions libérales. Il n'y avait pas de sorcellerie dans notre prédiction; nous avions simplement entendu chuchoter, depuis six semaines, que l'on s'occupait en haut lieu de quelque chose de semblable à ce que nous a donné le décret du 24 novembre, et en contrôlant une rumeur voilée par l'examen de la situation de l'Europe, nous nous étions convaincus de la nécessité d'une modification décisive de la politique intérieure du gouvernement.

Un remaniement ministériel a coïncidé avec les amendemens essentiels introduits dans la pratique de nos institutions. Un serviteur important et persévérant du régime actuel, M. Fould, quittait le ministère la veille du jour où la réforme était promulguée. Nous ne nous arrêterions point à ce fait, car le temps des questions et des crises de cabinet n'est pas encore venu, si la retraite de M. Fould n'avait pu donner lieu à une méprise. On a pu croire que M. Fould se retirait parce qu'il désapprouvait le changement opéré dans le système. Nous pensons qu'une telle supposition serait injuste envers un homme dont la perspicacité politique est généralement reconnue. Il faut chercher ailleurs l'explication de la retraite de l'ancien ministre d'état. Sur la question de réforme, bien loin de lui prêter une pensée de résistance, nous croirions volontiers que M. Fould, éclairé par les anciens souvenirs de nos assemblées, eût conseillé une restauration plus large du système parlementaire. Quant aux motifs personnels de sa démission, nous les abandonnons aux bruits de clubs et de salons. Nous ne nous arrêterons pas davantage pour le moment au remaniement qui s'est opéré dans diverses attributions ministérielles; constatons seulement les importantes açquisitions du ministère d'état. Ce département gagne l'Institut et les haras. Au patronage des beaux-arts dont il jouissait déjà, il joint le haut patronage littéraire. Nous ne croyons pas que les académies aient à se plaindre de la mesure qui, dans leurs rapports avec le gouvernement, leur procure l'intermédiaire courtois de M. le comte Walewski, en les séparant du département de l'instruction publique.

Arrivons aux dispositions importantes du décret. Les changemens notables qu'il consacre peuvent se ramener à ces quatre points : la discussion d'une adresse dans les deux chambres, la publicité des débats parlementaires, le droit d'amendement conféré au corps législatif, et la participation de ministres sans portefeuille aux discussions des assemblées. Le public a bien fait, suivant nous, et nous ferons comme lui, d'attacher peu d'importance

aux détails des dispositions arrêtées et d'en apprécier surtout la portée générale. La pensée-mère du décret est nettement exprimée dans le préambule. Il s'agit de donner aux grands corps de l'état une participation plus directe à la politique générale du gouvernement. La réalisation de cette pensée est assurée au moyen des adresses où les corps de l'état exprimeront leur avis sur la politique du gouvernement après avoir entendu les explications que les commissaires du pouvoir exécutif auront présentées sur la politique intérieure et extérieure de l'empire. Il est pourvu à la communication morale qui doit exister entre les assemblées et le pays par la publicité des débats. Il y a là les rudimens essentiels d'un système parlementaire; peu nous importe que les rouages institués par le décret soient insuffisans ou incomplets. La machine constitutionnelle se fera à la pratique. La nature et la force des choses rendront progressivement aux assemblées la part d'initiative qui peut leur être encore trop avarement mesurée, et finiront bien, s'il le faut, par amener le cabinet tout entier dans le parlement. Nous n'avons pas la prétention de nous ériger en précoces Delolmes du supplément qui vient d'être donné à notre constitution. Nous ne pouvons pourtant nous dérober à la tentation de rechercher quelles seront par exemple les conséquences du système des ministres orateurs et des ministres agissant.

C'est là, au point de vue pratique, l'anomalie la plus apparente du décret. On ne comprend pas au premier abord comment pourra fonctionner ce double cabinet, formé, derrière le rideau, de ministres qui feront les affaires sans les exposer et les défendre dans les délibérations législatives, et sur la scène de ministres qui ne feront rien, mais qui viendront exposer et défendre les actes de leurs collègues. Il semble que l'on ait voulu diviser l'indivisible, et demander à la nature humaine et à la nature des choses plus qu'elles ne peuvent donner. Nous ne serions pas surpris, quant à nous, que ce système imaginé pour éviter ce que l'on appelle dans le régime parlementaire la responsabilité ministérielle, et pour assurer la bonne expédition des affaires, ne nuisît au contraire à la conduite des affaires, et n'aboutît nécessairement à la responsabilité ministérielle et à la formation de véritables cabinets parlementaires sous la conduite d'un premier ministre. Notre conclusion paraîtra peut-être paradoxale; nous croyons qu'on peut dès à présent la justifier.

La constitution actuelle n'a pas encore reconnu la responsabilité ministérielle, et c'est probablement à cette circonstance que nous devons l'institution transitoire des ministres de l'action et des ministres de la parole. D'après la constitution de 1852, les ministres ne sont responsables qu'envers l'empereur, lequel assume vis-à-vis de la nation l'entière responsabilité de son gouvernement. La responsabilité est nécessairement proportionnée au pouvoir, et à ce point de vue la constitution de 1852 est parfaitement logique; mais les chambres ont, elles aussi, des pouvoirs considérables : le sénat peut réviser la constitution, le corps législatif vote l'impôt. En leur donnant le droit d'adresse, en les appelant à participer plus directement à la

politique générale, l'empereur ne vient-il pas encore d'accroître leur pouvoir, de mettre en partage avec les chambres une certaine portion au moins de celui qu'il exerce lui-même dans la politique générale? S'il en est ainsi, et il faut qu'il en soit ainsi, à moins de retirer aux mesures du 24 novembre la portée qu'on leur attribue, l'empereur mettant lui-même dans une certaine mesure son ministère en contact avec les chambres, il est inévitable que le ministère devienne responsable envers les chambres dans cette même mesure. Il faut écarter la fantasmagorie qui obscurcit ce gros mot de responsabilité et ramener au véritable sens pratique cette expression formidable. Il ne peut être question que d'une responsabilité d'opinion, et le principe de la responsabilité ministérielle signifie qu'il est indispensable que le ministère s'inspire des opinions et de l'esprit qui prévalent dans les assemblées auprès desquelles il est chargé de représenter le gouvernement. Responsable d'une part envers la couronne, de l'autre envers le parlement, le ministère doit être le produit de la transaction qui s'opère entre le souverain et les chambres, l'expression de l'accord du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. Il n'y a donc point de préventions à soulever contre cette conséquence. S'il y a partage réel de pouvoir entre le chef de l'état et les assemblées représentatives et si le chef de l'état entre en communication par ses ministres avec les assemblées, la conséquence est inévitable.

Elle sortira infailliblement, suivant nous, de l'institution même du double ministère, qui semble imaginée pour la retarder ou la détourner. Il y a des ministres qui dirigent les divers départemens du pouvoir exécutif, et des ministres orateurs qui vont au parlement. Croit on que la responsabilité sera évitée parce que les premiers ne seront point directement commis vis-à-vis des chambres, parce que les seconds ne seront point engagés devant elles pour leur propre cause, et s'y présenteront comme les avocats d'une partie absente? Mais que l'on rende compte en personne ou par délégué, la compromission n'est-elle pas la même? Plus le ministre d'action aura de mérite, plus ses mesures auront d'importance, et plus il sera jaloux d'exposer lui-même l'économie de ses plans, de réfuter les objections qu'ils soulèveront; plus il aura d'influence personnelle pour en obtenir l'adoption : un tel ministre se résignera-t-il longtemps à n'agir sur l'opinion que par procuration et par l'intermédiaire d'une plaidoirie conçue et exécutée par un autre? Renversez l'hypothèse, mettez-vous à la place du ministre orateur : dans le conseil, il est l'égal de ses collègues. Osera-t-il se charger de la défense de leurs plans, s'il n'en a pas étudié et par conséquent délibéré lui-même tous les détails, s'il n'en a pas pour ainsi dire fait l'élaboration complète de concert avec les ministres à portefeuille? Homme de mérite et habile orateur, il croira devoir prendre une part très large à la préparation des mesures, et il en aura toute la gloire publique; si ses informations sont insuffisantes, s'il manque de connaissance ou de zèle, s'il plaide mal, il peut compromettre et décréditer les mesures les mieux combinées. Comprend-on qu'un ministre d'action puisse travailler en sentant sans cesse par-dessus son

épaule le regard du ministre orateur, en ayant perpétuellement à compter avec les objections et l'influence du collègue qui tient dans ses mains le succès de ses mesures et le sort de sa réputation politique? Se figure-t-on que la réforme commerciale entreprise cette année eût pu être soutenue dans une vaste discussion législative par un ministre amateur, en l'absence de celui qui avait combiné une mesure si grave et si complexe, qui en avait ajusté tous les détails, qui avait conduit toutes les enquêtes préparatoires? Se fait-on une idée d'un ministre des affaires étrangères s'exposant, le cœur tranquille, à voir sa politique affaiblie ou compromise par les imprudences involontaires et l'inexpérience d'un tel suppléant? Si l'expédient du double cabinet arrivait jusqu'à la pratique, ce rouage ne pourrait fonctionner efficacement qu'aux conditions suivantes. Jusqu'à présent, il n'y a que deux ministres orateurs; il est probable que ces deux ministres se partageront les départemens ministériels qu'ils devront représenter devant les chambres. On pourrait concevoir le cabinet comme composé de deux comités de ministère, chacun de ces comités ayant son organe parlementaire spécial. Pour que la bonne expédition des affaires pût se concilier avec la bonne représentation du cabinet devant les chambres, il faudrait que le ministre choisi pour être l'organe parlementaire d'une des deux sections du ministère eût sur cette section une autorité reconnue de ses collègues. Alors chacun des deux ministres parlementaires pourrait être considéré comme président d'une moitié du conseil des ministres. Ce serait un cabinet avec deux présidens du conseil, c'est-à-dire encore une anomalie; mais on ne séjournerait guère dans celle-là : on reviendrait vite à la vérité des choses, qui est la présence de tous les ministres au parlement, leur responsabilité devant les chambres, l'unité et l'homogénéité du cabinet assurée par l'autorité acceptée d'un président du conseil.

Mais, nous le répétons, c'est de la pratique que nous attendons ces divers progrès constitutionnels, et nous ne nous laissons pas offusquer par les imperfections probables d'un système qui n'a point été éprouvé par l'expérience, puisque c'est à cette pratique, attendue par nous avec tant de confiance, que ce système nous mène. Les Anglais ne sont pas arrivés du premier coup à la perfection des ressorts de leur machine constitutionnelle. Ils avaient une chambre des lords et une chambre des communes longtemps avant d'être arrivés à cette forme de transaction entre les pouvoirs que représentent dans un régime parlementaire l'unité et l'homogénéité du cabinet. Ce n'est qu'après le règne de Guillaume III, et par la force des choses, qu'ils ont été conduits à cet achèvement de la forme constitutionnelle. Lord Macaulay a consacré, dans la seconde partie de son histoire, quelques-unes de ses pages les plus ingénieuses et les plus lumineuses à expliquer comment s'établit ce ressort si important du régime parlementaire. L'utilité de la fonction de premier ministre, la nécessité de la fonction du *leader*, du ministre dirigeant dans les assemblées, ont été également enseignées aux Anglais par l'expérience, par l'intérêt de la bonne expédition des affaires,

par les mouvemens et les combinaisons des divers partis politiques. Nous voudrions que, sans se préoccuper des questions de la métaphysique constitutionnelle, sans argumenter à vide sur la nature et les conflits théoriques des divers pouvoirs, sans rechercher des solutions artificielles et prématurées à des problèmes hypothétiques, on se mît de bonne foi, et le plus tôt possible, à la pratique, que l'on appelât les forces vives du pays à cette nouvelle vie politique intérieure qui s'ouvre à lui, et que l'on attendît de l'usage et du temps le redressement des appareils maladroits qui peuvent gêner chez nous l'action publique.

Aussi n'insisterons-nous pas aujourd'hui sur les lacunes et les imperfections que peut offrir le décret du 24 novembre. Le droit d'adresse conféré aux chambres est un des points capitaux du décret, puisque c'est celui qui fera pénétrer l'opinion du pays dans la direction de la politique générale. Nous avouerons cependant que, parmi les moyens d'arriver au même résultat, la forme des adresses en réponse au discours du trône n'est point celle qui nous plaît le mieux. Parmi les emprunts qu'il y avait à faire à nos anciens usages parlementaires, ce n'est point celui que nous eussions choisi. Les discussions de l'adresse étaient trop longues, elles portaient sur des questions trop générales, elles provoquaient des manifestations de principes trop abstraits, elles fournissaient des thèmes trop vides aux déclamations et aux passions de partis. Nous ne sommes pas certains que ces débats de l'adresse n'aient pas nui chez nous au régime parlementaire. Le droit d'initiative dans la proposition des projets de loi et le droit d'interpellation sont plus utiles à la vie parlementaire que de vagues débats sur une adresse. Puisque cependant nous n'avons pu avoir mieux, il faut être prêt à tirer de ce droit d'adresse tout le profit possible. Quelques personnes ont pensé que la convocation d'un nouveau corps législatif était la conséquence naturelle du système nouveau promulgué dans le décret du 24 novembre. Il est clair que la chambre actuelle n'a pas été élue pour remplir les fonctions qui sont aujourd'hui conférées au corps législatif, et que l'extension des pouvoirs des députés semble appeler logiquement un prochain renouvellement du mandat : nous n'éprouvons quant à nous, sur ce point, aucune impatience. Nous sommes également moins pressés que ceux qui auraient désiré que le décret rendît aux journaux leurs anciennes franchises. Ce n'est pas, on le sait assez, que nous soyons insensibles à la liberté de la presse; le rétablissement de cette liberté, qui est la sauvegarde de toutes les autres, nous paraît aujourd'hui certain. Seulement, s'il nous était permis, dans la triste situation où est la presse, d'avoir des délicatesses, nous aimerions mieux devoir cette liberté à une loi précédée et éclairée par une discussion approfondie qu'à un décret.

Il faut le redire pour conclure, l'intérêt du moment n'est point dans la discussion minutieuse des détails du décret du 24 novembre; il est dans la portée générale de ce décret. Une issue est rouverte à la vie politique intérieure

du pays. La question n'est pas du plus au moins lorsqu'on sort du néant et que l'on commence à exister. Nous pouvons tous avoir désormais notre part, une part quelconque, d'influence sur la direction des affaires du pays. Cette situation nous crée un devoir certain, le devoir d'employer pour le bien du pays et au service de nos idées toute la part d'action qui nous est dévolue, le devoir de ne pas nous laisser engourdir, par erreur de jugement ou faiblesse de caractère, dans l'oisiveté politique où nous avons été trop longtemps retenus par les circonstances contraires.

Lorsque, dans l'examen des questions extérieures qui ont contribué à ce retour de liberté qu'il nous est enfin permis d'entrevoir pour la France, nous nous tournons vers l'Italie, il nous semble entendre les libéraux italiens; ils nous disent : « Nous vous promettions bien au commencement de la guerre que l'Italie s'acquitterait des services que vous nous rendiez en vous apportant la liberté! » Cette prophétie ne nous trouvait point incrédules. Parmi les heureuses conséquences qui pouvaient résulter de la guerre d'Italie, nous rangions bien l'espoir d'une renaissance libérale pour la France. Un si grand ébranlement du monde européen, un choc si violent donné aux imaginations ne pouvaient pas laisser la France intérieure immobile et inerte; il était bien juste que la nation, après avoir tenu si brillamment sa partie sur les champs de bataille, reprît sa place dans la délibération de ses affaires. C'était un effet indirect que l'on pouvait attendre de l'entreprise italienne. Nous donnons d'autant plus volontiers quittance sur ce point aux patriotes italiens qu'ils semblent sortir de la phase contestable de leur œuvre, et qu'ils s'appliquent en ce moment à une œuvre de réorganisation dans laquelle ils doivent avoir désormais les vœux de tout ce qu'il y a d'intelligent non-seulement parmi les libéraux, mais parmi les conservateurs de l'Europe. Nous faisons allusion au travail dont s'occupe en ce moment un des esprits les plus élevés du mouvement italien, M. Minghetti, aujourd'hui ministre de l'intérieur. On vient de discuter, dans plusieurs séances du conseil des ministres à Turin, les principes de la loi projetée sur l'organisation administrative de l'Italie. L'on est tombé à peu près d'accord sur les points suivans : institution de régions correspondantes aux grandes divisions naturelles et historiques de la péninsule; décentralisation administrative largement appliquée; distinction entre les communes rurales, qui seront sous la tutelle du conseil provincial ou régional, et les communes urbaines, qui posséderont la pleine liberté administrative; le maire élu par les membres du conseil communal sans participation du gouvernement central; abolition du ministère de l'instruction publique et liberté d'enseignement, le gouvernement se réservant la création d'une université modèle et la nomination d'inspecteurs de l'enseignement primaire, etc. Après les faits qui se sont accomplis en Italie, — le malheureux roi de Naples ne résistant plus que dans Gaëte et ayant peut-être compromis la force de sa résistance et diminué la durée du siége qu'il pourra soutenir en gardant

dans la place deux fois autant de soldats qu'il en pourra abriter dans ses casemates, — le gouvernement piémontais assurant qu'il ne veut point troubler la paix et s'appliquant en effet avec une sérieuse ardeur à la réorganisation de la péninsule, — l'Europe ne peut plus qu'assister avec sympathie à cette grande expérience d'une nation qui cherche à fonder à la fois son indépendance, son unité, sa liberté civile, religieuse et administrative, et qui, pour l'accomplissement de cette œuvre immense, se sert de la liberté politique avec une si remarquable fermeté. Nous ne partageons point et nous ne pouvons partager l'indifférence italienne sur les moyens qui ont été employés pour en venir là; mais, quand nous oublions momentanément ce côté hasardeux de la révolution italienne, nous ne pouvons nous empêcher d'être saisis de la grandeur de l'œuvre tentée par M. de Cavour et d'admirer la robuste confiance que son langage respire. C'est le sentiment que nous éprouvions en lisant sa remarquable dépêche adressée à la Prusse. Pourquoi faut-il que, par une rencontre malheureuse, le jour où paraissait dans la presse française ce beau document diplomatique, quelques journaux se soient avisés maladroitement de publier une lettre du prince Murat à un duc napolitain? Le prince Murat est allié à la famille impériale et siége dans le sénat français. Que signifient dans une telle situation, et en présence de l'état critique que traverse l'Italie, ces allures de prétendant?

Nous ne finirons point sans saluer d'un applaudissement le succès que le parti républicain vient de remporter aux États-Unis. L'élection de M. Lincoln à la présidence est aussi un signe du temps et un puissant encouragement donné aux causes politiques qui savent résister aux longs échecs. Le parti démocratique américain est battu et a mérité sa défaite. Par un de ces calculs immoraux auxquels ce parti n'est que trop accessible, et qui, dans certains pays, en font le satellite du despotisme, le parti démocratique a lié son sort en Amérique à la cause de l'esclavage. Devenu le parti de l'esclavage, il n'a reculé devant aucun excès, aucune corruption, et il tombe aujourd'hui sous une réaction morale qui venge l'honneur des États-Unis.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

DE LA PRESSE PÉRIODIQUE
ET DE LA LITTÉRATURE NATIONALE EN FINLANDE.

Un récent épisode donnera peut-être un certain intérêt d'à-propos à ces lignes, qui contiennent une protestation contre un permanent oubli d'une

nationalité intéressante et trop peu connue. Le nom de la Finlande a retenti, il est vrai, en Europe pendant la guerre d'Orient, alors que nous pouvions penser que nos soldats et nos marins, de concert avec la Suède, allaient réparer, en partie du moins, l'erreur de Tilsitt. Ce que nous avons fait connaître ici même des belles poésies de Runeberg (1) a séduit, nous le savons, un certain nombre d'esprits, et, à côté de ce grand artiste populaire, nous avons annoncé que la poésie nationale nous offrirait tout un cycle de poèmes antiques conservés depuis le paganisme par la seule tradition orale, formant aujourd'hui, écrite seulement depuis 1830, une magnifique épopée de vingt mille vers au moins (2). C'en était assez pour attester chez le peuple finlandais un grand sentiment poétique et d'harmonieux rapsodes. Ce même peuple avait montré en 1809 ses sympathies politiques; il avait résisté avec un admirable courage aux Russes, à qui on l'avait livré; on en savait suffisamment enfin, de ce côté encore, pour désapprouver en 1854 les ravages exercés par les navires anglais sur ses côtes, au risque d'aliéner un allié naturel et un ami décidé.

Voici pourtant qu'à en croire certains organes semi-officiels parlant au nom de la Russie, il existe à peine une nationalité finlandaise méritant d'être nommée, ou bien cette nationalité n'est pas de celles à qui il importe en quelque chose d'être informée des grands changemens qui peuvent survenir en Europe : une paternelle censure doit lui mesurer l'instruction, et, par le temps qui court, on ne lui devra pas parler, par exemple, des affaires d'Italie, qui concordent mal (ce seraient les expressions mêmes du haut fonctionnaire qui gouverne cette censure) « avec les principes d'ordre, de moralité et de sentiment du devoir convenant à un peuple obéissant! » Il existe à ce sujet une curieuse circulaire attribuée à M. le comte de Berg, gouverneur-général de la grande-principauté de Finlande, et dont nous croyons pouvoir assurer l'authenticité. Les feuilles suédoises, dont l'attention ne cesse pas d'être dirigée vers la Finlande, en ont donné des fragmens, qui méritent une large publicité. Voici ceux que nous apporte la feuille suédoise *Dagligt Allehanda* (13 novembre) :

« J'ai vu avec un véritable regret que les journaux publiés en Finlande pour le peuple ne répondent qu'imparfaitement à leur mission, en ce que trop souvent ils s'occupent de sujets qui ne peuvent être pour le peuple d'aucune utilité, et en négligent d'autres qui contribueraient à éclairer et à élever les classes inférieures. En conséquence, j'indiquerai ici brièvement les différens objets sur lesquels pourrait s'exercer le talent de chaque rédacteur en particulier. On pourrait vanter au peuple la vie du foyer, la bonne conduite et l'économie,... l'instruire des premiers soins à donner aux enfans, l'ignorance générale sur ce point important devenant une des causes principales de la mortalité dans les campagnes,... lui recommander le silence et le bon ordre pendant le service divin avec la bonne exécution du chant à l'église,... lui spréenter des réflexions sur les devoirs du chrétien, sur le profit d'une

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre 1854 et du 1er septembre 1857.

(2) Pour donner un chiffre exact, il y en a 22,795, divisés en cinquante *runor* ou chants, suivant la nouvelle édition (Helsingfors, 1849), fort différente de l'ancienne.

constante assiduité aux sermons et aux lectures sacrées, ainsi qu'à la sainte communion. Que les rédacteurs prennent soin toutefois de ne *jamais* sortir, en traitant de tels sujets, du cercle des formules orthodoxes! »

La liste continue de la sorte en trente paragraphes du même style, recommandant aux journaux, comme sujets de développemens utiles, l'hygiène, l'instruction des filles, la tempérance, la mendicité, le vagabondage, l'entretien des routes, la grande et la petite voirie, l'élève du bétail, la manière de sécher la tourbe, et la maladie de la pomme de terre. L'article 28 recommande aux journaux un bien autre service; ils feraient bien, suivant M. le comte de Berg, de signaler à l'autorité les gens errans dans les campagnes, gens de vice et de débauche qui gâtent la santé publique! — L'article 29 revient à des conseils plus honnêtes, permettant de traiter de la géographie, des sciences naturelles, de la statistique, de l'astronomie et de la navigation. — Les plus pressans conseils sont pour la fin. « Article 30. Il serait par-dessus tout souhaitable que le peuple fût engagé de la manière la plus pressante à se conformer aux sages et bienfaisantes prescriptions du gouvernement. Il faut lui faire remarquer que des hommes expérimentés et bien intentionnés ont longtemps et profondément réfléchi et délibéré entre eux avant la promulgation des actes publics et des lois. On leur inspirera de la sorte une confiance bien méritée, et ils regarderont l'obéissance envers la loi comme un devoir nécessaire et profitable.

« Dans les sujets d'articles indiqués ci-dessus, un rédacteur bien intentionné trouvera une source abondante de développemens et de réflexions utiles au peuple; mais je regarde comme tout à fait hors de propos de vouloir entretenir le peuple d'événemens et d'objets qui lui sont tout à fait étrangers. Je compte dans ce nombre des informations et des articles sur les événemens politique du Japon, de la Chine, de la Syrie, de la Sicile, de la Calabre, de l'Ombrie, du Maroc et du Mexique, dont certains rédacteurs parlent à leurs abonnés. Ces sujets-là ne sont pas à leur place dans des feuilles publiées pour la population des campagnes.

« J'invite M. le gouverneur de la province de... à communiquer ces réflexions à MM. les rédacteurs et éditeurs de journaux pour le peuple, et à donner aux censeurs qui dépendent de lui des instructions en conséquence. Les journaux populaires qui ne voudraient pas suivre ces principes devraient être considérés comme des organes, non-seulement peu utiles, mais même fort nuisibles, de la presse périodique. »

Telle est donc la part qu'on voudrait faire à l'esprit public en Finlande; mais c'est trop nous arrêter sur cet incident. Nous ne rechercherons pas si c'est un mal ou un bien que les nationalités secondaires demandent leur place à la vie morale, qui ne se sépare pas pour elles de la vie politique: nous ne voulons que constater l'existence et l'énergie incontestables de l'une d'entre elles; la condamne ensuite qui voudra! — En premier lieu, la race à laquelle appartient celle-ci n'a rien de commun avec les peuples qui l'ont successivement conquise ni avec presque tout le reste de l'Europe. On en peut juger soit par les traditions de son paganisme, soit par sa langue. Le finnois, d'origine oural-altaïque, n'a pas de racines communes avec nos langues indo-européennes; avec le hongrois, l'esthonien, le lapon, le samoïède,

il forme un idiome à part. Ces dernières branches se sont peu développées, et elles n'ont pas brisé l'enveloppe d'une forte synthèse primitive; mais le finnois s'en est affranchi davantage et s'est approprié un notable élément analytique qui, sagement combiné, lui a fait un organisme d'une rare souplesse, propre à exprimer les délicatesses de la pensée humaine. Il a une grande variété de formes et en même temps pour le fond une fixité parfaite: quinze cas, avec un grand nombre de prépositions flexibles, y constituent le mécanisme des noms; la flexion des verbes y est moins abondante, mais suffisante encore et pleine de grâce originelle; les ressources de dérivation y sont inépuisables.

Cette langue n'a été toutefois véritablement cultivée qu'à partir de la réformation. Ce grand événement religieux et social fut pour chaque peuple, parmi ceux du moins qui étaient capables d'une vie propre, le signal d'un retour sur lui-même et d'une revendication de sa personnelle énergie. Le travail interne des langues devait être le symptôme et à la fois l'instrument de cette initiation à la culture moderne. En 1548 parut le Nouveau-Testament en traduction finnoise, et le traducteur, l'évêque Agricola, y ajouta quelques ouvrages sur des sujets religieux. La littérature religieuse s'accrut encore considérablement pendant le siècle suivant; mais, comme le pays était soumis politiquement à la Suède, qui s'honorait d'ailleurs par un remarquable respect de la personnalité finlandaise, la langue suédoise resta celle de l'administration, celle des emplois et des honneurs, celle de la haute église luthérienne et des tribunaux. Toutefois, quand, après la conquête russe de 1809, la Finlande fut constituée, comme elle l'est encore aujourd'hui, en nation particulière et distincte, avec l'empereur de Russie pour grand-prince, on recueillit les fruits de la libéralité suédoise : le peuple de Finlande, paysans et armée, avait conservé sa langue nationale et même, grâce à un certain nombre d'écrivains, l'avait développée en la cultivant. Ainsi se trouva-t-elle prête aux efforts d'une renaissance dont une volonté commune donnait le signal. Le pasteur du haut de la chaire, le grammairien dans l'école, le philologue à l'université, le poète enfin, tous se mirent à l'œuvre. Les efforts furent quelque temps dispersés, ils s'associèrent ensuite. Le 16 mars 1831 fut fondée la *Société de littérature finnoise,* grâce à laquelle, avec le concours d'hommes énergiques et dévoués comme M. Elias Lönnrot, ont été réunies et pour la première fois écrites ces innombrables poésies du *Kalevala* et du *Kanteletar* et ces « proverbes et énigmes » qu'une muse populaire avait imaginés dès les temps mêmes du paganisme, et que la tendre enveloppe d'une langue incomparablement harmonieuse et flexible avait conservés et transmis à travers les âges.

C'en est assez sans doute pour démontrer que la nationalité finlandaise s'est fait une place dans l'heureuse variété de la société européenne. Précisément parce qu'elle ne ressemble pas à ce qui l'entoure, il faut la prendre en grande considération, quand même elle ne se recommanderait que par ce privilége. Qui pourrait apprécier les trésors d'imagination et de traditions perdus chaque fois qu'au milieu de notre vieille Europe une nationalité est opprimée ou se meurt? Qu'on calcule ce que M. Lönnrot et le zélé Castrén ont recueilli de la race finlandaise, qu'on relise les poésies

de Runeberg, et que l'on dise si ce peuple n'a pas déjà payé son tribut. Ce sont trois millions d'hommes seulement, il est vrai, quinze cent mille dans la grande-principauté, quinze cent mille sur le sol russe, dans les provinces d'Ingermanland, d'Olonetz et d'Arkhangel; mais ces trois millions n'ont pas vécu inutiles; l'avenir lui-même ne doit pas les dédaigner : après s'être fait respecter par leur développement intellectuel et moral, ils pourraient être un jour appelés à remplir un rôle politique important en Europe.

En effet, si les Finlandais appartiennent à une race qui ne peut pas se confondre avec celles des grands états qui l'entourent, ce n'est pas qu'ils soient complétement isolés en Europe. D'abord ils s'étendent eux-mêmes, comme nous l'avons dit, en dehors de la grande-principauté, sur les bords des grands fleuves et dans toute la partie nord de l'empire moscovite, et ils touchent presque par là aux peuples de la Sibérie, auxquels par l'origine ils sont alliés. Au sud même de la Baltique, les Esthoniens sont leurs frères, et la langue esthonienne est seulement un dialecte de la leur. Enfin tout le groupe des Magyars se reconnaît avec eux une affinité véritable, et ils forment ainsi, eux et leurs alliés, tout un mur entre le système de l'Europe centrale et la Russie. Les Finlandais n'ignorent pas l'importance politique de ces conditions naturelles, et ils ne se sentent pas dépourvus de sympathies pour des nations sœurs, isolées, comme eux, parmi les peuples de l'Europe, et plus d'une fois maltraitées, comme eux, par les combinaisons de la politique ou les chances de la guerre. Les épreuves de la Hongrie ne sont jamais restées sans échos en Finlande. Lors de l'insurrection hongroise de 1848, les Finlandais s'émurent; la Russie en prit ombrage, et, la lutte une fois terminée, c'est contre la langue nationale de ces peuples qu'elle dirigea ses efforts : une ordonnance du 8 mars 1850 interdit aux journaux imprimés en finnois d'autres articles que ceux concernant des sujets d'économie domestique ou de religion. Vint la guerre d'Orient, qui fit craindre à la Russie un soulèvement de la Finlande; l'ordonnance de 1850 tomba alors en désuétude, et la presse redevint politique. Arrivent les affaires d'Italie avec de nouveaux appels aux Hongrois, et de nouveau se montrent aujourd'hui les défiances du gouvernement russe envers la presse finlandaise.

Cela n'a rien qui doive étonner : la presse finnoise, comprenant les publications périodiques, journaux ou recueils, destinées spécialement au peuple, est singulièrement active. Nous avons sous les yeux quelques-unes de ces publications, avec une liste qui les comprend toutes, et nous y comptons à peu près une douzaine de journaux en finnois, sans compter une douzaine de feuilles en suédois, toutes imprimées dans le pays, et une demi-douzaine de recueils périodiques. Le principal des journaux finnois est le *Suometar*, ou *la Fille de la Finlande*, qui paraît à Helsingfors. Fondé en 1847 par MM. Oksanen, Tikkanen, Polén et Varelius, il s'est depuis lors fort habilement soutenu. Il a parfois compté plus de quatre mille abonnés. Ce sont les correspondances locales qui ont fait tout d'abord son succès. Chacun y adresse ses questions et ses réponses, ses objections ou ses renseignemens. Littérateurs, prêtres, maîtres d'école et paysans s'y rencontrent également, pour discuter les intérêts des paroisses, des communes, du pays tout entier. Les autres journaux ont bientôt suivi l'exemple du *Suometar*, et ces libres discussions, dans un cercle restreint il est vrai, ont fait l'éducation

du pays. Il y a là des paysans qui écrivent avec un rare bon sens, quelquefois avec une netteté et même une élégance remarquables. Un d'entre eux, Anti Manninen, s'est acquis de la sorte une véritable renommée littéraire que plusieurs ouvrages d'économie rurale par lui publiés ont étendue et confirmée. Après le *Suometar* viennent le *Suomen Julkisia Sanomia,* c'est-à-dire le *Journal officiel de Finlande,* fondé il y a quelques années par le gouvernement finnois à Helsingfors; — le *Sanomia Turusta,* ou *Journal d'Abo;* — le *Haemaelaeinen,* ou *Tavastien,* qui paraît à Tavastehus, sous l'habile direction de M. Eurén, philologue et publiciste distingué; — le *Oulun Wükko-Sanomat,* ou *Journal hebdomadaire d'Uleaborg.* C'est sans doute le journal le plus septentrional du monde après celui de Romsö en Norvége; il est rédigé avec une grande habileté par M. le pasteur Baeckwall, etc. — Parmi les recueils périodiques, il faut nommer le *Suomi,* ou *la Finlande,* servant d'organe à la *Société de littérature finnoise* fondée en 1831, que nous avons déjà nommée. Ce recueil s'imprime soit en finnois, soit en suédois; il comprend des mémoires surtout historiques et littéraires. Le *Mehilaeinen,* c'est-à-dire *l'Abeille,* est rédigé principalement par MM. Polén, Koskinen et Lavonius. Le *Literatur-blad* enfin, publié en suédois par M. J. G. Snellman, philosophe et critique remarquable, admet quelquefois aussi des articles en langue finlandaise, et se dévoue d'ailleurs entièrement aux intérêts intellectuels, moraux et religieux de la cause nationale.

Les journaux que nous venons de citer, et bien d'autres encore dont la liste se fût trouvée ici trop longue, ont pour abonnés et pour lecteurs fort assidus les paysans de l'intérieur de la Finlande, car nous ne parlons pas ici principalement des villes, qui lisent aussi des journaux suédois imprimés en Finlande, ou qui reçoivent les feuilles étrangères, toujours, bien entendu, selon le bon vouloir de la censure. Les feuilles finnoises viennent animer et instruire les pères de famille dans leur isolement au milieu de vastes déserts. C'est le prêtre de la paroisse qui reçoit les cotisations de chaque village et à qui la poste apporte de la ville la moins éloignée les différens journaux. On arrive le dimanche de tous les points de la paroisse à l'église, construite d'ordinaire sur une hauteur voisine de quelque point de débarquement, sur la rive d'un de ces lacs, innombrables en Finlande, qui font communiquer entre eux hiver et été les différens hameaux. Chaque père de famille amène les siens dans sa barque ou dans son traîneau. Avant de mettre pied à terre, on refait en un instant la toilette des femmes et des enfans, puis chaque groupe monte vers l'église. On entend l'office, on chante le psaume, on écoute le pasteur. A la sortie du temple, on reçoit les journaux arrivés de la ville. Les plus pressés en font déjà la lecture, et si les événemens sont graves, s'il s'agit, par exemple, de la guerre d'Orient, d'un traité du roi Oscar avec les puissances occidentales, de vastes projets, d'espérances inattendues et hardies, on se groupe, on se consulte, on se prépare ensemble à l'avenir. Sinon, les journaux une fois distribués et reçus, on descend vers les traîneaux ou les barques; alors commence un exercice traditionnel et favori, une lutte de vitesse : les avirons battent les eaux du lac de leurs coups répétés, ou bien les traîneaux sillonnent rapidement la glace; les juges du camp sont, avec le pasteur, ceux qui habitent auprès de l'église ou qui s'en vont à pied par la rive, et les lutteurs eux-

mêmes; bientôt on se dit adieu en passant les uns auprès des autres, on se salue de loin du chapeau et de la main; les lignes qui couraient parallèlement s'éloignent, celles-ci à l'est, celles-là vers l'occident; les baies et les îles rappellent leurs habitans; on retrouve ses foyers, on prépare le repas du soir, que la veillée suit. C'est ici que se fait la longue lecture, et les journaux y ont leur bonne part. S'ils sont rédigés avec patriotisme, quelle influence ne peuvent-ils pas exercer sur des esprits simples et honnêtes, qui se concentrent dans un cercle d'idées peu étendu, mais qu'une vie énergique maintient sans cesse dans le respect du devoir et du droit!

Les organes officiels ou prétendus tels du gouvernement de Saint-Pétersbourg nuisent à la bonne réputation de ce gouvernement en même temps qu'à celle de tout un peuple en parlant et agissant de manière à faire croire à l'Europe trop peu instruite que ce peuple est dédaigné ou mérite de l'être. Il est bien vrai que la grande-principauté de Finlande n'a pas eu toujours à se louer de l'administration russe pendant le règne de l'empereur Nicolas. Il est vrai qu'actuellement encore, — bien qu'en Russie, comme nous le disent expressément les feuilles semi-officielles, la presse périodique ne dépende en aucune manière de l'administration, — en Finlande le gouverneur-général, M. le comte de Berg, exerce à tort ou à raison un souverain pouvoir sur les journaux, étouffant les uns à leur naissance, supprimant les autres, arrêtant certains articles, etc. Il est vrai que, la grande-principauté formant une nation, un état politique à part, dont l'empereur de Russie est le grand-prince, ayant des douanes et une monnaie particulière (1), la convocation constitutionnelle de ses états ou de sa diète se fait pourtant attendre et regretter depuis 1809. Tout cela n'empêche pas cependant, grâce à l'énergie des Finlandais, que le gouvernement russe ne respecte en une certaine mesure leur autonomie. Les efforts qu'on a faits pour introduire dans toutes les écoles l'enseignement de la langue russe n'ont pas réussi; l'armée nationale a conservé le privilége de ne point être appelée hors du pays. La Finlande enfin, après avoir subi encore depuis 1809 quelques mauvais jours, a fondé des espérances, qu'on aime à croire légitimes, sur le règne d'Alexandre II; elle demande, pour l'honneur de ses maîtres et pour son honneur à elle-même, qu'on la respecte aux yeux de l'Europe, avec laquelle, bien que d'une race différente, elle entre en communion d'idées et d'intérêts; elle a sa vie propre, indépendamment du costume officiel qui la couvre, et elle invoque, pour se faire reconnaître, sinon les chancelleries et les cours, du moins l'opinion publique et l'histoire.

A. GEFFROY.

REVUE LITTÉRAIRE.

UNE MISSION DIPLOMATIQUE EN CHINE ET AU JAPON. (2)

Le gouvernement anglais a publié, dans un document officiel qui a été soumis au parlement, la correspondance diplomatique de lord Elgin sur les évé-

(1) Le *markka*, divisé en 100 *penni*, c'est-à-dire le franc partagé en centimes.

(2) *Narrative of the Earl of Elgin's Mission to China and Japan*, by Laurence Oli-

nemens qui se sont accomplis en Chine et au Japon de 1857 à 1859. Cette publication, qui relate les principaux incidens des négociations engagées avec les gouvernemens chinois et japonais pour la conclusion des traités de Tien-tsin (26 juin 1858) et de Yedo (26 août 1858), est pleine d'intérêt; elle contient des révélations fort instructives sur les mœurs et les institutions politiques de ces deux empires, qui représentent à l'extrémité de l'Asie une civilisation si différente de la nôtre. Elle n'est pas complète cependant. Une correspondance officielle, à supposer même qu'elle soit toujours véridique, ne peut pas tout dire; son moindre défaut est de pécher par omission. Il y a des faits qu'un diplomate juge prudent de ne pas exposer trop longuement par écrit; il y a des impressions qu'un gouvernement préfère ne point livrer à la curiosité indiscrète du public ou à l'incommode critique d'un parlement. Cela est vrai en Angleterre comme ailleurs. D'un autre côté, il ne faut pas s'attendre à trouver dans un *blue-book* ces mille détails de descriptions pittoresques qui souvent éclairent d'une vive lumière les plus graves événemens de la politique. Le caractère sérieux d'une dépêche ne se prête guère aux grâces du récit, et il est rare qu'un diplomate s'expose à égayer de loin son gouvernement. Lord Elgin, on doit lui rendre cette justice, s'est quelque peu écarté de la règle commune : il n'a point dissimulé ce qu'il y a d'amusant et d'étrange dans les habitudes chinoises; il a raconté à l'occasion de curieuses scènes de mœurs, et ses dépêches prennent parfois l'empreinte de la couleur locale; mais ici encore il a dû omettre bien des traits piquans, bien des épisodes qui appartiennent cependant à l'histoire de sa mission diplomatique. La publication officielle présentait donc de nombreuses lacunes. Ce que lord Elgin ne pouvait ou ne voulait pas écrire, son secrétaire particulier, M. Laurence Oliphant, l'a raconté au public dans une narration détaillée qui a obtenu en Angleterre un légitime succès, et qui ne sera pas moins appréciée en France, où elle se produit sous les auspices et avec une introduction de M. Guizot.

Nous avons déjà exposé dans la *Revue*, à l'aide des dépêches de lord Elgin et des lettres familières de M. Wingrove Cooke, correspondant du *Times*, l'historique de la campagne de Chine et des négociations de Tien-tsin et de Shang-haï. Le livre de M. Oliphant fournit un complément d'informations que l'on devra mettre à profit pour l'étude des relations européennes avec le Céleste-Empire. Il contient sur la conduite même de la guerre des renseignemens qui, écrits avec l'approbation et peut-être sous la dictée de lord Elgin, seront très précieux à consulter. Ainsi l'ambassadeur anglais croyait avoir à se plaindre de la lenteur et du mauvais vouloir de l'amiral Seymour, qui, disait-on, n'avait pas envoyé au Peï-ho en temps utile les canonnières nécessaires pour attaquer immédiatement les forts de Takou et pour ouvrir aux alliés la route de Pékin : accusation très grave, que lord Elgin n'avait pas exprimée nettement dans ses dépêches officielles. M. Oliphant a pris moins de ménagemens pour incriminer la conduite de l'amiral, et ses critiques ont eu pour résultat, non-seulement de provoquer au sein du parlement une discussion très vive dans laquelle l'amiral Sey-

phant, 2 vol. London 1859; W. Blackwood; — le même ouvrage, traduction française, précédée d'une introduction, par M. Guizot, 2 vol. Paris 1860; Michel Lévy.

mour a dû se défendre contre les allégations du secrétaire de lord Elgin, mais encore de déterminer le gouvernement à concentrer, pour la guerre actuelle, tous les pouvoirs, diplomatiques et militaires, entre les mains de l'ambassadeur, afin d'assurer l'unité de direction et d'exécution qui est indispensable au succès des expéditions lointaines. De même encore, c'est par la plume de M. Oliphant que lord Elgin a cherché à justifier, aux yeux du public, la clause du traité relative à l'installation d'un ministre anglais à la cour de Pékin, puis les concessions qu'il crut devoir faire aux susceptibilités chinoises quant à l'exécution de cet article, que l'on peut considérer comme le point de départ de la seconde guerre. Au point de vue politique, la narration de M. Oliphant est le commentaire des comptes-rendus officiels, et cela seul suffirait pour la recommander à notre attention.

En même temps, si l'on ne s'attache qu'au point de vue pittoresque, le livre de M. Oliphant n'offre pas moins d'intérêt. C'est une description rapide et spirituelle de ce panorama si complexe que présentent aux yeux de l'Européen les horizons du Céleste-Empire; c'est un portrait animé de ces mandarins et de ces Chinois de tout rang, que tant de caricatures, esquissées par les touristes, nous ont si souvent défigurés. On sait qu'après avoir terminé à Shang-haï les négociations diplomatiques, lord Elgin a remonté le fleuve Yang-tse-kiang jusqu'à la ville d'Han-tcheou, l'une des cités les plus commerçantes de la Chine, à près de deux cents lieues de la mer. Cette campagne aventureuse à l'intérieur du Céleste-Empire est racontée jour par jour dans le récit de M. Oliphant. Aucun navire européen ne s'était encore engagé si loin. L'expédition visita Nankin, traversa les provinces occupées par les rebelles, assista aux combats peu meurtriers des troupes de Tae-ping avec l'armée impériale, brûla même un peu de poudre pour son propre compte, et put voir de près les ruines que dix années de guerre civile ont accumulées dans les plus riches provinces de l'empire. C'est là, sans contredit, la partie la plus intéressante du livre de M. Oliphant. Nous la signalons particulièrement, parce qu'elle contient des descriptions tout à fait neuves sur une région qui bientôt, il faut l'espérer, sera définitivement ouverte au commerce européen.

Les opinions de M. Oliphant s'accordent sur beaucoup de points avec celles de M. R. Fortune, qui, le premier après les jésuites du XVIIIe siècle, a osé dire quelque bien de la Chine et des Chinois. La nation vaut mieux que son gouvernement; elle est intelligente, industrieuse, d'un caractère doux et inoffensif, moins hostile aux étrangers qu'on ne le suppose généralement, et assez disposée à nous accueillir quand nous nous présenterons à elle avec des marchandises, et non plus avec le canon. Nos ennemis les Chinois seront facilement nos amis, quand nous aurons eu raison du gouvernement orgueilleux et débile qui siége à Pékin. C'est un renseignement et même un enseignement dont il convient de tenir compte dans nos relations politiques avec la Chine. Pourquoi ne pas ajouter que le secrétaire de lord Elgin se montre ordinairement plus favorable pour les Chinois, ses ennemis, que pour les Français, ses alliés? Quand il est question de nous, de notre coopération militaire, M. Oliphant laisse volontiers percer un sentiment de fâcheuse humeur, et même une pointe d'ironie qui traduit trop fidèlement la répugnance que les Anglais éprouvent à nous voir à côté d'eux sur le terri-

toire chinois. Il décrit, par exemple, la prise d'un fort de Canton. Nos matelots, plus alertes, sont arrivés les premiers sur les remparts, où l'un d'eux plante notre drapeau. Quoi de plus simple? Les Anglais auront leur tour, et nous aurons le bon goût d'applaudir; mais non : M. Oliphant n'aime pas ce drapeau tricolore qui flotte sur le fort, et alors qu'imagine-t-il? Voici son récit : « Comme les matelots français portent souvent de petits drapeaux tricolores dans les poches de leurs larges pantalons, ils peuvent proclamer promptement leur triomphe. Dans cette occasion, le matelot qui était arrivé le premier, ayant eu la précaution de se munir d'un pavillon national, s'élança sur les murs, le drapeau à la main, en criant à pleine poitrine : Vive l'amiral! l'empereur! la France! l'Angleterre! De là grand enthousiasme... » Nos braves matelots riraient bien, s'ils lisaient ce burlesque épisode. Ils jouent franc jeu, surtout à l'assaut, et ils n'ont rien dans les poches. Un pareil trait serait bien mieux placé dans le rapport d'un général chinois. Heureusement pour lui, M. Oliphant a d'ordinaire la plaisanterie plus attique et plus juste.

Le séjour de lord Elgin au Japon et la conclusion du traité de Yedo remplissent la moitié du second volume. Là, M. Oliphant n'est point incommodé par le voisinage du drapeau français, et nous le retrouvons avec son tempérament naturel, avec son talent et sa verve de description qui rencontrent dans la population japonaise de nombreux sujets d'observation et d'étude. D'après lui, le Japon serait de beaucoup supérieur à la Chine. Le gouvernement y est plus éclairé, et le peuple plus intelligent. Le sol paraît fertile et bien cultivé; l'industrie japonaise a atteint un degré de perfection qui mérite l'admiration des Européens. La description de Yedo, les entrevues avec les dignitaires chargés de négocier le traité, les scènes intimes, officielles ou populaires auxquelles assista le secrétaire de lord Elgin, et dont il nous a conservé le procès-verbal, tous ces incidens forment autant de chapitres qu'on lira avec un vif intérêt dans la traduction qui vient d'être publiée. Nous commençons à être blasés sur la Chine; mais pour nous le Japon est encore tout neuf : c'est peut-être le seul pays au monde où nous n'ayons pas tiré quelques coups de canon.

Il nous reste à parler de l'introduction; elle rappelle un épisode peu connu de l'histoire du gouvernement de juillet, qui, lors de l'envoi d'une ambassade en Chine, avait eu la pensée d'occuper un point militaire dans ces parages. M. Guizot publie les instructions qui furent adressées à M. de Lagrené, ainsi que les dépêches auxquelles donnèrent lieu les projets formés au sujet de l'île de Bassilan. « La France, écrivait-il dès 1843, ne possède actuellement dans les mers de Chine aucun point où les bâtimens qui composeront la station navale puissent se ravitailler, réparer leurs avaries, déposer leurs malades; c'est donc à la colonie *portugaise* de Macao, ou à l'établissement *anglais* de Hong-kong, ou enfin à l'arsenal de Cavite, dans l'île *espagnole* de Luçon, que la division française devrait demander un point d'appui, un point de refuge, un point de ravitaillement. — Cela n'est point possible. Il ne convient pas à la France d'être absente dans une aussi grande partie du monde, lorsque les autres nations de l'Europe y possèdent des établissemens. Le drapeau français doit flotter aussi dans les mers de Chine, sur un point où nos navires soient assurés de trouver un abri et des secours

de toute espèce. Il faut donc, comme les Anglais l'ont fait à Hong-kong, comme nous venons de le faire nous-mêmes aux îles Marquises, y fonder un établissement militaire pour notre marine, un entrepôt pour notre commerce... » Les vues du gouvernement s'étaient portées sur la petite île de Bassilan, située au sud-ouest de l'archipel des Philippines. L'exploration à laquelle se livra M. de Lagrené, de concert avec l'amiral Cécille, était de nature à encourager les projets d'occupation. Malheureusement, en présence de la situation générale de l'Europe et des embarras intérieurs de la France en 1845, on crut devoir renoncer à cette partie du programme politique tracé dans les instructions de 1843. Les argumens que faisait valoir à cette époque M. Guizot s'appliquent encore à la situation actuelle. Il n'était pas inutile de les rappeler au moment où les intérêts de la France se trouvent si gravement engagés dans l'extrême Orient. CH. LAVOLLÉE.

UNE NOUVELLE TRADUCTION D'ARISTOPHANE.[1]

Le temps est passé où l'on parvenait aux plus hautes dignités littéraires à l'aide d'une traduction de quelque auteur ancien, et jamais cependant l'art de traduire les grands maîtres, de serrer de près la pensée, de reproduire le ton et la couleur du style, n'a été poussé aussi loin que de nos jours. Par un singulier contraste, c'est au moment où cet art a fait le plus de progrès qu'il doit se résigner à l'indifférence du public. Certes, à l'époque où l'abbé Goujet ne craignait pas de consacrer cinq volumes de sa *Bibliothèque française* aux traducteurs des ouvrages grecs et latins, à l'époque où les Dacier, les d'Ablancourt, les Marolles, les abbé Gédoyn étaient des personnages dans la république des lettres, il s'en fallait bien que les poètes et les orateurs de l'antiquité eussent encore trouvé dans notre langue des interprètes dignes d'eux. On ne doit pourtant ni blâmer ni regretter les honneurs accordés à ces tentatives incomplètes. L'éducation des langues se fait comme celle des écrivains eux-mêmes. En luttant avec les modèles antiques, les idiomes de la moderne Europe développaient maintes qualités natives qui auraient pu demeurer longtemps engourdies. Rien de meilleur que de tels exercices pour acquérir la force et la souplesse. On comprend donc l'intérêt particulier qui devait s'attacher à ces études dans les périodes où la langue se débrouille. Aujourd'hui que nous avons d'autres modèles fournis par notre littérature elle-même, aujourd'hui qu'il ne s'agit plus de façonner un idiome informe, mais de conserver une langue consacrée par les plus glorieux chefs-d'œuvre, en lui imprimant, si nous pouvons, la marque de notre siècle, ce n'est plus dans un intérêt de grammaire ou de rhétorique que nous cherchons à reproduire les maîtres de l'antiquité. Une inspiration plus désintéressée soutient les traducteurs de nos jours. Nous songeons moins à nous et davantage à l'écrivain qui nous occupe. Ce n'est plus

(1) *Plutus ou la Richesse*, comédie d'Aristophane traduite en vers français; — *les Adelphes*, comédie de Térence, traduite en vers français; — *Scènes d'Aristophane*, traduites en vers français par Eugène Fallex, professeur au lycée Louis-le-Grand. Paris, Durand, 1859.

le perfectionnement de notre langue qui est notre principal souci, c'est le désir d'attraper la ressemblance, d'exprimer la physionomie vraie du modèle, de lui rendre, sous une nouvelle forme, le mouvement et la vie. Aussi, bien que les meilleures traductions écrites par nos contemporains ne conduisent plus leurs auteurs à l'Académie, elles auront peut-être en définitive un succès plus durable que celles des d'Ablancourt et des Marolles. Fidèles et expressives, profitant des ressources agrandies de notre idiome et des lumières de la critique, habiles à reproduire la simplicité des temps primitifs et l'élégance des âges cultivés, sachant en un mot se conformer aux lois qui résultent de la réalité même et substituer l'art vrai à la convention oratoire, elles appartiennent, on peut le dire, à ce mouvement de rénovation historique qui sera un des titres les plus glorieux du XIX[e] siècle.

Assurément, si un nouvel abbé Goujet s'amusait à cataloguer, à examiner, à comparer entre elles toutes les traductions d'auteurs grecs et latins publiées seulement depuis une quarantaine d'années, il en pourrait signaler un grand nombre dont le succès est assuré pour longtemps. Sans parler du Cicéron de M. Victor Leclerc et du Tacite de M. Burnouf, combien d'études excellentes composées par de jeunes maîtres! Citer M. Pessonneaux, à qui l'on doit une version pure et harmonieuse de Virgile, M. Talbot, qui a rendu avec un égal bonheur la vivacité de Lucien, la grâce de Xénophon, la tendresse de Térence; M. Cass-Robine enfin, qui a traduit Horace avec une fidélité hardie au moment même où M. Patin en donnait une traduction si savamment composée, et M. Jules Janin une transposition si spirituelle; citer ces noms, disais-je, c'est rappeler les progrès d'un art qui recule, s'il n'avance, car il est tenu de mettre à profit tous les perfectionnemens de la critique et de l'histoire littéraire. Parmi ces interprètes du génie antique, une place particulière est due aux écrivains qui essaient de traduire les poètes dans cette langue des vers qui est une si grande partie de leur charme. Il y a une dizaine d'années, un jeune professeur de l'Université, M. Eugène Fallex, avait donné une traduction en vers du *Plutus* d'Aristophane; ses vers étaient francs, nets, incisifs, et l'on voyait que l'auteur, pour traduire le maître de l'antique comédie, avait étudié avec amour les maîtres de la comédie française. Encouragé par le succès de cette première tentative, M. Fallex a essayé d'assouplir encore son style, afin de nous rendre la douce gaieté des *Adelphes* de Térence; puis, revenant à Aristophane, il a entrepris de reproduire en vers toutes les variétés de son inspiration comique.

Mais quoi! traduire Aristophane! le traduire tout entier en des vers joyeux et brillans! Si l'on fait œuvre de science, oui, sans doute, c'est l'Aristophane complet qu'il faut donner; ses énigmes et ses effronteries, ses allusions perpétuelles et ses cyniques peintures ne sont-elles pas pour la critique de précieux documens? Si vous le traduisez pour être lu du public, si vous n'écrivez pas pour quelques savans, mais pour les Français du XIX[e] siècle, supprimez ces longueurs, effacez ces souillures, détachez de l'œuvre tumultueuse du poète les tableaux éternellement vrais qu'elle renferme : vous aurez alors le grand inventeur comique, l'imagination audacieuse et sensée, le bouffon dont la gaieté bruyante cachait des pensées si profondes, en un mot celui dont Platon disait : « Les Grâces, cherchant dans le monde une demeure impérissable, trouvèrent l'esprit d'Aristo-

phane. » C'est ainsi que M. Fallex a compris sa tâche. A chacune des comédies du maître il emprunte ses situations les plus originales, ses dialogues les plus vifs, et cette galerie de scènes bouffonnes nous révèle tout d'abord quelle était l'abondance de la veine comique chez l'auteur des *Chevaliers* et de *l'Assemblée des femmes*. Nous savions bien qu'Aristophane avait traité tour à tour la comédie politique, la comédie de mœurs, la comédie littéraire, qu'il avait attaqué les innovations de la philosophie, qu'il avait bafoué le socialisme de ses contemporains; peut-être avait-on moins remarqué combien le poète rassemble de petites comédies particulières dans chacune de ses œuvres. M. Fallex en trouve jusqu'à trois dans *les Chevaliers;* il les intitule *l'Homme d'état malgré lui, un Succès de tribune devant le peuple athénien*, et *A corsaire corsaire et demi*. Voici dans *les Acharniens* deux comédies à côté l'une de l'autre : la première s'appelle *une Séance à l'assemblée d'Athènes*, la seconde est intitulée *Petits Inconvéniens des grandeurs militaires. Les Nuées, les Guêpes, la Paix, les Oiseaux, les Fêtes de Cérès, les Grenouilles, l'Assemblée des femmes* et *Plutus* passent ainsi tour à tour devant les yeux du lecteur, avec leurs tableaux comiques très ingénieusement mis en relief.

N'y a-t-il pas un peu trop d'art dans cette combinaison? La puissance des peintures aristophanesques n'est-elle pas un peu diminuée dans cette distribution par fragmens? Je sais tout ce que l'on peut dire contre le système des morceaux choisis. Au point de vue de l'histoire et de la critique, rien ne saurait remplacer l'étude complète d'un poète comme celui-là; au point de vue de la beauté littéraire, il fallait nécessairement faire un choix. M. Fallex n'a pas un culte superstitieux pour les anciens; sans parler des choses que la morale condamne, il sait bien qu'il y a dans ce poète tant admiré de Platon plus d'une page vulgaire et insipide. « Comment, s'écrie-t-il, transporter en bloc dans notre littérature ces comédies toutes de fantaisies burlesques et d'imaginations bizarres ou surannées? A quoi bon donner d'un bout à l'autre ces pièces dépourvues d'intérêt dramatique, ce vaste échafaudage d'épigrammes, d'allusions, de violences, de personnalités perdues pour nous? Et quel profit à dévoiler ces tableaux cyniques, ces peintures farcies d'obscénités et d'ordures, qu'il faut laisser dans la langue qui les a produites, chez le peuple qui a pu les tolérer ou les applaudir? » Rien de plus juste; voulant faire lire Aristophane, il fallait bien qu'il en retranchât tout ce qui est inintelligible ou rebutant. Ce qu'on justifierait moins aisément, ce sont ces titres tout modernes, ces étiquettes dans le style du jour, ces dénominations inattendues qui font ressembler la liste des scènes d'Aristophane à quelque programme de nos théâtres. L'auteur des *Guêpes* et des *Nuées* aurait-il intitulé une de ses comédies *Un Congrès*, et cette autre *Apologie des femmes par elles-mêmes?* Aurait-il mis sur la scène *le Communisme en théorie, le Communisme en pratique, l'Homme d'état malgré lui, le Dieu sans le savoir?* Je sais bien l'excuse de M. Fallex, il a vu là un moyen de piquer la curiosité du public. C'est une façon vive et brusque de dire à son lecteur : « Ne t'arrête pas à cette première page, lis encore, lis jusqu'au bout, tu verras qu'Aristophane a bafoué des travers, des vices, des folies dont nous sommes encore les témoins et quelquefois les victimes. *De te fabula narratur*. La scène est indifféremment dans Athènes ou à Paris. » Ce qu'un autre

eût mis dans la préface, M. Fallex le met lestement dans ses titres. Si ce procédé n'est pas tout à fait conforme à la simplicité antique, il est vif, ingénieux et assez grec au moins par ce côté.

Je crois pourtant que le traducteur des *Scènes d'Aristophane* aurait pu s'abstenir d'un tel moyen. La verve et la grâce de son style suffisent à soutenir jusqu'au bout l'attention du lecteur. On sait comment Aristophane, parlant à une démocratie spirituelle et lettrée autant que turbulente et fougueuse, savait passer sans effort de la familiarité la plus hardie à la poésie la plus pure. Pour exprimer des tons si différens, M. Fallex a fréquenté plus d'une école; après maintes pages où se révèle le studieux disciple du *Misanthrope* et des *Plaideurs*, on voit tout à coup l'écrivain qui a suivi André Chénier aux bords de l'Ilissus. Tel est ce passage des *Nuées* où le Juste essaie d'arracher à l'Injuste le cœur et l'esprit du jeune Athénien :

Donc, ô mon jeune ami, suis-moi, viens hardiment.
J'enseigne la raison, non le raisonnement.
Je veux t'apprendre à fuir, à l'égal de la peste,
L'agora, lieu maudit; le bain, lieu plus funeste;
A rougir des propos qui blessent la pudeur,
Et si quelqu'un se moque, à braver le moqueur.
Avec moi tu sauras par quelle bienséance
L'enfant doit se lever quand le vieillard s'avance,
Doit aider ses parens, doit, type de candeur,
Ne jamais s'avilir ni forfaire à l'honneur...
Viens, brillant de fraicheur en ta fleur jeune et belle,
Enfant, viens au gymnase où la vertu t'appelle...
Là, loin des ergoteurs, des parleurs, des brailleurs,
Loin du troupeau hurlant des pâles chicaneurs,
Dans ses jardins fleuris, la docte académie,
Sous ses verts oliviers, Minerve, ton amie,
Recevra ta jeunesse; et de joncs couronné,
D'un sage et jeune ami toujours accompagné,
Respirant les parfums du smilax, sous l'ombrage
Des peupliers vers vous baissant leur blanc feuillage,
Au sein d'un doux loisir, au retour du printemps,
Quand tout renait rempli de parfums et de chants,
Quand le platane et l'orme unissent leur murmure,
Heureux, tu goûteras une volupté pure!

Nous citerons encore la dispute d'Eschyle et d'Euripide dans *les Grenouilles*, le dialogue de Démosthène et du charcutier dans *les Chevaliers*, celui de Praxagora et de Blépyre dans *l'Assemblée des femmes*. M. Fallex est arrivé à son but; il nous a donné un Aristophane que chacun peut lire. Réservé naguère aux gens du métier, condamné à une gloire de bibliothèque et d'académie, ce poète de la place publique, le plus hardi lutteur de son temps, essaie de rentrer aujourd'hui au sein de la littérature vivante; les esprits les moins initiés à la connaissance de l'antiquité peuvent s'intéresser à des peintures vieilles de plus de deux mille ans, et dans cette satire de la démocratie athénienne ils retrouveront en souriant bien des traits de notre histoire.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

V. DE MARS.

e
-
n
-
,
-
e
s
-
é
-

e-
s,
st
é-
ue
on
es
er
le
le